

Le Figaro, no. 23982

Le Figaro, mardi 28 septembre 2021 1198 mots, p. 18

Débats

Les Français sont-ils devenus athées ?

Delsol, Chantal

Les Français seraient désormais 51 % à ne pas croire en Dieu, soit une proportion en hausse, selon un sondage réalisé par l'Ifop et rendu public voilà cinq jours. Les sociétés occidentales ont adopté d'autres croyances, d'autres religions ou spiritualités, et d'autres morales, juge la philosophe*. Un seuil symbolique a été franchi : désormais plus de la moitié de la population française se dit incroyante. C'est même l'ensemble du Vieux Continent et sans doute l'Occident tout entier qui est en train de voir s'effacer la religion de ses pères.

Le mouvement dont l'ampleur éclate aujourd'hui sous nos yeux a commencé il y a bien longtemps, sans doute avec les philosophes du XVIIIe siècle et même avant. Le judéo-christianisme porte en lui le doute, parce qu'il porte l'idée de vérité. Aussi avance-t-il dans l'histoire habité par sa propre mise en cause.

Cependant il faut distinguer le christianisme et la chrétienté. Le christianisme ne semble pas du tout en voie d'extinction. Il se déploie, notamment sous la forme de branches du protestantisme, dans de larges zones d'Amérique latine ou d'Asie. C'est en Occident qu'il s'efface.

Mais la chrétienté traduit bien autre chose : le christianisme comme civilisation, comme pouvoir sur les mœurs et les lois des pays. On peut dire que la chrétienté en tant que telle a disparu de nos territoires depuis les années 1960 ou les lois sur l'IVG. Depuis lors, ce ne sont plus les dogmes religieux qui déterminent ce que la morale interdit ou permet, ce sont des comités d'éthique composés d'une multitude de courants divers. La chrétienté aura duré seize siècles, depuis la fin du IVe siècle. C'est aujourd'hui qu'elle se rompt.

D'où l'angoisse, voire l'affolement, de certains chrétiens d'aujourd'hui. Ayant perdu le pouvoir sur la société, ils se pensent dès lors perdus tout à fait, comme si leur existence même était liée à leur hégémonie. Ils vont devenir, ils sont déjà devenus une minorité, et ils ne savent pas ce que c'est. Il leur faudrait aller prendre des leçons chez les juifs ou chez les protestants. Je ne suis pas sûre que nos clercs aient bien compris ce nouveau statut de minorité, qui impose la modestie et une attitude de vérité - car on ne pardonne rien aux minorités, et tout leur est porté à charge. Les affaires de pédophilie, où l'on voit que le péché cherche à se cacher plus qu'à se combattre, ont porté un coup terrible à une institution déjà bien malade, et qui poursuit sa chute dans les pays les plus catholiques du Vieux Continent : l'Espagne, l'Irlande, la Pologne.

Il ne faudrait toutefois pas s'imaginer que le vieil Occident va pour autant devenir « athée », comme nous l'annoncent les études d'opinion. À vrai dire, « athée », cela n'existe pas, sauf peut-être chez quelques intellectuels germanoprats, pas toujours honnêtes avec eux-mêmes. L'homme est un animal religieux, parce qu'il est confronté toujours et partout avec le mal, la souffrance et la mort, et il ne saurait vivre sans tenter de leur donner un sens. Lorsque Malraux dit que « *le XXIe siècle sera religieux ou ne sera pas* », il énonce un truisme : tous les siècles sont religieux !

Les pays d'Occident ne sont pas devenus « athées » - ils ont adopté d'autres croyances, d'autres religions ou spiritualités, d'autres morales. Je ne parle pas de l'islam - certains catholiques affolés pensent qu'ils vont être remplacés par l'islam, mais les choses ne se passent pas ainsi. À la religion d'Occident se substituent peu à peu ses ersatz, ses succédanés, ses échos. Une religion ne meurt jamais. Sa dépouille est récupérée par les suivants. Les premiers chrétiens se sont installés dans les temples païens, dont ils ont transformé les significations. Il n'y a pas de tabula rasa. Toute culture est palimpseste. Ainsi de la modernité avec le christianisme. La croyance en la transcendance s'effondre, mais l'édifice ne disparaît pas : il est recyclé autrement. Un historien des religions américain, Joseph Bottum, a décrit le recyclage de transcendance en immanence tout au long du XXe siècle, et comment le ciel s'est pour ainsi dire écrasé sur la terre. Le souci du Salut s'est transformé en souci du salut social. Le Mal qui était envie, adultère, orgueil est devenu impérialisme, guerre, oppression sociale, homophobie.

Grave erreur, de croire que toute morale, religion, croyance, s'effondre derrière le christianisme désormais privé de pouvoir. Dostoïevski s'écriait : « *Si Dieu n'existe pas, tout est permis !* » Manière de dire qu'après moi, le déluge... En réalité, les vertus essentielles de la morale chrétienne se métamorphosent en une sorte de morale laïque. Des auteurs du XXe siècle (Scheler, Kolnai, Chesterton) l'ont appelée l'humanitarisme. Cela pour la distinguer de l'humanisme, car nous ne sommes plus humanistes, ayant expulsé l'homme du centre du monde. L'humanitarisme récupère les vertus chrétiennes de compassion et d'égalité, et les recycle dans l'immanence d'un monde sans dieu. Sans la transcendance, toutes ces vertus dégénèrent, se font mièvres et pleines de sensiblerie, en même temps qu'elles demeurent oppressives. La morale devient pour ainsi dire une religion.

Mais les choses vont plus loin. La religion traditionnelle de l'Occident transcendant et monothéiste n'a pas été tout bonnement effacée pour être remplacée par le rien. Elle a été lentement supplantée par des polythéismes immanents - ce que l'on appelait le paganisme. Ou par des spiritualités multiples, parfois héritées de nos traditions (le stoïcisme, l'épicurisme), parfois reçues d'autres cultures (le bouddhisme). Il faut insister pour dire que la vénération de multiples « dieux » ou la sacralisation de tout ou partie du monde immanent est une tendance humaine universelle - c'est le monothéisme transcendant qui représente une exception. Ainsi, dès que le monothéisme s'effondre, les multiples dieux immanents reviennent d'eux-mêmes. Quant aux spiritualités, elles sont si liées à la pâte humaine que leur surgissement est presque instinctif. L'homme est un être spirituel et religieux. C'est pourquoi nous avons aujourd'hui en Occident des descendants des épicuriens, des adeptes de Bouddha, des gens qui embrassent les arbres et des adorateurs de baleines, par exemple.

L'écologie tient lieu de religion nouvelle, et, en l'occurrence, elle est un panthéisme. Elle a ses rites, son catéchisme obligatoire, ses interdictions, ses prophètes et ses grands prêtres, ses anathèmes et ses excommunications. Processus très dangereux, car dégrader une véritable science en religion, c'est mortel pour la science en question - et nous avons bien besoin de l'écologie.

Ce que les peuples occidentaux ont déjà commencé à perdre, ce sont les fondements du judéo-christianisme, les présupposés culturels sur lesquelles s'appuyait l'édifice. C'est d'abord la croyance en l'existence de la vérité, qui nous vient des Grecs - et nous revenons aux mythes, ce qui inaugure bien des dégâts pour la pensée scientifique. C'est ensuite l'idée d'un temps fléché, qui a donné historiquement l'idée de progrès, et nous revenons au temps cyclique avec l'annonce de catastrophes apocalyptiques. C'est enfin la croyance dans la dignité substantielle de l'être humain, qui s'efface pour laisser place à une dignité conférée de l'extérieur, sociale et non substantielle, comme c'était le cas avant le christianisme. Il nous faut dorénavant vivre avec ces présupposés nouveaux pour nous. Les chrétiens qui restent en Occident demeureront une minorité et, probablement, les agents secrets de Dieu.

* *De l'Institut. Chantal Delsol publie le 14 octobre « La Fin de la chrétienté » (Éditions du Cerf).*

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/taliban-reaktor-schliesst-frauen-an-universitaet-von-kabul-aus-17558975.html>

EINE WOCHE IM AMT:

Taliban-Rektor schließt Frauen an Universität von Kabul aus

• AKTUALISIERT AM 28.09.2021-08:32



Dem Rektor zu wenig: In schwarze Burkas gehüllte Frauen sitzen in einem Hörsaal der Universität in Kabul und halten Taliban-Fahnen in den Händen. Bild: dpa

Auf Twitter begründet Universitätsrektor Mohammed Aschraf Ghairat seine Entscheidung damit, dass noch kein „echtes islamisches Umfeld für alle gegeben“ sei.

Frauenverbot an der Universität von Kabul: Der neu Taliban-Rektor schließt bis auf weiteres sowohl Studentinnen als auch weibliche Lehrkräfte von der angesehensten Bildungseinrichtung Afghanistans aus. Das berichtete die [New York Times](#) am Dienstag. Auf Twitter kündigte der neue Universitätsrektor Mohammed Aschraf Ghairat an, dass Frauen nicht zum Studieren oder zum Arbeiten kommen könnten, „solange nicht ein echtes islamisches Umfeld für alle gegeben“ sei. Unter dem letzten Taliban-Regime in den 1990er Jahren waren Frauen und Mädchen von aller Bildung ausgeschlossen gewesen.

In der vergangenen Woche war der bisherige Leiter der Kabuler Universität, der Pharmakologie-Professor Muhammad Osman Baburi, zugunsten Ghairats abgesetzt worden, der lediglich einen Bachelor-Abschluss besitzt. Ghairat hat auf Twitter bereits offen zur Ermordung von Journalisten aufgerufen, weil diese alle „Spione“ seien.

Anders als in den 1990er Jahren dürfen im Moment Mädchen zwar weiterhin die Schule bis zum Ende der 6. Klasse besuchen. Von weiterführenden Schulen sind Frauen und Mädchen allerdings nun ausgeschlossen. Lediglich der Unterricht von Jungen der Klassen 7 bis 12 wurde wieder aufgenommen. Der Taliban-Sprecher führte zur Begründung aus, Mädchen benötigten ein „sicheres Lernumfeld“.

Proteste gegen Ausschluss

Afghanistan ist aktuell das einzige Land der Welt, dass Mädchen den Besuch einer höheren Schule nicht erlaubt. Ohne diese Genehmigung wären Mädchen später automatisch von einem Studium an einer Universität ausgeschlossen. In mehreren afghanischen Städten gab es bereits Proteste gegen den Ausschluss von Frauen und Mädchen von Bildung und Arbeit.

Die [Taliban](#) hatten Mitte August die Macht in ganz Afghanistan übernommen. Die radikalislamische Gruppe hatte zunächst angekündigt, die Rechte von Frauen und Mädchen zu achten, so lange dies in Einklang mit der Scharia, dem islamischen Gesetz, stehe. Das Gesetz kann aber sehr unterschiedlich ausgelegt werden.

Staatsterror per Pfeilgeschoss: Wie der französische Geheimdienst 1957 in Genf einen Schweizer Waffenhändler ermordete

Im September 1957 wurde in Genf der Waffenhändler Marcel Léopold ermordet. Die Ermittler tappten im Dunkeln. Heute ist klar: Léopold war Opfer einer Geheimoperation des französischen Staates. Ein Blick zurück.

Thomas Riegler

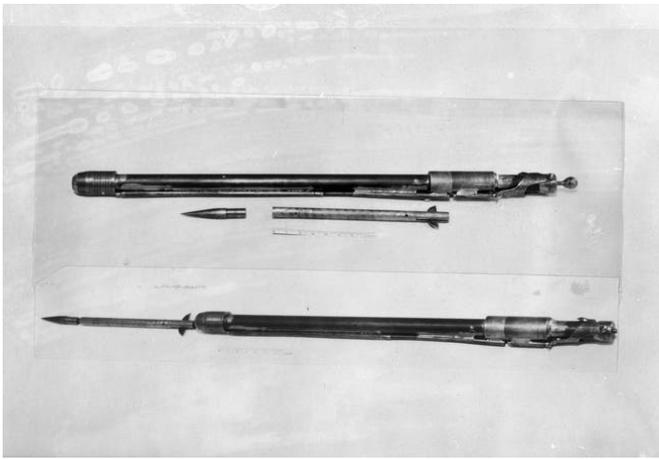
28.09.2021, 05.35 Uhr

Die Jäger haben ihrer Beute lange aufgelauert, bevor sie zugeschlagen haben. Aus einem parkierten Auto sollen sie während Wochen die tägliche Routine des Waffenhändlers Marcel Léopold überwacht haben. Am Donnerstagnachmittag, 19. September 1957, ist es so weit. Als Léopold zu seiner Wohnung am Genfer Cours de Rive Nr. 16 aus dem Lift steigt, trifft ihn ein Stahlpfeil in die linke Seite des Oberkörpers, was zu massiven inneren Blutungen führt.

Der 55-jährige Léopold schafft es noch, an der Türe zu klingeln. Als seine Frau öffnet, stammelt er, er sei «vergiftet» worden, und bricht zusammen. Wenig später ist er tot. Ein Hausbewohner nimmt noch einen flüchtenden Unbekannten im Treppenhaus wahr: zwischen 40 und 50 Jahre alt, rund 180 cm gross, gut gekleidet und von kräftiger Statur. Draussen angekommen, springt der Mann zu einem Komplizen ins Auto, und sie verschwinden.

Die Mordwaffe wird ein Stockwerk tiefer gefunden. Es ist ein 40 cm langes Rohr, das aussieht wie eine Fahrradpumpe. Tatsächlich befindet sich im Innern ein pistolenartiger Mechanismus mit Schlagbolzen und Treibladung. Auf diese Weise ist der Pfeil verschossen worden, dessen abnehmbare Spitze Léopold tödlich getroffen hatte. Diese improvisierte Harpune regt Spekulationen an. So wird in den Medien behauptet, das Projektil sei mit dem südamerikanischen Pfeilgift Curare präpariert gewesen.

«Alles, was wir wissen, ist, dass es nicht wie ein Mord aussieht, der von einem Europäer verübt wurde», zitiert das «Time»-Magazin einen offiziellen Sprecher und titelt selbst: «Murder, Foreign Style». Noch Anfang 1958 regt Aussenminister Max Petitpierre bei der Botschaft in Kairo Nachforschungen an, ob die seltsame Mordwaffe nicht aus nordafrikanischen Kreisen stammen könnte. Doch der Botschafter kann die «gewünschten Auskünfte» nicht liefern: «Die Befragten vertraten die Meinung, dass es sich bei der Waffe um eine Einzelanfertigung handeln dürfte.»



Wer stellt so etwas her? Die sichergestellte Tatwaffe im Fall Léopold.

Getty

Klar ist für die Behörden einzig, dass es sich beim Toten um eine schillernde Persönlichkeit handelt.

Glücksritter in China

Über Herkunft und Jugend von Marcel Léopold ist wenig bekannt. 1902 in der Schweiz geboren, lernt er das Uhrmacherhandwerk. Schon 1918 verschlägt es ihn ins chinesische Tianjin, wie aus einer behördlichen Notiz hervorgeht, die im Bundesarchiv aufbewahrt wird. Andere Quellen datieren den Beginn seines China-Abenteuers auf 1923. Innerhalb weniger Jahre wird dort aus dem mittellosen Glücksritter ein extravaganter Neureicher. Begonnen hat alles mit Diamanten- und Schmuckhandel, der Léopold den Zugang zur lokalen Elite eröffnet. Bald kommen andere lukrative Geschäfte hinzu.

Denn China ist ab 1927 Schauplatz eines Bürgerkriegs zwischen Kommunisten und verschiedener Warlords. Léopold betätigt sich als Waffenhändler und beliefert die verschiedenen Seiten mit Munition jedes Kalibers. Weitere Einnahmen sprudeln aus einem 1935 eröffneten Kasino, einer Pferderennstrecke und Börsenspekulation. Den so gewonnenen Reichtum stellt der Tycoon zur Schau: Er lässt sich von einem französischen Architekten ein zehnstöckiges modernistisches Hochhaus in einer zentralen Strasse von Tianjin errichten. Dieses trägt noch heute den Namen «Léopold Building». Es ist damals das höchste Gebäude der Stadt. Léopold bewohnt den 9. Stock, in dem sich eine Luxuswohnung samt Bibliothek und grossem Balkon befindet. Unterhalb residiert sein Anwalt, auf dessen Dienste er zunehmend angewiesen ist.



Schillernde Persönlichkeit: der Schweizer Waffenhändler Marcel Léopold in einer undatierten Aufnahme.

Denn Léopolds Glückssträhne hält nicht ewig. Die Schweizer Gesandtschaft in Peking bilanziert: «Er nahm u. a. beträchtliche und hoch verzinsliche Darlehen bei der Europäer- und Chinesengemeinde Tientsin auf und investierte sie in Grossbritannien und im Betrieb eines grossen Spielhauses. Diese Kapitalanlagen waren nicht unvernünftig, aber äusserst riskiert.» Trotzdem sei es Léopold gelungen, «sich während all dieser Jahre zu behaupten. Sein Ruf als Geschäftsmann ist aber nicht gerade der beste, und er hat zahllose Gläubiger, die er wohl nie wird befriedigen können, da die Realisierbarkeit seiner Investitionen immer fragwürdiger wird.»

Zu den wirtschaftlichen Turbulenzen kommt ein politischer Umbruch. Nach der Machtübernahme durch die Kommunisten 1949 wird Léopolds Eigentum beschlagnahmt und er selbst für zweieinhalb Jahre ins Gefängnis gesperrt. Man wirft ihm vor, nach der Niederlage Japans 1945 feindliches Eigentum – darunter japanisches und chinesisches Armeematerial – entgegengenommen und teilweise zu Geld gemacht zu haben.

Nach Verbüßung der Strafe kehrt Léopold 1954 ruiniert nach Genf zurück. Der Plan, ein Wettgeschäft aufzuziehen, zerschlägt sich. Léopold stellt einen Antrag an die eidgenössische Kommission, welche die «erlittenen Schäden» von Schweizer Staatsbürgern während des Zweiten Weltkriegs in Asien prüft. Ohne Erfolg. Es bleibt der Waffenhandel.

Der Bundesanwalt als Leak

Seit 1954 tobt der Algerienkrieg zwischen der französischen Kolonialmacht und der algerischen Befreiungsfront (FLN). Es ist ein ungleicher Kampf, weshalb die Rebellen sich bei westeuropäischen Waffenhändlern Panzerfäuste, Sprengstoff, Schnellfeuergewehre, Maschinenpistolen und Granatwerfer besorgen. Diesen Nachschub zu unterbinden, wird zur Aufgabe des französischen Auslandsgeheimdiensts SDECE.

Im August 1956 trifft Léopold mit zwei Abgesandten der FLN zusammen, die 50 Kilogramm «Plastic» (Plastiksprengstoff) ordern. Über Mittelsmänner wird der Sprengstoff in Schweden beschafft und im Januar 1957 in zwei Koffern via Genf nach Tripolis ausgeflogen. Zur selben Zeit erhält Léopold eine neuerliche «Plastic»-Bestellung. Diesmal werden 60 Kilogramm in einer Schweizer Sprengstofffabrik in Gamsen produziert. Doch als Léopold am 28. Januar 1957 die Ware am Flughafen Genf-Cointrin zwei FLN-Leuten übergeben will, nimmt ihn die Bundespolizei fest. Zwar bleibt er nicht lange in Gewahrsam. Aber der SDECE hat Léopold nun auf dem Radar.

Eine wesentliche Rolle spielt der Schweizer Bundesanwalt René Dubois. Dieser hegt Sympathien für die französische Sache. So hat er bei einem Besuch bei der Pariser Polizei 1956 gemeint, dass sich in Nordafrika nicht nur das Schicksal Frankreichs, sondern «vielleicht sogar der weissen Rasse» entscheide. Dem als Handelsattaché in Bern getarnten SDECE-Agenten Marcel Mercier ist es daher ein Leichtes, Dubois anzuzapfen. Über den Bundesanwalt und dessen Untergebenen, den Bundespolizei-Inspektor Max Ulrich, bekommt Mercier «Hunderte» geheime Dokumente zugespielt. Anfang 1957, als der Skandal ruchbar wird, begeht Dubois wohl in einer Panikreaktion Selbstmord. Ulrich wird zu zweieinhalb Jahren Haft verurteilt.

Unter den Dokumenten, die Dubois und Ulrich geleakt haben, ist auch ein Monatsbericht, der den Fall Léopold «ausführlich» darstellt. «Vermutlich am 4. März 1957» bekommt ihn Mercier in die Hände: «Letzterer durfte von dem Schriftstück sofort eine Fotokopie hergestellt haben», heisst es in einem Dossier im Bundesarchiv. Es war die «Hauptinformationsquelle der französischen Dienste» zu den Aktivitäten des Waffenhändlers. Léopold bekommt das rasch zu spüren.

Bereits am 8. April 1957 sei er vor dem Hotel «Russie» in Genf von einem gewissen Colonel Perrin angesprochen und gefragt worden, «was eigentlich los sei, warum man ihn verhaftet habe; was er mit den Algeriern zu tun haben». Der französische Geheimdienstoffizier habe erklärt, «man sei in Paris auf dem Laufenden». In der Folge soll Léopold Drohbrieve erhalten haben. Trotzdem sitzt er noch am Vorabend seiner Ermordung in einem China-Restaurant in Genf mit dem deutschen Waffenhändler Georg Puchert zusammen, der ebenfalls die FLN beliefert – und 1959 ebenfalls ermordet wird.

Die Todesliste der «Roten Hand»

Beide werden Opfer derselben mörderischen Geheimoperation des SDECE, die grenzüberschreitend – in Belgien, Deutschland, Frankreich und der Schweiz – durchgeführt wird. Ins Visier geraten nicht nur Waffenhändler, sondern auch FLN-Netzwerke und ihre Sympathisanten. Zwecks Tarnung erfolgt alles unter dem Deckmantel einer fiktiven Terrororganisation. Für die «Rote Hand», manchmal auch «Catena» (Kette) genannt, rekrutierte man im Milieu von Ex-Häftlingen, Zuhältern und ehemaligen Polizeikräften aus den einstigen Kolonien Tunesien und Marokko. So steht es im Buch des Whistleblowers Philippe Thyraud de Vosjoli, das er 1970 über seine Zeit beim SDECE veröffentlicht. Laut ihm lässt sich die Zahl der Opfer der «Roten Hand» gar nicht beziffern, weil viele Todesfälle als natürlich eingestuft wurden. Bis heute sind dazu kaum Dokumente zugänglich. Vor wenigen Jahren ist im Nachlass von Jacques Foccart, einem engen Mitarbeiter von Präsident Charles de Gaulle, eine sechsseitige Zusammenstellung gefunden worden, die belegt, wie umfangreich diese schmutzige Kriegsführung gewesen ist. Für den Zeitraum zwischen Januar 1956 und März 1958 sind 38 Sabotage- und Mordmissionen des SDECE aufgelistet, wovon 30 tatsächlich durchgeführt wurden, vor allem in Nordafrika, aber eben auch in der Schweiz: Aus dem Dokument geht auch hervor, dass Léopold gleich zweimal von den Killern des SDECE ins Visier genommen worden ist. Bereits im August 1957 scheitert ein erster Versuch am selben Tatort, weil die Waffe im entscheidenden Moment nicht funktioniert. Wenige Wochen später läuft dann alles nach Plan.

Laut einem Insiderbericht, der Anfang der 1970er Jahre in einem französischen Magazin erscheint und nie dementiert wird, soll ein gewisser «Sergeant M.» der Mörder gewesen sein. Die Waffe sei eine Spezialanfertigung aus der Gadget-Werkstatt des SDECE gewesen. Tatsächlich sei ein Gift verwendet worden. Die Wirksamkeit des verwendeten Gifts soll zuvor an einem hundert Kilo schweren Schwein erprobt worden sein.

Spuren ins Leere

Die Behörden ermitteln indes in eine andere Richtung. In den Fokus geraten der Waffenhändler Georg Puchert und dessen Geschäftspartner Rudolf Arndt. Es wird eine Fehde unter Konkurrenten vermutet. Beide haben sich Ende September 1957 in Genf aufgehalten. Nachdem Puchert nach seinem gewaltsamen Tod 1959 nicht mehr befragt werden können, konzentrieren sich die Ermittler auf Arndt. Er wird im April 1961 in den Niederlanden verhaftet und in die Schweiz ausgeliefert. Weil er dort um seine Sicherheit vor der «Roten Hand» fürchtet, versucht Arndt die Überstellung mit einem Hungerstreik zu verhindern, was nicht gelingt. Ende August 1961 wird er aber wieder auf freien Fuss gesetzt, weil er für die Tatzeit ein Alibi hat. Die Spur hat ins Leere geführt – ebenso wie die Vermutung, Léopold sei einem Racheakt der FLN zum Opfer gefallen, weil er Sprengstoff überteuert verkauft habe.

Tatsächlich ist es Staatsterror gewesen, von höchster Ebene bewilligt. Mit der Zeit wird gar ein eigener Mechanismus etabliert: Einem Dreierkomitee der französischen Behörden wird vom SDECE eine Liste mit Namen potenzieller Zielpersonen vorgelegt. Jene, die dann mit Bleistift angekreuzt werden, sind für «physische Eliminierung» vorgesehen. So erinnert sich ein Mitglied dieses Komitees Ende der 1990er Jahre: Constantin Melnik ist zwischen 1959 und 1962 Verbindungsmann zum SDECE gewesen. Ausser ihm haben der bereits erwähnte Mitarbeiter de Gaulles, Jacques Foccart, und Premierminister Michel Debré über Leben und Tod entschieden. Melnik behauptet, die «Rote Hand» habe alleine 1961 103 FLN-Leute und Waffenhändler «eliminiert» – vor allem in Nordafrika und im Nahen Osten. Auch in der Schweiz fordert der

Terror der «Roten Hand» weitere Opfer: In Genf wird im November 1957 Leo Geiser, ein Geschäftspartner Léopolds, ermordet und im Oktober 1960 der afrikanische Freiheitskämpfer Félix Moumié vergiftet. In Zürich wird im Juli 1961 der Waffenhändler Paul Stauffer vor der Garage seiner Wohnung niedergeschossen.

Letztlich können aber die Morde und Sabotageakte des SDECE die algerische Unabhängigkeit im Jahr 1962 nicht verhindern. Die Anschläge der «Roten Hand» werden indes auch nie gesühnt. Der Mordfall Léopold ist bis heute offiziell ungeklärt.

GASTKOMMENTAR

Unser Dilemma mit der Volksrepublik – eine Mehrheit in China will offenbar nicht, was sie aus westlicher Sicht wollen sollte

In der ablehnenden Kritik von Chinas autoritärem politischem System ist sich der Westen einig. Dabei verkennt er, dass die meisten Chinesen die Verdienste der Kommunistischen Partei hochschätzen. Xi Jinpings Planwirtschaft 4.0 geniesst breite Unterstützung.

Uli Sigg

29 Kommentare 28.09.2021, 05.30 Uhr



Strammstehen zum 100. Geburtstag der KP Chinas – chinesische Studenten auf dem Tiananmen-Platz.

Kevin Frayer / Getty

Bald wird im Schweizer Parlament wieder eine China-Debatte geführt. Dann schlägt einmal mehr die Stunde der Gesinnungsethiker. Was man verstehen kann. Doch was wäre auch noch mitzubedenken?

Zum Auftakt eine Analyse, die sich teils auf die Daten zweier ausländischer Erhebungen stützt, teils anekdotisch eingefärbt sein mag, aber die Stimmung wohl adäquat wiedergibt: Eine Mehrheit in China – wie umfänglich auch immer – hält die Führung durch die Kommunistische Partei mit Präsident Xi an der Spitze für die derzeit geeignetste Regierungsform. Sie sieht die Partei zur Führung in jeder Hinsicht legitimiert: durch Zuschreibung des präzedenzlosen wirtschaftlichen Aufstiegs der letzten vierzig Jahre, der mittlerweile errungenen hegemonialen Macht in Ost- und Südostasien und des wachsenden Respekts, wenn nicht gar der Furcht der internationalen Staatengemeinschaft gegenüber der Volksrepublik.

Weiterentwickelter Marxismus-Leninismus

Und: 73 Prozent der Bevölkerung sagen, dass ihr Land demokratisch sei – in den USA sind das nur 49 Prozent. Nur 13 Prozent glauben, dass ihre Regierung lediglich den Anliegen einer Minderheit nachkomme – in der Schweiz sind dies 24 Prozent. Nun ist der chinesische Demokratiebegriff zwar mit dem unsern nicht identisch: Der Volkswille wird nicht an der Urne ermittelt, sondern durch

die Partei als «Massenlinie» in einer intensiven Interaktion mit dem Staatsvolk festgelegt – so behauptet es die sinomarxistische Doktrin.

Die Mehrheit der Chinesen hält die Unterordnung des Individuums unter die Interessen des Staates für angemessen.

Diese Mehrheit glaubt weiter, dass die westlichen Demokratien infolge systemimmanenter Schwächen im unabwendbaren Niedergang sind. Aus ihrer Sicht bestehen die Ursachen dieses Niedergangs in der politischen Polarisierung und oft gar in der Handlungsunfähigkeit der parlamentarischen Systeme mit ihren als chaotisch empfundenen Entscheidungsprozessen und kurzfristigen Planungshorizonten.

Hinzu kommen weitere Elemente, die für den demokratisch verfassten Staat nach westlicher Auffassung unabdingbar sind: das Prinzip der Gewaltenteilung und der Meinungsäusserungsfreiheit. Die Gewaltenteilung führe zu mangelndem Durchgriff der Exekutive und daher zu ineffizientem Regieren, so die chinesische Sicht. Mangelnde Kontrolle über die öffentlichen und sozialen Netzwerke wiederum befördert danach die Fragmentierung der Gesellschaft in unvereinbare Teilmengen. Mit der Folge, dass diese nicht mehr auf eine einheitliche Staatsidee zu verpflichten ist.

Auch hält die Mehrheit der Chinesen die Unterordnung des Individuums unter die Interessen des Staates mit einer entsprechend unterschiedlichen Gestaltung der Menschenrechte für angemessen. Diese Mehrheit folgt Präsident Xi auch in seinem «neuen Entwicklungskonzept», dessen Basis der durch die «Xi-Gedanken» weiterentwickelte Marxismus-Leninismus bildet.

Hier sind zwei Stossrichtungen besonders herauszuheben: «allgemeinen» Wohlstand zu schaffen und weiter eine Wirtschaftspolitik zu betreiben, die dem Staat die dominante Rolle über Märkte und auch den Privatsektor in allen Belangen zurückgibt. Drastische Massnahmen etwa gegen die Internetkonzerne und ihre milliardenschweren Eigner, die zu «Spenden» in Milliardenhöhe genötigt werden, sollen die stossend ungleiche Einkommens- und Vermögensverteilung angehen, die in ihrem Ausmass selbst jene der USA übertrifft.

Diesem Zweck dienen auch Arbeitszeitbeschränkungen für die Welt der Informationstechnologie. Chinas neue Industriepolitik ist nicht minder radikal mit ihrer Hinwendung zu mehr staatlicher Planwirtschaft und Kontrolle. Dies geht auf Kosten der Marktkräfte, die diese gigantischen Internetkonzerne erst geschaffen und entfesselt hatten. Diese Internetkonzerne mit ihren E-Commerce-Angeboten, den unregulierten Finanzdienstleistungen, den Social-Media-Portalen, dem Gaming und den Lieferservices schaffen nach Auffassung der Partei keine echten Werte. Was bei Deliverys hinzukommt, sind ausbeuterische Jobs.

Planwirtschaft 4.0

Es sind in China jetzt die Unternehmen der künstlichen Intelligenz, der Halbleiterindustrie, der Quantencomputer, denen im staatlichen Auftrag riesige Mittel zufließen. Dazu gesellt sich die «reale» Wertschöpfung. Nach der Planwirtschaft 1.0, die auch nach offizieller Lesart versagt hat, regiert nun der Glaube, dass dank KI, Big Data und wissenschaftlichem Planen, mittels einer Art Planwirtschaft 4.0 also, Exzesse, wie sie der Marktwirtschaft eigen sind, vermieden werden

können. Präsident Xi probt den Durchgriff zu einem gigantischen gesellschaftlichen Experiment, wie es sich die Linke im Westen immer erträumt hat.

Derzeit weiss Xi Jinping eine Mehrheit der Chinesen hinter sich. Dass dem so ist, ist das Resultat von einer auf vielen Fakten beruhenden Erfolgsgeschichte, von Prägungen durch chinesische Tradition und Kultur sowie einem sehr selektiven geschichtlichen Narrativ der Parteiführung. Darin wird die staatliche Deutung der Vergangenheit und der Gegenwart sehr eng geführt mit der Kontrolle über die veröffentlichte Meinung. Ob die Eliten der Partei im selben Mass folgen wie offenbar die Mehrheit der Bevölkerung, lässt sich angesichts der verordneten Konformität indes nur schwer abschätzen.

Will heissen: Der Westen hat es mit einem autoritären Staat zu tun, dessen Führung sich auf eine Mehrheit stützen kann.

Uli Sigg war ab 1979 beruflich in China engagiert und von 1995 bis 1998 Botschafter der Schweiz. Er ist heute als Unternehmer und Kunstsammler tätig.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/bundestagswahl-warum-die-fdp-so-viele-erstwaehler-stimmen-bekam-17557910.html?premium=0xe8d2b18e2961f11871c55a8cc0835962&GEPC=s5>

BUNDESTAGSWAHL:

Warum so viele Erstwähler für die FDP stimmten

- VON CORINNA BUDRAS
- -AKTUALISIERT AM 27.09.2021-18:19



Macht wenig Freude: Distanzunterricht Bild: dpa

Überraschend viele Erstwähler haben sich für die Liberalen entschieden. Der Grund für diese verblüffende Entwicklung: Sie wollen ihre Freiheit zurück.

Für Überraschungen sind Erstwähler immer gut. Doch im Bundestagswahlkampf 2021 schnappen besonders viele Beobachter erstaunt nach Luft – selbst die Wahlgewinner, die die neuen Zuneigungsbekundungen selbst kaum fassen können. Ganz vorn in der Wählergunst der Postpubertierenden lagen nämlich nicht etwa die Grünen, wie sich angesichts des Massenaufmarschs der „Fridays-for-Future“-Bewegung zwei Tage vor dem Urnengang noch vermuten ließ. Diesmal hat die **FDP** das Rennen gemacht: Die Liberalen konnten 23 Prozent der Stimmen an sich ziehen, und damit einen Prozentpunkt mehr als die Grünen.

Noch vor kurzem sah es nicht danach aus. In der Sonntagsfrage des Instituts **INSA** gaben zwar auch 21 Prozent der Unter-30-Jährigen an, die FDP wählen zu wollen, aber die Grünen schnitten mit 30 Prozent noch deutlich besser ab. Und die Jugendwahl „U18“, an der sich rund 280.000 Jugendliche beteiligten, lieferte für die FDP nur ein durchschnittliches Ergebnis: In dieser Alternativ-Wahl, die im Juni an vielen deutschen Schulen durchgeführt wurde, kamen die Liberalen auf rund 12 Prozent.

„Dieser enorme Schub der FDP ist eine absolute Überraschung“, sagt der Soziologe Klaus Hurrelmann, einer der bekanntesten Jugendforscher Deutschlands. Grund dafür sind seiner Ansicht nach keinesfalls finanzielle Aspekte, wie jetzt in den sozialen Medien schnell vermutet wird. Den Ruf einer Klientelpartei für gut verdienende Apotheker, Juristen und Hoteliers sind die Liberalen offenbar immer noch nicht ganz los geworden. Hurrelmann hat dagegen eine ganz andere Erklärung: Er sieht in dem Wahlergebnis eine Reaktion auf den Corona-Lockdown. „Nur so kann ich mir diesen Schub erklären“, sagt er. „Wir wissen aus Studien, dass sich die jüngere Generation durch die **Corona-Krise** stark benachteiligt fühlt.“

Warum das so ist, muss man nicht erst groß erklären: Schüler und Studenten waren selbst kaum gefährdet, durch das Virus stark zu erkranken. Sie mussten aber eine große Disziplin an den Tag legen, um die älteren Generationen zu schützen. Über Monate wurden sie im Digitalunterricht gehalten, während die Elterngeneration teils weiter im Büro arbeiten durfte. „Unter den jüngeren Leuten heißt es jetzt: ‚Wir wollen unsere Freiheit zurück‘“, sagt Hurrelmann. Die FDP sei die Partei gewesen, die sich in der ganzen Zeit am klarsten gegen die Lockdown-Politik der Bundesregierung positioniert hat, ohne den Boden der verfassungsrechtlichen Ordnung zu verlassen. „Das wird von den Erstwählern jetzt belohnt.“ Sie stellen rund 4,6 Prozent der Wahlberechtigten in Deutschland.

Jüngere interessieren sich auch für die Rentenpolitik

Grundsätzlich ist die Abweichung vom Mainstream keine Eigenheit in der aktuellen Bundestagswahl. So stellte der Berliner Politikprofessor Wolfgang Merkel fest: „Es ist schon länger ein Muster, dass junge Menschen Parteien präferieren, die nicht für die Konformität des Establishments stehen.“ Dieses Verhalten kann man allerdings auch als Warnung an die große Koalition verstehen: Union und [SPD](#) „haben den jungen Leuten nicht mehr besonders viel zu sagen“, sagte Peter Matuschek, Leiter der Politik- und Sozialforschung von Forsa, zur Vorstellung der Wahlanalyse am Montag in Berlin. Bisher konnten davon immer die Grünen profitieren. Allerdings spielt bei den Erstwählern nicht nur die Klimapolitik eine große Rolle; den führenden Meinungsforschungsinstituten zufolge interessieren sie sich auch für die Renten- und Sozialpolitik.

Neben der konsequenten Rebellion gegen die Corona-Maßnahmen könnte auch das eine Rolle gespielt haben. Nach Ansicht von Hurrelmann war für das junge Wahlvolk zudem ausschlaggebend, dass sich die FDP mehr als andere als „moderne und digitale Partei“ präsentiert, für die Tiktok und Instagram kein völliges Neuland ist. Umgekehrt haben die Wähler in der Generation keine Probleme mit einem anderen Aspekt, der den Liberalen häufig vorgeworfen wird: Mag die Parteiführung oft selbstverliebt daherkommen, viele junge Männer seien das schließlich auch, sagt der emeritierte Soziologie-Professor der Universität Bielefeld, der nun an der Berliner Hertie School lehrt.

Nun muss sich allerdings noch erweisen, ob die neue Beliebtheit der Liberalen von Dauer ist – oder ob sie nur einem „saisonalen Effekt“ geschuldet ist, der nach der Corona-Krise wieder verpufft. Hurrelmann wagt da keine Prognose – anders als bei den Grünen. Die seien schließlich schon länger bei den jüngeren Wählern beliebt. Außerdem zeige sich der Wunsch nach einer nachhaltigen Politik auch in der anhaltenden Nachfrage der „Fridays-for-Future“-Bewegung. Das fehlt der FDP noch.

Le Figaro, no. 23982

Le Figaro, mardi 28 septembre 2021 1198 mots, p. 18

Débats

Les Français sont-ils devenus athées ?

Delsol, Chantal

Les Français seraient désormais 51 % à ne pas croire en Dieu, soit une proportion en hausse, selon un sondage réalisé par l'Ifop et rendu public voilà cinq jours. Les sociétés occidentales ont adopté d'autres croyances, d'autres religions ou spiritualités, et d'autres morales, juge la philosophe*. Un seuil symbolique a été franchi : désormais plus de la moitié de la population française se dit incroyante. C'est même l'ensemble du Vieux Continent et sans doute l'Occident tout entier qui est en train de voir s'effacer la religion de ses pères.

Le mouvement dont l'ampleur éclate aujourd'hui sous nos yeux a commencé il y a bien longtemps, sans doute avec les philosophes du XVIIIe siècle et même avant. Le judéo-christianisme porte en lui le doute, parce qu'il porte l'idée de vérité. Aussi avance-t-il dans l'histoire habité par sa propre mise en cause.

Cependant il faut distinguer le christianisme et la chrétienté. Le christianisme ne semble pas du tout en voie d'extinction. Il se déploie, notamment sous la forme de branches du protestantisme, dans de larges zones d'Amérique latine ou d'Asie. C'est en Occident qu'il s'efface.

Mais la chrétienté traduit bien autre chose : le christianisme comme civilisation, comme pouvoir sur les mœurs et les lois des pays. On peut dire que la chrétienté en tant que telle a disparu de nos territoires depuis les années 1960 ou les lois sur l'IVG. Depuis lors, ce ne sont plus les dogmes religieux qui déterminent ce que la morale interdit ou permet, ce sont des comités d'éthique composés d'une multitude de courants divers. La chrétienté aura duré seize siècles, depuis la fin du IVe siècle. C'est aujourd'hui qu'elle se rompt.

D'où l'angoisse, voire l'affolement, de certains chrétiens d'aujourd'hui. Ayant perdu le pouvoir sur la société, ils se pensent dès lors perdus tout à fait, comme si leur existence même était liée à leur hégémonie. Ils vont devenir, ils sont déjà devenus une minorité, et ils ne savent pas ce que c'est. Il leur faudrait aller prendre des leçons chez les juifs ou chez les protestants. Je ne suis pas sûre que nos clercs aient bien compris ce nouveau statut de minorité, qui impose la modestie et une attitude de vérité - car on ne pardonne rien aux minorités, et tout leur est porté à charge. Les affaires de pédophilie, où l'on voit que le péché cherche à se cacher plus qu'à se combattre, ont porté un coup terrible à une institution déjà bien malade, et qui poursuit sa chute dans les pays les plus catholiques du Vieux Continent : l'Espagne, l'Irlande, la Pologne.

Il ne faudrait toutefois pas s'imaginer que le vieil Occident va pour autant devenir « athée », comme nous l'annoncent les études d'opinion. À vrai dire, « athée », cela n'existe pas, sauf peut-être chez quelques intellectuels germanoprats, pas toujours honnêtes avec eux-mêmes. L'homme est un animal religieux, parce qu'il est confronté toujours et partout avec le mal, la souffrance et la mort, et il ne saurait vivre sans tenter de leur donner un sens. Lorsque Malraux dit que « *le XXIe siècle sera religieux ou ne sera pas* », il énonce un truisme : tous les siècles sont religieux !

Les pays d'Occident ne sont pas devenus « athées » - ils ont adopté d'autres croyances, d'autres religions ou spiritualités, d'autres morales. Je ne parle pas de l'islam - certains catholiques affolés pensent qu'ils vont être remplacés par l'islam, mais les choses ne se passent pas ainsi. À la religion d'Occident se substituent peu à peu ses ersatz, ses succédanés, ses échos. Une religion ne meurt jamais. Sa dépouille est récupérée par les suivants. Les premiers chrétiens se sont installés dans les temples païens, dont ils ont transformé les significations. Il n'y a pas de tabula rasa. Toute culture est palimpseste. Ainsi de la modernité avec le christianisme. La croyance en la transcendance s'effondre, mais l'édifice ne disparaît pas : il est recyclé autrement. Un historien des religions américain, Joseph Bottum, a décrit le recyclage de transcendance en immanence tout au long du XXe siècle, et comment le ciel s'est pour ainsi dire écrasé sur la terre. Le souci du Salut s'est transformé en souci du salut social. Le Mal qui était envie, adultère, orgueil est devenu impérialisme, guerre, oppression sociale, homophobie.

Grave erreur, de croire que toute morale, religion, croyance, s'effondre derrière le christianisme désormais privé de pouvoir. Dostoïevski s'écriait : « *Si Dieu n'existe pas, tout est permis !* » Manière de dire qu'après moi, le déluge... En réalité, les vertus essentielles de la morale chrétienne se métamorphosent en une sorte de morale laïque. Des auteurs du XXe siècle (Scheler, Kolnai, Chesterton) l'ont appelée l'humanitarisme. Cela pour la distinguer de l'humanisme, car nous ne sommes plus humanistes, ayant expulsé l'homme du centre du monde. L'humanitarisme récupère les vertus chrétiennes de compassion et d'égalité, et les recycle dans l'immanence d'un monde sans dieu. Sans la transcendance, toutes ces vertus dégénèrent, se font mièvres et pleines de sensiblerie, en même temps qu'elles demeurent oppressives. La morale devient pour ainsi dire une religion.

Mais les choses vont plus loin. La religion traditionnelle de l'Occident transcendant et monothéiste n'a pas été tout bonnement effacée pour être remplacée par le rien. Elle a été lentement supplantée par des polythéismes immanents - ce que l'on appelait le paganisme. Ou par des spiritualités multiples, parfois héritées de nos traditions (le stoïcisme, l'épicurisme), parfois reçues d'autres cultures (le bouddhisme). Il faut insister pour dire que la vénération de multiples « dieux » ou la sacralisation de tout ou partie du monde immanent est une tendance humaine universelle - c'est le monothéisme transcendant qui représente une exception. Ainsi, dès que le monothéisme s'effondre, les multiples dieux immanents reviennent d'eux-mêmes. Quant aux spiritualités, elles sont si liées à la pâte humaine que leur surgissement est presque instinctif. L'homme est un être spirituel et religieux. C'est pourquoi nous avons aujourd'hui en Occident des descendants des épicuriens, des adeptes de Bouddha, des gens qui embrassent les arbres et des adorateurs de baleines, par exemple.

L'écologie tient lieu de religion nouvelle, et, en l'occurrence, elle est un panthéisme. Elle a ses rites, son catéchisme obligatoire, ses interdictions, ses prophètes et ses grands prêtres, ses anathèmes et ses excommunications. Processus très dangereux, car dégrader une véritable science en religion, c'est mortel pour la science en question - et nous avons bien besoin de l'écologie.

Ce que les peuples occidentaux ont déjà commencé à perdre, ce sont les fondements du judéo-christianisme, les présupposés culturels sur lesquelles s'appuyait l'édifice. C'est d'abord la croyance en l'existence de la vérité, qui nous vient des Grecs - et nous revenons aux mythes, ce qui inaugure bien des dégâts pour la pensée scientifique. C'est ensuite l'idée d'un temps fléché, qui a donné historiquement l'idée de progrès, et nous revenons au temps cyclique avec l'annonce de catastrophes apocalyptiques. C'est enfin la croyance dans la dignité substantielle de l'être humain, qui s'efface pour laisser place à une dignité conférée de l'extérieur, sociale et non substantielle, comme c'était le cas avant le christianisme. Il nous faut dorénavant vivre avec ces présupposés nouveaux pour nous. Les chrétiens qui restent en Occident demeureront une minorité et, probablement, les agents secrets de Dieu.

* *De l'Institut. Chantal Delsol publie le 14 octobre « La Fin de la chrétienté » (Éditions du Cerf).*

TRANSDIZPLINARITÄT:

Wissenschaft im Grenzverkehr

- VON GERALD WAGNER
- -AKTUALISIERT AM 28.09.2021-14:02



An der TU Berlin wird aktuell diskutiert, ob Transdisziplinarität praxistauglich sein kann. Bild: Picture-Alliance

Eine Konferenz an der TU Berlin überprüft das Schlagwort „Transdisziplinarität“ auf seine Praxistauglichkeit. Doch dafür hätte es zunächst einer Einigkeit über dessen Bedeutung bedurft.

Disziplinär, multidisziplinär, interdisziplinär, transformativ, transdisziplinär: Drückt sich in diesem inflationären Wortfeld ein Steigerungsverhältnis aus, das eine bessere wissenschaftliche Praxis verspricht? Man muss nur auf den Klimawandel, die Migration, soziale Ungleichheit oder globale Pandemien blicken, um zu erkennen, dass Wissenschaft hier selbstverständlich in multidisziplinären Verbänden arbeitet, die in vielfältigen Beziehungen zu außerwissenschaftlichen Akteuren stehen. Was aber soll das neue Schlagwort Transdisziplinarität vermitteln? Die Einsicht, dass die disziplinäre Verfassung der Wissenschaft selbst das Problem ist? Fordert der Begriff dazu auf, über die Disziplinarität hinauszuwachsen in eine „gemeinsame Forschung mit der Gesellschaft“ statt über sie?

Eine Tagung an der TU Berlin hat jetzt versucht, den in der Wissenschaftstheorie seit fünfzig Jahren diskutierten Begriff zu schärfen und seine Praxistauglichkeit in einem umfangreichen Handbuch „Transdisziplinäre Didaktik“ nachzuweisen. **Auffallend war, dass man zwar wie TU-Vizepräsident Hans-Ulrich Heiß die Lehre transdisziplinär „ganz neu denken“ wolle, die Tagung selbst aber von unverhohlener Skepsis gegenüber der Transdisziplinarität als wissenschaftlicher Praxis geprägt war.**

Ambitionierte Selbstkritik?

In der Theorie reagiert man mit dem Begriff auf die Befürchtung, als Wissenschaft immer noch nicht offen genug zu sein für die Zivilgesellschaft. Eine solche Selbstkritik gibt sich ambitioniert, wirkt aber eher eingeschüchtert. Von der „fiebrigen Unsicherheit“ einer „Wissenschaft im Krisenmodus“ schreiben Thorsten Philipp und Tobias Schmohl in dem von ihnen herausgegebenen Handbuch. **Aber wie viel erhöhte Temperatur und Skrupel angesichts der eigenen Gestaltungsmacht verträgt die Wissenschaft denn noch, ohne sich zu lähmen?**

Gerade die Corona-Krise hat doch vorgeführt, wie kurz die gesellschaftliche Geduld mit den methodischen Skrupeln wissenschaftlicher Praxis ist, wenn es ganz schnell gehen soll mit der Entwicklung von Impfstoffen. Andererseits ist der Ausweis innovativer Lehrformate zunächst auch nur ein Zugeständnis an die Erwartungen neuer Generationen von Studenten, aber noch kein Nachweis struktureller Umbrüche. Oder werden an der TU Berlin neuerdings Lehrstühle ohne disziplinäre Zuordnung ausgeschrieben?

Umstrittene Debatte

Rudolf Stichweh machte keinen Hehl daraus, dass er eher in der Multidisziplinarität den „Innovationsmotor“ der heutigen Wissenschaft auf der operativen Ebene sieht. Es sei ja auch nicht auszuschließen, meinte in ähnlicher Richtung Ines Langemeyer, dass die aktuellen Herausforderungen durch die genannten „gesellschaftlichen Großprobleme“ (Stichweh) nur Übergänge markierten, die durch die Entstehung neuer Disziplinen Lösungen finden könnten und nicht durch die Einbindung von immer mehr externen Akteuren aus der Gesellschaft.

Den Gegenstand der Tagung als umstritten zu bezeichnen, wäre eine Untertreibung, schließlich **fragte Langemeyer unverblümt, ob es Transdisziplinarität überhaupt gebe**. Nimmt man der Begriff wörtlich, geht es dabei schließlich um die Überschreitung von Grenzen. Aber soll damit der wissenschaftliche Anspruch auf eine privilegierte Rationalität angegriffen werden? **Begegnen sich in der transdisziplinären Kooperation Wissenschaftler und nichtwissenschaftliche Akteure denn auf Augenhöhe?** Philipp und Schmohl jedenfalls verlangten unverblümt, dass die kanonisierten Disziplinen weichen müssten. **Transdisziplinär bedeute „gegenhierarchisch“**. Grundsätzlich sei dafür die **Anerkennung des Gleichheitsgrundsatzes wissenschaftlicher wie nichtwissenschaftlicher Wissensressourcen**. Letztlich sei das eine „Machtfrage“.

Die Umsetzung ist kompliziert

Zunächst ist es eine Frage nach den Ressourcen. Studenten, die schon jetzt mehrheitlich die Regelstudienzeit nicht schafften, noch drei Semester in Transdisziplinarität auszubilden, sei der falsche Weg, meinte Alex Ruser. **Er empfahl stattdessen stärkere Praxisorientierung in der Lehre**. Das ist zwar eine uralte Forderung, aber sie beruht auf der Erfahrung, dass Transdisziplinarität in der Forschung weniger ein Steigerungs- als vielmehr ein Überforderungsverhältnis darstelle, so Ruser.

Auch Dirk Baecker stellte ganz nüchtern klar: Transdisziplinäre Wissenschaft ist betreuungsintensiv. Der Abstimmungsbedarf in solchen Projekten wäre enorm. Man dürfe darum erwarten, dass dies zu einem massiven Ausbau der Beschäftigung des Mittelbaus in langfristig finanzierten Anstellungsverträgen führen „könne“. Aber wer soll das finanzieren? Braucht das deutsche Hochschulsystem jetzt auch noch eine Agentur für Transdisziplinarität?

Das Problem der Definition

Baecker wollte damit nicht den Sinn transdisziplinärer Forschung und Didaktik in Frage stellen, aber **er stellte klar, dass die drängenden Probleme „einer sich selbst zerstörenden Menschheit“ trotz aller Dramatik nicht an die Stelle der Disziplinen treten könnten**. Baecker zufolge ist nicht die Öffnung der Universität der entscheidende Punkt der transdisziplinären Forschung und Lehre, sondern die Richtung des damit gemeinten Lernverhältnisses. **Er warf der Wissenschaft Arroganz vor, wenn sie nicht anerkenne, dass die verwissenschaftlichte berufliche Praxis der Universität in vielem voraus sein könnte**. Baecker meinte damit Rechtspflege, Architektur, Stadt- und Regionalplanung, Beratung und Therapie. Hier werde Wissenschaft betrieben, aber anders als an der Universität, mit anderen Methodologien, anderen Verfahren der Problemstellung, der Kritik und Bewertung von Lösungen.

Der Wissenschaftsrat veröffentlichte 2015 sein Positionspapier „Zum wissenschaftspolitischen Diskurs über große gesellschaftliche Herausforderungen“, in dem zum ersten Mal **die Gemeinwohlorientierung als Richtschnur** für deren Lösung empfohlen wurde. Gesine Schwan vertritt im Handbuch zur transdisziplinären Didaktik recht apodiktisch die Überzeugung, dass damit methodisch nichts anderes als Transdisziplinarität gemeint sei. Aber damit verbindet Schwan nur die Unschärfe des einen Begriffs mit der normativen Überfrachtung des anderen. Auch daran zeigt sich: **Transdisziplinarität ist noch keine etablierte Lösung, sondern selbst das Problem, das dringend gelöst werden müsste**.

GASTKOMMENTAR

Australiens Nöte, Europas Sorgen – Frankreichs empörte Reaktion auf den Kauf von US-Atom-U-Booten verkennt den Ernst der strategischen Lage im Indopazifik

Die Anrainerstaaten des Indopazifiks sind damit konfrontiert, dass China massiv aufrüstet und völkerrechtliche Normen missachtet. Dass Australien seine Verteidigungskraft mit dem neuen Aukus-Pakt stärkt, ist daher verständlich. Europa laviert derweil weiter.

Heribert Dieter

29.09.2021, 05.30 Uhr



Nationalflaggen über Opernhaus und Harbour Bridge in Sydney.

Mick Tsikas / Imago

Einige europäische Länder, angeführt vom französischen Präsidenten Macron, haben vehement gegen die Entscheidung der australischen Regierung protestiert, vom Kaufvertrag für französische U-Boote zurückzutreten. Australien hat sich stattdessen für amerikanische atomgetriebene U-Boote entschieden.

Die Heftigkeit der europäischen Proteste kann nicht darüber hinwegtäuschen, dass die australische Regierung eine legitime Wahl getroffen hat: Sie hat sich zum einen für einen Anbieter mit einem leistungsfähigeren Produkt ausgesprochen. Zum anderen aber können weder Frankreich allein noch die Europäische Union als Ganze den Australiern eine glaubwürdige Beistandsgarantie im Falle eines militärischen Konfliktes im indopazifischen Raum anbieten. Die Proteste europäischer Regierungen zeigen indes, dass in Europa primär wirtschaftliche Interessen ein hohes Gewicht haben und auch im Konflikt mit China weiterhin Priorität geniessen.

Unter keinem guten Stern

Die Beschaffung von neuen U-Booten für die australische Marine beschäftigt Canberras Politik seit Jahren. 2016 fiel die Entscheidung für das französische Staatsunternehmen DCNS, die heutige Naval Group, und gegen konkurrierende Angebote aus Deutschland und Japan. Das Projekt stand indes schon seit geraumer Zeit unter keinem guten Stern. Schon wenige Monate nach Abschluss des Vorvertrages musste das französische Unternehmen einräumen, dass es beim Bau vergleichbarer U-Boote für die indische Marine zu einem Datenleck gekommen und wesentliche Teile der Baupläne entwendet worden waren. Zudem stiegen die Kosten innerhalb kurzer Zeit von ursprünglich 50 Milliarden auf 90 Milliarden australische Dollar.

Im Mai 2021 wurden Spekulationen darüber angestellt, ob die australische Regierung nicht doch U-Boote von Thyssen-Krupp erwerben sollte, um verteidigungsfähig zu bleiben. Im Juni 2021 sagte Greg Moriarty, Staatssekretär im Verteidigungsministerium, er denke seit einem Jahr über Alternativen zu den französischen U-Booten nach.

Europa hat diese Veränderung der Einschätzung Chinas in Australien nach wie vor nicht hinreichend zur Kenntnis genommen.

Noch gravierender als die Probleme zwischen dem französischen Unternehmen und der australischen Regierung ist allerdings die Zuspitzung der geopolitischen Spannungen im indopazifischen Raum. Die chinesische Regierung hat in den letzten Jahren immer vehementer ihre Interessen durchzusetzen versucht. Australien war nicht das einzige Land, das die neue chinesische Aussenpolitik zu spüren bekam, aber dort waren die Folgen am deutlichsten zu beobachten.

Canberra schien ein Testballon dafür zu werden, wie weit die chinesische Regierung gehen würde, bis sie auf Widerstand stösst. Im November 2020 stellte die chinesische Regierung einen Katalog mit vierzehn Punkten vor, die die australische Regierung tunlichst zu befolgen habe. Kritisiert wurde etwa die Forderung der australischen Regierung nach einer Untersuchung des Ursprungs von Sars-CoV-2.

Der wachsende Druck Pekings auf Australien hat in Canberra aber nicht zu einer unterwürfigen Haltung geführt. Vielmehr genießt die Regierung von Premierminister Morrison in Hinblick auf ihre harte Haltung gegenüber China ein hohes Mass an Rückhalt bei den australischen Bürgern. Nahezu zwei Drittel der Australier, 63 Prozent, betrachten China im Jahr 2021 laut einer Umfrage des Lowy Institute eher als Sicherheitsrisiko und weniger als Wirtschaftspartner. Im Jahr 2018 sahen dagegen volle 82 Prozent die Volksrepublik eher als Wirtschaftspartner, und nur 12 Prozent der australischen Bevölkerung verstanden China eher als Sicherheitsrisiko. Diese dramatische Veränderung in der Perzeption Chinas ist eine Zeitenwende.

Australiens Nöte, Europas Sorgen

Europa hat diese Veränderung der Einschätzung Chinas in Australien, aber auch in vielen anderen Ländern des indopazifischen Raums, nach wie vor nicht hinreichend zur Kenntnis genommen, wie die gegenwärtigen Proteste belegen. Die Anrainerstaaten des Pazifiks haben erkannt, dass China massiv aufrüstet und völkerrechtliche Normen missachtet. Europa hingegen sorgt sich vor allem um die Arbeitsplätze in den französischen Rüstungsbetrieben, aber auch in der deutschen Industrie.

Die Europäische Union hat noch keine schlüssige Antwort auf die Herausforderung durch China gefunden. Europa laviert zwischen wohlfeilen Protesten und dem anhaltenden Versuch, die chinesische Staats- und Parteiführung nicht zu verärgern. Vor diesem Hintergrund ist es nur folgerichtig, dass die australische Regierung nicht nur die französischen Boote abbestellt hat, sondern dass sie zugleich ein neues Militärbündnis mit den USA und Grossbritannien gegründet hat. Indien und Japan, die schon heute mit den USA und Australien militärisch kooperieren, könnten sich diesem Bündnis anschliessen. Peking sähe sich dann erstmals mit einem breiten multilateralen Militärpakt konfrontiert, der in der Lage wäre, auf künftige chinesische Aggressionen angemessen zu reagieren.

Heribert Dieter ist Wissenschaftler bei der Stiftung Wissenschaft und Politik in Berlin. 2021 ist von ihm erschienen: «Chinas neuer Langer Marsch».

GASTKOMMENTAR

Klimawandel, Demokratie und ungeduldige Gelehrte

Skeptische Wissenschaftler trauen der Demokratie nicht zu, dass sie rechtzeitig globale Probleme wie den Klimawandel lösen kann. Was wir brauchen, ist aber nicht autoritäre Führung, sondern mehr Demokratie.

Nico Stehr

29.09.2021, 05.30 Uhr



«Warum warten wir noch», fragen viele Klimawissenschaftler; und man beginnt an der Demokratie zu zweifeln.
Stefan Zeitz / Imago

Der Konsens in der Wissenschaft über den vom Menschen verursachten Klimawandel hat sich in den letzten Jahren gefestigt. Wie ist es unter diesen Umständen möglich, so fragen sich viele Wissenschaftler, dass diese Beweise nicht zu politischem Handeln und Verhaltensänderungen in allen Gesellschaften der Welt motivieren? Warum warten wir noch? Angesichts der ausserordentlichen Gefahren, die der Klimawandel für die menschliche Zivilisation mit sich bringt, insbesondere durch extreme Wetterereignisse, scheint die Demokratie schnell zu einer unbequemen Regierungsform zu werden.

Die Aushöhlung der Demokratie

Der bekannte Klimaforscher James Hansen, der seit seiner einflussreichen Aussage vor dem US-Kongress im Jahr 1988 öffentlich Alarm wegen der globalen Erwärmung schlägt, fasste die allgemeine Frustration zusammen, als er 2007 behauptete, dass «der demokratische Prozess nicht funktioniert». In seinem 2009 erschienenen Buch «The Vanishing Face of Gaia» vergleicht James Lovelock, ein anderer wissenschaftlicher Mahner, den Klimawandel gar mit einem Krieg und betont, dass wir die Demokratie aufgeben müssen, um die Herausforderungen des Klimawandels zu bewältigen. Eine weitere skeptische Stimme ist Daniel Kahneman, der auf die Mobilisierungsmöglichkeiten eingeht: «Eine weit entfernte, abstrakte und umstrittene Bedrohung hat einfach nicht die notwendigen Eigenschaften, um die öffentliche Meinung ernsthaft zu mobilisieren.»

Was aber ist die Alternative zur Demokratie? Eine aufgeklärte Führung? Das Konzept hat, gelinde gesagt, grosse Schwächen. Zunächst einmal kann und will die Wissenschaft nicht vorschreiben, was zu tun ist. Einer der grundlegenden Fehler im Porträt einer unbequemen Demokratie besteht darin, dass nicht erkannt wird, dass das Wissen über die Natur immer über die Politik (ob demokratisch oder autoritär) in die Gesellschaft einfließen muss – über Entscheidungen darüber, wie Harold Lasswell es berühmt formulierte, «wer was, wann und wie bekommt». Das Wissen darüber, wie solche Entscheidungen am besten zu treffen sind, ist den Wissenschaftlern nicht besonders zugänglich.

Die pessimistische Einschätzung der Fähigkeit des demokratischen Regierens, mit aussergewöhnlichen Umständen umzugehen, impliziert gewissermassen eine optimistische Einschätzung des Potenzials einer gross angelegten Sozialplanung. Das Problem liegt jedoch nicht in der Demokratie, sondern in der Komplexität des sozialen Wandels. Aus diesem Grund ist die Demokratie, so unbequem sie auch sein mag, nicht nur notwendig, sondern bei einer Herausforderung von der Grössenordnung und Komplexität des Klimawandels sogar unerlässlich.

Klimapolitik muss mit der Demokratie vereinbar sein

In weitaus grösserem Masse als autoritäres Regieren ist demokratisches Regieren flexibel und in der Lage, aus politischen Fehlern zu lernen. Die Einschränkung individueller Freiheiten bei der Bewältigung ist nicht totalitär, wenn die Bürger mit demokratisch gesetzten Grenzen einverstanden sind.

Die Klimapolitik muss mit der Demokratie vereinbar sein, sonst wird die Bedrohung der Zivilisation grösser sein, als es nur die Veränderung unserer physischen Umwelt ist. Gefragt ist deshalb nicht weniger, sondern mehr Demokratie. Es geht um die Verbreitung von Wissen, um die Befähigung von Individuen, Gruppen und Bewegungen, die sich mit Umweltfragen beschäftigen. Demokratien werden neue, vielfältige Formen sozialer Solidarität und sozialer Verpflichtungen hervorbringen, die die lokalen und regionalen Kapazitäten zur Bewältigung des Klimawandels stärken und das Bewusstsein für soziale Interdependenz fördern.

Die Bemühungen um eine Vereinfachung des globalen Ansatzes zur Bekämpfung des Klimawandels durch ein einziges internationales Regelwerk haben bisher wenig gefruchtet. Es ist an der Zeit, demokratische Kreativität und Experimentierfreude zu fördern.

Nico Stehr ist em. Professor für Kulturelle Studien an der Zeppelin-Universität Friedrichshafen.

Décryptage

Tabac : les vrais chiffres du marché parallèle

Selon un rapport parlementaire rendu public ce mercredi, entre 14 et 17% du tabac consommé en France est acheté en dehors du réseau des buralistes français. Ce marché parallèle nuit à la politique antitabac qui repose aujourd'hui sur la hausse des prix des cigarettes.



Selon le rapport, en vingt ans, le prix du paquet de cigarette de la marque la plus vendue en France a augmenté de 230 %. LP/Julien Barbare

Par Vincent Vériet et Elsa Mari

Le 29 septembre 2021 à 06h18

Entre 14 % et 17 % du tabac consommé en France est acheté sur le marché parallèle, c'est-à-dire en dehors du réseau des buralistes. C'est ce qui ressort d'un rapport parlementaire qui sera présenté ce mercredi et que notre journal a consulté en exclusivité.

Alors que depuis des années les études sur ce second marché – composé à la fois de l'achat légal de cigarettes dans les pays voisins où la fiscalité sur les paquets cigarettes est plus douce, mais aussi illégale à travers les réseaux de contrebandes et de contrefaçon – estimaient son poids entre 15 % et 30 % de la consommation totale de tabac en France, l'Assemblée nationale a profité de la mise sous cloche du pays entre mars et juin 2020 pour réaliser une étude grandeur nature. En effet, les restrictions de circulation et des fermetures des frontières ont asséché ce marché parallèle, obligeant les fumeurs à se rabattre vers les buralistes, seuls autorisés à vendre du tabac en France.

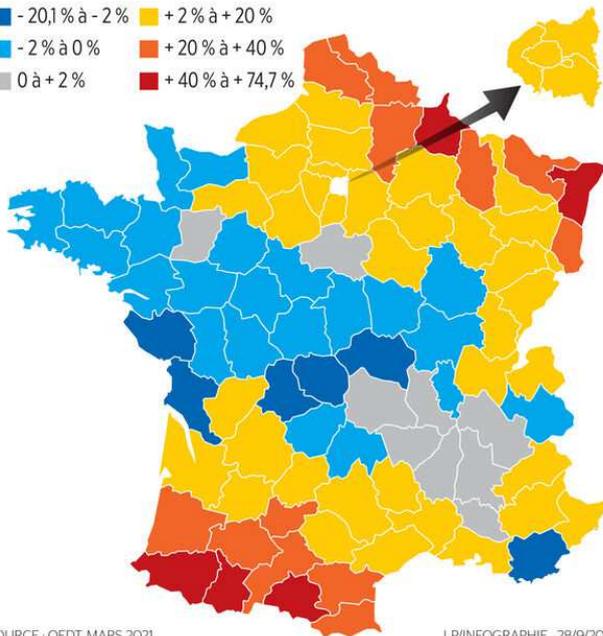
« L'Europe de la santé, c'est maintenant ou jamais »

Et les résultats obtenus par les deux rapporteurs de la mission d'information, Éric Woerth, député LR de l'Oise et Zivka Park, députée LREM du Val-d'Oise, sont éloquentes. En France, « entre les mois d'avril et de juin 2020, les ventes dans les départements frontaliers ont été supérieures de 22 % aux ventes effectuées sur la même période en 2019, écrivent les deux députés, contre une hausse limitée à 2,4 % dans les départements non frontaliers ». Ainsi, à cause de la fermeture des frontières, dans les départements proches de l'Allemagne et du Luxembourg, les ventes ont bondi de 44,6 % entre le 16 mars et le 14 juin 2020 par rapport à la même période en 2019, de 44,5 % à la frontière avec l'Espagne et Andorre et de 28,8 % à la frontière belge.

L'explosion des ventes aux frontières pendant le confinement



Variation des ventes totales de tabac par département au 2^e trimestre 2020 par rapport au 2^e trimestre 2019



SOURCE : OFDT, MARS 2021.

LPI/INFGROPHIE. 28/9/2021.

Bref, pour la première fois, les autorités disposent d'une photographie précise de la masse des fumeurs qui utilisent le marché parallèle pour contourner la politique antitabac mise en place par les gouvernements successifs. Une politique qui repose presque exclusivement sur une hausse de la fiscalité du tabac pour dissuader les fumeurs. Ainsi, selon le rapport, en vingt ans, le prix du paquet de cigarette de la marque la plus vendue en France a augmenté de 230 %, passant de 3,20 euros en 2000 à 10,50 euros en fin d'année dernière. Mais pour quels résultats ?

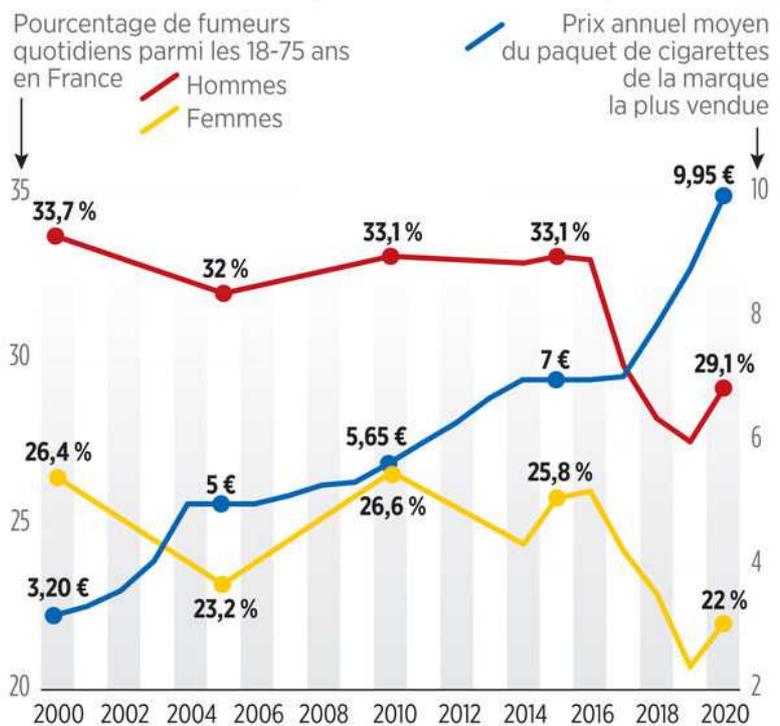
Car si le volume de tabac consommé en France a bien diminué ces dernières années, [le pourcentage de fumeur dans la population reste élevé](#), plus de 24 %, notamment aux frontières. De là à remettre en cause la politique de hausses du paquet de cigarette ? « Absolument pas, insiste Éric Woerth. Mais si nous voulons faire baisser le nombre de fumeurs dans notre pays, il faut

l'accompagner d'autres mesures. La politique de lutte contre le tabagisme n'est pas la même dans tous les pays européens. Il y a des trous d'air. Nous devons y remédier. » Une analyse partagée par les professionnels de santé : « Si on veut atteindre le zéro tabac, il faut inventer quelque chose de nouveau, plaide Amine Benyamina, psychiatre addictologue au sein de l'hôpital Paul Brousse (AP-HP), à Villejuif (Val-de-Marne). Il faut des mesures européennes. L'Europe de la santé, c'est maintenant ou jamais. »

Jusqu'à 3 milliards d'euros de manque à gagner

Les deux rapporteurs proposent pêle-mêle une harmonisation de la fiscalité du tabac en Europe corrélée au niveau de vie par habitant de chaque membre ; la création d'une plateforme communautaire à remplir par les débitants où seraient renseignés les achats de tabac dépassant les seuils ; ou encore, mesure extrême, faute d'obtenir satisfaction, la France pourrait décider unilatéralement de réduire à zéro la quantité de tabac autorisée à importer par un particulier. Une proposition qui de l'aveu même des deux rapporteurs serait compliquée à mettre en œuvre. « Mais ça serait une question de santé publique, soutient Zivka Park. Au Royaume-Uni, le prix du paquet est sensiblement le même que le nôtre (12 euros) mais leur prévalence (le tabagisme quotidien) est à 14 %. Ils n'ont pas le problème des frontières terrestres. »

Prévalence du tabagisme et prix des cigarettes P



SOURCES : SANTÉ PUBLIQUE FRANCE, DGDDI.

LP/INFOGRAPHIE. 28/9/2021.

Pour rappel, selon le rapport, le nombre de décès imputables à la consommation de tabac s'élevait encore à 75 000 en France, en 2015. Soit 13 % des décès survenus en France métropolitaine. Bref, l'enjeu de ce marché parallèle du tabac est crucial d'autant qu'il est aussi financier. La fiscalité sur le tabac rapporte gros. En 2019, elle a amené 16 milliards euros aux caisses de l'État. Or, selon le rapport parlementaire, ce marché parallèle représente de 2,5 à 3 milliards d'euros de manque à gagner. Des sommes non négligeables à l'heure où [l'endettement de la France a atteint près de 115 % du PIB](#).

<https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/china-feministinnen-empuert-ueber-strategiepapier-gegen-abtreibungen-17561202.html>

ABTREIBUNGEN IN CHINA:

„Da sollte sich der Staat nicht einmischen“

- VON FRIEDERIKE BÖGE, PEKING
- -AKTUALISIERT AM 29.09.2021-21:44



Ein Kind hält bei den Olympischen Spielen in Peking eine China-Flagge. (Symbolbild) Bild: dpa

In China wurden Abtreibungen lange zur Durchsetzung der Ein-Kind-Politik durchgeführt. Nun verändert die Regierung die Familienpolitik – und verunsichert junge Frauen, die selbst über ihren Körper bestimmen wollen.

Ein einzelner Satz in einem 25 Seiten langen Strategiepapier der chinesischen Regierung zur Frauen- und Familienförderung sorgt in China für Aufregung. „Nicht medizinisch begründete Abtreibungen sollen verringert werden“, heißt es in den Leitlinien für die Jahre 2021 bis 2030. Auf welche Weise dieses Ziel erreicht werden soll und warum, wird in der Verordnung nicht erklärt. Auf den ersten Blick unterscheidet sich die Vorgabe auch kaum von der bisherigen. Darin heißt es: „Ungewollte Schwangerschaften und Abtreibungen sollen verringert werden.“

Trotzdem hat die neue Verordnung viele junge Frauen in China verunsichert. Dafür gibt es zwei Gründe: Zum einen ist es die chinesische Bevölkerung gewohnt, zwischen den Zeilen zu lesen. Es kommt nicht selten vor, dass ein unschuldig daherkommender Satz sich später als Vorbote weitreichender Maßnahmen entpuppt. Zum anderen ist das Misstrauen gegenüber staatlich verordneter Familienplanung aufgrund schmerzhafter Erfahrungen groß. Zwischen 1979 und 2015 wurden Zwangsabtreibungen ebenso wie Zwangssterilisierungen als Mittel zur Durchsetzung der Ein-Kind-Politik eingesetzt, mit erheblichen Folgen für die körperliche und mentale Gesundheit unzähliger Frauen.

Ein Mittel, um die Drei-Kind-Politik durchzusetzen?

Feministinnen in China mutmaßen nun, dass die geplante Begrenzung von Abtreibungen dem umgekehrten Ziel dienen soll, wonach Frauen gemäß der neuen Drei-Kind-Politik möglichst zwei bis drei Kinder bekommen sollen. Viele junge Chinesinnen sind empört darüber, dass der Staat ihnen, wie schon ihren Müttern, vorschreiben will, wie sie ihr Familienleben gestalten sollen. Zumal die Regierung den nunmehr erwünschten Babyboom nicht nur mit unterstützenden Maßnahmen für junge Familien forcieren will, sondern auch mit einem konservativen Familienbild.

„Wir müssen die Einschränkung der Abtreibungen im Kontext anderer aktueller Maßnahmen sehen“, heißt es in einem von vielen Beiträgen zu dem Thema im sozialen Netzwerk Weibo. „Ob man heiratet oder nicht, sich scheiden lässt oder nicht, Kinder bekommt oder nicht, sollte schließlich eine persönliche Entscheidung sein, in die sich der Staat nicht einmischen sollte.“ Zu den Maßnahmen, die in eine ähnliche Richtung weisen, zählt die Autorin mit dem Usernamen OnlyforQiqi etwa die seit Januar geltende „Abkühlungsfrist“ für Scheidungen von 30 Tagen.

Nach offiziellen Angaben ist die Zahl der Scheidungen seither um 70 Prozent zurückgegangen. Von außen betrachtet, mag die Frist sinnvoll erscheinen, in Deutschland gilt immerhin ein ganzes Trennungsjahr als Voraussetzung. Doch in China argumentieren viele Frauen, dass die Übergangsfrist Opfer von häuslicher Gewalt ihrem Peiniger ausliefert. Hinter der Kritik steckt aber wohl auch eine generelle Aversion gegen staatliche Eingriffe in das Familienleben, nachdem die Kommunistische Partei das jahrzehntelang in drastischer Weise betrieben hat – bis hin zu der Entscheidung, wen man heiraten durfte.

Andere Stimmen halten das Ziel, die Zahl der Schwangerschaftsabbrüche zu verringern, durchaus für sinnvoll und geboten. Dazu muss man wissen, dass in China wegen der Ein-Kind-Politik jahrzehntelang Millionen weibliche Föten abgetrieben wurden, weil Familien einen Sohn haben wollten. Das hat dazu geführt, dass auf 100 junge Frauen im Alter von 21 Jahren derzeit 118 Männer kommen, von denen es viele schwer haben werden zu heiraten. Zwar ist in China die Bestimmung des Geschlechts per Ultraschall verboten. Eine Abtreibung aufgrund des Geschlechts steht unter Strafe, und nach der 14. Schwangerschaftswoche ist eine behördliche Genehmigung für einen Schwangerschaftsabbruch erforderlich. Die Hürden dafür scheinen aber bisher nicht sehr hoch zu sein.

Abtreibung galt in China lange als gewöhnliches Mittel der Geburtenkontrolle. Werbung für solche Eingriffe war noch vor wenigen Jahren allgegenwärtig. Laut offizieller Statistik wurden in China in den Jahren 2014 bis 2017 jährlich etwa neun Millionen Föten abgetrieben. Ein Grund dafür ist fehlender Sexualunterricht an den Schulen. Staatliche Aufklärungskampagnen über Verhütungsmittel konzentrierten sich bis vor Kurzem nur auf verheiratete Paare. Hinzu kommt eine sehr verbreitete Skepsis gegenüber der Anti-Baby-Pille und ihren Nebenwirkungen. Eine moralische Debatte über das Recht des ungeborenen Lebens gibt es in China dagegen ebenso wenig wie über mögliche psychische Folgen einer Abtreibung.

SCHLAFLABOR ALS LETZTER AUSWEG:

Wenn man nachts keine Ruhe findet

- VON JOHANNA TISCHLER
- -AKTUALISIERT AM 29.09.2021-11:53



Ein gesunder Schlaf ist nicht immer leicht zu erreichen. (Symbolbild) Bild: obs

Viele Menschen haben Schlafstörungen. In einem Labor in Wiesbaden werden sie analysiert und, wenn möglich, behandelt. Doch auch man selbst kann einiges für erquicklichen Schlaf tun.

Steigender Leistungsdruck und ständige Erreichbarkeit nach Feierabend führen bei immer mehr Menschen zu Schlafproblemen. Bei vielen wird die innere Unruhe durch die Schrecken der **Corona-Pandemie** noch verstärkt. Chronisch schlechter Schlaf erhöht wiederum das Risiko für Depressionen und Angststörungen. Im Schlaflabor Wiesbaden können Patienten ihren Schlaf genau untersuchen lassen. Im besten Fall steht am Ende nicht nur eine Diagnose, sondern auch eine erfolgversprechende Therapie.

Acht Zimmer stehen für die Patienten im Schlaflabor zum Übernachten zur Verfügung. Eines heißt „München“ und sieht auf den ersten Blick wie ein gewöhnliches Hotelzimmer aus: ein kleiner Tisch mit Stuhl, ein Bett mit Nachttisch, ein Fernseher an der Wand. Links neben der Tür gibt es ein Badezimmer mit Toilette und Dusche. Erst beim zweiten Hinsehen fällt auf, dass etwas seltsam ist in diesem Raum. Gegenüber vom Bett sind eine Kamera, ein Mikrofon und ein Bewegungsmelder angebracht. Hotelgäste würden sich hier wahrscheinlich unwohl fühlen.

Probleme beim Ein- und Durchschlafen

Die Gäste im Schlaflabor Wiesbaden hingegen sind genau deswegen hier: Sie wollen sich beim Schlafen überwachen lassen. Laut dem DAK-Gesundheitsreport 2019 haben 80 Prozent der Berufstätigen in Hessen Probleme beim Ein- und Durchschlafen. Hochgerechnet auf die Bevölkerung im Bundesland sind das etwa 2,4 Millionen Menschen. Im Vergleich zum Jahr 2010 nehmen heute doppelt so viele Erwerbstätige Schlafmittel ein. Wer auf eine längerfristige Lösung hofft, kommt ins Schlaflabor.

Bevor Jessica Figueiredo Nobre einen neuen Patienten in ihrem Sprechzimmer empfängt, wertet die medizinische Fachangestellte einen mehrseitigen Fragebogen aus. Darin musste der Patient vorab Fragen beantworten wie: Schnarchen Sie laut? Wie groß ist Ihre Kragenweite? Ist schon einmal jemandem aufgefallen, dass Sie im Schlaf aufhören zu atmen?

Der Patient, den Figueiredo Nobre heute empfängt, wurde von seinem Hausarzt überwiesen. Er hatte sich im vergangenen Jahr mit dem Coronavirus infiziert. Seitdem hat er Konzentrationsprobleme, fühlt sich morgens selten erholt und verfällt häufig in Sekundenschlaf.

Viele Patienten werden von ihrem Partner auf eine mögliche Schlafstörung aufmerksam gemacht. Lautes und unregelmäßiges Schnarchen ist ein Symptom, das auf das Schlafapnoe-Syndrom hindeuten kann. Schlafapnoe sei eine der häufigsten Diagnosen im Schlaflabor, sagt Nobre. Dabei kommt es im Schlaf

immer wieder zu Atemaussetzern. Sie dauern durchschnittlich 20 bis 30 Sekunden, die meisten Betroffenen merken sie gar nicht. Doch die Atempausen stören die Qualität des Schlafs und verhindern das Eintreten der Tiefschlafphase. Deshalb fühlen sich die Patienten tagsüber erschöpft und müde.

Bei mehr als 30 Aussetzern in der Stunde gilt die Schlafapnoe als schwergradig. „Ich hatte mal einen Patienten, der hatte über 100 Aussetzer pro Stunde“, erzählt Nobre. Werden die Atemaussetzer nicht behandelt, können sie zu frühzeitiger Demenz oder einem Schlaganfall führen.

Insomnie betrifft eher Frauen

Während von Schlafapnoe vor allem Männer betroffen sind, leiden unter Insomnie, also Ein- und Durchschlafstörungen, eher Frauen. Bei jungen Menschen zwischen 15 und 23 Jahren wird dagegen häufiger die Schlafkrankheit Narkolepsie diagnostiziert. Menschen mit Narkolepsie fällt es schwer, tagsüber wach zu bleiben.

„Viele schlafen in der Schule immer wieder ein. Manche verlieren deshalb ihre Ausbildung“, sagt Osama Abu Hassan, der Chefarzt des Schlaflabors. Bis die Schlafstörung als solche festgestellt werde, dauere es im Durchschnitt fünf bis sechs Jahre. Oft würden Schlafkrankheiten gar nicht erkannt und behandelt, was ein großes Problem sei. „Schlaf ist extrem wichtig. Er wirkt sich auf den ganzen Körper aus“, sagt Abu Hassan.

Nobres heutiger Patient erhält einen Termin für zwei Nächte im Schlaflabor und ein Informationsblatt darüber, wie die Untersuchung abläuft. Wenn die Patienten um 20 Uhr im Schlaflabor eintreffen, ist der normale Praxisbetrieb vorbei. Sie benutzen einen anderen Eingang, der im Haus neben der Praxis liegt.

Begrüßt werden sie von zwei Mitarbeiterinnen, die für die Verkabelung der Patienten und die Nachtwache zuständig sind. Heute sind alle acht Zimmer belegt. Nachdem alle Übernachtungsgäste eingetroffen sind, beginnt Franziska Neumann (Name geändert) den ersten Patienten zu verkabeln. Eine halbe Stunde braucht sie, um 17 Sensoren anzubringen.

Neumann säubert zunächst die Haut, an der sie die Elektroden anbringt, damit die Messungen exakt sind. Zwei Elektroden befestigt sie an jedem Unterschenkel, um die Bewegung der Beinmuskeln zu erfassen, zwei an der Brust, um das Elektrokardiogramm (EKG) aufzuzeichnen.

Sechs Elektroden am Kopf überwachen die Hirnströme und die Augenbewegungen. Dazu kommt ein Sensor am Zeigefinger, der die Sauerstoffsättigung im Blut misst. Zwei Gürtel um Brust und Bauch erfassen die Atembewegungen.

Da der Patient heute nur zur Kontrolle da ist, verzichtet Neumann auf das Mikrofon am Kehlkopf, das normalerweise Schnarchgeräusche aufzeichnet. Doch auch ohne das Mikrofon ist er nun am ganzen Körper verkabelt. „Ich komme mir vor wie ein Spion“, sagt der Patient und lacht. Kann man damit überhaupt schlafen? „Die Patienten brauchen einige Zeit, um sich daran zu gewöhnen. Aber dann geht es“, sagt Neumann.

Medikamentöse oder operative Verfahren

Bis 23 Uhr darf der Patient noch fernsehen oder lesen. Dann geht das Licht aus. Neumann wünscht eine gute Nacht und geht in einen Raum mit acht Bildschirmen, die Aufnahmen aus den Zimmern übertragen. Auf einem von ihnen ist jetzt Neumanns Patient zu sehen, der auf seinem Bett sitzt. Aus Rücksicht auf dessen Privatsphäre schaltet Neumann den Ton stumm, bis der Mann sich schlafen legt. Neben der Übertragung der Kamera flackern rote und schwarze Linien über den Bildschirm, die die verschiedenen Messwerte anzeigen.

Neumann testet am Computer, ob jedes Kabel funktioniert und ein Signal überträgt. Auf einem Protokoll wird sie nachts schriftlich jede halbe Stunde festhalten, in welcher Lage der Patient schläft und ob sein Mund offen oder geschlossen ist. Um 5.30 Uhr entfernt Neumann die Kabel wieder. Danach gibt es für die Patienten Kaffee und Müsliriegel.

Die Behandlungsmöglichkeiten einer Schlafstörung sind je nach Diagnose unterschiedlich. Haben die Patienten Schlafapnoe, erhalten sie eine Atemmaske, die sie zu Hause vor dem Schlafen aufsetzen können. Über einen Schlauch ist die Maske an ein kleines Gerät angeschlossen, das mit leichtem Überdruck Luft in Mund und Nase bläst. Das verhindert, dass die Atemwege zusammenfallen und die Luftzufuhr unterbrochen wird. Für andere Schlafkrankheiten gibt es medikamentöse oder sogar operative Therapieverfahren.

Manchmal genügt es auch, eine Verhaltenstherapie zu machen oder eine Schlafschule zu besuchen. Was Abu Hassan an seiner Arbeit im Schlaflabor begeistert: „Man findet schnell eine Diagnose und sieht schnell Erfolge.“ Oft sei die Lebensqualität seiner Patienten durch schlechten Schlaf enorm beeinträchtigt. Deshalb mache die Behandlung einen großen Unterschied. Kein Wunder, dass seine Patienten dafür auch gerne in Kauf nehmen, beim Schlafen überwacht zu werden.

13 Tipps für einen besseren Schlaf

1. Halten Sie jeden Tag **regelmäßige Aufsteh- und Zubettgehzeiten** ein.
2. Machen Sie tagsüber **keine Nickerchen**.
3. Trinken Sie zwei Stunden vor dem Zubettgehen **keinen Alkohol** mehr.
4. Trinken Sie 4–8 Stunden vor dem Zubettgehen **keinen Kaffee** mehr.
5. **Rauchen Sie nicht** mehr nach 19 Uhr abends (oder geben Sie das Rauchen ganz auf).
6. Vor dem Zubettgehen sollten Sie drei Stunden **keine größeren Mengen mehr essen** und/oder trinken.
7. Vermeiden Sie **körperliche Überanstrengung** nach 18 Uhr. Gehen Sie aber grundsätzlich **sportlichen Aktivitäten** am Tage nach.
8. Gestalten Sie Ihre **Schlafumgebung angenehm** und schlaffördernd. Nach Möglichkeit sollte das **Schlafzimmer nur zum Schlafen** dienen und nicht gleichzeitig als Arbeitszimmer verwendet werden.
9. Schaffen Sie zwischen Ihrem Alltag und dem Zubettgehen eine „**Pufferzone**“.
10. Legen Sie sich ein **regelmäßiges Ritual** vor dem Zubettgehen zu.
11. Wenn Sie nachts aufwachen, sollten Sie **nichts essen**.
12. Setzen Sie sich **keinem hellen Licht** aus, wenn Sie nachts wach werden und aufstehen müssen.
13. Vermeiden Sie es, nachts **auf die Uhr** zu schauen.

Quelle: F.A.S.

INTERVIEW

«Die Inflation wird dauerhafter sein» – Carmen Reinhart misstraut den Beschwichtigungen der Zentralbanken

Die Chefökonomin der Weltbank, Carmen Reinhart, warnt im Interview mit der NZZ vor der Wiederholung der ständig gleichen Fehler. Zu diesen historisch verbürgten Irrtümern gehört, negative Schocks als vorübergehend und positive als dauerhaft zu betrachten.

Thomas Fuster, Rewert Hoffer

30.09.2021, 05.30 Uhr



Wie werden Staaten ihre Schulden abbauen? Mit mehr Steuern, sagt Carmen Reinhart, eine der einflussreichsten Ökonominen der Welt.

Ruben Sprich / Reuters

Die Finanzkrise und die Corona-Pandemie haben die Schulden astronomisch ansteigen lassen, ähnlich wie nach dem Zweiten Weltkrieg. Wie kommen wir je wieder aus dieser Situation heraus?

Nach dem Zweiten Weltkrieg waren die Schulden der Industrieländer zwar ebenfalls sehr hoch. Der Unterschied zu heute ist aber die Zusammensetzung der Ausgaben. Nach dem Krieg konnte die Senkung der Militärausgaben rasch umgesetzt werden; alle erwarteten das, es gab keinen Widerstand. Heute liegen die Dinge anders. Versuchen Sie einmal, bei den Sozialausgaben und bei staatlichen Transfers massive Kürzungen durchzusetzen. Das geht nicht. Mit anderen Worten: Die Aufgabe, die steigende Verschuldung durch Ausgabensenkungen umzukehren, ist heute deutlich schwieriger als nach dem Zweiten Weltkrieg.

Was wird die Politik tun?

Die einfache Antwort lautet: Mehr Steuern! Man wird das System der sozialen Sicherheit überarbeiten. Denn wir sind bei weitem nicht so wohlhabend, wie wir glaubten, als wir diese vielen sozialpolitischen Versprechen abgaben. Als man in den Industriestaaten unser heutiges Rentensystem einführte, lag die Lebenserwartung vielleicht bei 64 Jahren. Heute ist sie weit höher.

Wird das System der sozialen Sicherung kollabieren?

Ich sage nicht, dass die Sozialversicherungen zusammenbrechen werden. Aber man wird die Qualität der Leistung herunterfahren. Das ist politisch einfacher, es ist weniger transparent. Aus demselben Grund ist ja auch die finanzielle Repression so beliebt. Gemeint ist damit die dauerhafte Durchsetzung negativer Realzinsen, also eines Zinsniveaus unterhalb der Inflationsrate, wie das heute schon in vielen Staaten der Fall ist. Dabei handelt es sich um eine sehr undurchsichtige Form der Besteuerung von Sparern. Es braucht hierzu keine Gesetze und keine Volksabstimmungen.

Eine weitere Möglichkeit, die Schulden zu reduzieren, ist Inflation. Besteht die Gefahr, dass Notenbanken von Regierungen unter Druck gesetzt werden, über die Tolerierung höherer Inflation zum Schuldenabbau beizutragen?

Niemand wird es so explizit präsentieren. Keine Regierung sagt: Unsere Strategie besteht darin, die Schulden wegzuinflationieren. Aber irgendwie passiert es genau so. Seit der Finanzkrise von 2008 und erst recht seit dem Ausbruch der Covid-19-Pandemie gibt es bei den Zentralbanken zwei Asymmetrien: Erstens agieren sie bei der Lockerung ihrer Geldpolitik bedeutend aggressiver als bei der Drosselung. Und zweitens lassen sie sich bei der Drosselung auch sehr viel mehr Zeit. Zusammen ist das ein Rezept für höhere Inflation.

Kritiker wenden ein, die monetäre Expansion im Zuge der Finanzkrise 2008 habe keine Inflation herbeigeführt, also werde auch das viele Geld, das zur Bekämpfung der Corona-Krise geschaffen worden sei, keine Inflation auslösen.

Es ist gefährlich, von der Vergangenheit auf die Zukunft zu schliessen. Bei solchen Extrapolationen verpasst man stets die Wendepunkte. Das gilt auch hier. Denn die Corona-Krise unterscheidet sich auf zwei Arten fundamental von der Finanzkrise. Erstens kam es bei der Pandemie zu diversen Angebotsschocks. Das erinnert an die 1970er Jahre, als die Knappheit des Erdöls massgeblich zum Anstieg der Inflation beitrug. Damals war der Schock auf einen einzigen Rohstoff konzentriert, heute ist die Sache diffuser. Wir haben Lieferengpässe, Transportprobleme und Arbeitskräftemangel in diversen Formen, auch zeitlich und örtlich.

Und der zweite Unterschied?

Das Volumen und die Dauer der monetären Expansion übertreffen die Massnahmen während der Finanzkrise sehr deutlich.

Sie meinen also, dass es zu einer Wiederholung der 1970er Jahre kommen wird?

Nein, aber damals war es das letzte Mal, dass man einen Angebotsschock mit zusätzlichem Geld zu bekämpfen versuchte. Und das Resultat war hohe Inflation. Ich sage nicht, dass sich nun die

1970er Jahre wiederholen werden. Aber wir haben es mit Sicherheit auch nicht mit einer Wiederholung der Folgen der globalen Finanzkrise zu tun.

Will heissen: Sie sind skeptisch gegenüber den Beteuerungen der Zentralbanken, dass das derzeitige Anziehen der Inflation bloss vorübergehend sei, also ein baldiges Ende haben werde?

Ein Kennzeichen der Corona-Krise ist die enorme Unsicherheit. Diese Unsicherheit ist messbar, etwa mit Blick auf die enorme Streuung der Prognosen. Auch die amerikanische Notenbank musste unlängst zugeben, dass sie das Ausmass der Inflation unterschätzt habe. Ich glaube, dass die Inflation dauerhafter als gedacht sein wird.

Warum soll dies der Fall sein?

Die Pandemie dauert deutlich länger, als man vor einem Jahr erwartete. Auch ich dachte damals, dass ich im Herbst 2021 längst wieder in meinem Büro bei der Weltbank sitzen würde; das ist aber noch immer nicht der Fall. Zudem sind die Impfquoten vielerorts sehr niedrig, weshalb dort die Rückkehr zur wirtschaftlichen Normalität mehr Zeit benötigen wird. Ausserdem befinden wir uns in einer globalen und sehr diffusen Krise. Sie betrifft alle Länder und fast alle Industrien. Bei der Finanzkrise war das anders.

Was bedeutet es konkret, wenn die Inflation länger anhält?

Je länger sie anhält, desto stärker beeinflusst sie die Inflationserwartungen. Und je stärker die Erwartungen beeinflusst werden, desto länger wird es dauern, bis die Inflation wieder sinkt. Ich warne daher vor Selbstzufriedenheit: Viele Leute tendieren dazu, negative Schocks als temporär und positive Schocks als dauerhaft zu betrachten. Das ist ein Fehler, der allzu oft gemacht wird.

Ein besonderer Schock findet derzeit in China statt. Mit Evergrande droht ein gigantischer Immobilienkonzern zu kollabieren. Stehen wir vor dem nächsten «Lehman Brothers»-Fall?

Zu Evergrande will ich mich nicht äussern. Aber die Wirtschaftsgeschichte ist voll von Fällen, denen ein ähnliches Muster zugrunde liegt. Verbindlichkeiten werden grösser und plötzlich zum Problem. Entscheidend ist, wie systemrelevant das Unternehmen ist; sei es direkt über seine Grösse oder indirekt über Verbindungen zu anderen Institutionen. Wichtig ist zudem, wie der Staat reagiert. Dabei zeigt sich: Aus Furcht vor Ansteckungen ist es eher die Regel als die Ausnahme, dass Regierungen einschreiten. Das belegen meine Analysen von über 150 Krisen, bei denen ich nach wiederkehrenden Mustern suchte.

Ein wiederkehrendes Muster ist auch, dass am Anfang einer Finanzkrise oft Probleme mit dem Immobiliensektor stehen.

Ja, und das gilt nicht nur für die jüngere Vergangenheit, etwa die Finanzkrise von 2008, sondern galt schon lange Zeit zuvor. Wobei nicht nur die Vor-, sondern auch die Nachläufer von Krisen oft im Immobiliensektor zu lokalisieren sind. Ich habe mit Kenneth Rogoff nachweisen können, dass nach Finanzkrisen die realen Häuserpreise über einen Zeitraum von sechs Jahren um durchschnittlich 35% eingebrochen sind.

Zurück zu China: Das Land hat nicht nur Schulden. Es ist auch ein wichtiger Kreditgeber für Entwicklungs- und Schwellenländer. Wie stark würden diese Länder unter einer Abschwächung Chinas leiden?

Entwicklungsländer werden so oder so weniger Geld aus China erhalten. Zwischen 2003 und 2013 hat China Kredite in nie da gewesener Höhe vergeben. In dieser Zeit wuchs die chinesische Wirtschaft zweistellig, und China hatte eine enorme Nachfrage nach Rohstoffen, um seine gewaltigen Infrastrukturprojekte zu realisieren. Deshalb vergab das Land vor allem Kredite an Rohstoffexporteure und trug dazu bei, dass damals der am längsten anhaltende Rohstoffboom in der Geschichte stattfand. Doch diese Zeit ist definitiv vorbei. 2015 brachen die Rohstoffpreise ein, und ein paar Jahre später kam die Covid-19-Krise. Heute befinden sich viele Entwicklungsländer inmitten einer Schuldenkrise und erhalten keine neuen Kredite.

Sie betonen in Ihren Arbeiten, dass wir gar nicht genau wüssten, wie viele Kredite China an Entwicklungsländer vergeben habe. Was ist das Problem dieser «versteckten Schulden»?

Das Problem der versteckten Schulden geht weit über China hinaus, und es hat das Problem in der Geschichte immer wieder gegeben. Doch im Kontext Chinas ist es sehr frappant, da vor allem Staatsunternehmen, nicht jedoch Regierungen die Kredite erhalten haben. Für die gibt es eine sehr viel schlechtere Datenlage. Unabhängig von China ist das Problem der versteckten Schulden enorm. Während einer Krise kommt die Stunde der Wahrheit, und dann merken die Regierungen, dass die Schuldenstände sehr viel höher sind, als sie dachten. Diese bösen Überraschungen machen Verhandlungen über Restrukturierungen oder zwischen Gläubigern sehr viel schwieriger.

Was muss getan werden, um die Kreditvergabe transparenter zu gestalten?

Mit Unterstützung der Weltbank wird derzeit versucht, mehr Daten über staatlich verbürgte Kredite zu erhalten. Wir müssen die Datenbasis erweitern und Zentralbanken sowie Staatsfirmen in unser Bild über die Schuldenlage eines Landes integrieren. Ausserdem benötigen wir bessere Informationen über die Vertragsbedingungen. Wir müssen wissen, wer der endgültige Gläubiger ist. Kommt es zu einer Schuldenkrise, bringt man die Gläubiger zusammen und will eine Lösung. Es ist ein enormes Problem, wenn jeder Gläubiger eine eigene Vorstellung davon hat, welche Schulden existieren und wer zuerst bezahlt wird.

Ihre Organisation muss sich derzeit ebenfalls Intransparenz vorwerfen lassen. So hat eine unabhängige Untersuchung nachgewiesen, dass die Weltbankspitze eine Manipulation von Daten anordnete, damit China im einflussreichen «Doing Business»-Report besser dasteht. Wie wollen Sie dafür sorgen, dass die Öffentlichkeit wieder Vertrauen gewinnt in Publikationen der Weltbank?

Um Vertrauen zurückzugewinnen, braucht es eine bessere Governance. Das heisst: mehr Transparenz und die Verwendung von Indikatoren, die öffentlich reproduzierbar sind. Zudem braucht es eine klare interne Trennung zwischen den Herstellern von Wissensprodukten und den politischeren Bereichen der Bank. Eine Lehre muss auch sein, den Anspruch zu erheben, dass das Arbeitsumfeld verbessert wird. Wir müssen vermeiden, dass Vorgesetzte in unangemessener Weise Druck auf ihre Angestellten ausüben.

Une ex-secrétaire d'un camp de concentration de 96 ans jugée en Allemagne

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 4 heures



Le camp de concentration de Stutthof, dans la Pologne actuelle. *Wojtek RADWANSKI / AFP*

Âgée à l'époque des faits de 18 à 19 ans, Irmgard Furchner, jugée pour «*complicité de meurtre dans plus de 10.000 cas*», officiait comme dactylographe du commandant du camp.

Une ancienne secrétaire d'un camp de concentration aujourd'hui âgée de 96 ans comparaît à partir de jeudi 30 septembre devant la justice, seule femme impliquée dans le nazisme à être jugée depuis des décennies en Allemagne. Ce procès devant une Cour de Itzehoe, dans le nord de l'Allemagne, sera suivi par celui, une semaine plus tard, d'un centenaire, un ancien gardien du camp nazi de Sachsenhausen, près de Berlin. Jamais encore l'Allemagne, qui a longtemps montré peu d'empressement à retrouver ses criminels de guerre, n'avait jugé d'anciens nazis aussi âgés. L'affaire est en outre examinée à la veille du 75^e anniversaire de la condamnation à mort par pendaison par le tribunal de Nuremberg de 12 des principaux dirigeants du Troisième Reich.

Âgée à l'époque des faits de 18 à 19 ans, la nonagénaire Irmgard Furchner, qui vit dans une résidence pour personnes âgées près de Hambourg, doit être jugée par une Cour spéciale pour jeunes pour «*complicité de meurtre dans plus de 10.000 cas*», selon le Parquet. L'accusation lui reproche d'avoir participé au meurtre de détenus dans le camp de concentration de Stutthof, dans la Pologne actuelle, où elle travaillait comme dactylographe et secrétaire du commandant du camp, Paul Werner Hoppe, entre juin 1943 et avril 1945.

Dans ce camp proche de la ville de Gdansk où périrent 65.000 personnes, «*des détenus juifs, des partisans polonais et des prisonniers de guerre soviétiques*» ont été systématiquement assassinés, selon le Parquet. Selon l'avocat Christoph Rückel, qui représente depuis des années des survivants de la Shoah, «*elle a tenu l'ensemble de la correspondance du commandant du camp*». «*Elle a aussi tapé à la machine les ordres d'exécution et de déportation et apposé ses initiales*», a-t-il assuré sur la chaîne régionale publique NDR.

Pour son avocat, Wolf Molkenin, elle ignorait le sort exact des détenus. «*Ma cliente aurait travaillé au milieu de SS expérimentés dans la violence. Mais devait-elle partager leur niveau de*

connaissance ?», s'est-il interrogé dans un entretien au Spiegel. «*À mon avis, ce n'est pas forcément évident*», a-t-il ajouté, insistant sur le recours à des termes «*codés*» dans les échanges épistolaires entre responsables de la machine de mort nazie «*de telle manière qu'une secrétaire ne pouvait pas nécessairement les décoder*», selon lui.

À l'issue d'une longue procédure, la justice avait estimé en février que la nonagénaire était apte à comparaître malgré son grand âge. Mais les auditions, prévues pour s'étaler jusqu'en juin 2022, devraient se limiter à quelques heures par journée d'audience. Soixante-seize ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la justice allemande continue de rechercher d'anciens criminels nazis encore en vie.

4.000 femmes gardiennes de camps

Huit dossiers impliquant d'anciens employés des camps de Buchenwald et Ravensbrück notamment, sont actuellement examinés par différents parquets allemands, a indiqué l'Office central pour l'élucidation des crimes du national-socialisme à l'AFP. Ces dernières années, plusieurs procédures ont dû être abandonnées en raison de la mort des suspects ou de leur incapacité physique à être renvoyés devant des tribunaux.

Mais alors que l'Allemagne a condamné ces dix dernières années quatre anciens gardes ou comptable des camps nazis de Sobibor, Auschwitz et Stutthof, elle a jugé très peu de femmes impliquées dans la machinerie nazie, selon des historiens. La justice s'est penchée sur le cas d'au moins trois autres femmes employées dans des camps nazis, notamment une autre secrétaire qui travaillait à Stutthof mais celle-ci est morte l'an dernier avant que la procédure n'aboutisse. Le parquet de Neuruppin, près de Berlin, examine actuellement le cas d'une autre femme employée dans le camp de Ravensbrück, selon l'Office central basé à Ludwigsbourg.

Quelque 4.000 femmes ont officié comme gardienne dans les camps de concentration, selon des historiens. Mais peu ont été jugées après la Guerre. Parmi celles qui ont répondu des exactions commises sous le Troisième Reich, la gardienne du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau Maria Mandl, surnommée «*la bête féroce*», avait été pendue en 1948 après sa condamnation à mort par un tribunal de Cracovie. Entre 1946 et 1948, à Hambourg, 38 personnes dont 21 femmes ont comparu devant des juges militaires britanniques pour avoir officié au camp de concentration de Ravensbrück, spécialement réservé aux femmes.

La jurisprudence de la condamnation en 2011 de John Demjanjuk, un gardien du camp de Sobibor en 1943, à cinq ans de prison ferme, permet désormais de poursuivre pour complicité de dizaines de milliers d'assassinats n'importe quel auxiliaire d'un camp de concentration, du garde au comptable.

Le Figaro, no. 23984

Le Figaro, jeudi 30 septembre 2021 1089 mots, p. 18

Débats

Militantisme transgenre : est-il raisonnable de déclarer factice la différence sexuelle ?

Louis, Adrien

Être attentif à la souffrance de personnes transgenres n'implique pas de réputer nulle et non avenue la différence sexuelle pour tous, argumente le philosophe.

Il faut être reconnaissant à Claude Habib d'avoir apporté, avec son livre, *La Question trans* (Gallimard, coll. « Le Débat », septembre 2021), une analyse amplement informée autant que lucide, et courageuse autant que compréhensive. Ces qualités, sur un sujet délicat, ne lui épargneront pas les remontrances des activistes les plus véhéments. Mais au reste des citoyens, elles permettront de prendre la pleine mesure d'une question sociale qui devient politique.

Chaque citoyen pourra comprendre, à la lecture de ce livre, que si des réformes législatives nous attendent à ce sujet, notre plus grand défi sera d'être attentifs aux revendications, sans se laisser commander par les intimidations. J'ajouterai qu'en mettant la question trans dans une perspective plus globale, le livre contient également des pages tout à fait captivantes sur des aspects de notre société auxquels, me semble-t-il, nous ne songeons plus guère. Je pense en particulier à celles que Claude Habib consacre aux effets de la mixité à l'école, et à la manière dont les filles et les garçons se sentent constamment mis en demeure, dans un tel contexte, de répondre à l'idée qu'ils peuvent se faire de leur sexe. Ces réflexions sont fort intéressantes en elles-mêmes, mais elles sont en outre salutaires. Car à l'heure où nous défendons la mixité comme un principe premier de notre république, il devient fort tentant de négliger toutes ses implications morales et psychologiques. Soyons donc reconnaissants envers ces auteurs qui nous rappellent que nous pouvons adhérer à un principe sans être aveugles à l'ambivalence de ses effets, et qu'il serait même judicieux d'être lucides à leur propos, si nous voulons vraiment être en mesure de le défendre.

Pour ce qui est de la question trans elle-même, l'un de ses aspects pourrait se formuler ainsi : comment ce qui apparaît au départ comme une souffrance individuelle finit par se confondre avec la défense de l'opinion selon laquelle notre identité sexuelle est une pure construction sociale, ou peut être librement déterminée ? Comment passe-t-on du sentiment douloureux de ne pas être né dans le bon corps à l'injonction, faite à la société autant qu'à la science, de professer une telle doctrine ?

La logique à l'oeuvre semble être la suivante : ceux qui souffrent du sentiment d'être nés dans un mauvais corps peuvent trouver deux causes à leur souffrance : la nature elle-même, « coupable » d'une sorte d'erreur, ou la société qui d'une part peut méconnaître cette souffrance elle-même, et peut d'autre part refuser de considérer les personnes trans selon le sentiment qu'elles ont d'elles-mêmes. Selon ce raisonnement, la médecine peut dans une certaine mesure corriger la nature, et la société peut assurément être réformée. En particulier, la société peut reconnaître et même encourager le désir de transition (éventuellement chez les enfants), et elle peut accepter de considérer chaque individu selon l'idée qu'il se fait de son sexe. Et puisqu'elle le peut, c'est qu'elle le doit.

C'est arrivé à ce point que le légitime souci de limiter les souffrances des personnes trans peut se convertir en position dogmatique. Car la principale raison, pour une société, d'avoir des scrupules à accorder la reconnaissance souhaitée par les personnes trans, c'est évidemment que l'identité sexuelle est d'abord un fait biologique, dont les implications ne sont pas insignifiantes. Dans la perspective d'un certain militantisme, la nature, initialement coupable d'une erreur, devient alors coupable d'une faute morale : elle nous détermine bien plus que nous ne le voudrions. Il faut donc pousser plus loin la correction de la nature, ou à défaut, corriger ce que la science nous en dit. Il faut affirmer que l'identité sexuelle n'est elle-même qu'une construction sociale, et

que la biologie ne détermine absolument rien. Et il faut que la société comme la science biologique adoptent officiellement cette théorie, pour n'avoir aucun motif d'être vexatoires, et pour se laver de tout soupçon de transphobie.

Cette théorie a du reste une conséquence qui n'est pas négligeable. C'est que si la nature ne détermine rien par elle-même, toute la faute incombe effectivement à la société. La nature niée, la société seule porte l'infamie de classer les êtres selon certains critères. Au terme de cette logique, il faudrait donc si possible que l'État et la société cessent d'envisager les individus selon des critères que la nature elle-même - selon la théorie invoquée - ignore. Il faudrait que l'État et la société deviennent, pour ainsi dire, officiellement aveugles à la différence sexuelle.

C'est ainsi, nous informe Claude Habib, que les Pays-Bas prévoient avec fierté de ne plus indiquer le sexe des personnes sur leur carte d'identité. La mesure pourrait paraître anecdotique, mais elle ne l'est certainement pas. Car ce qui accompagne ce triomphe du progrès, c'est l'occultation délibérée d'un aspect essentiel de notre nature et de nos rapports sociaux. Or, qu'un État soutienne de son autorité la possibilité, pour chaque individu, de nier une réalité aussi fondamentale que son identité sexuelle, cela ne paraît pas être une bonne nouvelle. Qu'un État entreprenne de dissoudre nos repères les plus élémentaires, cela ne devrait pas nous réjouir.

Car qu'advient-il lorsque le droit se fonde sur une négation de la réalité biologique ? Il peut advenir, par exemple, que des hommes se faisant reconnaître comme femmes tirent profit de leur différence biologique pour des compétitions sportives. Cette situation existait auparavant, mais en l'occurrence, le droit s'interdisait de la reconnaître. D'une manière générale, et beaucoup plus grave, un droit niant la réalité biologique expose ceux qu'il devrait par-dessus tout protéger. C'est ainsi avec effroi que nous apprenons qu'aux États-Unis, une démarche de transition a été mise en oeuvre pour un enfant de trois ans. Et à côté de ces réalités bien attestées, combien de possibilités de détresses psychologiques profondes ? Combien de personnes seront en proie un activisme aveugle, et à des cliniques tout à fait éclairées sur leurs perspectives de profit ? Devant un tel tableau, chacun en conviendra, il faut à tout prix raison garder.

** Adrien Louis est professeur de philosophie au lycée et chargé de cours d'histoire politique à l'université du Littoral-Côte-d'Opale. Il est l'auteur de « Leo Strauss, philosophe politique », préfacé par Pierre Manent (CNRS Éditions, 2019), et publie « Les meilleurs n'auront pas le pouvoir. Une enquête à partir d'Aristote, Pascal et Tocqueville » (PUF, 2021, 256 p., 19 euros).*

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/kulturelle-aneignung-voelkisches-denken-statt-schutz-vor-rassismus-17558262.html?premium>

KULTURELLE ANEIGNUNG:

Rassistischer Reis

- VON MATHIAS BRODKORB
- -AKTUALISIERT AM 30.09.2021-13:25



Katy Perrys Geisha-Auftritt bei der Grammy-Verleihung 2013 wurde von manchen als kulturimperialistischer Akt verstanden Bild: Laif

Die Theorie der kulturellen Aneignung will vor Rassismus schützen. In Wahrheit führt sie zurück ins völkische Denken. Ein Gastbeitrag.

Da dürfte der britische Starkoch [Jamie Oliver](#) nicht schlecht gestaunt haben: Im Jahre 2018 ließ sich die britische Labour-Abgeordnete und Schattenministerin Jeremy Corbys, Dawn Butler, zu einem Tweet hinreißen, der Oliver in die Nähe eines rassistischen Vorgangs rückte. Stein des Anstoßes war ein Fertiggericht aus dem Hause „Oliver“ mit dem Namen „Punchy Jerk Rice“. Jerk ist eine fruchtige jamaikanische Würzmischung und wird traditionell als Marinade für jamaikanische Fleischgerichte verwendet. Jamie Oliver nutzte sie stattdessen, um ein Reisgericht zu veredeln — und schon saß Butler, deren Eltern von Jamaika stammen, auf der Palme. „Ihr Jerk-Reis ist nicht in Ordnung. Diese Aneignung jamaikanischer Kultur muss aufhören“, ließ Butler den Starkoch via Twitter wissen. Die Logik dahinter: Da Oliver selbst kein Jamaikaner sei, habe er nicht das Recht, ein jamaikanisches Gewürz zu nutzen, wie er es wolle. Das sei der Übergriff eines weißen Mannes in die heiligen Gefilde der jamaikanischen Ureinwohner, also ein kulturimperialistischer Akt.

„Kulturelle Aneignung“ (cultural appropriation) ist nicht erst seit diesem Vorfall der neueste Schrei der antirassistischen Community. Mittlerweile werden selbst kleine Kinder zu Opfern dieser Ideologie. Einen Vorgesmack auf eine mögliche neue Zukunft lieferte im Jahre 2019 eine Hamburger Kita, die in einem Brief an die Eltern für den Kinderfasching „vorurteilsfreie Kostüme“ anmahnte. Insbesondere sollte auf Indianerkostüme oder das „blackfacing“ verzichtet werden. Bayerns Ministerpräsident Söder dürfte vielen aus der Seele gesprochen haben, als er seinerzeit kopfschüttelnd spöttelte: „Wenn die Welt wüsste, über welchen Quatsch wir streiten, hätte sie keine Angst (...) mehr vor uns.“

Eine stets adrett gekleidete amerikanische Professorin für Moderecht dürfte uns diesen ganzen Schlamassel eingebrockt haben. Im Jahr 2005 veröffentlichte Susan Scafidi das in manchen Kreisen inzwischen als Kultbuch gefeierte „Who owns culture?“. Die gebundene Erstausgabe wurde erst kürzlich auf [Amazon](#) als identitätspolitische Kapitalanlage für rund 1500 US-Dollar gehandelt.

Scafidi entdeckt in den Eigentumsrechten eine Leerstelle namens „kulturelle Produkte“ (cultural products). Gemeint ist damit jene Gruppe von Kulturleistungen, aus denen die [Unesco](#) seit einigen Jahren ihr „immaterielles Kulturerbe“ (intangible cultural heritage) fischt. Es geht um Handwerkskünste, Kleidungsstile, kulinarische Traditionen, Tanz, Sport und Körperkulturen — oder um Jerk, eine jamaikanische Marinade. Mit welchem Recht darf sich der Nichtjamaikaner Jamie Oliver ohne

Einverständnis der ursprünglichen Kulturgemeinschaft (source community) eigentlich der kulturellen jamaikanischen Traditionen bemächtigen, ihre Authentizität durch Anverwandlung beschädigen und von diesem Akt auch noch ökonomisch profitieren? Ungefähr so lauten die Fragestellungen von Susan Scafidi, übertragen auf den Fall Jamie Oliver. Es geht sowohl um ungerechtfertigte Zufallsgewinne kultureller Imperialisten wie um die Beschädigung der Integrität und Authentizität der instrumentalisierten Kulturbestände.

Kult des Authentischen

Die gesamte Argumentation Scafidis basiert auf der Überzeugung, dass schon dem Träger eines „kulturellen Produktes“ ähnliche Ansprüche auf die wirtschaftliche Vernutzung und öffentliche Anerkennung zustehen wie dem Schöpfer herkömmlichen geistigen Eigentums. So, wie dem Genie als dem Schöpfer eines genialen Werkes alle daraus resultierenden wirtschaftlichen wie symbolischen Gratifikationen zufließen, müsste es demnach auch bei den Ursprungsgemeinschaften aufgrund einer „Autorenschaft der Gruppe“ sein. Scafidi ist somit nicht gegen jede Form kultureller Aneignung. Aber ohne Zustimmung der Ursprungsgemeinschaft rücke sie in den Bereich des „Diebstahls“. Besonders problematisch scheint es ihr, wenn dieser Diebstahl den Bereich eines „heiligen Kulturproduktes“ einer Ursprungsgemeinschaft berührt.

„Authentische“ Jamaikaner, die heute Jerk herstellen oder nutzen, sind aber nicht in erster Linie Schöpfer kultureller Produkte, sondern deren bloße Anwender. Den Unterschied zwischen Schöpfer und Anwender will Scafidi mit einem Griff in die Mottenkiste der „Eigentlichkeit“ ([Martin Heidegger](#)) aus der Welt schaffen. Kulturelle Güter sind für sie nämlich nur als Verkörperungen des „Geistes eines Volkes oder einer Epoche“ bedeutsam. Es ist der wortwörtliche „Volksgeist“, aus dem sich für sie letztlich die Substanz immaterieller kultureller Güter speist: „Im Falle von Kulturprodukten und kulturellem Eigentum ist das immaterielle Gut der Volksgeist (im Original auf Deutsch, d. A.) oder das Selbstbild einer bestimmten Gemeinschaft.“ Nicht also das kulturelle Gut selbst, sondern der ihm von der Kulturgemeinschaft zugemessene Wert ist das eigentlich Bedeutsame. Indem der Akt der Bedeutungszumessung mit der Schöpfung kultureller Güter verschmilzt, wird jeder bloße Kulturanwender zum Quasi-Schöpfer mit eigentumsrechtlichen Ansprüchen. Nicht um die eigentliche kulturelle Schöpfung ist es ihr zu tun, sondern um den bloßen Willensakt der Bedeutungszumessung. Er gliedert das Kulturgut in die Substanz des Volksgeistes ein.

Und von dieser Eingliederung in den „Volksgeist“ hängt am Ende bei Scafidi alles ab. Wer denselben „Volksgeist“ verkörpert, kann nämlich eine Währung ganz anderer Art ins Spiel bringen, die „authenticity“. Mehr als einhundert Mal beschwört Scafidi in ihrem Buch die „Authentizität“ der Kultur. Das kann man gar nichts anderes als so verstehen, dass nur der „eigentliche“ Träger einer Kultur überhaupt in der Lage ist, den Sinn eines Kulturgutes zu erfassen und dessen Ort im geistigen Horizont der Ursprungsgemeinschaft zu bestimmen. Anwender wie Schöpfer verfügen somit über ein und dieselbe Ressource, nämlich „Authentizität“, und diese wiederum wurzelt im gemeinsamen „Volksgeist“.

Nun ließen sich an Scafidis Theorie zahlreiche Widersprüche diskutieren, zum Beispiel dass sie sich ganz ungeniert und ungefragt das Denken Martin Heideggers kulturell aneignet. Dies müssen wir uns hier aber versagen. Wirklich bemerkenswert ist das Folgende: Genau genommen kannten schon die Nationalsozialisten das Konzept der „kulturellen Aneignung“. Sie versteckten es bloß hinter dem Konzept der „jüdischen Mimikry“. Es war ja gerade einer der Kernvorwürfe der Nazis gegenüber den Juden, dass diese sich mittels äußerlicher Nachahmung ihrem „Wirtsvolk“ anpassten, um so in dessen Inneren unerkannt ihr Unwesen treiben zu können. Aber das ging am Ende nicht ohne Übernahme, ohne Aneignung angeblich „arischer“ Kulturbestände. [Adolf Hitler](#) hatte für genau diese Schlussfolgerung ein besonders feines Gespür: „Was es (das Judentum, M. B.) auf dem Gebiete der Kunst leistet, ist entweder Verballhornung oder geistiger Diebstahl.“ Der Jude sei bloß „Nachäffer“ und „nicht der geniale Gestalter“. Die Anverwandlung des Juden an den Arier bleibt für ihn daher rein äußerlich und unecht. Den Grund hierfür liefert Hitlers Haus- und Hofphilosoph Alfred Rosenberg: „Kunst ist immer die Schöpfung eines bestimmten Blutes, und das formgebundene Wesen einer Kunst wird nur von den Geschöpfen des gleichen Blutes wirklich verstanden (...).“ Auch der Nationalsozialist Rosenberg zahlte seine Begründungen in der Währung der Authentizität.

Volksgeist und Ethnopluralismus

Freilich wäre es infam, Scafidi inhaltlich ähnliche Ambitionen zu unterstellen wie Hitler und Rosenberg. Auf einer strukturellen Ebene jedoch sind die Parallelen bis hinein in die Begrifflichkeiten so verblüffend, dass sie zu intellektueller Unruhe Anlass geben könnten: Nicht nur wird ausdrücklich von „Diebstahl“ gesprochen. Entscheidender ist, dass in beiden Fällen in den Volkskörpern oder Kulturen eine quasimetaphysische Substanz schlummern soll, die das Ganze zusammenhält: Volksgeist hier, Blut und Rasse dort. Dies ist der entscheidende Akt, der zugleich den Fremden als Nichtzugehörigen fabriziert. Allerdings wäre Hitlers Ideologie strukturell durch nichts entschärft, wenn man in seinem gesamten Œuvre die Worte „Blut“ und „Rasse“ durch „Volksgeist“ ersetzte. Den Menschen nicht als Individuum, sondern als einen bloßen Tropfen Wassers in einem Meer zu begreifen, der seine Richtung ausschließlich vom Ganzen erhält, ist das formale Fundament jeden völkischen Denkens, komme es nun von links oder rechts, sei es kulturalistisch oder biologistisch.

Bei Scafidi fällt es schwer, überhaupt noch zwischen Kultur und Biologie zu unterscheiden. Im Jahr 2018 stand sie dem US-amerikanischen Fernsehsender CBSN für ein Interview zum Thema „blackfacing“ als illegitimer kultureller Aneignung zur Verfügung. Bereits diese Versuchsanordnung ist absurd, da die Hautfarbe kein kulturelles Produkt ist. Die Brücke zwischen Kultur und Biologie schlägt Scafidi wiederum mit dem „Volksgeist“: Weil das „blackfacing“ in den Vereinigten Staaten in eine Kulturgeschichte der Verhöhnung und Diskriminierung Schwarzer eingebettet sei, könne auch die Hautfarbe Gegenstand einer illegitimen kulturellen Aneignung werden. Damit ist die Konfusion perfekt. Auf den Hinweis des farbigen Moderators, dass er als Kind Bruce Lee imitiert habe und keiner deshalb auf die Idee gekommen sei, ihn zu kritisieren, macht Scafidi den entscheidenden Punkt: Sein Glück sei es eben gewesen, dass er nicht die Hautfarbe des Asiaten kopiert habe. Im Namen des Humanismus machen „Rasse“ und Hautfarbe auch mehr als siebenzig Jahre nach dem Zweiten Weltkrieg noch immer einen Unterschied.

Mit einer Entscheidung aus dem Jahr 2017 wird der NPD seitens des Bundesverfassungsgerichtes ganz offiziell eine „Wesensverwandtschaft mit dem Nationalsozialismus“ attestiert. Mit dem „Hitlerismus“, der Abwertung anderer Völker, wolle er allerdings nichts zu tun haben, sagt der aktuelle Bundesvorsitzende der NPD im Gespräch mit dieser Zeitung. [Frank Franz](#) ist Anfang 40, steht seiner Partei seit dem Jahre 2014 vor und kandidierte bei der Landtagswahl in Mecklenburg-Vorpommern als Spitzenkandidat. Eigentlich wollte er sie modernisieren, etwas ganz „Neues“ schaffen. Dann kamen ihm und seinen Anhängern die AfD und die Flüchtlingskrise dazwischen.

Er bekenne sich zu einem gleichberechtigten Miteinander aller Völker auf ihren angestammten Territorien, also zum sogenannten „Ethnopluralismus“, betont Franz. Dass Scafidis Theorien in diese Ideenfamilie gehören, ist für ihn völlig klar: „Die Gemeinsamkeit zwischen ihrem und meinem Denken besteht vor allem darin, dass wir beide von einem ‚Volksgeist‘, einer ‚Volksseele‘ ausgehen, von der ausgehend sich das Selbstverständnis und die kulturelle Gestalt eines Volkes erklären lassen. Sie ist sozusagen der Urquell der Identität des Volkes, sein Sinnhorizont.“ Nur, wer diesen „Volksgeist“ in sich trage, könne die Kultur eines Volkes auch „wirklich verstehen, sie leben, sie angemessen weiterentwickeln, sie authentisch verkörpern“, ist Franz überzeugt.

Man nannte es Bildung

Der smarte NPD-Bundesvorsitzende, der im Internet auch gerne wie ein männliches Model posiert, stimmt Scafidi allerdings nicht in allen Punkten zu. Kindern verbieten zu wollen, sich als Indianer zu verkleiden, hält er für „lächerlich“. Der Wunsch der Kinder sei doch eher Ausdruck der Wertschätzung für die Indianer. Was daran beleidigend sein soll, könne er nicht verstehen. Mit dem Begriff des „kulturellen Diebstahls“ kann Franz daher wenig anfangen. Mit einer Ausnahme: Hätten kulturelle Güter und Traditionen für eine Kulturgemeinschaft eine „heilige“ Bedeutung und würde deren Übernahme einer „Entweihung“ dieser Kulturbestände gleichkommen, sollte man das „schon aus Gründen des Anstandes unterlassen. Das folgt aus meiner ethnopluralistischen Überzeugung, dass sich die unterschiedlichen Völker und Kulturen mit gegenseitigem Respekt voreinander begegnen sollten“, so Franz. Jedenfalls in diesem Punkt sind sich Franz und Scafidi völlig einig.

Schon vor mehr als dreißig Jahren warnte der französische Philosoph Pierre-André Taguieff davor, dass sich der postmoderne Antirassismus am Ende als bloßes „Double“ des postmodernen Neorassismus entpuppen könnte. Beiden gemeinsam ist die kulturalistisch motivierte Zerstörung der Idee einer universalen Menschheit, wie sie nicht ohne Grund am 10. Dezember 1948 durch die Vereinten Nationen mit der „Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte“ proklamiert wurde. Es handelte sich um eine unmittelbare Reaktion der Weltgemeinschaft auf die durch die Nationalsozialisten herbeigeführte Aufspaltung der Menschheit in voneinander geschiedene Teil-Menschheiten. Folgt man hingegen der Kritik der „cultural appropriation“, ist es damit vorbei.

Die teils aufgeregt geführte Debatte über angeblich illegitime Formen kultureller Aneignung ist daher ein verstörender Tatbestand. Genau genommen ist die Fähigkeit zu kultureller Aneignung genau das, was den Menschen von allen anderen Tieren unterscheidet und galt zu Zeiten der Aufklärung einmal als Glücksfall. Das „nicht festgestellte Tier“ (Arnold Gehlen) bedarf des Lernens vom Mitmenschen, des Einübens von Normen und Verhaltensweisen, der Aneignung bisher hervorgebrachter Kulturbestände, um sich in der Welt überhaupt zurechtfinden und auf dieser Grundlage an der Welt weiterarbeiten zu können.

Und dies alles ist nicht zu haben ohne das Nachahmen und Kopieren bereits bestehender Kulturleistungen. Früher nannten wir „kulturelle Aneignung“ daher aus gutem Grund einmal schlicht „Bildung“. Der politischen Linken galt dabei der nationale Horizont schon vor Jahrzehnten als völlig unzureichend. Das Konzept der „interkulturellen Bildung“ sollte die Globalisierung geistig unterfüttern und nicht nur einen Beitrag zur Völkerverständigung, sondern zugleich zum Gelingen multikultureller Gesellschaften leisten. Von diesem humanistischen Anspruch scheint indes nicht mehr viel übrig zu sein. Nicht einmal dann, wenn es bloß um kulinarische Genüsse geht.

Mathias Brodkorb war Kultus- und Finanzminister in Mecklenburg-Vorpommern.

Kairo tritt die Menschenrechte mit Füßen

Seit neunzehn Monaten hält Ägypten den Studenten und Menschenrechtsaktivisten Patrick Zaki gefangen. Er hatte über die schlechte Behandlung der koptischen Minderheit geschrieben und die staatliche Repression kritisiert.

Ulrich Schmid, Tel Aviv

01.10.2021, 05.30 Uhr



Am 14. September versammelten sich in Bologna Studenten zu einer spontanen Kundgebung für ihren im Februar 2020 in Kairo festgenommenen Studienkollegen Patrick Zaki.

Max Cavallari / EPA

Patrick Zaki ist Ägypter, Kopte und 30 Jahre alt. Er hatte an der Universität Bologna für einen Masterabschluss in Geschlechter- und Frauenforschung studiert, am 7. Februar 2020 wurde er am Flughafen Kairo festgenommen. Was Zaki als Kurzferien in der Heimat plante, wurde zum Albtraum. Sicherheitsbeamte befragten ihn, schlugen ihn und führten ihn ab. Die Anklage lautet vorderhand auf Verbreitung falscher Informationen und Aufwiegelung der Allgemeinheit.

Eine deutliche Sprache

Das ist das, was offiziell zu hören ist. In Wirklichkeit wird Zaki festgehalten, weil er im Juli 2019 in der 2017 gegründeten, panarabischen [Online-Zeitung «Daraj News»](#) einen Artikel über seine Erfahrungen als Kopte veröffentlicht hat. Die Kopten sind die grösste Minderheit in Ägypten, ihre Zahl wird auf 5 bis 8 Millionen geschätzt, die meisten von ihnen sind Christen. Zakis Artikel trug den Titel «Vertreibung, Ermordung und Restriktion: das Tagebuch eines ägyptischen Kopten», er war so kritisch gehalten, wie es die Überschrift vermuten lässt. Zur Sprache kamen darin nicht nur seine Erfahrungen als Kopte, sondern auch seine Ansichten über die Behandlung religiöser Minderheiten in Ägypten generell.

Die Herrschenden hatten an dieser Analyse keine Freude. Seit General Abdelfatah al-Sisi 2013 den vergleichsweise gemässigten und vor allem gewählten Präsidenten Mohammed Mursi wegputschte, werden Dissidenten in Ägypten hart angefasst. Wer «falsche» Informationen verbreitet, egal ob im Inland oder im Ausland, hat mit bis zu fünf Jahren Gefängnis zu rechnen. Zaki hat auf nicht schuldig plädiert, seine Anwälte sagen, er sei in der Haft gefoltert worden, auch mit Elektroschocks. Zaki ist Mitglied der Initiative für persönliche Rechte, einer 2002 gegründeten Denkfabrik, die der Machtclique um Sisi natürlich ein Dorn im Auge ist. Die Initiative nimmt Postulate wie die Würde des Menschen und einen anständigen Umgang des Staats mit seinen Bürgern ernst, was in vielen Teilen Afrikas, vor allem aber in Ägypten einem Sakrileg gleichkommt. Zahlreiche Mitarbeiter der Initiative sind schon festgenommen worden.

Verschleppung als Taktik

In Ägypten sitzen Angeklagte oft ewig in Haft. Über vier Jahre sass der [Al-Jazeera-Journalist Mahmoud Hussein](#) ohne formale Anklage im Gefängnis, bis man ihn am 6. Februar dieses Jahres freiließ. Zaki befindet sich schon mehr als anderthalb Jahre im Gefängnis. Am 14. September hätte im Hochsicherheitsgerichtssaal von Mansura, einer Stadt im Nildelta, der Prozess beginnen sollen. Er ist seither zweimal verschoben worden, in diesen Tagen auf den 7. Dezember. Ob der Prozess im Spätherbst stattfinden wird, ist fraglich. Die ägyptischen Behörden sehen sich augenscheinlich nicht unter Zeitdruck.

Es gibt mehrere Gründe, warum die ägyptischen Behörden juristische Verfahren verschleppen. Zum einen wollen sie keinen Medienrummel, da sie wissen, wie absurd oder fadenscheinig ihre Beschuldigungen sind, und weil sie keine Lust haben, am Pranger zu stehen. Die Taktik ist nicht dumm, die Aufmerksamkeitsspanne westlicher Medien ist notorisch kurz. Zum anderen sind die langen Einkerkierungen ohne Prozess und noch mehr die Folterungen ein Signal an alle potenziellen Kritiker: So kann es euch ergehen, wenn ihr frech werdet. Wir tun mit euch, was wir wollen, und nicht einmal internationale Proteste helfen euch etwas.

Auch um Rache geht es, zumindest in diesem Fall. Zaki hat nicht nur den Kopten eine Stimme gegeben, er hat sich auch kraftvoll [für die Aufklärung des Mordes am italienischen Studenten Giulio Regeni eingesetzt](#). Regeni, ein 28-jähriger Arabist und Politologe, war 2016 in Kairo entführt, gefoltert und ermordet worden. Rasch kam der Verdacht auf, nicht wie erst behauptet Drogendealer, Gewerkschafter oder Banditen hätten Regeni ermordet, sondern Angehörige des ägyptischen Geheimdienstes. Die Art der Wunden an seinem Körper passt zum sattsam bekannten Vorgehen der Sicherheitskräfte. Die Behörden in Kairo bestreiten die Tat, der Fall ist bis heute ungeklärt, belastet aber das Verhältnis Italiens und der gesamten EU zu Ägypten.

Repression als Überlebenstaktik

Der Fall Zaki wird die Versöhnung nicht erleichtern. Dutzende von Menschenrechtsorganisationen bezeichnen die Festsetzung des Studenten als willkürlich und fordern seine sofortige Freilassung. Sie werden so rasch keinen Erfolg haben. Die Schaffung eines Klimas der Angst ist ein Pfeiler der Innenpolitik Sisis, der über keine demokratische Legitimation verfügt und [sein Regime mit nackter Brutalität an der Macht hält](#). Seit dem Putsch 2013 hat der Diktator über 60 000 Aktivisten festnehmen lassen, den innenpolitischen Diskurs praktisch erstickt und den Medien einen Maulkorb nach dem andern verpasst.

Sisi bestreitet schlicht, dass es in Ägypten politische Gefangene gibt, und beschreibt seine Repression als «Kampf gegen den Terrorismus». Eine Expertengruppe beim Uno-Hochkommissariat für Menschenrechte findet genau das unerträglich und kritikwürdig. Menschenrechtsaktivisten mit Anklagen wegen Terrors und Spezialgerichten gezielt einzuschüchtern, schade der Zivilgesellschaft und sei ungesetzlich.

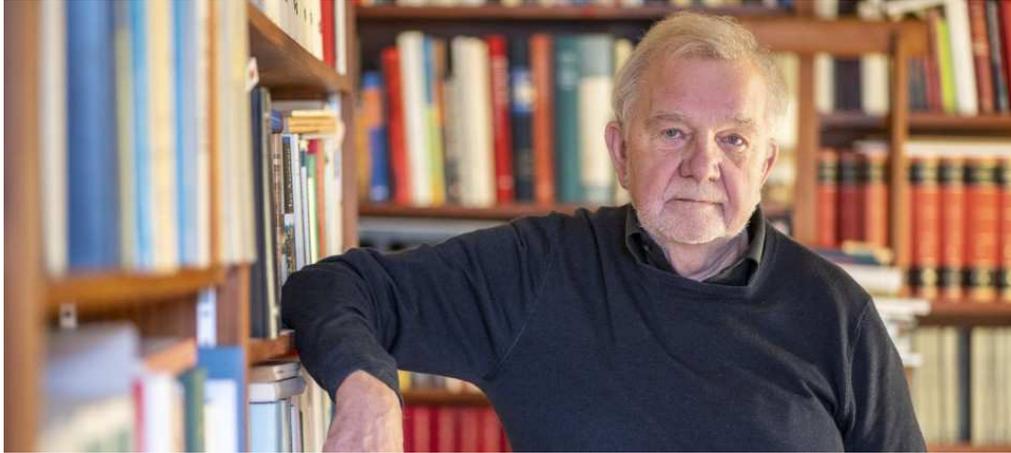
Vor allem Italien hätte guten Grund, mehr zu tun für die Respektierung der Menschenrechte in Ägypten. Doch abgesehen von einigen verbalen Protesten geschieht wenig. Rom pflegt gedeihliche Wirtschaftsverbindungen zu Kairo, Italien ist einer der grössten Investoren in Ägypten. Eni, der italienische Erdölkonzern, an dem der Staat 30 Prozent hält, hat 16 Milliarden Euro in [die Ausbeutung des gigantischen ägyptischen Erdgasfeldes Zohr](#) investiert, das allein verwandelt Proteste in Gesäusel.

Ob man über Zaki sprechen oder ihn rasch vergessen wird, hängt damit weitgehend von den Medien und den Menschenrechtsorganisationen ab. Betrachtet man den Fall des Al-Jazeera-Journalisten Mahmoud Hussein, wird man sich keine grossen Hoffnungen machen. Es mag sein, dass die Italien-Affinität des Ägypters Zaki ein paar Europäer zu mehr Aktivität stimuliert. Wahrscheinlicher aber ist, dass Sisis zynische Rechnung aufgeht.

RÜDIGER SAFRANSKI:

Wie wird man bloß ein origineller Einzelner?

- VON SONJA ASAL
- -AKTUALISIERT AM 03.10.2021-22:04



Warnt vor den digitalen Gespenstern: Rüdiger Safranski Bild: dpa

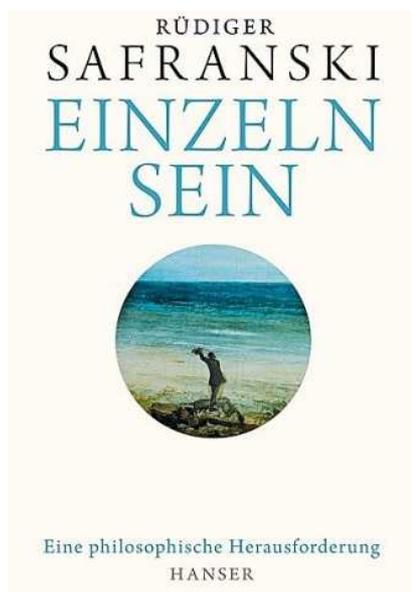
Noch nie war uns die Gesellschaft so dicht auf den Leib gerückt wie heute: Rüdiger Safranski widmet sich anspruchsvollen Konzepten der Selbstverwirklichung.

„Égoïste“, so nannte [Chanel](#) sein Herrenparfüm, das 1990 den weltweiten Markt in rasantem Tempo eroberte und den Konzern mit Umsätzen überraschte, die weit über die ursprünglichen Prognosen hinausschossen. Ganz sicher war dies auch das Resultat einer mit höchstem finanziellem und ästhetischem Aufwand inszenierten Werbekampagne, die bald schon Gegenstand kulturwissenschaftlicher Aufsätze wurde. In jedem Fall aber ist es ein schlagendes Beispiel für die Logik der modernen Konsumgesellschaft, in der sich der Einzelne nicht mehr nur durch Bildung und Kultur abhebt, sondern sich durch Kaufentscheidungen Distinktionsgewinne erzielen lassen.

An diese soziologische Diagnose schließt Rüdiger Safranski in seinem neuen Buch an, das dem „Einzeln sein“ gewidmet ist. Selbstverwirklichung bedeute heute oft nur, so stellt er einleitend fest, entweder Selbstdarstellung oder Konsum. Vor diesem Hintergrund geht es ihm darum, Selbstverwirklichung „anspruchsvoller“ zu denken, und das heißt: sowohl als individuelle Anforderung an einen selbst als auch als konstante Auseinandersetzung mit der umgebenden Gesellschaft. Denn dieser gehört auch der Einzelne, ob er es nun will oder nicht, immer an.

Von Genies und Individualartisten

Safranski greift für seine Darstellung zurück in die Geschichte seit der Renaissance und skizziert Entwürfe des Selbstseins bei etwa zwei Dutzend Künstlern und Autoren – von Michelangelo über Montaigne bis zu [Jean-Paul Sartre](#) und Ernst Jünger –, die in knappen biographischen Skizzen und theoretischen Abrissen porträtiert werden. Dabei zeigt sich immer wieder Safranskis Könnerschaft, auch wenig eingängige Theorien präzise und anschaulich aufzubereiten. Auf den Begriff des „Einzeln“ ist er nicht terminologisch festgelegt. Auch Egoisten sind dabei: Max Stirners „Einziger“ etwa, der alles, was über ihn hinausgeht, zu seinem Eigentum machen muss, um sich selbst nicht abhandenzukommen, oder Stendhals „Egotist“, dem es eher um die „Kunst zu scheinen“ zu tun ist als um das bloße Eigeninteresse. Was Safranski interessiert, ist eine Form des Selbstverhältnisses, dem es um seine ureigensten Möglichkeiten geht, um eine gesteigerte Weise des Selbstbezugs also.



Rüdiger Safranski: „Einzeln sein“. Eine philosophische Herausforderung. :Bild: Carl Hanser Verlag

Beispiele hierfür reiht er chronologisch aneinander, will die Darstellung aber nicht als durchgehende Geschichte verstanden wissen. Statt einer einzigen reißt er viele verschiedene Linien an und legt Vergleiche nahe: vom Auftauchen des „Genies“ in der Renaissance zu einem „Individualartisten“ und Charismatiker wie Stefan George oder vom Todesdenken bei Luther oder Montaigne hin zum Existenzialismus des zwanzigsten Jahrhunderts.

Geld, Nützlichkeit und Verwertbarkeit

Manche Konstellationen legt Safranski paarweise an, wobei die Aufnahme Diderots in den Kreis der Individualtheoretiker etwas gezwungen wirkt und offenbar dem Wunsch geschuldet ist, dem zwischen den Extremen von radikalem Rückzug und totaler Vergesellschaftung schwankenden Rousseau eine heiterere Gestalt der Aufklärung zur Seite zu stellen. Die Komplementarität von Martin Heidegger und [Hannah Arendt](#), von Geworfenheit und Gebürtlichkeit, hat Safranski schon in seiner Heidegger-Biographie angelegt, was ihm seinerzeit den kritischen Einwand einbrachte, er reserviere damit für Arendt die undankbare Rolle, den Denker demokratisieren zu müssen.

In der Tat führt Arendts Verständnis des „Anfangens“, so Safranski, zu einer Vorstellung demokratischen Zusammenlebens. Das ist in dem Buch eine Ausnahme. Denn meistens geht es dem Einzelnen im emphatischen Sinn eben nicht darum, sich in eine Gesellschaft zu integrieren oder der Frage nachzugehen, wie aus vielen Einzelnen ein Gemeinwesen geschaffen werden kann. Im Gegenteil ist gerade die Abstoßung von der Gesellschaft das Markenzeichen fast aller Protagonisten, von denen das Buch handelt: [George](#), der sich in einem elitären Kreis absetzt, oder Thoreau, der sich in die Einsamkeit zurückzieht, um am Walden Pond in und mit der Natur eine Geselligkeit zu finden, die ihm die moderne Großstadt versagt.

Die Totalitarismen des zwanzigsten Jahrhunderts

Unter diesem Aspekt ist es wohl konsequent, dass dem neunzehnten und frühen zwanzigsten Jahrhundert breiter Raum gewährt wird: der Opposition zur bürgerlichen Gesellschaft mit ihrer Orientierung an Geld, Nützlichkeit und Verwertbarkeit, der Kritik an der Industriegesellschaft mit ihren rationalistischen und mechanistischen Zwängen und vor allem der Abstoßungsreaktion gegen die anonymen Massen.

In diesen Kapiteln sind konsequenterweise die Theoretiker des Einzelnen gleichzeitig die Analytiker der Massengesellschaft: Gustave Le Bon mit der „Psychologie der Massen“, Sigmund Freud als Autor einer Massenpsychologie, Hermann Broch, den die „Gewalt der totalitär erregten Massen“ ins Exil trieb, und schließlich Elias Canetti mit „Masse und Macht“. In diese Linie stellt Safranski auch noch Karl Jaspers, der die Existenz des Einzelnen vom „Massendasein“ abhebt, und schließlich [Heidegger](#), dessen „Man“ Safranski

in durchaus diskutabler Weise zu einer Figur der Masse macht, auch wenn der Begriff in „Sein und Zeit“ nicht fällt.

Der Duft der Saison

Obwohl Safranski den Anspruch hat, keine Geschichte zu schreiben, zeichnen die Auswahl der Autoren und ihre Anordnung schließlich doch eine Entwicklung nach, vom optimistischen Individualismus der Renaissance bis zu den dunkel getönten Analysen der Massengesellschaft, die in die Totalitarismen des zwanzigsten Jahrhunderts mündet. Safranski endet nicht mit Arendt oder Sartre, die einen Weg in das gesellschaftliche Engagement gewiesen hätten, sondern mit **Jüngers** „Waldgänger“. Dies bestimmt sozusagen die Tonart. Nicht nur auf den „Waldgänger“ lässt sich wohl die Aussage beziehen, dass die Gesellschaft darin „mal totalitär und mal bloß konformistisch“ erscheine.

Auch für Safranski selbst ist die Gesellschaft eine eher unheimliche Größe. „Noch nie“, so schreibt er, war sie „dem Einzelnen so dicht auf den Leib gerückt wie heutzutage und dringt mit ihren digitalen Gespenstern in jeden Winkel der Seele.“ Allerdings reflektiert sich darin, so wäre gegen Safranski einzuwenden, letztlich nichts anderes als das Paradox der Beschreibung, wie es der von ihm als Kronzeuge angeführte Theoretiker der Singularitäten Andreas Reckwitz zugespitzt fasst: dass sich auch noch die „Verfertigung von Besonderheiten“ mittels „allgemeiner Praktiken und Strukturen“ beschreiben lässt. Mit einem permanenten Blick auf die aktuellen Trends kann es in der Tat anstrengend werden, ein origineller Einzelner zu sein. Aber vielleicht reicht dagegen schon ein Hauch von Ironie, wenn Sie morgens den Duft der Saison auflegen.

Rüdiger Safranski: „Einzelnen sein“. Eine philosophische Herausforderung. Carl Hanser Verlag, München 2021. 285 S., geb., 26,- €

Was passiert, wenn Leute gnadenlos ehrlich sind? Jonathan Franzen zeigt: Chaos bricht aus. Bis jemand wieder lügt

Der neue Roman des amerikanischen Schriftstellers ist monumental – und eine Wucht.

Manuel Müller 04.10.2021, 05.30 Uhr



Amerika ist nicht mehr, was es einmal war, als Familien noch gemeinsam beteten. Jonathan Franzen zeichnet das Sittengemälde einer Gesellschaft im Umbruch.

Gueorgui Pinkhassov / Magnum

Die wohl grösste Lüge, mit der man sich durchs Leben schlagen kann, findet sich im Glauben, dass man fast nie schwindelt. Doch wir flunkern und täuschen ständig. Der höfliche Mensch macht es sich zur Gewohnheit. Er nickt und stimmt zu, als wäre er vergnügt – selbst wenn ihm nicht danach ist. Oder aber er schweigt, wo schon längst etwas hätte gesagt werden müssen.

Am Ende dreht man sich damit selber eine lange Nase. Noch erstaunlicher ist dabei nur: dass man mit der Zeit gar vergisst, wozu all das gedient hat, dass es die kleinen und grossen Unehrlichkeiten braucht. Genau das ruft Jonathan Franzen in Erinnerung – mit seinem sechsten, gerade erschienenen Roman, «Crossroads».

Wie in «Die Korrekturen»

Es ist vielleicht sein letztes grosses Buch. Der amerikanische Schriftsteller sagte einmal, er glaube, kein Autor trage «mehr als sechs voll entwickelte Romane» in sich. Seine pessimistische Prognose scheint er dadurch ausgleichen zu wollen, dass er das neue Opus (wie seine anderen Werke auch) zum Wälzer ausufern lässt. Auf den 830 Seiten fänden heutzutage drei oder vier Debütromane Platz. Und das Buch ist erst der Anfang, markiert es doch den Auftakt zu einer Trilogie.

Diese steht allerdings unter einem schlechten Stern. Franzen hat dem Vorhaben einen grössenwahnsinnigen Titel gegeben: «A Key to All Mythologies» – ein Schlüssel zu allen

Mythologien. Wie wollte man daran nicht scheitern? Schlimmer noch, Franzen spielt damit auf George Eliot an, in «Middlemarch» findet sich eine Untersuchung gleichen Namens; sie misslingt grandios und stürzt ihren Urheber ins Unglück.

Es ist wieder Weihnachten

So gesehen kann man die Überschrift auch als eine Übung in Ehrlichkeit lesen. Und tatsächlich ist dieser erste Band im Grund genau dies. Franzen lässt seine Figuren auflaufen – an sich selbst. Und so viel sei gesagt: Die Übung geht gründlich, abgründig schief. Ausgerechnet an Weihnachten.

Es ist wieder einmal Dezember, diesmal im Jahr 1971, und das Wetter spielt verrückt. Das kommt einem bekannt vor; stand eine Kaltfront nicht auch am Anfang – und Weihnachten im Zentrum – von Franzens literarischer Sensation, seiner «all-American novel» «The Corrections»? Die Parallelen zum neuen Buch «Crossroads» sind auffallend; es lassen sich auch einige zu «Freedom» (und zu «Purity») ziehen. Es scheint, Franzen errichte ein literarisches Universum. Dessen Sonnensysteme sind stets mittelständische amerikanische Durchschnittsfamilien, die alle wie Supernoven unter ihrem eigenen Gewicht kollabieren.

Eine schrecklich nette Familie

Diesmal erwischt es die Hildebrandts, eine Pastorenfamilie aus einem südlichen Vorort Chicagos. Sie sind furchtbar brav. Der Vater Russ müht sich als Vizeprediger ab und leistet Arbeitseinsätze im Ghetto. Seine Frau Marion gilt als unscheinbare Pastorengattin und Mutter, die die Familie zusammenhält. Der älteste Sohn, Clem, ist vor lauter züchtiger Ernsthaftigkeit ein Student mit hervorragendem Notenschnitt; die Tochter Becky ist das schönste und beliebteste Mädchen der High School. Perry, das dritte Kind, ist dank seinem hohen IQ allen stets drei Schritte voraus. Seine besondere Zuneigung gilt Judson, dem Kleinsten, der vor lauter Solidität, so meinen die Eltern, alle Stürme des Lebens unversehrt überstehen werde.

So kann man die Hildebrandts beschreiben, und es wäre nicht falsch. Aber es verfehlte doch die Wahrheit. Alle Familienmitglieder haben ihre Heimlichkeiten, die sich direkt aus ihren Vorzügen, ihren Stärken ergeben. Sich selbst zu sein, so scheint Franzen sagen zu wollen, hat seinen Preis. Das wird deutlich, wenn die Familienmitglieder innerhalb weniger Stunden ihre Schattenseiten ans Licht kehren. Franzens Kunststück ist dabei – das gelingt ihm seit den «Korrekturen» immer wieder –, Intimstes zu schildern, ohne dass die Protagonisten dabei unerträglich würden.

Was also ist Sache? Der Vater Russ ist von seinem Leben und der Ehe deprimiert. Er wohnte einmal im Greenwich Village, hört noch immer Jazz (und Robert Johnsons Song «Cross Road Blues»). Doch jetzt kommt er sich dabei nur noch wie ein Gespenst vor. Zu jungen Leuten hat er keinen Draht mehr, er sieht sich als alten weissen Mann ohne echte eigene Identität. Seine Frau Marion wiederum ekelt ihn an, ihn wurmt insgeheim, dass er nie mit einer anderen geschlafen hat. Also schmeisst er sich an eine aufreizende junge Witwe heran. Das Manöver ist für Marion und die Kinder durchschaubar, doch der Seitensprung treibt Russ manisch um. Er wäre bereit, dafür jede Strafe auf sich zu nehmen – das käme ihm gerade recht, sind doch Selbstmitleid und Zerknirschung sein sicherer Weg zu Gott.

Wie Russ hat jedes Familienmitglied seine Kehrseite. Der sensible, tüchtige Clem schämt sich, dass seine Noten am College schlechter werden. Grund ist die Beziehung zu einer jungen Frau, deren Bruder in Vietnam kämpft. Letzteres setzt Clem zu, er schreibt in einem Akt moralischer

Selbstbehauptung an die Rekrutierungsbehörde: Er studiere nicht länger, er stehe zur Verfügung. Wo doch sein Vater als Mennonit den Kriegsdienst im Zweiten Weltkrieg verweigert hat.

Rettung in der Lüge

Eigentliches Zentrum des Romans ist jedoch Marions Geschichte. In ihrer Vergangenheit liegen Traumata, von denen die anderen Familienmitglieder nicht die geringste Ahnung haben, selbst ihr Mann nicht. Sie zeigen sich in ihrer Sorge für Perry, der den Drogen zu verfallen droht. Und in ihrem Wahn, wieder schlank zu werden. Ihr Schicksal erzählt sie vorerst – statt einem Priester, wie sie das früher tat – nur einer Therapeutin. Bis sich ihr die Gelegenheit bietet, reinen Tisch zu machen. Und ihr aufgeht, was das heißen würde.

Das Chaos, das an Weihnachten von allen Seiten, ausgenommen vom jüngsten Kind, Judson, über die Familie hereinbricht, ist fatal. Die Mitglieder stehen alle an einer Wegscheide. Sie üben sich in Ehrlichkeit, wie das die lokale Hippie-Jugendgruppe der Gemeinde verlangt, sie heisst nicht zufällig auch Crossroads. Als ersten Schritt gestehen sich Russ, Marion, Clem, Becky und Perry selbst ihre geheimen Gelüste, Verlangen, Konflikte ein. Dann erzählen sie anderen davon, schreiten zur Tat, werden ertappt, versuchen, sie im Zaum zu halten – und verraten sich gerade dadurch.

Was die Hildebrandts umtreibt, ist allzu menschlich. Es sind die Regungen von Leuten, die ihr Leben in Fülle leben wollen, die sich frei machen wollen von abgestandener Tradition und Religion. Sie stehen damit auch und nicht zufällig für ihre Zeit. Franzen malt ein Sittenbild der Aufbruchstimmung, die Amerika in den sechziger und siebziger Jahren erfasst hat. Neue Drogen, neue Beziehungsverhältnisse, neue Formen der Religiosität werden ausprobiert. Selbst Russ lässt sich die Haare etwas wachsen.

Zugleich zeigt sich, in welche stürmischen Gewässer die Befreiung führt. Die gelebte Ehrlichkeit kann schrecklich werden, Leben zerstören, Freunde entzweien. Sie zerrüttet die Familie, sie stürzt – bei allen neuen Möglichkeiten – auch Gewissheiten um. Es scheint fast, als würde man dem Abschluss einer seit der Eroberung Amerikas anhaltenden Entwicklung zusehen. Die alte Ordnung gerät ins Wanken, der Westen kommt an eine Weggabelung, zumindest die Vereinigten Staaten. Es wird normal, Atheist zu sein, zu verhüten, unverheiratet Kinder zu bekommen, sich scheiden zu lassen, die Arbeit schleifen zu lassen. Und dann die neuen Substanzen.

Die neue Welt und das Ende der Unehrlichkeit führen die Hildebrandts ins Chaos. Bis sich endlich jemand ein Herz fasst und zu einer Notlüge greift – indem er nicht alles preisgibt.

Damit wird, so scheint es, gerettet, was noch zu retten ist. Auch wenn das nicht viel ist. Aber Franzen schreibt erst das Jahr 1971, und es folgen noch zwei Romane. Da kann noch viel schiefgehen. Klar aber ist: Jonathan Franzen ist wieder auf der Höhe seines Könnens.

Jonathan Franzen: Crossroads. Roman. Aus dem Amerikanischen von Bettina Abarbanell. Rowohlt-Verlag, Berlin 2021. 832 S., Fr. 39.90.

Weshalb die AfD im Osten erstarkt und keiner Fragen stellt

Nach den Wahlen ist die AfD in Ostdeutschland Volkspartei geworden. Deutschland leistet sich einen Raum, wo niemand hinschaut, weil er nicht sein darf.

Ines Geipel

02.10.2021, 21.45 Uhr



Vorbereitungen zu einer Wahlparty der AfD im August 2019 in Königs Wusterhausen.

Zuma Press / Imago

Deutschland hat gewählt, die Stimmen sind ausgezählt, entsprechend heissgelaufen ist die politische Sortiermaschine: Wer zieht ein ins Bundeskanzleramt? Wer geht mit wem? Wer holt die Superministerien? Ist Deutschland nun mittiger, linker, rechter oder noch einen Zacken demokratieblöder geworden? Woche eins nach Merkel sah diffus und nach einer Architektur der vielen Kleineren aus. Erstmal gar nicht so schlecht für die Demokratie.

Allerdings lieferte diese Woche eher ein scharfes Gefühl davon, wie gering die Fallhöhe zwischen Ordnung und Unordnung werden kann. Der breite Merkel-Rücken ist weg, ein neuer Politikstil da. Er sieht zupackender, machtbewusster, ruppiger, intellektuell unbehauster aus. Vor allem aber macht er sichtbar. Als hätte man sich vergangenen Sonntag vor allem dafür entschieden, von nun an unter übergrossen Operationsleuchten zu agieren.

Die Bundesrepublik wäre Kopf gestanden!

Interessant ist insofern eher das, was in den letzten Wochen als heisse Eisen unter die Wahltsche fallen musste, um sich nun umso kenntlicher in den Wählervoten zu spiegeln. Das Ost-West-Ding zum Beispiel. Man stelle sich etwa vor, ein Viertel der baden-württembergischen Landeskinder hätte im Jahr 1976 – 31 Jahre nach Kriegsende – bei den damaligen Bundestagswahlen eine rechtsextreme Partei gewählt. Was für ein Aufschrei! Die alte Bundesrepublik hätte Kopf gestanden.

31 Jahre nach der Deutschen Einheit wählen 24 Prozent im ostdeutschen Thüringen die Alternative für Deutschland (AfD), eine dort wegen «rechtsextremer Tendenzen» vom Verfassungsschutz beobachtete Partei. Sie ist damit erstmals stärkste Kraft in Thüringen.

Ähnlich hoch fallen die AfD-Zahlen insgesamt im Osten aus. In Sachsen waren es 24,6 Prozent, in Sachsen-Anhalt 19,6, in Brandenburg 18,1 und in Mecklenburg-Vorpommern 16,7 Prozent. Noch dazu holte die rechte Partei 16 Direktmandate. Ein absolutes Novum. Und die Reaktion darauf?

Politik und Medien verwiesen nach der abgesicherten Radikalisierung im Osten insbesondere auf Zahlen, Recherchen, Analysen. Eine in die Grundfesten der Republik greifende Debatte? Funkstille. Offenbar war eingetreten, womit eh alle längst gerechnet hatten.

Wenn überhaupt, wurde darauf verwiesen, dass die AfD mit ihren bundesweit 10,3 Prozent ein eher maues Wahlergebnis eingefahren hatte. Was man daraus folgern kann? Neben Zahlen gibt es noch die absoluten Zahlen. In dem Sinne Befunde auf höherer Ebene. Und in denen lösen sich alarmierende Wahlergebnisse am Ende auf wie Brausetabletten im Wasserglas.

Dabei lieferte die Wahl vom vergangenen Sonntag eigentlich die Erzählung darüber, wie sich etwas partout nicht auflöst. Im radikalisierten Teil Deutschlands wird die AfD ausdrücklich gewählt, gerade weil sie dort immer rechtsradikaler, ausländerfeindlicher, rassistischer wird.

Aber was ist das eigentlich, was sich da eher verfestigt, denn auflöst? Was sich so ausdrücklich zum No-go einer Gesellschaft macht und längst aufgehört hat, das eigene Dasein mit ihr zu teilen? Wieso kann der rote Antifaschismus im Osten derart viel braune Suppe auskochen? Was steckt in diesem historisch langen Schatten? Oder wäre Schatten gar nicht mehr der Begriff dafür?

Der Basistext zum Osten ist über viele Studien belegt: Ja, es gibt engagierte Bürgermilieus und Empowerment Ost, aufs Feinste sanierte Städte und sicher bald auch ein Zukunftshaus, das die ostdeutschen Transformationen dokumentieren wird.

Es gibt aber auch mehr als fünfzig Jahre Diktaturerfahrung, viel Traumawucht und damit nachweisbar schwere Demokratiedefizite. Es gibt weiter die agilen Netzwerke der Täter und die Totalerschöpfung von drei Millionen DDR-Unrechtsopfern.

Es gibt die aversive Abwehr gegenüber dem Westen, die zunehmende Mythologisierung von Wut, viel Neid und nicht zuletzt eine gut eingespielte Mainstream-Blase, in der brav der Vers von den gedemütigten, kolonisierten, abgehängten Ostdeutschen aufgesagt wird, damit grundsätzlichere Fragen nicht erst aufkommen. Es ist diese Superopfer-Saga, die es den Westdeutschen so leichtmacht, in ihre ausgelatschten Schuhschuhe zu schlüpfen und beim Ost-West-Ding nur noch müde abzuwinken.

Ein eintrainierter roter Antifaschismus

Ein heikles Spiel über Bande, eine Politik der emotionalen Besitzstandwahrung, bei der im Kern nichts anderes verhandelt wird, als immerzu die guten, nein, die besseren Deutschen zu sein. Die Westdeutschen bringen in diesem Hudel ihren hartnäckig erarbeiteten «Demokratiestolz» in Anschlag, wie der Schriftsteller Per Leo konstatierte. Es ist zugleich Staatsräson des seit 31 Jahren vereinten Deutschlands. Die Ostdeutschen setzen weiter auf ihr Modell aus Diktaturzeiten: einen instrumentell eintrainierten roten Antifaschismus, da er noch immer das Binnenkollektiv Ost der ewigen Unschuld zusammenhalten kann, egal, ob es grad rot oder braun wählt.

Bringt man es auf den Punkt, sind Ost und West im Hinblick auf ihre politischen Identitäten heillos ins deutsche Schuldthema verstrickt und leisten sich die AfD Ost als ihr gemeinsames Experimentierfeld. Eine Art vereinter Nicht-Raum der Geschichte. Eine historische Unwucht mit der Kernschmelze Angst. In ihm toben die Untoten. In ihm findet statt, was Ost und West nicht anzuschauen bereit sind. Was nicht sein darf, obwohl es so anwesend ist. Eine Destruktionslust über Bande, die sich des Öfteren auch in den Biografien ablesen lässt.

So sind es vor allem männliche Babyboomer des Westens wie Björn Höcke, AfD-Landeschef in Thüringen, oft aus historisch belasteten Familien kommend, die sich den Osten strategisch ausgesucht haben, um in dieser Nachholgesellschaft ihre speziellen Karrieren zu machen. Sie wissen um das Traumaland Ost und wie man Angst zur politischen Realität macht.

Mit der Deutschen Einheit 1990 hatte der Westen den Holocaust als zentralen Identitätsbezug, als europäische Tatsache des Grauens, aber auch des Leids gleichsam unbesprochen auf den Osten übertragen. Über diese Entscheidungskategorie sprach er mit dem Osten nie, vermutlich wäre es auch gar nicht gegangen. Mit dem Einheitstag war diese sakrosankt und zur nötigen Orientierung auf der Reise hin zur selbstbewussten Nation geworden.

Ein Status quo und zugleich eine kolossale Überforderung des Ostens. Denn der war im hochnervösen Feld der Gedächtnisarbeits ohne jeden Vorlauf. Hätte man es anders machen können? Wer hätte es anders machen können?

Wir mögen den Gedanken, dass in dem einen oder anderen Moment noch etwas möglich gewesen wäre, dass wir es hätten drehen können. Weil wir wissen, auf welche Weise gesellschaftliche Kippunkte zu persönlichen Ausweglosigkeiten werden. Im Privaten sind wir bereit zu streiten oder versuchen mindestens, was droht, irgendwie aufzuhalten.

Eine Fürsorge, die wir der Gesellschaft, in der wir leben, offenkundig nicht gönnen. Da trauen wir uns nicht. Ost und West trauen sich nicht. Wir trauen uns nichts zu, horten alte Gefühlssicherheiten wie der Hamster sein Winterbrot und sehnen uns zurück.

Der Westen in die Zeit des guten, alten Willy Brandt, wo man sich vorsichtig, aber zielsicher in jenen Typ des freundlichen Deutschen umbaute, vor dem die Welt nicht mehr Angst zu haben brauchte. Der Osten in sein tiefstes Inneres, in ein Land im Land, wo es wie im Märchen vermeintlich so solidarisch zugegangen sein soll und man jetzt die «neue Volksgemeinschaft» aufstellt, um endlich mal ordentlich Rambazamba zu machen.

Ost und West hadern, sie gehen auf Abwehr, zeigen mit dem Finger aufeinander, auf «die da drüben» und haben längst ein weiteres Spaltungssyndrom nachgelegt. Am beunruhigendsten dabei ist, dass es die drei jungen Generationen im Osten ohne jede Diktaturerfahrung sind, die die starken Wahlerfolge der AfD ermöglichen.

Was gilt es zu verstehen, was aufzulösen, damit sie sich ohne Schuld fühlen können? Sie haben keine. Gedächtnis, Erinnerung und Identität gehören zum Generalbass der Berliner Republik. Für diese Beharrlichkeit erfährt Deutschland in aller Welt grosse Wertschätzung. Es ist diese Beharrlichkeit, die zu einem hart abgerungenen, aber zeitgenössischen Markenzeichen Deutschlands geworden ist. Das kann allerdings auch verspielt werden.

Zur Autorin



Amac Garbe

Ines Geipel (*1960 in Dresden) war als Jugendliche Teil der DDR-Nationalmannschaft. Heute ist sie Autorin und Professorin. Zuletzt erschien von ihr «Umkämpfte Zone. Mein Bruder, der Osten und der Hass», 2019.

Le Figaro, no. 23987

Le Figaro, lundi 4 octobre 2021 759 mots, p. 25

Opinions

L'urgence d'une politique de l'immigration

Baverez, Nicolas

Éric Zemmour a dynamité une campagne présidentielle atone en plaçant l'immigration au cœur du débat public, plongeant l'extrême droite mais aussi la droite dans le désarroi. Sa théorie du grand remplacement relève du mythe. La confusion entretenue entre immigration et islamisme ou immigration et asile est fautive et dangereuse. Pour autant, Éric Zemmour a raison de dénoncer tant le déni qui entoure l'immigration depuis des décennies que l'absence de politique dans ce domaine, qui nourrissent l'exaspération des citoyens.

Du fait du refus des statistiques ethniques et religieuses, l'immigration reste un objet mal connu qui alimente les fantasmes. Les immigrés représentent aujourd'hui 10,2 % de la population française contre 7,3 % en 1999. Cette proportion est élevée mais pas inhabituelle parmi les pays européens. En revanche, notre pays se distingue par deux traits. L'ancienneté et la continuité de l'immigration depuis les années 1950 tout d'abord, qui aboutit à ce que, si l'on prend en compte la seconde génération, un quart de la population présente un lien direct avec l'immigration, ce qui place notre pays à égalité avec les États-Unis (26 % de la population d'origine étrangère). Par ailleurs, l'origine des flux migratoires a changé : alors qu'un immigré sur deux arrivait d'Europe jusque dans les années 1990, 52 % proviennent désormais d'Afrique.

La France est par ailleurs confrontée à un double échec en matière d'immigration. Premier échec, la perte de contrôle des flux et l'absence de maîtrise des entrées sur le territoire. Les délivrances de titres de séjour ont augmenté de 85 % et les demandes d'asile ont plus que triplé depuis 2000 tandis que le nombre de clandestins peut être estimé entre 700 000 et 900 000 personnes. Dans le même temps, 92 % des obligations de quitter le territoire ne sont pas exécutées, ce qui mine la confiance dans l'État de droit. Second échec, l'intégration. La population immigrée est très concentrée dans des ghettos situés à la périphérie des grandes agglomérations. Il en résulte une triple faillite en termes d'éducation, de travail et de pauvreté : 18 % des enfants d'immigrés n'ont pas le brevet ; le taux de chômage est le double de celui de la moyenne de la population active et le taux de pauvreté approche 40 %.

Cette situation n'est pas tenable. Gelée de manière provisoire par l'épidémie de Covid, la pression migratoire venant d'Afrique ne peut qu'augmenter en raison de l'évolution démographique du continent qui comptera 2,5 milliards d'habitants en 2050. Le blocage de l'intégration fait basculer des pans entiers de la population et du territoire dans l'anomie et la violence, y compris sous la forme de l'hybridation de la délinquance et du terrorisme.

Tant pour la cohésion sociale et la préservation de la paix civile que pour notre sécurité, il est donc urgent de définir et d'appliquer une politique de l'immigration au plan national comme au plan européen. L'immigration zéro n'a aucun sens. Mais il n'existe aucun droit à l'immigration ou devoir d'accueil inconditionnels. D'où trois priorités.

La reprise du contrôle des frontières extérieures de l'Europe est impérative ; elle est la condition du maintien de la liberté de circulation intérieure. Frontex a vocation à être transformée en une véritable police des frontières continentale, dotée d'effectifs permanents et d'une capacité juridique et opérationnelle pour reconduire les immigrés en situation irrégulière. Un effort particulier est indispensable en Méditerranée, où doit être déployé un dispositif intégré de surveillance et d'intervention.

Il est légitime d'encadrer l'immigration par des quotas en fonction des besoins de notre économie et des critères stricts en termes de maîtrise de la langue française, d'accès au logement et à l'emploi, d'adhésion aux valeurs de la République. À l'inverse, le droit d'asile reste essentiel pour protéger les victimes de l'oppression : il convient de l'unifier au plan de l'Union avec la création d'une agence et de l'appliquer strictement en éloignant de manière effective les déboutés vers des plateformes dans les régions d'origine.

Enfin, l'accueil de migrants et de réfugiés n'a de sens que s'il vise leur intégration dans la communauté nationale. Cela implique un vaste effort en matière d'éducation et d'insertion des immigrés sur le marché du travail, avec pour contrepartie un engagement de respecter les lois et les valeurs de la République. L'Allemagne montre que cela est parfaitement possible puisque, six ans après, la quasi-totalité des réfugiés accueillis en 2015 parle allemand et que la moitié a trouvé un emploi. L'immigration n'est pas la cause du décrochage de la France ; elle est l'un des symptômes de la paralysie de ses institutions et de l'inefficacité de ses politiques publiques. Dans ce domaine aussi, cessons de subir et agissons !

200,59

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/brice-couturier-la-gauche-woke-est-manicheenne-intolerante-et-avide-de-censure-20211001>

Le Figaro (site web)

vendredi 1 octobre 2021 - 07:00 UTC +02:00 1913 mots

Vox ; Vox Société

Brice Couturier:

«La gauche woke est manichéenne, intolérante et avide de censure»

Devecchio, Alexandre

GRAND ENTRETIEN - En baby-boomer assumé, défendant les idéaux universaliste et émancipateurs de sa jeunesse, Brice Couturier enquête dans *OK millennials!* sur «la génération woke».

LE FIGARO. - Votre essai se présente comme l'enquête d'un baby-boomer sur les mythes de la génération «woke». Mais pour commencer, qu'est-ce que la «génération woke»?

BRICE COUTURIER. - En gros, les personnes qui ont aujourd'hui entre 20 et 40 ans. Mon livre porte essentiellement sur l'Amérique du Nord et le monde anglo-saxon parce que c'est aux États-Unis qu'il faut situer le départ de feu de cette espèce d'incendie intellectuel. Mais on connaît la chanson: que le feu parte des universités d'Evergreen ou de Berkeley, plutôt que de Pékin, de Cuba, de Moscou... ou même de Berlin, comme autrefois, c'est toujours le même bois mort qui, chez nous, s'enflamme. Ce ne sont, dira-t-on, que des modes intellectuelles. Mais elles façonnent l'esprit d'une génération, tout au long de son histoire. Voyez la mienne, avec le mythe de Mai 68...

Selon vous, une «révolution culturelle» est en marche. D'où vient-elle? Comment se manifeste-t-elle?

Oui, c'est une révolution culturelle. De la même ampleur que celle qui, dans les années 1960, a coûté la vie à des millions de Chinois - et qui a eu d'énormes répercussions, en Occident, sur ma propre génération... Mon livre est une enquête intellectuelle sur les manifestations actuelles du mouvement «woke» et **sur les étapes qui ont mené à un renversement cul par-dessus tête de tout ce qui faisait la culture de l'Occident démocratique et libéral**. Cela a commencé par une «déconstruction» de toutes les idées admises et des institutions établies. On les a décrites comme des «constructions sociales», arbitraires et exclusivement destinées à conforter le pouvoir des hommes blancs, bourgeois et hétérosexuels.

Après avoir ainsi «déconstruit» les fondements mêmes de notre culture, est venu le temps d'une reconstruction sur des bases identitaires: on étudie (et on invente) des cultures féminine, noire, homosexuelle, etc. Et chacun est renvoyé à son identité particulière, enfermé dans sa case et mis au service d'un combat spécifique. **L'idée d'universel est dénoncée comme un mythe. La rationalité, comme une manipulation au service du colonialisme. L'objectivité, comme une illusion raciste. Dans un troisième temps, font leur apparition les «guerriers de la justice sociale». Revanchards, manichéens, intolérants, avides d'interdits et de censure, ils sont devenus la terreur des campus, les moines-soldats d'une religion nouvelle.**

N'exagérez-vous pas la force de ce mouvement qui demeure ultraminoritaire en France? Ne devrait-on pas l'ignorer ou le traiter sous l'angle de la dérision?

Non, parce que c'est exactement ce qui s'est passé aux États-Unis. À l'époque du «politiquement correct», dans les années 1980-1990, tout le monde ricanait: remplacer *chairman* (président) par *chairperson* et sourd par «différemment entendant», **de telles absurdités ne sortiront jamais des facs, se disaient les gens. Ils avaient tort: les anciens étudiants sont devenus professeurs, éditorialistes, hauts fonctionnaires, cadres supérieurs du privé...**

Et ils ont progressivement imposé à une majorité très réticente des mots nouveaux (le genre, l'équité raciale, l'adjectif queer, l'expression «masculinité toxique», etc.), derrière lesquels il y a toute une idéologie. Et là-bas, elle est en train d'être imposée, dans les grandes sociétés, à coups de séminaires obligatoires sur la «diversité» et l'«inclusion». Pour les membres des classes dirigeantes et fortunées, cela permet de se positionner à gauche à peu de frais, tout en conservant l'avantage de salaires très élevés... C'est pourquoi les classes populaires se tournent, pour se venger, vers des leaders populistes.

Les professeurs, dans de nombreuses universités, sont soumis à des rituels humiliants, comme celui consistant à confesser leurs «privilèges» de Blancs au début de l'année universitaire. Ils sont surveillés et parfois mis en cause par toute une bureaucratie «diversitaire» dont les procédures ne respectent aucune des règles exigées par la justice en démocratie. Il règne à présent, aux États-Unis, une atmosphère de chasse aux sorcières digne de l'époque de *La Lettre écarlate* de Nathaniel Hawthorne. Je donne des exemples. Des tas de gens perdent leur job et sont mis au ban de la société pour une blague mal comprise lors d'une soirée arrosée, ou pour un vieux twitt, retrouvé par des chasseurs de sorcières professionnels. Et surtout pour «pensée incorrecte», refus de se conformer aux rituels idéologiques obligatoires. C'est orwellien.

Le titre OK millennials! sonne comme une réponse à l'expression «OK boomer». Vous êtes-vous senti directement visé?

Oui, dans un sens précis: je me réclame de certains des idéaux des sixties, comme l'émancipation individuelle, l'universalisme, la laïcité, la tolérance, l'ouverture d'esprit... Et voilà que nous arrive une génération d'idéologues qui entend, au nom du «respect», restreindre le champ des possibles, limiter, censurer. Ma génération a réclamé des cours de sexologie. Eux, c'est la collapsologie.

Signe des temps. Au nom d'une vision d'apocalypse, promue par sainte Greta Thunberg, on voudrait nous faire honte de voyager en avion ou de manger de la viande. Et en raison de la prétendue «toxicité» de la masculinité, les hommes devraient être «déconstruits»! Sur les réseaux sociaux, les woke croient me clouer le bec avec leur mantra «OK Boomer». Il signifie: tu es vieux, dépassé, tu ne mérites pas qu'on t'oppose des arguments. Je rétorque: «OK millennials!» Et j'ai voulu montrer au public français, peu conscient en général de la gravité de ce qui nous menace, de quoi il retourne au juste. Afin que les gens puissent identifier l'origine des discours dont on commence à les abreuver dans certains médias.

Ne craignez-vous pas de passer pour un vieux grincheux avec ce livre?

Tant pis! Je ne supporte plus de voir les idéaux de ma jeunesse, comme l'antiracisme, le féminisme, altérés et dénaturés. Nous étions *colour-blind* (indifférents aux couleurs de peau), comme le prêchait Martin Luther King. Eux ne voient que ça, la couleur, le genre, l'orientation sexuelle. Ils font de leurs «identités» des politiques. Chacune défendant ses intérêts au détriment des autres et donc de la société tout entière. Nous étions égalitaristes. Eux classent les gens selon tout un système hiérarchique, leur fameuse «intersectionnalité»: au sommet, il y a les transsexuels - au détriment des féministes historiques -, puis viennent les femmes noires homosexuelles... et, tout en bas, les hommes blancs hétérosexuels. Nous nous battions pour l'égalité des droits ; eux pour des droits spécifiques aux communautés.

Plus sérieusement, n'êtes-vous pas devenu conservateur avec le temps?

Dans le combat anti-woke, tel qu'il est mené actuellement dans les pays anglo-saxons, il y a, certes, des conservateurs, comme la jeune essayiste noire Candace Owens, l'essayiste Christopher Caldwell, Heather Mac Donald ou le Britannique Douglas Murray. Mais ils sont épaulés par de grandes figures du centre gauche libéral, telles que le romancier Bret Easton Ellis, l'universitaire Mark Lilla, la journaliste Bari Weiss - démissionnaire du *New York Times* -, Helen Pluckrose ou Todd Gitlin, qui fut l'un des leaders du mouvement étudiant américain des sixties. Ils se battent ensemble pour la rationalité, les Lumières, le bon sens et le respect des faits.

Des marxistes aux conservateurs en passant par les libéraux dans mon genre, nous avons tous en commun une culture - héritée des Lumières - qui devrait nous permettre de résister à l'esprit woke. Or, il est en train de débarquer sur nos rivages. Voyez, du côté Vert, Sandrine Rousseau, Alice Coffin et consorts... Et Sciences Po baigne déjà dans ce jus.

D'une certaine manière, la génération woke n'est-elle pas l'héritière et le fruit de la génération du baby-boom et de ses dérives? La gauche soixante-huitarde a été la première à parler de déconstruction, puis la gauche morale, à travers SOS Racisme, est la première à rompre avec notre modèle républicain universaliste en prônant le «droit à la différence»... Bref, les millennials ne sont-ils pas tout simplement les enfants rebelles des baby-boomers?

Vous avez raison: au sein du mouvement antiraciste, dans les années 1980, il y avait à la fois ceux qui revendiquaient le droit à la différence, mais aussi ceux qui réclamaient le droit à l'indifférence. Ces derniers brandissaient les idéaux républicains, ils exigeaient leur juste place dans la société et ne voulaient pas renverser la société au nom de leur «différence». Il en va de même avec le mariage homosexuel: pour les uns, il s'agit de normaliser la situation des couples stables du même sexe, pour d'autres, de miner de l'intérieur l'institution du mariage.

Je cite, dans mon livre, des propos ignobles tenus par certains militants gay à l'encontre de Pete Buttigieg, candidat aux primaires démocrates en 2020. Marié avec un instituteur, menant une vie parfaitement respectable, il a été, pour cette raison, ridiculisé en tant que pseudo-gay. Pas assez queer.

La grande différence entre la génération woke et les précédentes, est-ce finalement son côté victime?

J'ai ouvert mon livre sur les traits psychosociologiques qu'on peut repérer dans **cette génération. Elle a été trop couvée par ses parents. Beaucoup se considèrent comme des petits flocons de neige: ils ressentent la moindre contrariété comme une épouvantable blessure narcissique. Ils confondent la douleur physique et les «blessures symboliques».** Ils exigent qu'on les protège des idées qui leur déplaisent. L'essentiel de leurs relations sociales passant par le numérique, le face-à-face interpersonnel leur est souvent pénible. En outre, je le montre, chiffres à l'appui, **c'est une génération qui est tentée politiquement par l'autoritarisme.**

La gauche woke se présente comme «progressiste» ; y voyez-vous au contraire une résurgence du puritanisme?

Mais ce n'est nullement contradictoire. Et c'est sans doute le plus troublant. La jeunesse est théoriquement l'âge où l'on fait des expériences, où l'on teste ses limites. Cette génération, au contraire, exige des protections, des bornes strictes à ce qu'on peut dire et faire. Elle prohibe l'érotisme et tient le désir pour un péché. **Aux États-Unis, les relations hommes-femmes tournent à la guerre des sexes. C'est d'une tristesse!**

Selon vous, cette idéologie peut nous conduire à la guerre civile. Pourquoi?

La démocratie est fondée sur le dialogue raisonnable entre intérêts divergents et idées différentes. **Elle exige un sens du compromis.** Elle postule l'existence d'un intérêt collectif supérieur aux intérêts particuliers. **Mais les identités, elles, ne sont pas négociables.** Et l'idée que les woke se font de **la société est celle d'un jeu à somme nulle, où ce qui est gagné par les uns l'est nécessairement au détriment des autres.** À l'horizon, **ce qui menace, c'est une espèce de guerre raciale.** Qui veut de cela dans notre pays?

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/bundestagswahl-ist-der-fdp-erfolg-bei-jungwaehlern-von-dauer-17569148.html?premium>

FDP-ERFOLG BEI JUNGWÄHLERN:

Unser Lehrer Christian Lindner

- VON UWE EBBINGHAUS
- -AKTUALISIERT AM 04.10.2021-18:25



Großer Zuspruch von den Jungwählern: Christian Lindner pflegt seine digitale Präsenz Bild: dpa

Was versprechen sich die jungen Wähler bloß von der FDP? War das eine Protestwahl mit programmierter Enttäuschung – oder hat die neue Allianz eine Zukunft?

In den vergangenen Tagen wurde in Oberstufenkursen und an Familientischen heftig diskutiert, warum die Jungen bei der Bundestagswahl so eifrig für die **FDP** stimmten. Offenbar zündete hier die leicht abgewandelte Pointe eines alten Wahlslogans: „Erschreckt eure Lehrer (Eltern), wählt FDP!“ Bei der regelmäßig vor Bundestagswahlen an Schulen abgehaltenen „Juniorwahl“ legte die FDP satte zehn Prozentpunkte in den Klassen sieben bis dreizehn zu, mehr als die Grünen. Auch wenn sich die Freien Demokraten selbst nicht erstaunt über den bemerkenswerten Zuwachs auch bei den Erst- und Jungwählern zeigten, waren es zumindest ihre Anhänger im Studentenmilieu. So erzählt die neunzehnjährige Katharina K., die im zweiten Semester Philosophie, Politikwissenschaft und Wirtschaft studiert, eine Freundin habe ihr nach dem Outing, diesmal FDP gewählt zu haben, entgegengeworfen, sie sei „total unsympathisch und gebrainwashed“. In den Geisteswissenschaften gehe niemand mit seiner Vorliebe für die FDP hausieren, sagt sie; sie selbst sei davon ausgegangen, eine Minderheitenposition zu vertreten.

Klimaschutz plus persönliche Vorteile

Dennoch kam die FDP laut Infratest Dimap bei den Jungwählern auf mehr als 20 Prozent, fast gleichauf mit den Grünen. Den Gesamtwahlsieger SPD mit dem Spitzenkandidaten Olaf Scholz focht das allerdings nur geringfügig an. Die knapp drei Millionen Wahlberechtigten unter 25 Jahren machen weniger als fünf Prozent der Gesamtheit aus. Insofern mag immer noch stimmen, dass man mit der „Glutze“, dem bevorzugten Medium der Älteren, die Wahlen gewinnt, doch das Nutzungsverhalten verschiebt sich deutlich zugunsten der sozialen Medien. Dass **Christian Lindner** bei den Fernsehauftritten der Kanzlerkandidaten fehlte, tat seinem Erfolg jedenfalls keinen Abbruch. Seine Partei konzentrierte sich derweil auf die digitalen Kanäle.

Ria Schröder, die bis 2020 Vorsitzende der Jungen Liberalen war und gerade für die FDP in den Bundestag eingezogen ist, schätzt, dass sie als Wahlkämpferin für ihre analogen Auftritte auf der Straße und anderswo genau so viel Zeit wie für die sozialen Medien aufgewendet habe. Die Neunundzwanzigjährige erklärt am Telefon, der Erfolg bei den Jungwählern habe sich bereits im Vorfeld auch durch eine zunehmende Zahl von Parteieintritten abgezeichnet. Die Jugendbewegung Fridays for Future habe viel öffentliche Aufmerksamkeit erhalten, sodass davon ausgegangen wurde, die Jungen wählten mehrheitlich grün, unterdessen sei aber in den sozialen Medien eine neue, ebenfalls junge Bewegung entstanden, eine, die sich für den

Wertpapierhandel im Internet und leicht bedienbare Onlinebroker-Apps wie [Trade Republic](#) begeistert. Diese letzte Gruppe stünde der FDP nahe.

Für die Studentin Katharina K., der, wie sie sagt, die FDP nicht in die Wiege gelegt wurde, ist die Partei attraktiv, weil sie „weder rechts noch links“ ist. Union wählen gehe in ihrem Bekanntenkreis gar nicht (bei den Erstwählern kommt die Partei nur auf zehn Prozent), eher noch könne man sich öffentlich zu [den Linken](#) bekennen (acht Prozent). Zudem vermittele die FDP, dass es bei dem für junge Menschen so wichtigen Thema Klimaschutz keinen „Grünenzwang“ gebe. Die Partei punkte damit, dass sie eine langwierige Krise eher mit Anreizen als mit Verboten zu regeln gedenke. Ein achtzehnjähriger Oberstufenschüler, der bei der Bundestagswahl für die Grünen stimmte, bringt das Erfolgsrezept der FDP trocken auf die Formel: „Versprechen von Klimaschutz plus persönliche Vorteile gegenüber dem Kurs der Grünen“.

#niegabesmehrzutun, Muskelarm und Rakete

Überraschende Einmütigkeit unter den sechs befragten Schülern und Studierenden zwischen sechzehn und 26, darunter auch ein [CSU](#)-Wähler, zeigte sich in der Beurteilung des Spitzenkandidaten Christian Lindner. Springt Menschen im fortgerückten Alter sein Hang zum Posieren ins Auge, sagen die Befragten, er sei „cool“, „instagrammable“, wirke jung, „energisch-dynamisch“ und habe im Wahlkampf, wie seine Partei insgesamt, den besten Auftritt hingelegt – analog wie digital. Lindner verdanke seine große Beliebtheit nicht zuletzt den vielen zirkulierenden Youtube-Videos und Memes mit lockeren Sprüchen.

Zweifellos hat die FDP es am besten verstanden, eine von der Pandemie getrübe Stimmung unter den Jungwählern aufzunehmen. Die große Gruppe der an Wirtschafts- oder Technikthemen interessierten, forciert aufstiegswilligen Studierenden hat sie gezielt in den Blick genommen. Die Statistik kommt ihr entgegen: Schon seit Jahren ist das bevorzugte Studienfach in Deutschland die Betriebswirtschaftslehre, gefolgt von Informatik, Maschinenbau, Elektrotechnik, Psychologie und Wirtschaftsingenieurwesen. Ihre Partei habe sich konsequent an der „Lebensrealität“ junger Menschen, auch der Nichtstudenten, orientiert, sagt Ria Schröder und nennt als Kernthemen „Bildung, Innovation, Digitalität“. Schüler hätten keine Lust mehr, „ihren Lehrern zu erklären, wie das Smartboard funktioniert“, die meisten Studierenden hätten sich mit den [Bologna-Reformen](#) und der digitalen Lehre arrangiert, gebremst fühlten sie sich eher durch ein zu langsames Internet und als unangemessen empfundene Corona-Einschränkungen.

Advantage Scholz

The Social Democrats are likely to take charge in Germany

But forging a coalition will be slow and difficult after a tight election



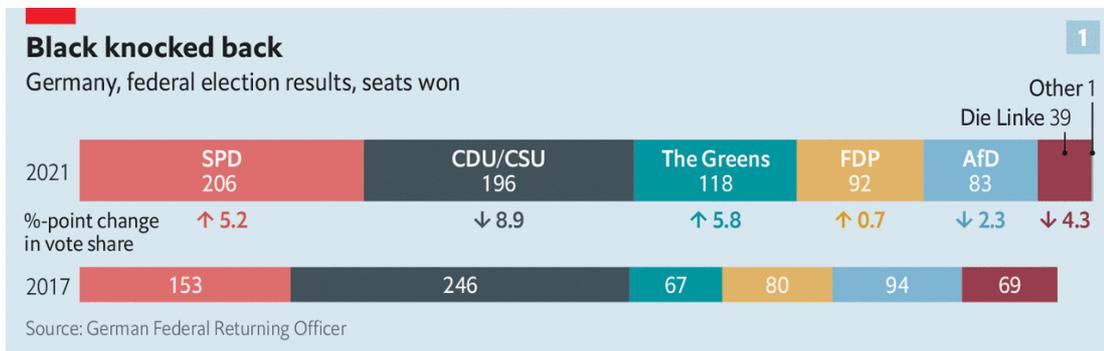
Oct 2nd 2021

BERLIN

At 6pm on September 26th the atrium of the Willy Brandt House, the Berlin headquarters of Germany's Social Democratic Party (spd), erupted in cheers when an exit poll suggested it had won the country's federal election. If victory was narrow, it was also sweet. Having long been in the polling doldrums, the spd rode a late surge to 25.7% of the vote, 1.6 points ahead of its conservative rivals, the Christian Democratic Union and its Bavarian sister party, the Christian Social Union (cdu/csu). Olaf Scholz, the spd's candidate to replace Angela Merkel as chancellor, said voters had told the cdu/csu that it "should no longer be in government, but in opposition".

Mr Scholz's emphasis was appropriate. For if this election had no clear winner, there was an obvious loser. At the Konrad Adenauer House, the cdu's nerve centre, the mood was markedly gloomier. If the cdu/csu had slightly outperformed the worst polling prognoses, the conservative bloc had still slumped to by far the worst election result in its history, losing some 4.1m votes and a whopping 8.9 percentage points since Mrs Merkel's fourth and final win in 2017. After 16 years the chancellor, who remains in charge until a coalition is formed, will leave office with high approval ratings. But her party is in tatters.

The cdu was battered across most of the country, with an especially dismal performance in the eastern states of the former gdr. It shed votes to every other party except the far-right Alternative for Germany (afd) and the hard-left Die Linke. Over 1.3m voters, concentrated among the elderly, defected to the spd. Several cdu cabinet members lost their direct seats (although they will, under Germany's mixed-member proportional system, return to parliament on party lists). The Baltic-coast seat vacated by the departing Mrs Merkel went to the spd. Infuriatingly for those cdu members who had grown frustrated with the lukewarm support, or worse, from their notional Bavarian allies, the csu lost just one seat compared with the cdu's 49.



The Economist

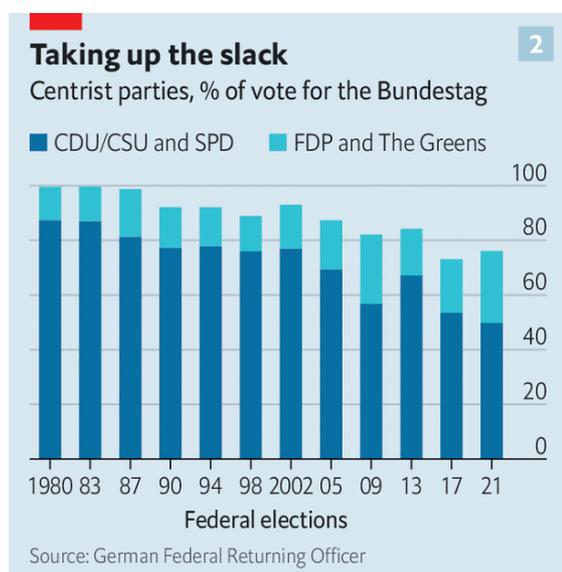
Much of the blame falls on the shoulders of Armin Laschet, the unconvincing candidate chosen by the CDU/CSU to fill Mrs Merkel's shoes. In the campaign's closing stages Mr Laschet relied increasingly on the negative message that the CDU/CSU had to be re-elected to block Mr Scholz from inviting Die Linke, along with the Greens, into government. Never entirely plausible, this proposition will not be tested because the notional left-wing coalition does not enjoy a majority.

The CDU/CSU seemed no better prepared for the election aftermath. Rashly, Mr Laschet claimed to have discerned a "clear mandate" to lead a "Jamaica" coalition, with the Greens and the Free Democrats (FDP), a small, liberal outfit, as junior partners (the parties' colours match the island's flag). As the scale of the defeat sank in, he ditched that dubious notion in favour of another: that the second-placed party in German elections had often proceeded to form a government. Yet none had suffered a defeat on the scale of the one he had overseen. As several of Mr Laschet's colleagues pointed out, the party needed a better argument than this to stay in office.

Discontent quickly grew in the conservative ranks. There were calls for "personnel discussions"; code for Mr Laschet to quit. A potential rebellion over the identity of the head of the CDU/CSU parliamentary group was quelled only with a last-minute compromise. And friction between the sister parties intensified. On September 28th Markus Söder, the CSU leader, whom Mr Laschet had defeated in an internecine struggle for the chancellor-candidacy in April, acknowledged that Mr Scholz was "best placed" to assemble a coalition.

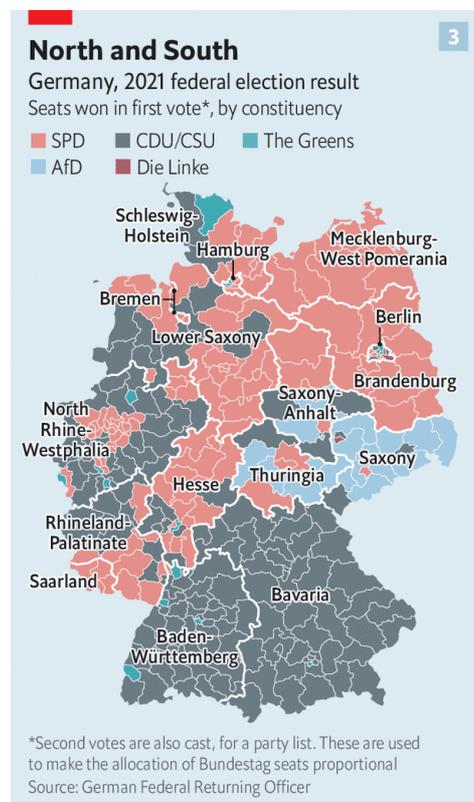
More than two-thirds of German voters think Mr Laschet should throw in the towel. With his chances of forming a government fading, his remaining hope is to make the FDP and Greens an offer he imagines they cannot refuse. If that fails, says a CDU MP, he will be gone within a month.

Germany's magic middle



The Economist

As in other European countries, the German vote is fragmenting (see Charlemagne). The spd's comeback cannot mask a long-term decline in the share of the vote that goes to two big "people's parties", from 82% in 1987 to below 50% this time (see chart 2). This is why Germany is probably heading for its first three-way coalition since the 1950s. (A continuation of today's cdu/csu-spd "grand coalition", with Mr Scholz as chancellor, is possible, but neither party wants it.) Fully 40% of voters said they wanted "fundamental change".



The Economist

But unlike much of the rest of Europe, fragmentation has not come at the expense of Germany's (broad) centre. The afd lost ground, even if the cdu collapse in eastern Germany left it the strongest party in Saxony and Thuringia (see chart 3). Die Linke did even worse, barely scraping into the Bundestag. The four mainstream parties, meanwhile—the cdu/csu, the spd, the Greens and the fdp—will hold 85% of seats in the new Bundestag, up from 78% in 2017. In Germany, at least, the centre is holding.

It is also moving leftwards. The spd and the Greens, natural coalition partners, together won 40.5% of the vote, up 11 percentage points from 2017 and almost all at the expense of the cdu/csu. The conservative bloc of the cdu/csu and fdp together took 35.6% of the vote. This leftward shift is one reason for the momentum behind Mr Scholz's attempts to put together a "traffic-light" coalition, led by his spd with the fdp and Greens as junior partners. Another is the aura of humiliation now hanging over the cdu/csu. The talk is of a "coalition of the winners". If the fdp vote was broadly flat on 2017, the Green score of 14.8% was by far the best in their four-decade history.

Indeed, the smaller parties have made the early running. At a televised debate on election night, Christian Lindner, the fdp's leader, said that his party would speak to the Greens before attempting to come to terms with either of the larger parties. The fdp and Greens, needed in either a Jamaica or a traffic-light arrangement, will command 210 seats in the new Bundestag, more than either the cdu/csu or the spd. A joint platform would carry more weight than a typical kingmaker could hope for. "This would be an eye-level negotiation," says Janosch Dahmen, a Green mp.

Those close to the fdp-Green talks urge caution. The two parties must overcome serious political and cultural differences. They disagree on taxation and spending, investment policy, Europe's fiscal rules and much more. In 2017 it was Green-fdp tensions that ended Angela Merkel's hopes of forming her own Jamaica coalition. Their respective bases detest each other. "f.d.p.: *Fick den Planeten* ("Fuck the planet)", tweeted Jürgen Trittin, a former Green leader, during the campaign. The road to any fdp-Green deal looks rocky.

Yet “rocky roads don’t scare us,” says Alexander Graf Lambsdorff, an fdp mp. “We build good cars in Germany.” Towards the end of the campaign, as the spd’s surge brought the prospect of a traffic-light coalition into view, Mr Lindner moderated his language accordingly. Robert Habeck, the Green’s co-leader, who will play a crucial role in the talks, has told his party colleagues to seek common ground with the liberals rather than victory over them. Economic boffins on both sides are drawing up plans to square the many circles, including a fudge on tax rises, and the creation of off-budget vehicles that could raise public investment without violating Germany’s “debt brake”, which limits deficit spending—a red line for the fdp.

Moreover, the two parties, which between them won a near-majority among first-time voters, can present a credible narrative of change. This might find expression in support for projects like improving Germany’s rOPY digital infrastructure, education reform or a streamlining of planning procedures. On September 28th, just after the cdu/csu mps had weighed Mr Laschet’s future, the Green and fdp leaders surprised everyone—including their own colleagues—by posting an Instagram selfie with an earnest caption speaking of “common ground”. The signal was clear: while others squabble, the new guard is getting down to business.

The fdp-Green talks, say insiders, are about building trust more than assembling detailed policies; much less apportioning ministerial jobs, a complicated business that tends to happen at the end of coalition talks. The unflappable Mr Scholz is happy for his potential partners to learn to work together before opening negotiations with his team. Even if Mr Laschet is a dead man walking, for now neither the Greens nor the fdp will rule out a Jamaica coalition. To do so would instantly increase Mr Scholz’s bargaining power. Besides, there are murmurs that the cdu/csu could seek to unseat Mr Laschet and approach the smaller parties with a different candidate.

Yet the momentum is firmly with the spd. Its officials hope to begin traffic-light talks by mid-October, and to meet Mr Scholz’s goal of finalising a government by Christmas—just in time for Germany’s g7 presidency in January. Nothing is certain. The fdp and Greens may fail to come to terms, and for now the cdu/csu is clinging on to its hopes of remaining in office. But the stars are lining up for Mr Scholz.

Charlemagne

Germany's election is revealingly European

A fractured vote, a big age divide and long coalition talks ahead



Oct 2nd 2021

German elections are idiosyncratic affairs. Armin Laschet, the leader of the Christian Democrat Union, was grilled over his choice of bratwurst condiment (ketchup, not mustard). Annalena Baerbock, the Green candidate for chancellor, was skewered over plagiarism claims, a sin that bedevils only German politics. All politics is local, but in Germany it is parochial. The country may be Europe's hegemon, yet foreign affairs and the future of the eu were barely mentioned. An at times surreal campaign ended with Angela Merkel, the outgoing chancellor and most powerful person in Europe, being photographed with a parrot on her head.

If the campaign was unmistakably German, the result was European. A slim victory for the Social Democratic Party (spd) over its centre-right rivals, the Christian Democratic Union and its Bavarian sister the Christian Social Union (cdu/csu), will kick off months of coalition negotiations. German politicians struggled with the same problems as their peers across the continent; German voters behaved the same way as their neighbours. Europe was invisible in the campaign. But it is visible in the outcome.

Politics in Germany has fragmented in the past decade or so, just as in every other western European country. Five parties got more than 10% of the vote each. When Angela Merkel came to power in 2005, only two did. In that same election, the cdu/csu and spd won 70% of the vote. On 26th September they managed barely half. It is a familiar story. In the Netherlands, 19 different parties now sit in parliament. In Italy, four parties ranging from centre-left to far-right hover around the 20% mark. Traditionally two-party systems, such as Spain, have become complex multi-party affairs. Germany is simply catching up.

After posting the worst result in their history, the cdu/csu can take some consolation from the fact they are not alone. Their political siblings in other countries have also lost ground. At the start of the 2010s, practically every big eu country had a centre-right government. Now, barring extremely canny negotiations from the cdu, none will. Conservative politicians used to run a continent; now they control a rump. In Germany, a bad campaign by a gaffe-prone candidate is part of the explanation. But the causes of the cdu's malaise run deeper, and stretch beyond Germany's borders.

By contrast, after a decade of losing ground, the centre-left had something to cheer. Although not too loudly. Olaf Scholz, the spd's prospective chancellor, ran a cautious campaign based on competence, with enough

radicalism to stop his party's left from leaving for the Greens. It resulted in his party's third-lowest postwar vote share, but paved a likely path to power.

Now, Mr Scholz will endure the fate suffered by his fellow leftie leaders: staying in office via rickety coalitions. In Spain the Socialist Workers' Party, another grandee of the centre left, took power with a little over a quarter of the vote. Once-mighty Scandinavian social democrats are still in government, but weaker than before. In the late 1990s centre-left parties were dominant across Europe. Their pitch was usually some variant of: "Things can only get better." Now it is more like: "Things might not get worse."

Older voters keep the big-tent parties alive, both in Germany and across the eu. Call it the boomer bulwark. While four in ten under-30s backed the liberal Free Democrats or the Greens, 70% of over-60s voted for the spd or the cdu/csu. In Spain younger voters swoon for challenger parties, such as Podemos or Vox. But their parents and grandparents stick to traditional ones. In France, Marine Le Pen's base is the discontented young. In Italy the far-right Lega and Brothers of Italy also rely on youthful voters. Parties now stand for young or old as much as left or right.

Fractured politics mean complicated coalition talks. Germany is used to haggling between two parties. This time three will be necessary and negotiations could drag on. In a first for Germany, the Greens and the fdp (who came third and fourth) pledged to agree to terms with each other before negotiating with spd or cdu/csu. Again, Germany is joining a new European norm. Negotiations in Belgium are notorious for taking years and producing cumbersome coalitions. In the Netherlands, stuck in coalition talks since elections in March, the GreenLeft and Labour party discussed their own pact. In Nordic countries, four- or five-party coalitions are common. European politics is an increasingly complex (and increasingly Belgian) beast.

Stick a pin in almost any rich, western eu country and one will find a populist party polling between 10% and 20%, offering a cocktail of immigrant- and Brussels-bashing. Germany, again, fits the norm. Alternative for Germany (af d) won about 10% of the vote on just such a platform. Only Italy, where such parties collectively attract 40% of the vote, and France, where Marine Le Pen is a possible (though unlikely) president, buck the trend. By contrast, the alternative on offer to German voters is standard European fare.

All European life is here

When asked why Germany does not take a bigger role in running the eu, Angela Merkel argued that it was impossible, since Germany was too much like the eu. Germany was already a delicate compromise between 16 different *Länder* (states), with a complicated relationship between its levels of government. German leadership was simply not feasible.

But if Germany resembled the eu constitutionally, it now matches the club politically. Germany is fragmented, like its neighbours; its main centre-left and centre-right parties share the same woes as their peers. The nightmare of forming coalitions will draw sympathetic noises from Dutch, Belgian and Nordic neighbours. Old voters behave in the same way in Germany as they do in France or Italy, as do their children; fringe parties are better at causing a racket than winning power. When it comes to elections in the eu, the votes may still be national. But the politics are distinctly European.

Nicht aus Afghanistan, sondern aus einem politisch dysfunktionalen Maghreb könnte ein neuer Flüchtlingsstrom kommen

Die Entwicklung in Afghanistan ist für den Westen problematisch. Doch hinsichtlich neuer Migrationsströme dürfte die gegenwärtige Lage in Tunesien und in ganz Nordafrika sehr viel riskanter sein. Europa sollte diese Region deshalb scharf im Auge behalten.

Beat Stauffer

05.10.2021, 05.30 Uhr



Boot mit Flüchtlingen aus Tunesien, die 20 Kilometer südwestlich von Lampedusa von einer NGO gerettet wurden.
Santi Palacios / AP

Afghanistan und Tunesien: Die beiden Länder könnten unterschiedlicher nicht sein. Hier eine von tribalen Traditionen geprägte Gesellschaft, die sich noch nie einer fremden Macht unterworfen hat und einen puritanischen, reaktionären Islam praktiziert; dort das am stärksten säkularisierte Land der arabischen Welt, das über eine vergleichsweise fortschrittliche Verfassung verfügt. Die jüngsten Ereignisse lassen dennoch zwei erstaunliche Parallelen sowie eine gegenläufige Entwicklung erkennen.

In beiden Staaten hat der Westen massgeblich versucht, stabile politische Verhältnisse und eine Demokratisierung herbeizuführen beziehungsweise auf vielfältige Weise zu unterstützen. In Afghanistan ist er dabei grösstenteils gescheitert, und auch in Tunesien stehen heute manche demokratischen Errungenschaften zur Disposition. Eine zweite Ähnlichkeit besteht darin, dass sich beide Staaten zurzeit an einem Wendepunkt befinden. Die Taliban müssen nun beweisen, dass sie in der Lage sind, das Land zu regieren. Vor allem sind sie gezwungen, ungeachtet ihrer radikalen Ideologie innenpolitische Kompromisse einzugehen und mit internationalen Geldgebern zu verhandeln. Tun sie dies nicht, dürfte das Land schon bald in Elend und Bürgerkrieg versinken.

Auch Tunesien steht an einem Wendepunkt. Falls Saieds Pläne für eine totale Umkrempelung des politischen Systems Tunesiens, die Ausschaltung von Parteien und die Einführung einer Art

Volksdemokratie tatsächlich gelingen, wird Tunesien ein anderes Land sein als zuvor. Sollte er scheitern, dürfte Tunesien zu einem Hort der Instabilität im Maghreb werden.

Politisch erledigt?

Vergleicht man Tunesien mit Afghanistan, fällt aber auch eine gegenläufige Entwicklung auf. Während in Afghanistan die reaktionären Taliban die Macht übernommen haben, sind die Islamisten in Tunesien faktisch von der Macht vertrieben worden. Die gemässigt islamistische Nahda-Partei ist das erste Opfer der Machtergreifung von Kais Saied geworden. Einzelne Experten – etwa der Historiker und Islamismus-Spezialist Alaya Allani – vertreten gar die Überzeugung, dass islamistische Parteien in Tunesien auf Jahrzehnte hinaus auf der politischen Bühne kaum mehr eine Rolle spielen werden. Die ideologisch den Muslimbrüdern nahestehende Ennahda habe in den letzten zehn Jahren derart viele Fehler begangen, dass sie für lange Zeit politisch erledigt sei.

«Könnte es sein, dass die Bevölkerung etwas anderes wollte als eine Demokratie westlichen Zuschnitts?»

Bezüglich beider Staaten ist es nun angesagt, über die Grenzen westlicher Einflussnahme auf die politischen Prozesse in Ländern des Südens ernsthaft nachzudenken. Es muss nun abgeklärt werden, wie es möglich war, dass westliche Geberstaaten wie auch zahlreiche Nichtregierungsorganisationen offenbar wenig mitbekommen haben vom tiefen Graben zwischen der politischen Klasse und der breiten Bevölkerung, vor allem den Jungen.

Schon jetzt steht fest, dass Werte wie Demokratie und Freiheitsrechte bei Menschen, die täglich ums Überleben kämpfen müssen, kaum Anklang finden. «Könnte es sein, dass die Bevölkerung etwas anderes wollte als eine Demokratie westlichen Zuschnitts?», schreibt der bekannte tunesische Kolumnist Nizar Bahloul. «Wollte das Volk vielleicht einen starken und integren Präsidenten? Einen weiteren Bourguiba? (. . .) Oder vielleicht eine Demokratie chinesischen oder russischen Zuschnitts?» Der Westen sollte dies zur Kenntnis nehmen.

Angst vor Flüchtlingsströmen

Viele Beobachter befürchten, dass nach dem Rückzug der Nato-Truppen aus Afghanistan schon bald grosse Flüchtlingsströme einsetzen werden. Dies ist ein ernsthaftes Risiko. Allerdings ist der Weg von Afghanistan nach Westeuropa sehr weit und hindernisreich, und die meisten Fluchtwilligen werden die Mittel nicht aufbringen können, die für eine derartige Flucht unabdingbar sind. Die Türkei als Transitland auf der Route nach Europa hat zudem klargemacht, dass sie Afghanen weder aufnehmen noch durchreisen lassen will.

Bereits leben rund 2,5 Millionen afghanische Flüchtlinge in den Nachbarstaaten Pakistan und Iran; Länder, die selbst vor grössten Herausforderungen stehen. Es ist dringlich, die beiden Staaten bezüglich der Versorgung dieser Flüchtlinge massiv zu unterstützen, aber auch mit den Taliban über ein Minimum an Rechtsgarantien gegenüber der Bevölkerung zu verhandeln. Dazu existieren durchaus Druckmittel, denn Afghanistan benötigt dringend finanzielle Unterstützung und humanitäre Hilfe.

Grosse Migrations- und Flüchtlingsströme sind allerdings eher aus Nordafrika zu erwarten. An der schmalsten Stelle trennen nur gerade 145 Kilometer Tunesien von Sizilien, und auch von Libyen aus liegt Italien vergleichsweise nahe. Ausreisen per Schiff über das Mittelmeer sind zudem für Hunderttausende erschwinglich. Zwar sind solche Fahrten mit alten Fischkuttern durchaus

riskant. Dennoch sind unzählige junge Männer bereit, dieses Risiko einzugehen, weil sie in ihrem Land keine Hoffnung mehr sehen und weil in sozialen Netzwerken unzählige Berichte von erfolgreichen Ausreisen nach Italien zirkulieren. In Libyen warten zudem weit über hunderttausend afrikanische Flüchtlinge auf die Weiterreise nach Europa.

Zwar hat der sanfte «Putsch» von Präsident Kais Saied, der am 25. Juli dieses Jahres das Parlament abgesetzt hat und nun per Dekret regiert, in der breiten Bevölkerung vage Hoffnungen auf eine «Rettung» des Landes und auf die Befreiung von korrupten Politikern und Geschäftsleuten geweckt. Doch auf die Zahl der Ausreisen von Migranten nach Italien hat sich dies bis anhin nicht ausgewirkt: Bis am 6. September 2021 kamen in Italien 43 000 Migranten an, rund doppelt so viele wie letztes Jahr. Ein Viertel von ihnen waren Tunesier. Stark angestiegen ist auch die Zahl der von der tunesischen Küstenwache aufgegriffenen und zurückgeführten Migranten.

Wachsende Ungeduld

Dabei geben die von den italienischen Behörden veröffentlichten Zahlen der Ankünfte eine Genauigkeit vor, die irreführend ist. Denn einem grossen Teil der tunesischen Migranten gelingt es, unkontrolliert an einsamen Stränden anzulegen oder sich behördlichen Kontrollen durch Flucht aus Aufnahmezentren zu entziehen. Wer sich im tunesischen Hinterland umhört, kann unzählige derartige Geschichten zur Kenntnis nehmen. Es ist deshalb davon auszugehen, dass die tatsächliche Zahl von tunesischen Migranten, die im Jahr 2021 in Italien angekommen sind, deutlich höher liegt als die von den Behörden dokumentierten 12 000 Personen.

Alles weist zudem darauf hin, dass die instabile Lage in Tunesien so rasch kein Ende finden wird. Zwar hat Präsident Saied Ende September, mehr als zwei Monate nach seiner Selbstermächtigung und unter starkem internationalen Druck eine Regierungschefin ernannt, die nun ein Kabinett bilden soll. Doch weiterhin ist vollkommen unklar, wie Saied das Land aus seiner tiefen Krise herausführen und wie er seine sehr weitgehenden Pläne verwirklichen will. Stattdessen ergeht sich Saied in nationalistischer Rhetorik, verweigert den Dialog mit wichtigen gesellschaftlichen Akteuren und inszeniert sich als alleiniger Retter des Landes. Doch die Ungeduld wächst, und das Land steht kurz vor der Zahlungsunfähigkeit. Wenn Saied nicht bald Resultate vorweisen kann, wird er die immer noch grosse Zustimmung sehr rasch verlieren. In dem Fall würde Tunesien in eine tiefe Krise gestürzt, und es würde mit Sicherheit zu einer grossen Migrationswelle kommen.

Auch in Libyen hat sich der Horizont wieder verdüstert. Die für Ende Dezember dieses Jahres geplanten Wahlen werden höchstwahrscheinlich nicht stattfinden können. Die beiden Lager im Westen und im Osten des Landes stehen sich nach wie vor feindselig gegenüber, und keines der grossen Probleme des Landes konnte wirklich gelöst werden. Dafür floriert die irreguläre Migration. Dies lässt sich den Zahlen sowohl der von der libyschen Küstenwache an der Ausreise gehinderten Flüchtlinge – es handelt sich in diesem Jahr um mehr als 23 000 Menschen – wie auch der Ankünfte in Italien entnehmen. Italien versucht derweil mit drastischen Mitteln, den Schleusern an der libyschen Westküste das Handwerk zu legen. So wurden Anfang September mithilfe von Drohnen mehrere Schiffsbauwerkstätten in der westlibyschen Stadt Zuwara zerstört.

Auch in den anderen Maghrebstaaten geht die irreguläre Migration auf hohem Niveau weiter. In Algerien scheint das Regime nicht willens zu sein, das politische System tiefgreifend zu reformieren. Viele der jungen Algerier, die sich ab 2019 für den Hirak (deutsch: Bewegung) engagiert hatten, sind resigniert. Der Ende August von Algerien verkündete Abbruch der diplomatischen Beziehungen zu Marokko dürfte dabei auch eine Rolle spielen. In Spanien sind in

den vergangenen Monaten rekordhohe Zahlen von Ankünften algerischer Migranten registriert worden. In Marokko wiederum lässt allein schon die von den Behörden geduldete irreguläre Ausreise von rund 10 000 Migranten in nur 48 Stunden ermesen, wie hoch der Migrationsdruck im Land ist.

Es gibt deshalb gute Gründe, trotz der Afghanistan-Krise den Maghreb nicht aus den Augen zu verlieren. Denn die Stabilität an der südlichen Mittelmeerküste ist für Europa von grösster Bedeutung – weit mehr als die Lage am Hindukusch. Es gelte, in dieser Hinsicht so rasch als möglich zu handeln, fordert die französische Denkfabrik Institut Montaigne. Zudem werde der Maghreb zunehmend zur Einflussphäre von China, der Türkei, Katars sowie weiterer Staaten. Europa könnte auf solche Weise rasch an Einfluss verlieren.

Ein grösseres Engagement der EU im Maghreb ist deshalb unabdingbar. Die Region stellt de facto längst einen Schutzwall für Europa dar, sowohl hinsichtlich von Migrations- und Flüchtlingsströmen wie auch hinsichtlich jihadistischer Gruppen, sich in den Sahelstaaten zunehmend ausbreiten. Im Vordergrund sollten dabei die Schaffung von Arbeitsplätzen, der Abbau von Handelsschranken und ein substanzieller Know-how-Transfer stehen.

Zwar ist die Zusammenarbeit mit allen Maghrebstaaten zurzeit sehr schwierig, nicht zuletzt auch mit Kais Saied, dem autokratisch regierenden tunesischen Staatspräsidenten. Doch es gibt schlicht keine andere Lösung, als unsere direkten Nachbarn am Südrand des Mittelmeers in ihrer schwierigen Transformation zu begleiten und zu unterstützen. Denn damit steht auch Europas Zukunft auf dem Spiel.

Beat Stauffer ist Buchautor und Journalist mit den Schwerpunkten Maghreb, Migration, islamistische Bewegungen sowie Muslime in Europa. 2019 erschien von ihm «Maghreb, Migration und Mittelmeer» (NZZ Libro).

Wer künftig fundiert über den Holocaust sprechen will, wird an dieser Publikation nicht vorbeikommen

Eine monumentale Quellenedition zur Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden liegt jetzt vollständig vor.

Christoph Jahr

05.10.2021, 05.30 Uhr



Auschwitz-Birkenau am 27. Januar 1945: Eine Gruppe von Kindern wartet am Tag der Befreiung hinter einem Stacheldrahtzaun.

Alexander Vorontsov / Keystone / Hulton / Getty

Gegen alle Wahrscheinlichkeit war Blanka Alperowitz 1942 noch die Flucht aus Europa nach Palästina gelungen. In ihren Erinnerungen kam die deutsche Jüdin zu dem Schluss, dass «es gerade die kleinen Erlebnisse, die sogenannten Mosaiksteinchen» seien, «die, zusammengenommen, erst ein einigermaßen klares Bild ergeben». Dieser Satz könnte als Motto über der monumentalen Quellenedition stehen, deren sechzehnter und letzter Band vor kurzem erschienen ist, dreizehn Jahre nach dem ersten.

Auf über 13 000 Seiten finden alle, die sich in Forschung und Lehre, aber auch als interessierte Laien mit der Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden anhand authentischer Zeugnisse auseinandersetzen wollen, lange bekannte Dokumente, vor allem aber viele bisher wenig bekannte Quellen. Um die Verfolgungsgeschichte in zwanzig Ländern darzustellen, wurden Bestände in über einhundert Archiven in Deutschland, den damals besetzten und verbündeten Ländern, aber auch von Kriegsgegnern sowie neutralen Staaten wie Schweden und der Schweiz konsultiert. Aus mehr oder weniger allen europäischen Sprachen, darunter auch Jiddisch und Hebräisch, wurden diese Quellen ins Deutsche übersetzt. Dabei wurden fast ausschliesslich Dokumente berücksichtigt, die unmittelbar während der Ereignisse entstanden sind.

Tagebuchnotizen beispielsweise wurden abgedruckt, nachträglich verfasste Erinnerungen wie die von Blanka Alperowitz dagegen in der Regel nicht, ebenso wenig wie etwa Protokolle von Gerichtsverhandlungen. Derartige Dokumente werden aber in den ausführlichen Einleitungen

herangezogen, die grundlegende Angaben zur Vorgeschichte jüdischen Lebens in den jeweiligen Regionen, zu den Verwaltungsstrukturen, politischen Ereignissen und dem Kriegsverlauf, zu wichtigen Akteuren sowie dem Ablauf der Judenverfolgung und des Massenmords enthalten.

Keine passiven Opfer

Das ist insofern besonders wichtig, als die Dokumente strikt chronologisch nach dem jeweils beschriebenen Ereignis geordnet sind, wodurch die Perspektiven der Verfolger und der Verfolgten oft unvermittelt aufeinanderfolgen. Eine siebzehnjährige Ghetto-Insassin in Krakau beispielsweise phantasierte sich im August 1941 in ein Liebesabenteuer mit einem jungen deutschen Soldaten hinein, den sie beim Sonnenbaden beobachtet hatte: «Beide sind wir jung, jung und nur jung! Was gehen uns Krieg, Rasse und Bekenntnis an?»

Die direkt danach abgedruckte Quelle gibt gewissermassen die ernüchternde Antwort, denn in ihr untersagte der Kreishauptmann des südlich von Warschau gelegenen Städtchens Grójec der polnischen Bevölkerung «strengstens, Juden bei sich aufzunehmen», und drohte «jedem Zuwiderhandelnden» die Überführung in ein Arbeitslager an. Trotz aller Bedrohung weigerten sich viele Juden, ihr Schicksal passiv zu ertragen. **Ihre Geschichten von Flucht und Widerstand belegen, wie falsch das lange verbreitete Bild der angeblichen Passivität der Opfer ist.**

Diese Quellenedition spiegelt den enormen Erkenntnisgewinn der Holocaustforschung der letzten Jahrzehnte wider, der vor allem der seit dem Ende des Ostblocks gegebenen Zugänglichkeit osteuropäischer Archive zu verdanken ist. Über die wichtigsten Stationen des Mordens, seinen prozesshaften, oft auch sprunghaften Charakter herrscht heute ein weitgehender Konsens. **Die Forschungsdebatte etwa zwischen den «Intentionalisten», die im Holocaust die zielgerichtete Umsetzung eines vorab festgelegten Plans erblickten, und den «Strukturalisten», die eine sich verselbständigende Dynamik durch konkurrierende Akteursgruppen betonten, ist weitgehend ausgestanden.**

Die Quellen zeigen, dass sich ideologischer Vernichtungswille und pragmatische Wendigkeit keinesfalls ausschlossen, sondern zusammen erst jene immer wieder sprachlos machende Morddynamik erzeugten, der in fünfeinhalb Kriegsjahren rund sechs Millionen Juden zum Opfer fielen. Ebenso beweist diese Edition erneut, dass der Judenmord buchstäblich «vor aller Augen» vollzogen wurde und er daher ein «offenes Geheimnis» war. Auch die von konservativer Seite lange vehement bestrittene zentrale Rolle der Wehrmacht zeigt sich in zahlreichen Dokumenten, deren teilweise alltägliche Banalität den Schrecken nur umso deutlicher hervortreten lässt.

Der Zahlmeister eines Infanterie-Bataillons etwa übersandte im November 1941 der Reichsbankfiliale im besetzten Minsk Münzen und Banknoten in verschiedenen Währungen. Deren Provenienz vermerkte er kalt: «Erschiessungen von Juden». **Die einfachen Soldaten durften sich dabei mit ihrer Führung einig wissen. «Das jüdisch-bolschewistische System muss ein für alle Mal ausgerottet werden», verkündete etwa Erich von Manstein, Oberbefehlshaber der 11. Armee. Die Soldaten seien «Träger einer völkischen Idee» und sollten jeden Widerstand der Zivilbevölkerung gnadenlos brechen.**

Auch untergeordnete Befehlshaber zeigten oft eine erschreckende Eigeninitiative, so wie der Landkommissar im heute westukrainischen Chodorów, der im Januar 1943 gegenüber seiner

vorgesetzten Dienststelle darüber klagte, dass noch immer «Juden frei herumlaufen und machen können, was sie wollen». Nur wenige Wochen später wurden diese Juden ermordet.

Verbündete mit eigenen Agenden

Die Quellenedition macht darüber hinaus unmissverständlich **deutlich, dass der Holocaust nur als gesamteuropäisches, in gewissem Sinn sogar als globales Ereignis verstanden werden kann.** Zwar wäre der systematische Judenmord, ungeachtet des überall in Europa vorhandenen, in manchen Regionen sogar ausgesprochen starken Antisemitismus, ohne das beständige Vorantreiben der Verfolgungs- und Mordaktionen durch die deutsche Führung und ihre Machthaber vor Ort niemals in dieser Radikalität umgesetzt worden. **Jedoch führt kein Weg an der Erkenntnis vorbei, dass viele verbündete und kollaborierende Staaten den Krieg als Chance begriffen, gewissermassen im Windschatten der Deutschen ihre eigene, ebenfalls sehr weitreichende Agenda zu verfolgen.**

Der stellvertretende rumänische Ministerpräsident Mihai Antonescu etwa forderte zwei Wochen nach dem Überfall auf die Sowjetunion, dass jetzt «die Zwangsumsiedlung aller jüdischen Elemente aus Bessarabien und aus der Bukowina» in Angriff genommen werden müsse, weil es sonst Jahrhunderte dauern werde, «bis sich dem rumänischen Volk noch einmal die Gelegenheit bietet (. . .) eine ethnische Säuberung durchzuführen» und die «Nation wieder auferstehen zu lassen».

Nicht zuletzt war der Judenmord auch ein kollektiver Raubmord, an dem sich Staatsführungen, aber auch viele «kleine Leute» hemmungs- und gewissenlos beteiligten. Doch auch das Gegenteil, die Hilfe für die Verfolgten, wird umfangreich dokumentiert. Diese war nicht immer selbstlos, doch viele Menschen nahmen grosse persönliche Risiken auf sich, um Juden ganz unmittelbar zu helfen und vor der Ermordung zu retten. Die Regierungen der alliierten und neutralen Staaten erhielten schon im Herbst 1941 erste Meldungen über systematische Mordaktionen. Viele Hilfsaktionen verdankten sich allerdings der Tatkraft Einzelner.

Gerhart Riegner, Abraham Silberschein, Richard Lichtheim, Saly Mayer und Nathan Schwalb etwa waren von der Schweiz aus tätig, um Menschen zu retten. Während des Kriegs wurden 21 304 Juden aufgenommen, doch im Vergleich mit den 104 000 aufgenommenen Militärflüchtlingen und den 51 000 Zivilpersonen aus den verschiedenen Kriegsparteien waren das eben doch beschämend wenige. Der nach abenteuerlicher Flucht aus seiner slowakischen Heimat Ende 1942 im sankt-gallischen Buchs aufgegriffene Hermann Herskovič hatte Glück. Er durfte bleiben und konnte nach dem Krieg in die USA emigrieren. Viele andere wurden in den sicheren Tod zurückgeschickt.

Dokumente zum Hören

Perfekt ist diese Quellenedition allerdings nicht. Gelegentlich finden sich Fehler bei der Identifikation von Personen, in einigen Fällen sind aber auch die thematischen Einleitungen nicht ohne Irrtümer und Fehleinschätzungen. Vor allem ist eine stringente Aufteilung der Bände nach Ländern beziehungsweise Besatzungsgebieten nicht immer gelungen, so dass etwa für Polen, die Sowjetunion, Rumänien und Bulgarien, Ungarn oder die Slowakei oft mehrere Bände parallel herangezogen werden müssen. Wer diese benutzen will, tut also gut daran, sich durch Fachrezensionen über die allfälligen Probleme des jeweiligen Bandes zu informieren. **Bedauernswert und höchstens mit pragmatischen Argumenten begründbar ist es auch, dass auf Bildquellen fast vollständig verzichtet wird.**

Doch von diesen Fehlern oder Unzulänglichkeiten schränkt kein einziger Fall den grundsätzlichen Wert der Edition ein, deren zusätzlicher Breitenwirkung [eine Höredition dient, die eine Auswahl von Dokumenten wiedergibt](#). Vor allem aber ist sie, wie von den Herausgebern erhofft, ein «Schriftdenkmal für die ermordeten europäischen Juden».

Ein «letztes Wort» stellt sie freilich trotzdem nicht dar, auch wenn sowohl die Veröffentlichung des ersten Bandes 2008 wie auch die des letzten vor einigen Wochen durch Veranstaltungen in Anwesenheit der jeweiligen Bundespräsidenten Köhler und Steinmeier gewürdigt wurden. **Die gerade Fahrt aufnehmende Debatte um das Verhältnis von Kolonialismus und Shoah lässt ahnen, dass die Diskussionen über dieses Menschheitsverbrechen wohl nie zu einem Abschluss gelangen werden. Ohne diese Quellenedition wird es künftig aber nicht mehr möglich sein, fundiert daran teilzunehmen.**

Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden durch das nationalsozialistische Deutschland 1933–1945. 16 Bände. Oldenbourg-Verlag / De Gruyter, München/Berlin, 2008–2021.

Christoph Jahr ist Historiker in Berlin. Zuletzt ist von ihm im C.-H.-Beck-Verlag erschienen: «Blut und Eisen. Wie Preussen Deutschland erzwang, 1864–1871».

200,78

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/bertille-bayart-sur-le-nucleaire-macron-prepare-son-coming-out-20211005>

Le Figaro (site web)

mardi 5 octobre 2021 - 19:15 UTC +02:00 895 mots

Vox ; Vox Société

Bertille Bayart:

«Sur le nucléaire, Emmanuel Macron prépare son coming out»

Bayart, Bertille

CHRONIQUE - Il aura fallu un quinquennat pour sortir de l'ambiguïté.

C'est un peu comme pour la réforme des retraites: il ne s'agit plus de savoir si, mais quand et comment. Emmanuel Macron prendra prochainement position en faveur du nucléaire. Un mouvement qui devrait s'opérer en deux temps. Le 12 octobre, le chef de l'État présentera son plan d'investissement «France 2030», qui doit consacrer plusieurs dizaines de milliards d'euros à la montée en puissance de nouvelles chaînes de valeur industrielles dans des technologies de rupture. Dans ce cadre, une enveloppe sera dédiée au développement de petits réacteurs (SMR) que la France n'a pas encore en catalogue. Son volontarisme sera jugé à l'aune d'une décision, celle qui fera la différence entre le travail sur papier et le démarrage d'un projet industriel: programmer ou non la construction d'un premier démonstrateur en France.

Dans un deuxième temps, le président de la République doit se prononcer sur la construction d'un nouveau parc d'EPR destiné à prendre le relais des centrales existantes. Passer de la position implicite au feu vert politique explicite.

Il aura fallu un quinquennat pour sortir de l'ambiguïté. Deux lectures seront possibles. La première hypothèse est celle d'un président de la République fondamentalement pronucléaire mais longtemps pris à son propre piège. Ministre de l'Économie, mobilisé par le sauvetage d'une filière traumatisée par la lutte entre un Areva naufragé et un EDF asphyxié, Emmanuel Macron n'a jamais caché son credo en faveur de l'atome civil. Il l'a dit à nouveau en décembre 2020 au Creusot, affirmant que *«notre avenir économique et industriel passe par le nucléaire»*. Mais les calculs politiques de la campagne de 2017 et les gages qui devaient alors être donnés aux écologistes qu'il a débauchés dont le plus populaire, Nicolas Hulot, l'ont conduit à prendre des engagements qui ont brouillé les pistes: fermeture anticipée de la centrale de Fessenheim, mise en service de l'EPR de Flamanville préalable à toute décision sur la construction de nouveaux réacteurs.

Schémas décroissants

Une deuxième lecture de sa politique raconte au contraire une histoire d'habileté. Emmanuel Macron a fait porter par Nicolas Hulot le report de 2025 à 2035 de l'échéance inscrite dans la loi de 2015 à laquelle la part de l'atome dans le mix électrique devra avoir baissé de 70 % à 50 %. Et il s'apprête à faire endosser par sa ministre de l'Écologie, Barbara Pompili, qui a longtemps siégé sur les bancs d'EELV, le lancement d'un nouveau programme nucléaire. Chaque jour qui passe rapproche la ministre de Canossa. Mardi, alors qu'elle défendait à raison la place des énergies renouvelables, dont l'éolien, dans le mix énergétique français, Barbara Pompili semblait presque roder ses éléments de langage. *«Pour les décennies à venir, nous aurons besoin de toutes les sources de production d'électricité décarbonées et donc à la fois de nucléaire et de toutes les énergies renouvelables»*, a-t-elle notamment déclaré.

Le président de la République a laissé pendant cinq ans son aile verte explorer toutes les alternatives, pour mieux refermer une à une toutes les voies d'échappement. Le scénario 100 % renouvelables a été travaillé avec le plus grand sérieux par RTE (le réseau de transport d'électricité qui veille à la sécurité d'approvisionnement) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour conclure certes à une faisabilité technique, mais sans évaluation financière ni étude d'impact, notamment en termes d'emprise - 1 GWh produit par une centrale nucléaire requiert une surface de 200 m, contre 10.000 pour le solaire et 40.000 pour l'éolien. Les schémas décroissants sont mis à mal par l'électrification des transports et de l'industrie, qui conduit les experts, y compris au ministère, à revoir à la hausse les estimations de consommation.

L'Élysée attend maintenant la remise des scénarios à l'horizon 2050 par RTE le 25 octobre. C'est, avec l'avis récent de l'Académie des sciences, la dernière pièce du puzzle qui doit permettre de conclure à l'évidence de la construction d'un nouveau parc nucléaire pour garantir une production décarbonée à la hauteur des besoins. La crise énergétique actuelle et la campagne présidentielle donnent un élan supplémentaire.

Si Emmanuel Macron se jette à l'eau avant l'élection, il se targuera probablement d'avoir élargi en cinq ans le consensus en faveur du nucléaire malgré les déboires répétés de la filière. Reste que ces cinq années ont aussi été du temps perdu au regard de l'accélération de l'histoire énergétique. Les concurrents de la France dans le domaine des SMR ont pris de l'avance. Les compétences sont en manque d'exercice pratique. Dans le déploiement de nouveaux moyens de production, nucléaires et renouvelables, nous risquons de courir après la consommation plutôt que de l'avoir anticipée. Le temps politique a été pris sur le dos de l'État stratège.

Crise de l'énergie: le livre choc qui réhabilite le nucléaire face à l'éolien

Par **Luc Lenoir**

Publié hier à 10:16, mis à jour hier à 22:48



«Mon enquête révèle clairement que l'Allemagne s'est lancée dans une guerre économique offensive contre le nucléaire français.» *Gilles Paire/Gilles Paire - Fotolia*

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Fin connaisseur de la politique énergétique, Fabien Bouglé publie ce mercredi une enquête stimulante sur la filière nucléaire. Il y dénonce le sabotage politique de cette source d'énergie d'avenir face à l'illusion des énergies dites renouvelables, dans un contexte de guerre économique avec l'Allemagne.

Fabien Bouglé est un militant associatif français. Entre 2011 et 2016, il est en lien avec le service central de prévention de la corruption du ministère de la Justice français. En 2019, il est auditionné par la commission d'enquête parlementaire sur les énergies renouvelables de l'Assemblée nationale, et publie un premier ouvrage au retentissement important : Éoliennes, la face noire de la transition écologique (éd. Du Rocher). Chef d'entreprise dans le secteur financier et culturel, il est également élu municipal (divers droite) à Versailles. Son dernier livre, Nucléaire, les vérités cachées, est publié aux éditions du Rocher.

LE FIGARO. - Vous dénoncez la stratégie de l'État sur la baisse relative du nucléaire dans l'énergie française qui est selon vous « un danger pour l'emploi et la souveraineté ». Quels risques prenons-nous ? L'atome est-il une énergie d'avenir ?

Fabien BOUGLÉ.- L'objectif des derniers gouvernements est de baisser la part du nucléaire à 50%. Et RTE entreprise filiale d'EDF, inféodée aux lobbys des éoliennes, communique sur des scénarios de sortie totale du nucléaire en envisageant un mix 100% renouvelables. [Barbara Pompili](#) et Jean Castex viennent d'annoncer un plan de 25 milliards d'euros pour des éoliennes afin, selon eux, d'assurer la décarbonation de la France. Cette politique de baisse du nucléaire remplacé par les éoliennes est une trahison d'État. Le rapport du Ministère de l'Écologie «Stratégie national bas carbone de mars 2020» (page 120) dévoile que la baisse du nucléaire et le remplacement par les énergies renouvelables contraindraient notre pays à ouvrir 20 centrales aux gaz d'ici 2027 avec une augmentation notable des émissions de gaz à effet de serre.

En lien depuis des années avec des ONG environnementalistes antinucléaire et pro éoliennes, notre voisin s'échine à dénigrer notre industrie nucléaire sur notre sol mais également à Bruxelles

Fabien Bouglé

Nos gouvernants sont en train de consacrer 250 milliards d'euros pour installer des éoliennes et les raccorder aux territoires français alors qu'elles ne servent à rien. C'est de la folie pure et une atteinte au sens commun. Avec cette politique déconnectée de la réalité scientifique nous engageons notre pays dans une voie dangereuse. Et l'augmentation actuelle du prix du gaz et de l'électricité du notamment aux investissements mondiaux dans énergies renouvelables doit contribuer à nous remettre en question. Le plus grave c'est que la sortie du nucléaire souhaitée par Yannick Jadot en particulier peut fragiliser de manière systémique la filière qui pèse 400.000 emplois non délocalisables qui ne seront jamais compensés par des emplois en France car l'industrie des énergies renouvelables est monopolisée par l'Allemagne, le Danemark et la Chine. Et ce n'est sûrement pas les deux chaînes de montages d'éoliennes installées en France qui changeront la donne.

Selon vous, l'Allemagne qui pousse toute l'Union Européenne à développer des énergies vertes a «un intérêt fondamental à voir la France sortir du nucléaire» . Quels seraient les avantages concrets pour notre voisin ?

Mon enquête révèle clairement que l'Allemagne s'est lancée dans une guerre économique offensive contre le nucléaire français. En lien depuis des années avec des ONG environnementalistes antinucléaire et pro éoliennes, notre voisin s'échine à dénigrer notre industrie nucléaire sur notre sol mais également à Bruxelles. Une armée de lobbyistes allemands travaillent auprès de la commission européenne pour empêcher que le nucléaire français n'intègre la liste des activités considérées comme « vertes » en raison de son caractère décarboné et susceptible de recevoir d'importants financements européens. Tout récemment, la première série d'obligations européennes a été lancée sans le nucléaire mais en intégrant le gaz comme source électrique de transition alors qu'elle émet 500 g eqco2/kilowattheure.

En continuant dans cette voie, nous allons perdre notre souveraineté électrique et nous serons soumis au diktat de l'industrie allemande et à son approvisionnement en gaz

Fabien Bouglé

Le projet allemand est de profiter de notre sortie du nucléaire pour nous vendre ses éoliennes (65% des éoliennes installées en France sont allemandes) tout en nous soumettant au gaz russe dont il va devenir le distributeur en Europe après la construction du gazoduc Nord Stream 2. En continuant dans cette voie, nous allons perdre notre souveraineté électrique et nous serons soumis au diktat de l'industrie allemande et à son approvisionnement en gaz. La politique de sortie du nucléaire voulu par les écologistes et leurs alliés de la République en Marche conduit à un déséquilibre politique majeur au sein de l'Union Européenne dont le traité fondateur de l'Euratom de 1957 est remis en cause par l'Allemagne.

Une des polémiques sur le nucléaire concerne la pollution émise par cette source d'électricité. L'énergie nucléaire est-elle vraiment plus décarbonée que les énergies renouvelables si l'on prend en compte l'intégralité du cycle de vie d'une centrale ?

Dans les dernières enquêtes d'opinion plus de 70 % des Français pensent que les centrales nucléaires participent au réchauffement climatique en émettant des gaz à effets de serre. Or, c'est faux ! Les centrales nucléaires produisent de l'électricité sans émettre de gaz à effet de serre. Les fumées blanches de leurs cheminées ne sont que de la vapeur d'eau. Par ailleurs, le bilan carbone du nucléaire qui intègre la construction, le démantèlement et l'extraction d'uranium n'est que de 6 g eqco2/kilowattheure là où une centrale au charbon qui vient en support des éoliennes émet 1.000 g eqco2/kilowattheure.

Notre pays est pour cette raison champion du monde des pays décarbonés avec une électricité produite à plus de 80% par ses centrales nucléaires et ses barrages, en produisant 10 fois moins de gaz à effet de serre que son voisin allemand. **Avec son *Energiwende* basé sur ses éoliennes et son charbon notre voisin a le bonnet d'âne en Europe pour ces objectifs climatiques. Le comble c'est que les partis écologistes et associations**

antinucléaires voudraient que la France suive son modèle qui est un échec cuisant selon le dernier rapport de la cour fédérale des comptes.

L'autre argument des militants contre l'énergie nucléaire est son risque d'accident. Lors de son débat avec Éric Zemmour, Jean-Luc Mélenchon a demandé «ce qu'on ferait de la population si une centrale installée en île de France avait un problème». Votre enquête revient sur les catastrophes qui ont marqué les esprits. La filière a-t-elle progressé dans le domaine de la sûreté ?

Il y a quelque chose de malsain à fonder une politique énergétique sur la peur. Après les attentats du 11 septembre a-t-on arrêté de voler en avion parce qu'ils ont servi d'arme pour tuer ? La vie est un risque pour toutes les activités humaines et le nier n'est pas tenable politiquement.

Les antinucléaires usent et abusent des biais cognitifs sur le sujet pour créer une forte anxiété

Fabien Bouglé

Oui, l'activité et les déchets nucléaires sont dangereux et doivent être traités avec rigueur mais les centrales au charbon tuent selon une étude d'Harvard 10 millions de personnes dans le monde par an. C'est plus insidieux, moins spectaculaire qu'une catastrophe nucléaire et peut plus difficilement être scénarisé dans un film. Pour autant, les chiffres de l'OMS montrent que le nucléaire est la source d'électricité la moins mortelle même après les énergies renouvelables. Cette peur irrationnelle doit être combattue par la raison et la science. Car les antinucléaires usent et abusent des biais cognitifs sur le sujet pour créer une forte anxiété. Ensuite, notre filière nucléaire a fait d'énorme progrès en matière de sûreté et nous n'avons pas connu en France d'incidents notables. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la construction du prototype d'EPR de Flamanville est plus coûteuse et plus longue. La relance de notre filière nucléaire qui devient indispensable pour assurer notre souveraineté électrique doit s'accompagner sans délais d'une accélération de notre recherche dans le domaine de la sûreté et du traitement des déchets.

En ce sens, il faut relancer le projet Astrid - réacteur de 4^{ème} génération au sodium liquide qui produit 100 fois plus d'électricité et utilise comme combustibles les déchets nucléaires conservés sur notre sol en supprimant la radioactivité - qui a été abandonné par Emmanuel Macron. Cette décision insensée a été prise alors que la Chine, la Russie et même Bill Gates aux USA développent des réacteurs avec cette technologie et alors que nous avons une réelle avance scientifique sur le sujet.

Nucléaire, les vérités cachées. Ed. Le Rocher

Le Figaro (site web)

lundi 4 octobre 2021 - 17:54 UTC +02:00 1089 mots

Culture ; Théâtre

Musulman devenu catholique: Mehdi Djaadi, le rire du converti

Bastie, Eugénie

PORTRAIT - Dans son spectacle «Coming out» le comédien, fils d'immigrés algériens, raconte sa conversion au catholicisme depuis l'islam. Un vent de fraîcheur, loin de la complainte victimaire et des assignations identitaires.

«Au départ, je devais appeler ce spectacle "Apostat", mais bon je suis pas fou... je me suis dit qu'avec "Coming out" j'aurais plus de chances d'avoir des subventions.» Les rires, presque intimidés par tant d'audace, fusent dans la salle. Dès les premières boutades, Mehdi Djaadi - polo Lacoste noir, silhouette athlétique, crâne rasé, sourire éclatant - donne le ton d'un spectacle libre, iconoclaste et courageux. Du courage, il en faut pour évoquer la conversion au catholicisme d'un fils d'immigrés algériens, fil rouge de ce seul-en-scène joué au Théâtre Galabru jusqu'à la fin de l'année.

Le parcours du comédien, de la banlieue aux fonts baptismaux, détonne. Fils de parents immigrés algériens, Mehdi Djaadi naît à Saint-Etienne en 1986. «À l'époque on était tous mélangés, Italiens, Polonais, Maghrébins et Français. Et puis... il n'est plus resté que l'immigration maghrébine, ça s'est communautarisé », décrit le jeune homme. « Au début des années 2000, on est passé d'un islam culturel à un islam rigoriste », se souvient-il. Lui alterne entre petite délinquance et piété ostentatoire. Le désœuvrement, l'absence de sens, le pousse vers la religion comme une planche de salut, une forme de rachat. Il porte la djellaba à l'école, passe ses week-ends à l'école coranique. «S'il y avait eu Daech à l'époque, peut-être serai-je parti en Syrie?» se demande-t-il aujourd'hui.

École chrétienne

Son père est ouvrier, analphabète. Sa mère, nourrice, le pousse dans les bibliothèques. Ses parents le mettent dans une école chrétienne. Le ferment le travaille. En 2004, il entre dans un temple protestant par «provocation». Un pasteur lui dit avec autorité que Jésus l'aime. Il remporte la Bible chez lui, lit les Évangiles en cachette et en sort bouleversé. «En lisant les psaumes, j'ai eu l'impression de rejoindre le peuple juif dans sa quête. Moi aussi j'attendais le Christ», raconte-t-il. Il se souvient de son émoi : « Pour les cathos d'élevage, la phrase "aimez-vous les uns les autres" est galvaudée, mais pour un musulman, c'est très fort, c'est d'une exigence absolue.» Il reçoit le baptême en 2007 et devient protestant. Il choisit comme prénom chrétien «Emmanuel»: «J'aurais voulu choisir Michel, mais ça aurait fait Mehdi Michel », plaisante-t-il dans son spectacle.

En 2007, il poursuit des études de théâtre à Valence, puis en 2010 entre à l'École supérieure d'art dramatique de Lausanne. Lors d'une retraite dans une abbaye en 2011, il reçoit une forme de révélation lors d'une adoration et décide de devenir catholique. Ses yeux brillent lorsqu'il évoque sa rencontre avec le Christ et on sent que son ébranlement intérieur est impérissable.

Comment a été reçue sa conversion dans son milieu? « J'ai perdu beaucoup d'amis », raconte-t-il. Le rejet, l'incompréhension, les menaces ont fusé. Ses frères et sœurs ne lui parlent plus, et, s'il s'est réconcilié avec ses parents, il sent qu'il les a blessés profondément. Le changement de religion n'est toujours pas toléré dans l'islam, et les quelque 300 musulmans qui se font baptiser chaque année (10 % des catéchumènes français) sont souvent considérés comme autant de traîtres. La charte des principes de l'islam, édictée par le gouvernement qui appelait à «ne pas criminaliser un renoncement à l'islam, ni à le qualifier de "rida" (apostasie), encore moins à stigmatiser ou appeler à attenter à l'intégrité physique ou morale de celles ou de ceux qui renoncent à une religion» a été rejetée par trois fédérations musulmanes.

Rejet, incompréhension, menaces

Aujourd'hui Mehdi s'implique dans l'accueil et l'accompagnement des convertis de l'islam au sein de la mission Ismérie, une association de laïcs catholiques œuvrant à cette question, indépendante de l'Église. Il est parfois sévère quant à la frilosité de cette dernière quant aux convertis: «*Les apostats de l'islam dérangent dans l'Église. Si elle s'affirmait un peu plus, si elle nous protégeait, ça irait mieux*», dit-il. Dans son spectacle, il se moque gentiment de la sociologie catho «*mèche, bateaux et polo Ralph Lauren*».

Dans un milieu du théâtre plutôt classé à gauche, où l'on préfère évoquer le sort des migrants en Méditerranée que celui des chrétiens d'Orient, le catholicisme n'est guère à la mode, et le jeune comédien a paradoxalement plus souffert de l'anticléricalisme étant chrétien que de l'islamophobie quand il était musulman. «*À Avignon, les spectateurs bobos étaient plus sévères avec mon spectacle que les musulmans eux-mêmes qui en rigolaient*», sourit-il, en se gaussant d'un «*progressisme qui ne tolère que lui-même*». Il n'épargne pas le milieu du théâtre. «*Il n'y a que dans le milieu artistique que je suis cisgenre et racisé. Le seul racisme que j'ai dans mon quotidien c'est celui des producteurs et des directeurs de casting qui veulent des quotas. Je ne veux pas de rôles de victime!*» s'exclame-t-il. Nominé en 2016 pour le César du meilleur espoir masculin pour son rôle dans *Je suis à vous tout de suite* de Baya Kasmî, il est en ce moment à l'affiche de *Boîte noire* de Yann Gozlan.

Aujourd'hui il a troqué le combo Air-max-djellaba pour un élégant costume de Fursac. Il cite Hélié de Saint Marc dont il a lu les Mémoires et son expression «*français par le sang versé*» qui lui rappelle son grand-père, qui fut spahi dans l'armée française pendant la Seconde Guerre mondiale. «*Je ne suis pas un Français de sang, mais un Français de tripes*», résume-t-il. À l'heure de la plainte victimaire et de l'assignation identitaire, son spectacle rassembleur, qui se moque sans concessions ni méchanceté, est un véritable vent de fraîcheur.

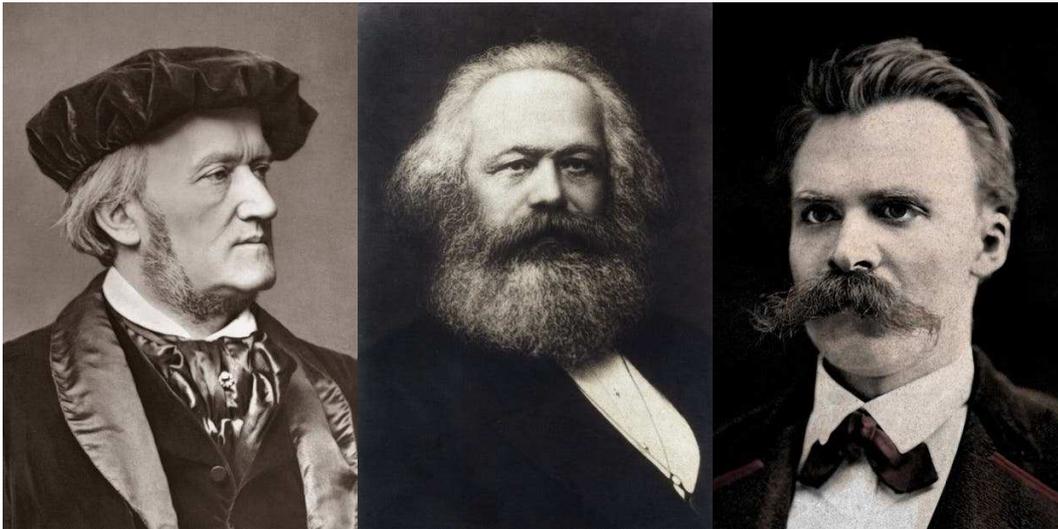
«*Coming Out*» de Mehdi Djaadi, Thibaut Evrard, mis en scène par Thibaut Evrard, les jeudis et vendredis à 19 h45 jusqu'au 17 décembre au Théâtre Galabru.

Drei Kämpfer gegen die Weltgeschichte: Das neue Buch von Herfried Münkler führt Marx, Wagner und Nietzsche zusammen

Mit den Umbrüchen, die das 19. Jahrhundert prägten, wollten die drei Männer je unterschiedlich umgehen. Doch scharfsinnig zeigt Münkler auch auf, was sei miteinander verband.

Cord Aschenbrenner

05.10.2021, 12.00 Uhr



Anhand dreier deutscher Geistesgrößen erhellt Herfried Münkler das 19. Jahrhundert.

Imago

Nicht lange nach der Zeitenwende 1989/1990 besuchte der Rezensent einen alten estnischen Intellektuellen in der Nähe von Dorpat. Der Gastgeber verschwand kurz zum Kaffeekochen, der Gast musterte derweil die überbordenden Bücherregale und nahm einen Band Nietzsche heraus. Als der alte Herr zurückkehrte, rief er: «Nietzsche! Schwieriger Mensch! Schwieriges Erbe! Aber ohne ihn hätten wir nicht überlebt.»

Er deutete auf einen Stapel sehr alter Wagner-Schallplatten: «Und der da gehört auch dazu!» Selbst Marx liess er gelten, den doch von der Sowjetunion vereinnahmten Denker aus Trier. Während der sowjetischen Besetzung des Baltikums dienten zumindest Nietzsche und Wagner auf der anderen Seite des Eisernen Vorhangs auch zur Vergewisserung, dass es ein gemeinsames europäisches Erbe gab.

Zwar lässt es sich heute wohl gut ohne die Kenntnis der Werke von Karl Marx, Richard Wagner und Friedrich Nietzsche überleben. Einen gewaltigen Klang haben die Namen der drei Heroen jedoch immer noch, und klangvoll ist auch der Name des Autors, der sie auf gut 700 Seiten zusammenbringt: Herfried Münkler, Spezialist für Ideengeschichte und emeritierter Politikwissenschaftler an der Berliner Humboldt-Universität. Der umfassend gesprächsfähige und -bereite Münkler ist weit über die Universität und sein Fach hinaus eine intellektuelle Institution in der Bundesrepublik.

Was er auch mit dem neuen Buch beweist. Münkler betrachtet und vergleicht Marx, Wagner und Nietzsche, deren weltweite Wirkung erst nach ihrem Tode richtig einsetzte und – ungeachtet einiger Flauten – bis heute anhält: Marx als Gesellschafts- und Kapitalismusanalytiker, Wagner als Schöpfer des «Gesamtkunstwerks» und Bewahrer des Mythischen in der Moderne, Nietzsche als derjenige, dem die «Vorstellung von individueller Freiheit» jenseits oder auch vor dem Christentum zu verdanken ist. Das alles in einer «Welt im Umbruch», so der Untertitel des Buches, materiell und noch stärker mental.

Den Umbruch nutzen oder umdrehen

Diese von Münkler geschilderte Welt ist das Europa zwischen der 1848er Revolution, an der Marx und Wagner aktiv teilnahmen, der Reichsgründung 1871 und der Uraufführung des «Rings des Nibelungen» im Jahr 1876. Es ist der Kontinent der industriellen Revolution und des immer mehr Fahrt aufnehmenden Kapitalismus. Marx habe diesen Umbruch «nutzen, steuern und bestimmte Ziele erreichen» wollen. Wagner wollte ihn rückgängig machen und zu früheren Verhältnissen zurückkehren, die nicht den Gesetzen des Marktes unterlagen. Der Pfarrerssohn Nietzsche schliesslich wollte mit seiner «Umwertung aller Werte» zurück zu einer vorchristlichen Werthaltung.

Ein Rheinländer, zwei Sachsen, drei Biografien, die von ihrem Jahrhundert geprägt wurden, Männer, die ihrerseits jeweils tiefschürfende, prägende Werke schufen – es liegt nicht fern, die drei vergleichend zu betrachten. Alle drei wären von der Nachwelt anders gesehen und gelesen worden, hätten nicht andere sich ihres Erbes angenommen und dieses geformt, zensiert, aber auch populär gemacht: der Mäzen und Freund Friedrich Engels, die Ehefrau Cosima Wagner und die Schwester Elisabeth Förster-Nietzsche.

Und es gibt weitere Gemeinsamkeiten, «Knoten», wie Münkler es nennt, biografische und historische Überschneidungen und Konstellationen – etwa den Deutsch-Französischen Krieg 1870/1871 –, mit denen sie sich beschäftigt haben. Allerdings nicht sich aufeinander bezogen, denn abgesehen von Wagner und Nietzsche haben die drei Männer kaum oder gar nicht voneinander Notiz genommen, wie Münkler schreibt, ihr Gespräch sei «weitgehend imaginär».

«Bayreuther Narrenfest»

Einen Knoten bilden die ersten Bayreuther Festspiele 1876, bei denen sich die tiefgehende Verbindung der beiden Freunde Nietzsche und Wagner zu lösen beginnt. Marx nimmt auf der Anreise zur Kur nach Karlsbad grummelnd von dem «Bayreuther Narrenfest des Staatsmusikanten Wagner» Kenntnis – die Wagner-Jünger hatten sowohl in Nürnberg wie in Weiden alle Zimmer belegt, wo Marx mit seiner Tochter ein Nachtquartier suchte. Nietzsche verliess Bayreuth bald gekränkt, weil er sich zurückgesetzt fühlte, der Bruch mit Wagner folgte.

Marx, dessen erklärter Lieblingsdichter Aischylos war, der Schöpfer der «Orestie», hielt nichts von Wagners Erneuerungsprojekt der antiken Tragödie in Form des «Rings», wie die Sottise über das «Narrenfest» zeigt. Nietzsche und Wagner wiederum waren ihrerseits geradezu vernarrt in die Idee der Wiedergeburt der Antike, in die mythische «Wiederverzauberung» der Welt mit dem neuen Griechenland-Deutschland.

Noch ein Knoten ist der im 19. Jahrhundert virulent werdende Antisemitismus, dem Wagner bekanntlich zunehmend verfiel. Er sei «zu den bösartigsten Antisemiten zu rechnen», schreibt Münkler und belegt dies mit hässlichen Zitaten. Solche findet man aber auch bei dem Rabbinersohn und Atheisten Marx, der, durch ewigen Geldmangel reizbar, über den jüdischen «Nigger Lasalle» herzog, einen der Gründerväter der deutschen Sozialdemokratie, der ihm bei einem Besuch in London nichts leihen wollte.

Nietzsche hingegen, Spross eines evangelischen Pfarrhauses, ergriff wenigstens zeitweise mit Verve die Partei der geschmähten Juden, denen er, verglichen etwa mit «dem adligen Offizier aus der Mark», vor allem «Geist und Geistigkeit» bescheinigte.

Bissig und egozentrisch

Souverän verknüpft Münkler die drei Männer, nähert sie einander an und zeigt die divergierenden Linien – biografisch, aber auch analytisch. Natürlich nicht so, dass er das Leben der drei vollständig ausleuchtete oder ihr Werk jeweils bis ins Letzte entschlüsselte. Vielmehr legt er die Umrisse der historischen Figuren sozusagen aufeinander und prüft Deckungsgleichheit und Unterschiede im Denken, Leben und Streben, manchmal detailliert, dann wieder in grossen Zügen.

Münkler, der eine verständliche, klare Prosa schreibt, baut immer wieder schöne Episoden ein, die seine Helden als Menschen zeigen – bissig, berechnend, egozentrisch, stilistisch aber immer auf der Höhe. Bisweilen erfreut er die Leser durch zusammenfassende lakonische Wertungen: «Marx und Engels hatten eine ausgeprägte Neigung, ihre politische Lernfähigkeit hinter der spöttischen Kritik an anderen zu verstecken.» Brillant ist Münklers Deutung des «Rings» als kapitalismuskritische Klassen- und Gesellschaftsparabel.

Münkler widmet sich auch den Krankheiten und Geldsorgen der drei nicht übermässig sympathischen Männer, die man dennoch mit Mitgefühl betrachtet: Marx und seine Karbunkel, Wagners Gesichtsrose, Nietzsches immerwährende Kopfschmerzen und Sehstörungen, alles wohl durch Arbeitsdruck und Ehrgeiz bedingte Krankheiten, die die drei manchmal heftig Leidenden nur mit den mehr oder weniger untauglichen Mitteln ihrer Zeit bekämpfen konnten. Geld fehlte allen immer, ohne ihre Förderer Engels und Ludwig II. wären weder Marx noch Wagner weit gekommen. Nietzsche war durch seine Pfarrhauserziehung an spartanisches Leben gewöhnt.

Erfährt man wirklich Neues? Als Wagnerianer, Nietzsche-Adept oder belesener Marx-Anhänger jeweils vielleicht nicht. Aber das aufreibende Leben dieser drei Männer samt gewaltigem Werk vor dem Hintergrund «eines Jahrhunderts der schwindenden Gewissheiten» scharfsinnig bedacht, gedeutet und verknüpft zu haben und das Jahrhundert umgekehrt gleich mit, das ist Münkler blendend gelungen.

Herfried Münkler: Marx, Wagner, Nietzsche. Welt im Umbruch. Rowohlt-Verlag, Berlin 2021. 718 S., Fr. 51.90.

FEMINISMUS IN FRANKREICH:

Die Kastration aller Franzosen steht unmittelbar bevor

- VON JÜRGEN ALTWEGG, GENÈVE
- -AKTUALISIERT AM 06.10.2021-09:37



Ist die feministische Revolution längst vollzogen? Aufkleber in Paris. Bild: Picture-Alliance

Die französischen Frauen bekämpfen das Patriarchat, für die Männer ist es Geschichte. Was passiert mit der Generation der verlorenen, jungen Männer?

Er fürchtet ein Schicksal wie **Dominique Strauss-Kahn**: In seinem Bestseller, mit dem der Journalist Eric Zemmour seine Wahlkampagne lanciert, erinnert er an die Verhaftung des Favoriten für die Präsidentenwahl vor zehn Jahren in New York. DSK war angeklagt, ein schwarzes Zimmermädchen vergewaltigt zu haben. Mit der Verhaftung datiert Zemmour, dem ebenfalls sexuelle Übergriffe vorgeworfen werden, „das Ende von tausend Jahren monarchistischer und patriarchaler französischer Kultur“. Er stilisiert sie zur „Kastration aller französischen Männer“.

Auch für den Philosophen Alain Finkielkraut gehört „die patriarchale Ordnung“ der Vergangenheit an. Die Frauen, stellt er in Interviews fest, hätten längst die Alleinherrschaft über die Geburtenkontrolle erobert. Die „feministische Revolution“ sei vollzogen, schreibt er in seinem sehr viel differenzierteren Buch „Après la littérature“. Die französische Zivilisation, die von ihr geprägt wurde, sei am Ende, Proust werde nicht mehr verstanden.

Die Literatur ist tot, und die Liebe zwischen Mann und Frau muss neu erfunden werden. Mona Chollet, die in ihrem auf Deutsch vorliegenden Buch „Hexen“ die selbstbestimmte Frau feierte, versucht das in ihrem neuen Buch „Réinventer l’amour“. Gelingen könne es nur, wenn das Patriarchat überwunden werde. Denn das sabotiere im Gegensatz zur gleichgeschlechtlichen die „heterosexuelle Liebe“, die nur funktioniere, „wenn die Frau die Schnauze hält“.

Sie beuten alles aus

Als „Raubtier“ bezeichnet die grüne Politikerin Sandrine Rousseau, die einen prominenten Genossen der sexuellen Belästigung bezichtigte, die Männer: „Sie beuten die Körper der Frauen, der Schwarzen und die Natur gleichermaßen aus.“ Bei den Primärwahlen brachte es die Ökofeministin überraschend in die Stichwahl. Ihre Kampagne steuerte die Politikerin Alice Coffin, Autorin von „Le génie lesbien“. Coffin hatte in Paris Christophe Girard als „Minister der Vergewaltigungskultur“ zum Rücktritt gedrängt. Rousseaus

Gegner in der letzten Runde forderte sie zum Rückzug auf – vergeblich: Yannick Jadot gewann mit 51 Prozent. Doch die radikale „Woke“-Dynamik wird der Partei erhalten bleiben.



Wittert das Ende monarchistischer und patriarchaler französischer Kultur: der Journalist Eric Zemmour :Bild: Getty

In Paris bilden die Grünen mit der Sozialistin [Anne Hidalgo](#) die Regierung. Auch Hidalgo will Macron ablösen. Dem männlichen Gegenkandidaten in der Partei verweigert sie eine Debatte. Den Auftakt ihrer Kampagne zelebrierte sie in Rouen, wo die Napoleon-Skulptur entfernt wurde und durch ein Denkmal für die Frauenrechtsaktivistin Gisèle Halimi ersetzt werden soll.

„Sind die jungen Männer überflüssig?“ Im Figaro nennt der Historiker Pierre Vermeren Zahlen: „Drei Millionen zwischen 18 und 30 sind ohne Beschäftigung: kein Studium, keine Arbeit, kein Praktikum.“ Früher waren sie Handwerker, Bauern, Arbeiter, Soldaten. Sie heirateten jung und gründeten eine Familie. Die Gesellschaft „drängt Millionen junger Männer an ihren Rand“. Die Eltern und der Staat halten sie finanziell über Wasser. Mit Onlinespielen und Haschisch bewältigen sie ihre Ausschließung. Pornographie ersetzt die nachlassenden Beziehungen zum anderen Geschlecht. Den Rückgang der Geburtenraten erklärt Vermeren nicht mit der Emanzipation der Frauen, sondern mit der Entfremdung der Männer.

An Wahlen beteiligen sie sich nicht. Die Politiker buhlen um die Rentner – sie machen die Hälfte der Wähler aus –, und die Medien verherrlichen die „vermeintlichen Rebellen in den Städten, die Generation Greta“. Der Begriff „Femizid“ hält gerade Einzug in die Wörterbücher, für das „Massenphänomen“ der verlorenen jungen Männer gibt es keine Worte.

Macron als drittes Geschlecht

Werden die Kastrationsängste der französischen Männer die Wahl entscheiden? Zemmour schürt sie genauso wie die Angst vor der „großen Umvolkung“ und dem Islam. Sein Aufstieg in den Meinungsumfragen entspricht dem Niedergang von [Marine Le Pen](#). Sie gehört zu den mutigeren Feministen: Sie hat die Partei gegen den Willen des Patriarchen, den sie ausschloss, entnazifiziert und umbenannt. Die virilen Populisten geben dem Antifeministen Zemmour, Autor von „Das erste Geschlecht“, den Vorzug.

Seine Befürchtungen haben sich bewahrheitet. Paris Match veröffentlichte Bilder, die Zemmour im Meer, umschlungen mit seiner mehr als dreißig Jahre jüngeren Kampagnenleiterin, zeigen. Sie suggerieren ein Verhältnis. Die Fotos erinnern an die Inszenierung Macrons mit seiner 25 Jahre älteren Gattin im Badeanzug. Damals ging es gegen die Gerüchte, der Kandidat sei homosexuell. Geschickt hatte sich Macron – weder links noch rechts – als drittes Geschlecht der Politik präsentiert. Zemmour kultiviert die Pracht der tausend Jahre, in denen sich die Mächtigen mit Frauen schmückten.

dem linksradikalen Leader Jean-Luc Mélenchon. „Sie werden die Muslime nicht aus diesem Land vertreiben“, proklamiert Mélenchon. Er schwärmt von einer „Republik der Kreolisierung“ und spricht von Integration. Zemmour will die Assimilierung und hält sie für unmöglich. Es geht bei der Wahl um die erneuerte linke Utopie – aus dem Geist der Dekonstruktion, die zur Ideologie geworden ist – gegen die von

einem Juden verkörperte nostalgische Sehnsucht nach Vichy, Pétain und den Kolonien, die sich im Widerstand wähnt: Revolution gegen Reaktion.

Der Kontrast zu Deutschland ist riesig. Die französischen Kommentatoren erwähnen die gesitteten Debatten eines Wahlkampfes, in dem die Einwanderung und der politische Islam keine Rolle spielten, und die Marginalisierung der Extreme. Sie loben die deutschen Zustände und vermuten gleichzeitig eine „Verdrängung der Gegenwart“.

200,88

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/covid-19-la-gestion-francaise-de-la-crise-moins-bonne-que-les-autres-pays-europeens-20211006>

Le Figaro (site web)

mercredi 6 octobre 2021 - 17:18 UTC +02:00 402 mots

Économie ; Conjoncture

Covid-19: la gestion française de la crise moins bonne que les autres pays européens

Landré, Marc

La France se classe 26e sur 38 pays, selon le Conseil d'analyse économique, qui a construit un «indice de sacrifice».

À écouter Bruno Le Maire, la France a bien géré la pandémie et peut s'enorgueillir de retrouver, en fin d'année, son niveau d'activité d'avant-crise. Pour preuve, le ministre de l'Économie met en avant la croissance attendue à plus de 6% en 2021, la plus forte d'Europe, notamment grâce aux plans d'urgence et de relance déployés par l'exécutif depuis mars 2020.

Dans sa note intitulée «Les Français au temps du Covid-19: économie et société face au risque sanitaire», le Conseil d'analyse économique n'a pas du tout la même lecture. Le CAE a en effet construit un «indice de sacrifice», permettant d'évaluer la gestion de la crise en 2020 par chaque pays, en agrégeant des données économiques (le maintien de l'activité) et sanitaires (les indicateurs de surmortalité). Et le résultat est loin d'être bon pour l'Hexagone, qui se classe 26e sur les 38 pays analysés.

L'Irlande, la Corée du Sud et l'Australie ressortent en tête, suivis par la Norvège. À l'inverse, la Bulgarie, l'Italie et l'Espagne sont en queue du classement. «*Les pays qui ont obtenu les meilleurs résultats sont surtout ceux qui ont réussi à mener une stratégie zéro Covid, en l'éradiquant très vite*», notent les auteurs de la note, Yan Algan et Daniel Cohen.

Choc initial

L'Irlande a notamment réussi l'exploit, malgré un nombre de morts proche de la médiane européenne, à maintenir une activité élevée en raison du poids important de son économie dématérialisée. La France n'améliore pas son classement au premier semestre 2021, reculant à la 28e place.

Selon cet «indicateur de sacrifice», la France a donc mieux géré la crise que l'Italie, l'Espagne ou le Royaume-Uni, qui ont pourtant subi des chocs initiaux de même ampleur. Mais moins bien que l'Allemagne et les autres pays européens, notamment pour des raisons liées à la confiance réciproque entre gouvernement, scientifiques et citoyens.

Le Figaro (site web)

mercredi 6 octobre 2021 - 20:08 UTC +02:00 1395 mots

Actualité ; Politique

Qu'est-ce qui fait courir Édouard Philippe?

Boichot, Loris, Quinault-Maupoil, Tristan

ENQUÊTE - L'ancien premier ministre lance samedi sa formation afin de peser dans la vie politique après la présidentielle.

C'est une prise d'indépendance. En toute «loyauté», bien sûr. Édouard Philippe va endosser, samedi, une nouvelle fonction. Pour peser dans la vie politique, il a bien imaginé, au printemps, se porter candidat à la présidence de la très influente Association des maires de France (AMF). Mais l'option a très vite été écartée: ce sera donc patron de parti.

Le sien, lancé depuis la ville dont il est maire, Le Havre (Seine-Maritime). «*Un vrai parti. Avec un moteur et de l'essence. Des militants et un leader*», se délecte d'avance un proche de l'ancien premier ministre, conscient qu'il dessine là un tableau inversé de La République en marche (LREM).

Édouard Philippe, lui, n'a jamais voulu adhérer à ce mouvement plus proche de la start-up que du parti traditionnel. Son modèle est une structuration à l'ancienne. Celle découverte au début des années 2000 dans l'ombre d'Alain Juppé, son mentor devenu dirigeant de l'UMP, cinq ans après avoir quitté Matignon. Édouard Philippe aura attendu quinze mois.

Le nom du nouveau-né philippiste est jalousement gardé secret. Mais il s'agira d'une structure «*de droite et au-delà*», l'expression «centre droit» étant jugée «*trop réductrice*», explique un ami du maire. L'objectif affiché: «*élargir la majorité*». Samedi, 600 à 700 personnes sont attendues au Carré des Docks, un espace inauguré par Édouard Philippe en 2016, qui «*symbolise l'image de renouveau et de modernité de la place havraise*».

L'homme à la barbe bicolore lancera le coup d'envoi de son projet devant un parterre de proches. Des maires, des députés et des fans de celui que les sondages présentent comme l'homme politique préféré des Français. Au nom de l'unité de la majorité, une délégation de Marcheurs entourera l'ancien premier ministre: Christophe Castaner, le président du groupe LREM à l'Assemblée nationale, fera le déplacement avec ses homologues du MoDem et du parti de centre droit Agir. Histoire de veiller à ne pas le laisser faire cavalier seul.

La conquête élyséenne de 2027 commence là

Le mouvement présidentiel a longuement tergiversé sur l'attitude à adopter face à l'initiative d'Édouard Philippe. Le soutien sans ambiguïté apporté à Emmanuel Macron pour 2022, le 12 septembre dernier sur TF1, a calmé les tensions. «*Il a été premier ministre de cette majorité pendant trois ans. Ça ne faisait aucun doute*», juge après-coup Stanislas Guerini, le délégué général de LREM. Pour autant, des députés intéressés par la démarche du Havrais ont pendant un temps été découragés de se rendre en Normandie.

L'ancien premier ministre a informé Emmanuel Macron de sa démarche. Les deux hommes se sont vus à l'Élysée début septembre. «*Je vais annoncer mon soutien à la télévision*», lui a-t-il indiqué. Quand il découvre l'entretien accordé à «Sept à huit», quelques jours plus tard, le chef de l'État constate que la promesse a été tenue. Mais il se rend bien compte qu'Édouard Philippe y a ajouté un objectif, fixé pour l'après-présidentielle: «*participer à la constitution*» d'une «*nouvelle offre politique*». L'expression résonne tout particulièrement aux oreilles d'Emmanuel Macron: c'est la même que celle qu'il avait employée lors de sa démission du ministère de l'Économie, en août 2016, avant de se lancer dans la campagne présidentielle.

Dans l'esprit d'Édouard Philippe, la remarque vaut d'abord pour les élections législatives de juin. Avec leur lot d'investitures convoitées. L'ancien premier ministre le sait: le financement public des partis, versé tout au long d'une législature, est calculé à partir du nombre de voix et de parlementaires obtenus lors de ce scrutin. La clé de l'influence et de l'indépendance.

La conquête élyséenne de 2027 commence là. *«Avant de parler de la suite, il faut déjà gagner en 2022»*, tempère toutefois l'un de ses soutiens. Lequel promet que le maire du Havre *«ne va pas se préserver pendant la campagne présidentielle. Il va soutenir Emmanuel Macron, et cela va se voir.»*

Mais, pour l'heure, l'ex-hôte de Matignon se distingue surtout par ses pas de côté. *«Édouard Philippe sonne l'alerte»* : le titre du magazine *Challenges*, publié la semaine dernière, n'est pas passé inaperçu. En bon libéral, l'intéressé prend des positions controversées aux yeux de certains Marcheuses, dans un long entretien, en plaidant pour un report jusqu'à 67 ans de l'âge de la retraite. *«Sa démarche est respectable, mais elle ajoute de la confusion dans l'esprit de nos compatriotes»*, peste le député LREM du Rhône Bruno Bonnell.

La *«nouvelle offre politique»* promise fait aussi grincer des dents. La ministre de la Fonction publique, Amélie de Montchalin, s'est livrée à un recadrage, mercredi dans *Le Figaro* : *«Emmanuel Macron a incarné en 2017 l'offre politique nouvelle. Il est sorti d'un match gauche-droite qui tuait les idées. Il continuera à incarner ce cap.»* Tout comme cette Marcheuse issue de la droite, l'ex-membre des Républicains Gérald Darmanin ne fera pas le déplacement au Havre. S'il assure Édouard Philippe de son *«entier soutien amical»*, le ministre de l'Intérieur *«restera évidemment dans le parti du président de la République, par loyauté»*.

«Initiative passéiste»

L'ancien premier ministre a pourtant prévu une voie d'entrée pour les Marcheuses: ils pourront adhérer à sa formation grâce à un système de double appartenance, assurent les fondateurs du nouveau parti. Reste à savoir si les philippistes arriveront à fédérer la droite Macron-compatible.

La prudence reste de mise chez certains maires, malgré l'activisme des édiles d'Angers (Maine-et-Loire) et de Fontainebleau (Seine-et-Marne), Christophe Béchu et Frédéric Valletoux, autour d'Édouard Philippe. *«Il est un homme d'avenir, utile au pays. Son âge laisse entrevoir pour lui des perspectives. Mais, aujourd'hui, je suis dans ma famille politique et je n'ai pas de raison de la quitter»*, indique Jean-Luc Moudenc, le maire LR de Toulouse. L'élue ajoute, avec malice: *«Il existe des élus dits "Macron-compatibles" qui savent dépasser l'intérêt général sans pour autant être macronistes. J'appartiens à cette catégorie-là.»*

Au sein du gouvernement, les ambitieux surveillent la structuration de l'écurie Philippe. *«Créer son parti, c'est une initiative passéiste»*, raille un cadore. Malgré sa proximité affichée avec l'ancien premier ministre, le ministre des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau, ne se rendra pas non plus au Havre. Franck Riester, le ministre délégué au Commerce extérieur, devrait être le seul membre de l'exécutif présent, en sa qualité de président d'Agir, parti de l'aile droite de la majorité. Il refuse de saborder sa boutique, mais il croit en un rapprochement avec l'ex-hôte de Matignon.

« C'est autour d'Édouard Philippe que les choses convergent. C'est une boussole pour l'avenir», explique le député (Agir) Pierre-Yves Bournazel, *«appelant»* les adhérents de son parti à rallier l'ex-premier ministre, dont il est très proche. À ses yeux, il est une *«synthèse de ce qu'on a fait de meilleur à droite»* : *«Il y a en lui l'amour de la culture et le recul d'un Pompidou, ainsi que l'énergie d'un Chirac.»*

Un autre soutien s'est récemment manifesté à l'étranger. Édouard Philippe a été reçu à Genève par Gilles Rufenacht, neveu de l'ex-maire du Havre, Antoine Rufenacht, et président de la chambre de commerce et d'industrie suisse. Le transfuge de LR y a dédié son dernier livre, *Impressions et lignes claires* (JC Lattès), co-écrit avec son ami Gilles Boyer. *«C'est quelqu'un de brillant qui a fait beaucoup pour Le Havre et qui a occupé Matignon avec brio, dit Gilles Rufenacht. J'espère que le pays pourra compter sur lui à l'avenir.»* L'ancien premier ministre a beau se défendre publiquement de tout destin présidentiel, c'est bien ce chemin que ses amis tracent pour lui.

L'édito

De Samuel Paty à Didier Lemaire, un « pas de vagues » criminel

Par Valérie Toranian

Faut-il rendre hommage à Samuel Paty et surtout comment ? Un an après la décapitation du professeur d'histoire-géographie à Conflans-Sainte-Honorine par un islamiste tchéchène, le ministre de l'Éducation nationale a souhaité qu'un hommage soit rendu dans tous les établissements scolaires. Au programme, échange sur « la construction de l'esprit critique » ou sur « le rôle de l'enseignant ».

La principale du collège du Bois de l'Aulne, où exerçait Samuel Paty, aimerait que toute la France oublie et passe à autre chose : « Vous vous rendez compte de ce que vous nous faites revivre en venant ici ?, déclare-t-elle aux journalistes. En quelques heures, vous effacez tout ce qu'on fait depuis un an pour retrouver l'harmonie. Laissez-nous tranquilles. » Retrouver l'harmonie : un programme qui ressemble à une pacification des esprits et du cadre scolaire, quoi qu'il en coûte. Le « pas de vagues » étant le crédo de l'institution, comment blâmer les chefs d'établissements et les professeurs qui veulent être « tranquilles » ? Comment ne pas être solidaires de ceux qui vont travailler la boule au ventre redoutant le mot, l'allusion, l'attitude qui pourrait froisser la susceptibilité de leurs élèves ?

Dans sa contre-enquête sur l'assassinat de Samuel Paty, *J'ai exécuté un chien de l'enfer* (Le Cherche Midi), David di Nota porte le fer dans la plaie. Contrairement à ce qu'affirme le rapport de l'inspection générale, tout n'a pas été fait pour désamorcer l'escalade qui a conduit à la mort de Samuel Paty. En revanche, tout a été fait pour le forcer à endosser la responsabilité d'un crime qu'il n'avait pas commis. Et ce processus a été à l'origine même de sa mort.

« Il n'y a désormais plus qu'une seule offense, c'est celle supposée être faite aux musulmans. Il faut dire que depuis des années, elle peut conduire à la mort. »

L'institution s'est placée du point de vue des élèves et des parents supposés offensés qu'elle a voulu calmer. Personne ne s'était plaint de ce cours sur la liberté d'expression, jusqu'aux vidéos du père de l'élève-dénonciatrice (absente de la classe au moment des faits) et de son accompagnant islamiste fiché S. La hiérarchie a demandé des excuses, ce que Samuel Paty a accepté volontiers pour « apaiser les tensions ». À partir de là, l'institution va petit à petit transformer une campagne de dénigrement et de chantage montée par des islamistes contre un enseignant qui faisait correctement son travail, en « maladresse », « erreur », « faute » de l'enseignant, qui n'a pas su « maîtriser le concept de laïcité ».

Comme le rappelle David di Nota dans son livre, les années précédentes, lorsque Samuel Paty enseignait le même cours, personne n'était venu lui demander des explications sur sa vision de la laïcité. À l'époque, lorsqu'il avait prévenu les élèves « sensibles » qu'ils étaient autorisés à sortir du cours (ce qui est le contraire même de la stigmatisation), aucun professeur ne lui en avait tenu rigueur. En octobre 2020, alors qu'il est menacé de mort, certains de ses collègues adoptent sans aucune distance le point de vue des islamistes. Ils écrivent dans un échange de mails : « Non seulement notre collègue a desservi la cause de la liberté d'expression, il a donné des arguments à des islamistes et il a travaillé contre la laïcité en lui donnant l'aspect de l'intolérance, mais il a aussi commis un acte de discrimination. » Lorsque Samuel Paty, dans le cadre de

son cours sur la liberté d'expression, avait montré des caricatures de Jésus, aucun des professeurs ne s'était inquiété d'une offense possible aux parents et aux élèves catholiques. Il n'y a désormais plus qu'une seule offense, c'est celle supposée être faite aux musulmans. Il faut dire que depuis des années, elle peut conduire à la mort.

Au-delà de ce chantage à l'islamophobie dont les conséquences font trembler l'institution, David di Nota souligne dans son livre comment l'Éducation nationale, par son « contrat de confiance », déstabilise et fragilise encore plus la position de l'enseignant et des chefs d'établissement. La loi du 26 juillet 2019 dispose que « l'exemplarité des personnels de l'Éducation nationale conforte leur autorité dans la classe et contribue au lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public ». Dans ce contrat, parents, élèves et enseignants surveillent, à droit égal, « l'exemplarité » de l'autre. Mais selon quels critères évaluer l'offense ressentie par des parents croyants ? Ces derniers sont-ils en droit d'exiger, au nom de la « confiance réciproque », qu'elle soit respectée ? Dans cette confusion théorique, le contenu même de l'enseignement peut être questionné. « Un cours sur la liberté a-t-il pour fonction d'assurer la liberté d'expression ou la liberté de ne pas être froissé ? », demande David di Nota.

« Pour rendre hommage à Samuel Paty, il ne suffit pas de baptiser des rues et des collèges. Il faut que son message reste vivant. Ce qui, aujourd'hui, menace surtout l'institution, ce ne sont pas les crimes épouvantables qui pourraient encore se produire et qui soulèveraient notre indignation unanime, c'est ce silence « tranquille » des cours débarrassés de tout enseignement “à problème”

»

Didier Lemaire, lui, ne se pose plus la question. Le professeur de philosophie de Trappes, qui a commis le crime d'alerter sur la réalité de sa ville devenue l'une des toutes premières pépinières djihadistes d'Europe, a dû subir une cabale menée par le maire de la ville l'accusant de « stigmatiser » et de donner une « mauvaise image » de Trappes. En février 2021, il a dû mettre en suspens sa carrière d'enseignant et vit désormais sous protection policière. Dans son livre *Lettre d'un hussard de la République – Avant qu'il ne soit trop tard...* (Robert Laffont), il raconte un destin de prof. Lui qui faisait grand cas de sa mission, qui voulait éveiller l'esprit critique de ses élèves, les détourner de l'idéologie de mort de l'islamisme, s'est vu traiter de menteur, de fauteur de troubles. Pour finalement disparaître des radars. Pas de vagues.

Désormais, un professeur sur deux dans l'enseignement s'autocensure, dit-il. Malgré l'omerta, la lâcheté des institutions, la soumission de nombre de collègues et la parole « ambivalente » du ministre, Didier Lemaire ne veut pas renoncer. Il veut se mettre au service des enseignants qui sont menacés, isolés, dont les plaintes sont classées sans suite et qui vivent dans la peur. En 2021, lorsqu'un fiché S exprime une menace de mort contre un enseignant, il est généralement condamné de deux à six mois avec sursis. Est-ce dissuasif ?

Pour rendre hommage à Samuel Paty, il ne suffit pas de baptiser des rues et des collèges. Il faut que son message reste vivant. Ce qui, aujourd'hui, menace surtout l'institution, ce ne sont pas les crimes épouvantables qui pourraient encore se produire et qui soulèveraient notre indignation unanime, c'est ce silence « tranquille » des cours débarrassés de tout enseignement « à problème », avec des élèves qui auraient réussi à faire adopter la loi du plus fort, celle des islamistes qui imposent leur idéologie et le retour du blasphème. Une sacrée faillite pour l'école des hussards noirs de la République.

Image à la une : hommage à Samuel Paty, le 20 octobre 2020, à Strasbourg. Photo : Nicolas Roses/ABACAPRESS.COM

Le Figaro, no. 23994

Le Figaro, mardi 12 octobre 2021 352 mots, p. 1

Une

ÉDITORIAL

Charbon : le modèle français

Les Chinois devront patienter encore un peu avant de voir « *le ciel bleu, les montagnes vertes et l'eau claire* » que leur a promis Xi Jinping. Jamais leur pays n'a autant infecté l'atmosphère pour assurer sa production d'énergie. En attendant d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060, comme elle s'y est engagée, la Chine rouvre des centrales à charbon, le matériau fossile le plus polluant qui soit, dont elle assure la moitié de la consommation mondiale. Ailleurs en Asie, en Inde ou en Europe, la houille retrouve aussi une seconde vie à la faveur de la reprise économique.

La plupart de ces pays - c'est tout le paradoxe - affichent d'ambitieuses politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais les choses sont moins binaires que ne pensent nos grands prêtres de l'écologie. Le grand basculement immédiat qu'ils exigent vers les énergies renouvelables ne tient pas face au retour de la croissance et à l'électrification massive de l'économie (qui aurait parié sur une disparition si subite des voitures à moteur thermique ?). La décroissance qu'ils prônent ne résiste pas davantage aux réalités du monde, à commencer par la volonté farouche de milliards d'humains de s'extraire de la pauvreté. Jusqu'à preuve du contraire, seule l'activité économique permet la prospérité. La transition énergétique sera un processus long et complexe, qui imposera ses contraintes même aux plus puissants. En témoignent les coupures géantes d'électricité ces derniers jours en Chine.

Une fois n'est pas coutume, ce retour en grâce du charbon met en exergue l'excellence environnementale de la France, où ne subsistent - avant leur fermeture prochaine - que deux centrales. Elle le doit à son puissant parc nucléaire, qui assure son approvisionnement en électricité décarbonée et bon marché. Pour l'avenir, nous savons désormais que, contrairement à ce que l'on nous disait, nos besoins en énergie n'iront qu'en augmentant, a fortiori si nous parvenons enfin à nous réindustrialiser. Cela devrait suffire à stopper les fermetures de réacteurs nucléaires et à lancer la construction de nouveaux. À moins que l'on préfère le charbon.

Le Figaro, no. 23994

Le Figaro, mardi 12 octobre 2021 558 mots, p. 8

Politique

CONTRE-POINT

Zemmour, Philippe et les droites irréconciliables

Tabard, Guillaume

Durant quatre ans, la droite s'est battue pour ne pas être prise en tenaille entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen . Cette tenaille-là avait un caractère en partie virtuel dans la mesure où l'exode d'électeurs ex-RPR ou ex-UMP en direction du FN puis du Rassemblement national avait cessé depuis plusieurs années, et que, symétriquement, la perspective d'une campagne centrée sur le bilan du sortant pouvait laisser espérer au candidat un jour soutenu par LR de récupérer des déçus du macronisme. L'irruption, inattendue, d'Éric Zemmour, et l'affirmation, prévisible, d'Édouard Philippe compliquent le jeu car l'un comme l'autre crée la possibilité de nouvelles passerelles.

Zemmour s'est ainsi carrément posé en « *candidat du RPR* » . Le parallèle a été moqué par ceux pour qui toute référence historique - le RPR en tant que tel s'est fondu dans l'UMP il y a vingt ans - sera étrangère aux plus jeunes. Et il a été dénoncé par ceux pour qui on ne peut à la fois accorder des circonstances atténuantes à Pétain et revendiquer la filiation gaulliste. Il y a dans la comparaison, et dans sa réfutation, beaucoup d'erreurs historiques. Le RPR, et Zemmour le sait, ce fut Pasqua et Séguin, mais aussi Balladur et Juppé, c'est-à-dire la filiation souverainiste, autoritaire et étatiste et la filiation européenne, libérale et girondine. Et le RPR de Chirac fut aussi accusé en son temps, et les contradicteurs de Zemmour le savent aussi, d'avoir « trahi » le gaullisme.

Mais dans l'inconscient politique français, le RPR chiraquien représentait la fibre « bonapartiste » et militante quand l'UDF giscardienne était le courant « orléaniste » et notabilisé. Dans le prolongement de la célèbre classification établie en 1954 par l'historien René Rémond - lequel y adjoignait la droite « légitimiste » - ces deux grandes sensibilités ont structuré intellectuellement la droite française autour de plusieurs clivages : européens contre souverainistes, décentralisateurs contre centralisateurs, réformistes contre conservateurs.

En cette précampagne, Éric Zemmour et Édouard Philippe s'adressent simultanément et symétriquement à l'inconscient de chacune de ces deux droites. Le RPR version Pasqua est ancien, mais l'auteur de *La France n'a pas dit son dernier mot* sait qu'il subsiste dans une partie de l'électorat de droite une nostalgie de cette identité-là et le regret d'avoir vu, avec l'UMP, le RPR gagner la bataille des postes, mais l'UDF celle des idées.

Le maire du Havre, lui, n'a pas à se forcer pour parler à l'autre droite. Sa mise en avant des maires et des élus locaux, son souci de « *remettre de l'ordre* » dans les finances publiques, son refus des extrêmes s'inscrivent dans la grande tradition de la droite libérale.

Là où la tenaille est inquiétante pour la droite qui entend défendre ses propres couleurs à la présidentielle, c'est que les deux hommes s'emparent d'une droite en fustigeant et en diabolisant l'autre. Pour Zemmour, la droite libérale n'est qu'un avatar du macronisme qu'il faut abandonner, et pour Philippe, la droite identitaire mérite d'être combattue et cantonnée derrière un cordon sanitaire. Ainsi, ils ne tentent pas seulement l'un et l'autre de faire leur « marché » , ils instillent l'idée qu'il existe deux droites bel et bien irréconciliables ; plus encore, que ces deux droites doivent se combattre. Ce qui complique encore plus la tâche de celui qui, le moment venu, aura pour mission de les fédérer.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/frank-b-wildersons-buch-afropessimismus-spitzt-zu-17573879.html?premium=0xa9249b2dc75f532a0dbe9b979781adc6&GEPC=s5>

„AFROPESSIMISMUS“:

Gegen alle liberale Zuversicht

- VON WOLFGANG MATZ
- -AKTUALISIERT AM 08.10.2021-05:57



Frank Wilderson zufolge sind Afroamerikaner erst im Moment ihrer Versklavung in die Geschichte eingetreten, und dies wird auch durch sozialen Aufstieg – etwa zum mächtigsten Mann der Welt – nicht aufgehoben. Bild: AFP

Eine kaum überbietbare Zuspitzung der Rassismus-Polemik: Frank Wildersons „Afropessimismus“ beruht auf radikal kompromisslosen Annahmen – und ist ein Meilenstein in der großen Debatte unserer Zeit.

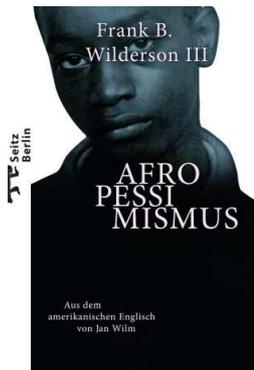
Ist ein Schwarzer ein Mensch? Die ungeheuerliche Frage stammt nicht etwa von einem mörderischen Rassisten des Ku-Klux-Klan, sie stammt von Frank Wilderson III, Philosoph, Filmemacher, Professor für African American Studies an der Irvine University of California und politischer Aktivist. Und er gibt auch die ebenso ungeheuerliche Antwort: Nein, der Schwarze ist kein Mensch. Was für eine Provokation, dass Wilderson eben nicht zurückgeht auf die klassische humanistische Formulierung, dem Schwarzen werde von den Weißen sein Menschsein abgesprochen; nein, er besteht ohne Wenn und Aber auf der bestimmten Negation: Der humanistische Begriff der Menschheit schließt den Schwarzen nicht ein. Der Schwarze ist „der Andere“.

Frank Wildersons „Afropessimismus“ führte bei seinem Erscheinen im April 2020 sofort zu heftigsten Diskussionen. Man wäre versucht, es bereits jetzt zwischen die Klassiker der schwarzen Literatur einzureihen – zwischen Frantz Fanon und Eldridge Cleaver –, doch seine radikale Kompromisslosigkeit verbietet jede voreilige Beruhigung im Kanon. In den gegenwärtigen aufgeheizten Auseinandersetzungen und ideologischen Kämpfen um **Rassismus** und Ausgrenzung sowohl auf realen wie auf bloß terminologischen Schauplätzen, wirkt Wildersons Buch als Zuspitzung, als Zumutung, als eine Herausforderung auch für diejenigen, die sich einig wissen im Widerspruch gegen jede Form von Rassenhass. Denn gerade dieser Konsens gegen jede Form des Rassismus wird hier gekündigt: Es gibt keine Gleichheit in der Unterdrückung.

Voll von überraschenden Assoziationen und Bildern

„Afropessimismus“ ist eine Herausforderung bereits in seiner literarischen Gestalt. Als Mischung, Collage von autobiographischer Erzählung, politischem Traktat, philosophischer Theorie verfolgt es die Strategie eines „wilden“ Denkens, das sich seine Werkzeuge holt, wo sie sich bieten, von klassischer Philosophie über Poststrukturalismus bis zur Psychoanalyse. Autobiographie bildet dabei durchgehend die Basis, mit der ganzen Ambivalenz einer solchen Verbindung: Die eigene Erfahrung des „Schwarzseins“ als unhintergehbare Existenzbedingung, von der Kindheit bis in Seminare über den Rassismus selbst, entwickelt eine schlagende Überzeugungskraft, die bloße Theorie kaum erreichen kann; umgekehrt liegt in der

Unmöglichkeit, lebendige Erfahrung zu kritisieren, natürlich immer schon die Versuchung, Theorie gegen Einwände zu immunisieren. Wilderson ist sich dieses Risikos völlig bewusst, mehr noch: Er nimmt es strategisch auf, zwingt den Leser unter erheblichen Druck, sich dieser erfahrenen Wirklichkeit auszusetzen.



Frank B. Wilderson III: „Afropessimismus“. :Bild: Matthes & Seitz Verlag

„Afropessimismus“ ist durchaus auch ein literarischer Text. Sprunghaft, mitreißend, voll von überraschenden Assoziationen und Bildern, dann wieder im schrägen Jargon universitärer Debatten, aggressiv, provozierend, auch spöttisch oder komisch in der Skizze von Gegnern und wohlmeinenden Liberalen, erinnert diese ungeheuer gedrängte Sprache an die polemischen Pamphlete aus Sartres Jahren als Aktivist. Doch Sartres Fortschrittsoptimismus wird hier zur pessimistischen Widerlegung aller liberalen Zuversicht.

Nervtötendes Abrakadabra

Kurios dabei, dass die deutsche Ausgabe durchweg jenen bürokratischen Newspeak pflegt („Jüd:innen“, „Arbeiter:innenklasse“, „Studierendenkrankenhaus“, „Critical-Race-Vokabular“, „Schwarze Schreibende“ und natürlich „Gesprächspartnerinnen und Gesprächspartner“ ohne Ende), der nun gerade dem frommen Glauben vertraut, sprachliche Kosmetik eröffne gewiss den Weg ins Reich des Wahren, Guten, Schönen. Leider weckt das auch ein gewisses Misstrauen, was davon sich tatsächlich dem Autor verdankt und was ausschließlich neudeutschem Benimm.

Bedeutungsvoll schreibt sich hier ein *weißer Mensch* klein und kursiv, ein Schwarzer Mensch groß und gerade; unbekannt, worin diese Bedeutung liegt. Nach mystischer Regel scheinen verpönte Begriffe wie „Rasse“ unschuldig zu werden, belässt man sie nur englisch als „race“. Doch dieses ganze nervtötende, sprachmagische Abrakadabra verpufft zum Glück vor der Kraft von Wildersons Sprache und Argumentation, und es liegt auf der Hand, dass die radikale Härte eines solchen Pessimismus sich gerade nicht herumdrücken will um die schimpflichen Wörter „negro“ oder „nigger“.

Das Problem der eigenen Kritisierbarkeit

Die Theorie des Afropessimismus beruht auf einer Handvoll fundamentalen Annahmen. Der Schwarze besetzt unter allen Opfern der Rassendiskriminierung eine singuläre Position. Der Schwarze hat die Existenzform, die *condition* des Sklaven bis heute nicht verlassen. Und deshalb ist der Schwarze nach wie vor ausgeschlossen aus der *condition humaine*, aus dem Menschsein: Die Menschen haben ein gesellschaftliches, soziales Leben, der Schwarze nur den „sozialen Tod“. Die „Blackness“ ist Realität, also weder gesellschaftliches Stigma noch bloße Konstruktion; der Schwarze ist erst im Moment seiner Versklavung eingetreten in die Geschichte, und diese *condition* wird auch durch sozialen Aufstieg nicht aufgehoben. Selbst der Professor Wilderson oder [Michelle Obama](#) bleiben für den deklassierten Weißen oder sogar den Aktivisten des American Indian Movement im Extremfall der „Nigger“, hinter dem der Lynchmob wartet. Der Afropessimismus ist die Gegentheorie schlechthin zum klassischen Humanismus: Er konfrontiert diesen mit der Behauptung, dass sein Begriff des Menschen den Schwarzen nicht einschließt;

krasser noch: dass er den Schwarzen als nicht menschliches Gegenbild zwingend braucht, um diesen Begriff zu definieren.

Wilderson überschreitet also noch weit die konsequentesten Polemiken über Alltags- oder strukturellen Rassismus, stellt pessimistisch das europäisch geprägte Denken selbst infrage. Natürlich weckt die Theorie damit auch erhebliche Probleme, vor allem das der eigenen Kritizierbarkeit. Einen sogenannten „safe space“, der die eigene Gruppenüberzeugung schützt vor äußerer Kritik, beansprucht Wilderson ganz und gar nicht, aber trotzdem: Wenn sich die existenziellen Erfahrungen von Schwarz und Weiß unterscheiden wie die Menschheit von der Nicht-Menschheit, dann ist Kritik über diese Grenze hinweg im Grunde ausgeschlossen. Und doch darf sie es nicht sein, soll theoretischer und politischer Austausch irgendwie möglich bleiben. So folgt zwingend die Frage, ob dieser Radikalpessimismus nicht jede Lösung des rassistischen Problems definitiv ausschließt.

Instrumentarium einer kritischen Theorie

Solche Fragen stellen sich natürlich nicht bei persönlichen Erfahrungen, sondern erst bei bestimmten Aspekten der theoretischen Folgerung. Offenkundig beruht der Afropessimismus sehr stark auf amerikanischen Realitäten, also auf der Geschichte der Sklaverei und auf dem hohen schwarzen Bevölkerungsanteil damals wie heute. Kann die theoretische Annahme auch für Gesellschaften ohne nennenswerte schwarze Präsenz gelten? Ist die Entstehung des europäischen Humanismus tatsächlich immer schon von einer schwarzen Präsenz begleitet, die den Begriff der Menschheit in der Grenzziehung zum Schwarzsein erst denkbar machen soll? Ist der Judenhass in seiner letzten vernichtenden Konsequenz dem anti-schwarzen Rassismus nicht doch ähnlicher, als Wilderson meint, und stellt damit die kategoriale Singularität der „Blackness“ doch infrage?

Wilderson versteht den Afropessimismus ausdrücklich nicht als Summe von Tatsachenbehauptungen oder bloßen Meinungen zu Tatsachen, er versteht ihn als Instrumentarium einer kritischen Theorie, als „optische Linse“, als „Mittel zur Interpretation“. Es geht also nicht darum, die These von der Anti-Blackness als Grundlage des Humanismus einfach als „wahr“ anzunehmen, sondern vielmehr um eine Form der Gesellschaftsanalyse, die diese These als Linse auf Geschichte und Gesellschaft richtet.

Einmal erzählt Wilderson von einer Fahrt im frühmorgendlichen Taxishuttle zum New Yorker Flughafen; im Wagen der pakistanische Fahrer und ein weißes Ehepaar. Als der Schwarze einsteigt, erstirbt das Gespräch, beginnt zögernd von Neuem, nachdem der sich immerhin als Professor zu erkennen gibt. Es ist die Zeit kurz nach dem 11. September, die Zeit des generellen Misstrauens gegenüber allem, was irgendwie muslimisch wirkt; der pakistanische Fahrer spricht von dem autoritären „Patriot Act“ der Bush-Regierung, von willkürlichen Verhaftungen, Gefängnis ohne Gerichtsverfahren: „Ich weiß nicht, wie ich meine Familie jemals in dieses Land bringen konnte“, schließt er im liberalen Einverständnis mit dem weißen Ehepaar. „Und bevor ich die Struktur meiner nicht assimilierbaren Blackness aus dem Geflecht und der Grütze des multiethnischen Affekts entwirren konnte, sagte ich: ‚Geht mir genauso.‘ Doch diese Worte zerfetzten die Stimmung. Die Erde kippte. Wir fielen alle herunter.“

Nur eine Geschichte mehr? Unter dem Brennglas des Afropessimismus wird sie zum verdichteten Bild eines nach wie vor unaustragbaren Konflikts. Wildersons Demontage der liberalen Illusionen ist mehr als schmerzhaft, „Afropessimismus“ ein Meilenstein in der großen Debatte unserer Zeit.

Frank B. Wilderson III: „Afropessimismus“. Aus dem Englischen von Jan Wilm. Matthes & Seitz Verlag, Berlin 2021. 415 S., geb., 28,- €.

«Ces cinq guerres civiles qu'on nous prédit»

Par Pierre-Henri Tavoillot

Publié le 07/10/2021 à 19:58, Mis à jour hier à 11:41



Pierre-Henri Tavoillot. Fabien Clairefond

TRIBUNE - Des familles de pensée opposées ont aujourd'hui un point commun: elles appréhendent le présent et l'avenir de la France sous la forme de guerres civiles. Voilà qui en dit long sur la sensibilité collective, explique le philosophe.

Universitaire, Pierre-Henri Tavoillot est l'auteur ou le coauteur d'une quinzaine d'ouvrages salués par la critique, en particulier «La Morale de cette histoire. Guide éthique pour temps incertains» (Michel Lafon, 2020) et «Comment gouverner un peuple-roi? Traité nouveau d'art politique» (Poche Odile Jacob, 2021, 368 p., 11,50 €).

Jadis le mot d'ordre était: «Choisis ton camp, camarade! Si tu n'es pas avec nous, tu seras contre nous.» Aujourd'hui l'injonction a changé ; ce serait plutôt: «Choisis ta guerre, camarade!» À n'en pas douter, elle va rythmer la campagne, car le choix est désormais multiple et il faudra cocher la bonne case: êtes-vous plutôt «lutte des classes» (au risque de paraître un brin ringard), «guerre des sexes» (pardon: des genres!), «conflit de générations» (et hurler «OK boomer!»), «lutte des races» (tiens, on croyait qu'elles n'existaient pas!) ou «choc des civilisations» (Islam vs Occident)? Faire de la politique, aujourd'hui, c'est choisir sa guerre civile. Les quatre premières sont à gauche ; la cinquième est à droite.

Faire de la politique, aujourd'hui, c'est choisir sa guerre civile

Pierre-Henri Tavoillot

Sans doute, la politique a-t-elle toujours eu besoin d'une dramatisation, car il faut craindre beaucoup de l'avenir pour s'engager un peu au présent, mais cette dramatisation s'accroît mécaniquement dans l'univers désenchanté qui est le nôtre. C'est parce que les «grands récits», qu'ils soient religieux ou idéologiques, se sont effacés, nous privant de grilles d'interprétation d'un monde devenu aussi plus complexe. Nous avons moins de réponses et il y a toujours plus de questions.

D'où la séduction puissante de scénarios simples, voire simplistes, qui font office de vision du monde. Il y a celui du complot, qui explique tout à partir d'une seule cause, et celui de la guerre, qui éclaire tout par la grâce d'un conflit. Avec eux, au moins, tout redevient clair et à portée d'intelligence. D'un côté, un grand méchant *diabolus ex machina*, qui tire toutes les ficelles. De l'autre, une troupe immense d'odieux personnages contre quelques courageux résistants incompris. C'est un peu fruste, j'en conviens, mais gardons-nous de les rejeter en bloc. Après tout, il existe de vrais complots, puisque, comme disait Woody

Allen, «*même les paranoïaques ont de vrais ennemis*». De même, il existe de réels motifs de conflit. Mais la question est: peut-on réduire la totalité du réel à l'un d'entre eux?

À gauche (et pas seulement extrême), on a cru régler la question avec l'idée d'intersectionnalité. Le concept, intellectuellement fumeux, est génial d'un point de vue marketing: «Quatre guerres pour le prix d'une!». Celles-ci se condensent dans la «doctrine décoloniale», devenue désormais le centre de gravité de la gauche. Bien sûr, toute la gauche (Dieu merci) n'est pas «intersectionnelle», mais toute (hélas) doit désormais se situer par rapport à ce paradigme clé, qui se résume en trois points si je tente d'en construire l'idéal type.

D'abord, le colonialisme est le symbole (la quintessence ou la condensation) de toutes les oppressions: celle de l'Occident sur le reste du monde (impérialisme), celle de l'homme blanc sur toutes les femmes (patriarcat), celle de l'industrie sur la nature (productivisme), celle des riches sur les pauvres (capitalisme), celle du passé sur le futur (conservatisme). Le colonialisme est donc «le crime des crimes» (Aimé Césaire).

Ensuite, pour les tenants des thèses décoloniales, la suprême ruse du colonialisme est, comme le diable, de faire croire qu'il n'existe plus. En fait, la décolonisation est un leurre qui masque une domination d'autant plus profonde qu'elle est sournoise: malgré les indépendances, toujours la même exploitation; malgré le pseudo-féminisme, toujours le même patriarcat; malgré l'État-providence, toujours la même aliénation des miséreux (emprisonnés non par les chaînes de la production, mais par celles de la consommation); sous l'apparence du développement durable, toujours plus de capitalisme. Bref, le vieux mâle blanc producteur est un polyprédateur qui opprime tout ce qui bouge: les femmes, la planète, les migrants, les différences, les «racisés», les cultures... Les migrations dont les Européens se plaignent tant sont les fruits de graines qu'ils ont semées; mais elles seront fort heureusement le fossoyeur de l'Occident rance et moribond.

Enfin, face à cette domination, poursuivent les partisans de ces théories, il convient non seulement de se «réveiller» (d'où la woke culture), mais de combattre l'oppression systématique et de faire table rase du passé rance qui l'a produit (d'où la cancel culture). Il ne suffit pas de décoloniser les textes (de lois), il faut décoloniser les têtes ou les couper: commençons par celles des statues et des noms de rue! Et ne nous effrayons pas de cette violence: elle n'est que légitime défense. Ne nous laissons pas intimider par l'accusation de «racisme anti-blanc», ce n'est que rattrapage après une domination pluricentenaire. Sur les plateaux télé, on entend des jeunes gens dire d'un air faussement désolé: «Nous préférions beaucoup ne pas verser dans la radicalité, mais, voyez-vous, devant l'ampleur de (cochez la mention inutile): 1) la «crise climatique»; 2) la «domination patriarcale»; 3) l'«oppression à l'égard des minorités»; 4) la «trahison des boomers», 5) «l'égoïsme des pays riches» ... Nous n'avons pas le choix! Encore désolé...» avec un sourire.

L'escroquerie est totale, alimentée par un mépris absolu de l'histoire, qui explique assez pourquoi le décolonialisme entend désormais s'en passer.

Je ne songe pas à nier que la civilisation européenne ait été patriarcale, raciste, esclavagiste, impérialiste et imbue de sa supériorité. Elle l'a été - comme toutes les grandes civilisations connues. En revanche, ce qui la distingue entre toutes, est qu'elle a été la seule à avoir inventé le féminisme, l'antiracisme, l'anti-impérialisme; elle est la seule à avoir aboli l'esclavage et avoir manifesté une curiosité singulière à l'égard des autres cultures passées ou contemporaines, grandes ou petites. L'ethnologie, l'histoire des autres, le goût des arts premiers, l'attrait pour les mœurs étrangères, l'attention à tout ce qui est humain, petit ou grand, proche ou lointain, digne ou indigne: tout cela commence par l'Occident, puissance émancipatrice inégalée dans l'histoire humaine. On s'acharne à la haïr pour ce qu'elle a été la seule à dénoncer. On la déteste sans vergogne au nom de la liberté qu'elle a promue.

Cette haine de l'Occident en Occident me conduit à prendre davantage au sérieux la cinquième guerre civile disponible sur le marché des idées, mais à droite cette fois-ci: le choc des civilisations. Elle fut d'abord développée par Oswald Spengler dans *Le Déclin de l'Occident* (1918), puis, de manière moins touffue, par Samuel Huntington, dans *Le Choc des civilisations* (1996). Contrairement à Spengler, Huntington ne fait pas des civilisations des êtres vivants, clos sur eux-mêmes, engagés dans une lutte à mort. Selon lui, le monde s'éclaire quand on perçoit la concurrence entre huit ensembles culturels: occidental, slave orthodoxe, islamique, africain, hindou, confucéen, japonais et latino-américain. Dans le contexte de la mondialisation,

cet antagonisme multiforme se concentre entre «The West and The Rest» pour atteindre aujourd'hui son intensité maximale entre l'Occident et l'Islam.

Transposé en France, ce conflit global se révèle dans le fait migratoire à la faveur duquel un projet idéologique s'est diffusé, écrit Huntington, invitant les populations immigrées non à s'intégrer, mais à résister, voire à conquérir la terre d'accueil. Sans doute, toute l'immigration - loin s'en faut - ne s'identifie-t-elle pas à ce projet islamiste, mais sa réalisation s'affiche dans de trop nombreux territoires (perdus) de la République pour qu'on puisse l'ignorer.

Le diagnostic de guerre civile en cours d'Éric Zemmour est tellement total qu'une seule issue s'offre à lui : il faut la faire et surtout la gagner par tous les moyens.

Pierre-Henri Tavoillot

Ce constat fut sottement abandonné au Front national, qui en a fait ses choux gras ; il est aujourd'hui celui d'Éric Zemmour. L'honnêteté me conduit à dire qu'il me semble juste, au moins sur les ferments d'un séparatisme trop longtemps occulté. Là où les belles âmes (j'en étais) ne perçoivent que discrimination et relégation, il y a aussi une stratégie assumée de sécession et de conquête. Là où l'on n'identifie que des victimes ou, éventuellement, des voyous, il y a aussi des guerriers. Beaucoup de nos concitoyens voient cela sous leurs fenêtres, mais on leur dit non seulement qu'ils ne le voient pas, mais qu'ils n'ont pas le droit de le voir: ce serait «islamophobe». Les attentats ont toutefois, en partie, modifié le regard et permis là aussi, de se réveiller. Voilà une autre forme de wokisme.

Mais une fois réveillé: que faire? C'est sur cette question qu'Éric Zemmour ouvre son dernier livre. L'analyse ne lui suffit plus, dit-il, il faut passer à l'action. Et là se situe la croisée des chemins. Son diagnostic de guerre civile en cours est tellement total qu'une seule issue s'offre à lui: il faut la faire et surtout la gagner par tous les moyens.

Je ne suis pas certain que les Français, qui semblent apprécier la clarté de son diagnostic, approuveront l'âpreté de sa thérapie. Ils fêtent Zemmour, pas la guerre.

Se pose donc la teneur du programme à venir: faudrait-il annuler l'islam, en rejouant à droite cette fois-ci, le refrain de la «cancel culture» au détriment d'une intégration qui, parfois, réussit? Ou faut-il seulement exiger que l'islam devienne, en France, une religion laïque comme le sont devenus, après bien des péripéties, le christianisme (malgré l'Église) et le judaïsme (malgré la Loi)? Bref, croisade ou laïcité? C'est, évidemment, cette seconde issue qui me semble la bonne ; elle n'exige aucune guerre civile, juste de la clarté, de la lucidité et de la fermeté collectives.

Sans doute, la tâche est-elle loin d'être aisée, mais c'est à cette seule condition que cette guerre civile, tout comme les quatre premières, n'aura pas lieu. Car la guerre civile, n'en déplaise à Carl Schmitt et à ses adeptes de gauche comme de droite, n'est jamais un programme, puisque la fonction première de la politique consiste justement à l'éviter.

Kolonialismus soll nicht beschönigt werden. Aber die afrikanischen Verhältnisse werden in diesem Kontext nicht selten verklärt

Die koloniale Erschliessung Afrikas im 19. Jahrhundert gibt Anlass zur Selbstkritik Europas. Dabei wird aber ausgeblendet, dass die europäische Kolonialisierung Afrikas in manchen Ländern auch Verbesserungen wie die Beendigung der Sklavenjagd gebracht hat.

Richard Schröder

12.10.2021, 05.30 Uhr



Die Versklavung bedeutete den sozialen Tod, den Verlust der Familie, der Sprache und jeglicher Zukunftshoffnung. (Im Bild das Sklavendenkmal von Clara Sornas in der historischen Altstadt Stone Town von Sansibar.)

Imago

Die Eröffnung des Humboldt-Forums in Berlin hat der Debatte um den Kolonialismus in Afrika neuen Auftrieb gegeben. Zu Recht gilt die koloniale Erschliessung des inneren Afrikas in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts heute als ein düsteres Kapitel, für das sich Europa zu schämen und um Entschuldigung zu bitten hat. Das ist berechtigt, namentlich für die unsäglichen «Strafexpeditionen» und für das Kolonialregime in der Kongo-Kolonie des belgischen Königs, das an Brutalität kaum zu überbieten war, ähnlich im portugiesischen Angola. Beide Fälle sind aber nicht typisch für die europäische Kolonialherrschaft in Afrika.

Aus dieser berechtigten Kritik darf nicht gefolgert werden, Afrika habe sich zuvor in einem friedlichen oder gar glücklichen Zustand befunden, den die Kolonialherren in ihrer Gier zerstört hätten. Vielmehr sahen sich die ersten Erforscher des inneren Afrikas im 19. Jahrhundert mit den unvorstellbaren Verwüstungen konfrontiert, welche die über Jahrhunderte andauernde Sklavenjagd arabischer und schwarzafrikanischer, zumeist berittener Sklavenjäger angerichtet hatte.

Im 19. Jahrhundert war im Kongobecken schliesslich ein Gebiet von der Grösse Irlands nahezu entvölkert. Die Sklaven wurden über Sansibar und die Sahara in die islamische Welt bis nach Indien deportiert, zwischen 650 und 1920 waren das 17 Millionen.

Es gibt kaum Augenzeugenberichte

Die Sklaverei umfasst drei Dimensionen: die Sklavenjagd, den Sklavenhandel und die Sklavenhaltung. Von denen waren die Sklavenjagd und der Transport bis zur Küste der mörderischste Teil. Dafür gab es bis zur Erschliessung Innerafrikas aber kaum Augenzeugenberichte in Europa. Man hatte nur die Versklavung von Südeuropäern durch die nordafrikanischen Korsaren erlebt.

Während die europäischen Seemächte ab 1519 kräftig am transatlantischen Sklavenhandel verdienten, gab es in Europa selbst keine Sklaverei. Aber dort und in Nordamerika entstand – weltweit einmalig – eine Protestbewegung gegen die Sklaverei (Abolitionismus), die besonders von Quäkern, Mennoniten, Methodisten, Baptisten und Pietisten, also Gruppen unterschiedlichen Christentums, getragen wurde. 1787 wurde in England die Gesellschaft zur Abschaffung der Sklaverei gegründet. Sie forderte zunächst nur die Abschaffung des Sklavenhandels, da Europäern die afrikanischen Gebiete, in denen die Sklavenjagd stattfand, nicht zugänglich waren und die Erwartung bestand, dass die Sklavenhaltung schliesslich wegen fehlenden Nachschubs sozusagen austrocknen werde, was sich so nicht bestätigt hat.

Wirtschaftliche Erschliessung aus humanitären Gründen

Ihr Hauptargument: Da alle Menschen Kinder Gottes sind und Gottes Ebenbild, also Gott gehören, dürfen Menschen nicht Eigentum eines anderen Menschen sein, da dies Gottes Eigentumsrecht an jedem Menschen frevelhaft infrage stellen würde. Das Argument findet sich bereits im «Sachsenspiegel» aus dem 13. Jahrhundert. Der Missionar und Afrikaforscher David Livingstone wurde 1871 Augenzeuge des Überfalls berittener arabischer Sklavenjäger auf ein afrikanisches Dorf. Vierhundert Dorfbewohner wurden niedergemetzelt, eine unbekannte Zahl in die Sklaverei verschleppt. Insgesamt wurden bei diesem Raubzug 27 schwarzafrikanische Dörfer niedergebrannt.

Livingstone folgerte aus diesem Erlebnis, der Sklavenjagd könne nur durch die wirtschaftliche Erschliessung Afrikas für den Welthandel die Grundlage entzogen werden. Er hat also den Europäern aus humanitären Gründen die wirtschaftliche Erschliessung Afrikas empfohlen. Sein Tagebuch wurde 1874 postum in London veröffentlicht und stärkte die öffentliche Meinung gegen die Sklaverei wie zuvor schon «Onkel Toms Hütte» (1852), das in England eine Million Mal verkauft wurde.

Nacktes Überleben

Der Berliner Kongo-Konferenz von 1884/85 wird vorgeworfen, die europäischen Mächte hätten über die Köpfe der Betroffenen hinweg das Innere Afrikas unter sich aufgeteilt. Das stimmt, aber die Betroffenen in den Zonen der Sklavenjagd hatten damals keine Stimme. Sie waren auf das nackte Überleben zurückgeworfen und jeglicher Entfaltungsmöglichkeit beraubt. Die Kongoakte machte neben dem Freihandel das Verbot des Sklavenhandels verbindlich.

Die koloniale Erschliessung Afrikas im 19. Jahrhundert gibt Anlass zur Selbstkritik Europas, die ja auch grundsätzlich stattfindet. Sie gibt aber auch Anlass zur Selbstkritik der damaligen Sklavenjäger, die kaum stattfindet. Adaobi Tricia Nwaubani hat dieses Tabu gebrochen und geschrieben: «Mein nigerianischer Urgrossvater verkaufte Sklaven.» Die nigerianische Schriftstellerin hat plastisch die Selbstverständlichkeit geschildert, mit der damals die Sklaverei von Schwarzafrikanern praktiziert wurde.

Ihren Urgrossvater möchte sie aber nicht so gern als Sklavenhändler, sondern lieber als Geschäftsmann ansehen, der mit diesem und jenem und auch mit Sklaven gehandelt habe. Das sei ihr mit Nachsicht gegönnt, wenn bitte auch unseren Vorfahren ein wenig Nachsicht gegönnt wird. Sie waren keine Monster, sondern «es irrt der Mensch, solange er strebt» (Goethe).

Kolonialismus hatte Europäisierung zum Ziel

Die europäische Kolonialisierung Afrikas hat – von Belgisch-Kongo und Angola abgesehen – durchaus auch Verbesserungen der Lebensverhältnisse gebracht, namentlich die Beendigung der Sklavenjagd.

Der Sklaverei ist vorzuwerfen, dass sie Menschen als beseelte Sachen (Aristoteles) behandelt, erniedrigt und massenhaft hat umkommen lassen. Die Versklavung bedeutete den sozialen Tod, den Verlust der Familie, der Sprache und jeglicher Zukunftshoffnung.

Dem Kolonialismus ist weniger vorzuwerfen. Er hat die «Eingeborenen» wie Kinder behandelt, die «zivilisiert» – und das hiess faktisch: europäisiert – werden müssen. Dies übrigens nach den Massstäben einer sehr rigiden Pädagogik. Aber im «Mutterland» war damals die Pädagogik auch nicht zimperlich.

«Westliche Werte»

Und dennoch: Die meisten afrikanischen Führer von Befreiungsbewegungen und die meisten ersten Staatsmänner in der Unabhängigkeit haben ihren Bildungsgang in christlichen Missionsschulen begonnen und oft mit einem Studium im «Mutterland» der Kolonie fortgesetzt. Offenkundig war das Resultat solcher Bildungsgänge nicht «Servilität» (servus = Sklave), sondern der Sinn für Freiheit und Selbstbestimmung.

Afrikanische Christen sagen heute: Wir sind den Missionaren dafür dankbar, dass sie uns von der Geisterfurcht befreit haben.

Und was die «westlichen Werte» betrifft, von denen manche kritisieren, die Kolonialmächte hätten sie den Einheimischen aufgezwungen: Wollen wir ernsthaft den Kolonialmächten vorwerfen, dass sie in Afrika die Hexenverfolgung, Menschenopfer und die Sklavenjagd, in Indien die Witwenverbrennung und in Polynesien die Kopfjagd missbilligt oder sogar verboten haben? Die Kopfjagd war ein Ritual. Zum Eintritt ins Erwachsenenalter musste der Heranwachsende den Kopf nicht eines Feindes, sondern eines Fremden beibringen. Das vorkoloniale Polynesien war nicht das Paradies der Unschuld.

Gute Absichten aus Verblendung

Der besagte Kolonialismus soll hier nicht beschönigt werden. Wir sollten aber von der simplen Erklärung, Böses stamme immer aus Bosheit, Abstand nehmen. Sie trifft sehr selten zu. Zumeist entsteht Übles und Inhumanes aus guter, aber kurzsichtiger, verblendeter oder auch instrumentalisierte Absicht. Die Verblendung wird allerdings oft erst im Rückblick deutlich sichtbar. Dem haftet ein Element des Tragischen an. «Das Gegenteil von gut ist – gut gemeint» (Odo Marquard). Haben wir das nicht soeben wieder an Afghanistan erfahren müssen?

Der «Spiegel» hat 2007 eine Bilanz des europäischen Kolonialismus in Afrika gezogen. Resultat: Wirtschaftlich hat er sich nicht gelohnt. Er schloss defizitär. Aber die beiden afrikanischen Staaten, die nie eine Kolonie waren, nämlich Liberia und Äthiopien, stehen heute in jeder Hinsicht schlechter da als die, die einst Kolonien waren.

Richard Schröder, Philosoph und evangelischer Theologe, ist emeritierter Professor an der Humboldt-Universität zu Berlin. Er war in der letzten, frei gewählten DDR-Volkskammer Fraktionsvorsitzender der SPD, von 2003 bis 2018 Vorstandsvorsitzender der Deutschen Nationalstiftung und ist Vorsitzender des Fördervereins Berliner Schloss.

KÜHE UND UMWELT:

Klimakiller Nummer eins?

- VON MELANIE MÜHL
- -AKTUALISIERT AM 12.10.2021-15:06



Das Image der Kuh ist miserabel. Sie gilt als Klimasünder, weil sie Unmengen an Methan in die Atmosphäre ausstößt. Aber so einfach ist es nicht. Besuch bei einem Landwirt, der den Ruf der Kuh aufpolieren möchte.

Charly ist eine Mischlingskuh aus Braunvieh und Schwarzbunt, 800 Kilogramm schwer und mit dreizehn Jahren die älteste Kuh im Stall des Bauern Karsten Schmal. Unter vierhundert Tieren ist sie ihm das liebste. Eines, das keinen Ärger macht, niemals machte, eine unkomplizierte, kerngesunde Musterkuh, die elfmal gekalbt und in ihrem Leben bislang 115.000 Kilogramm Milch gegeben hat. Das sind fünf Sattelzüge voll. Eine hervorragende Bilanz. Im Moment „steht Charly trocken“, was so viel bedeutet, wie dass sie demnächst kalbt. Genau genommen aber steht sie nicht, sondern liegt auf Stroh in einem luftigen, nach modernstem Standard gebauten Stall im nordhessischen Waldeck-Sachsenhausen. „Unsere Charly“, sagt Karsten Schmal.

Sie rülpt und pupst

Dass Charly seine Lieblingskuh ist, eine Art „Familienmitglied“, dessen Tod einmal von Trauer begleitet werden wird, davon weiß Charly nichts. Sie weiß auch nicht, dass es um ihren Ruf so miserabel steht wie nie zuvor. Denn Charly ist eine Klimasünderin. Sie rülpt und furzt ihrer Wiederkäuer-Natur wegen, was das Zeug hält, und gibt Unmengen des Treibhausgases Methan in die Atmosphäre ab. Da man ihre Natur weder durch Liebe noch durch Bestrafung ändern kann, forschen Wissenschaftler weltweit, wie sich aus der Kuh ein klimakompatibleres Tier machen lässt.

Ein Tier, das weiterhin Sattelzüge voller Milch gibt, doch seine Methanproduktion während der Verdauung in ihrem in vier Kammern gegliederten Magen zumindest ein bisschen drosselt. Eine große Hoffnung ruht dabei auf der Rotalge, deren Potential schon vor vielen Jahren einem kanadischen Bauern aufgefallen war, dessen Herde zum Teil auf einer am Meeresufer gelegenen Weide graste. Die algenfressenden Tiere gaben mehr Milch als Nichtalgenfresser, wuchsen schneller, waren gesünder und vor allem: Sie rülpten und pupsten weniger.

Karsten Schmal, Präsident des hessischen Bauernverbandes, kennt natürlich all diese Bemühungen. Er weiß, dass Wissenschaftler in Australien besonders rotalgenelektisiert sind. Einmal begegnete Schmal einem Professor aus Ostdeutschland, der offene Ställe mit einer plastiktütenähnlichen Plane verschließen wollte, einpacken gewissermaßen, und man denkt sofort an Christos Werke. Das im Inneren entstehende Gas sollte per Schlauch abgesaugt werden, aber Schmal findet, dass es andere Lösungen geben muss, zumal es ein großer Rückschritt wäre, den Tieren jene frische Stallluft zu rauben, die sie so mögen. Man könnte den

schnell lernenden Kühen zum Beispiel beibringen, nur an bestimmten Stellen zu urinieren und abzukoten, sowie spezielle, den Urinabfluss beschleunigende Spaltenböden verlegen.

Weidendes Rindfleisch

Karsten Schmal, Mitte fünfzig, ein redseliger, gesellig wirkender Mann, der den Ruf der Kuh aufpolieren möchte, hat den Hof von seinem Vater 1995 übernommen. Zu dieser Zeit standen die ständig muhenden Kühe in deutschen Ställen noch angebunden eng beieinander. Es war dunkel, stickig, stank nach Gülle, und von der Decke funzelte trübes Licht. „Ende der achtziger Jahre gab eine Kuh pro Jahr etwa 4500 Kilogramm Milch. Im Moment sind wir pro Kuh und Jahr bei gut 10.000 Kilogramm.“ Mit Hochleistungs- oder Turbo-Kuh habe diese Zahl aber nichts zu tun. „Die Leistung ist so stark gestiegen, weil wir sehr viel für das Wohl der Tiere getan, die Fütterung verbessert und effizienter gemacht haben“, sagt Schmal. „Sehen Sie zum Beispiel die Rollos dahinten im Stall?“ Sein vierundzwanzigjähriger Sohn, den er stets „Junior“ nennt und der den Hof leitet, habe sie in der Nacht geschlossen, weil der Wind kalt pfiiff.

Die Kuh, von Robert Musil einst „weidendes Rindfleisch“ genannt, mag es am liebsten, wenn die Temperatur um die zehn Grad beträgt. Wenn es richtig heiß wird, leidet sie. Natürlich spiele auch der züchterische Fortschritt der Milchproduktion in die Hände. Und: Ein Teil der Herde wird per Roboter gemolken, dem Schmal skeptisch gegenüberstand, doch sein Sohn wollte den Roboter unbedingt. Schmal, der selbst hin und wieder gerne melkt, ist inzwischen sehr zufrieden mit der technischen Unterstützung. „Die Kühe haben sich innerhalb kürzester Zeit an den Roboter gewöhnt, und rund um die Uhr steht da eine Kuh und wartet darauf, dass sie gemolken wird.“ Ein bisschen Lockfutter steigert ihre Bereitschaft zusätzlich.

Nach einem Vortrag wurde Karsten Schmal einmal von einer erzürnten Frau zur Rede gestellt: „Sie sind ja ein Massentierhalter!“ Als bedeute eine hohe Zahl an Kühen automatisch, dass sie ein qualvolles Dasein fristen. Im jeweiligen Ort sei der Ruf des Bauern gut, sagt Schmal, auch, weil sich viele Bauern in Vereinen für die Gemeinschaft engagierten, doch in der breiten Öffentlichkeit stehe der Landwirt schlecht da. Als Tierquäler gelte man, sagt Schmal, als Wasservergifter und Klimasünder. „Wir haben es versäumt, die Öffentlichkeit ausreichend darüber zu informieren, was wir Landwirte gerade in Sachen Tierwohl und Energieeffizienz geleistet haben.“

Monokulturen und Pestizideinsatz

Das mag auf viele Bauern zutreffen, gleichzeitig aber gibt es zum Beispiel in Bayern immer noch etwa 14.000 Anbindeställe, wo sich die Kühe nur in Trippelschritten vor oder zurück bewegen können. Man fragt sich, weshalb Anbindeställe nicht längst verboten worden sind – selbst wenn die Kühe einen Teil des Jahres auf die Weide dürfen. Dort, wo viel Tierhaltung betrieben wird, sind die Nitratwerte des Grundwassers oft zu hoch, ganz zu schweigen vom Insektensterben durch Monokulturen und Pestizideinsatz. Vieles läuft in der Landwirtschaft in die richtige Richtung, aber es kann auch noch einiges verbessert werden.

Auf dem Dach des im vergangenen Jahr für eine Million Euro gebauten Stalls von Karsten Schmal verrichtet eine Photovoltaikanlage ihren Dienst. Schmal hat in Windenergie investiert und, um den Stromverbrauch für die Kühlung der Milch zu senken, zwischen Milchabscheider und Milchtank einen Plattenkühler eingebaut, der die Milch mit Brunnenwasser vorkühlt. Er und sein Sohn denken über eine Biogasanlage nach, die durch Vergärung von Gülle und Stallmist die Treibhausgasemission reduziert. Kosten: 600.000 Euro. Zu viel, jedenfalls im Moment.

Laut Umweltbundesamt war die Landwirtschaft 2018 für sieben Prozent der Treibhausgasemissionen verantwortlich, die Energiewirtschaft für 35 und der Verkehr für neunzehn Prozent. Eine Oxfam-Studie, die den Zeitraum 1990 bis 2015 untersuchte, kam zu dem Ergebnis, dass die weltweit reichsten zehn Prozent der Bevölkerung für mehr als die Hälfte der globalen CO₂-Emissionen verantwortlich sind. Würden wir weniger Rindfleisch essen, ginge es sowohl der Kuh als auch uns und dem Planeten besser. Gerät sie als Klimaproblem ins Visier, wird gern ausgeblendet, dass Landwirte, deren Grünland zu den größten CO₂-Speichern Deutschlands gehört, einer Kreislaufwirtschaft zuzurechnen sind und der Klimawandel auch sie mit Wucht trifft. In den vergangenen drei Jahren war es so trocken, dass die Schmals zum ersten Mal in der

Geschichte ihres Familienbetriebs Futter zukaufen mussten – und in diesem Jahr sei es oft zu nass gewesen. Schmal lacht, weil das Wetter es dem Bauern nie recht machen kann.

Die Milch macht's

Als Landwirt, der sieben Tage der Woche im Einsatz ist und Urlaub so gut wie nicht kennt, entsprechend entlohnt zu werden für die ohne Leidenschaft unmöglich aufzubringenden Mühen ist schwierig. Sorgen bereiten Schmal die „Auflagenwut“, die gesellschaftlichen und politischen Anforderungen an den Landwirt, dessen Wettbewerbsfähigkeit untergraben wird. „Im Moment ist der Erzeugerpreis relativ stabil, wir bewegen uns bei 33 bis 35 Cent netto je Kilogramm Milch, aber uns laufen die Kosten davon: Diesel, Strom und Futter sind extrem teuer.“ 1998 lag der Milchpreis bei 75 Pfennig, er ist also nahezu unverändert. Kein Wunder, dass Landwirt auf der Liste der beliebtesten Berufe weit abgeschlagen rangiert. Innerhalb weniger Jahre ist die Zahl der Milchkühe hierzulande um 500.000 gesunken, von 4,3 Millionen auf 3,8. Die Milchmenge liegt etwa drei Prozent unter der des Vorjahres, weshalb die Preise eigentlich steigen müssten, was sie aber nicht tun, weil Milch importiert wird.

Schmal ist ebenfalls an der im Juni gestarteten Initiative Milch beteiligt, die mit einem Budget von etwa 3,5 bis 4 Millionen Euro dem Verbraucher klarmachen möchte, wie nährstoffreich und gesund die Milch ist, die schließlich nicht umsonst als Nahrungsmittel gilt und nicht als Getränk. Denn die Zeiten, als jeder die Slogans „Die Milch macht's“ sowie „Milch macht müde Männer munter“ kannte, sind längst vorbei. Früher gab es in den Schulen noch Erdbeer- und Vanillemilch sowie Kakao, wovon die Zahnärzte allerdings irgendwann abrieten. Jetzt trinken viele Schüler eben Cola, was auch nicht besser für ihre Zähne ist.



Schmal und der von der Hamburger Agentur Fischer-Appelt unterstützten Initiative Milch geht es auch darum, dem „Hype“ um Hafer-, Mandel- und Sojamilch etwas entgegenzusetzen, die marketingvernebelten Augen des Konsumenten zu öffnen, wozu man sich auf die digitale Welt konzentriert, Youtube und Instagram. Die Geschäftsführerin der Initiative, Kerstin Wriedt, spricht in einem Interview gar von „Frontalangriffen auf die Kuhmilch – insbesondere von veganen Organisationen“. Schmal wählt zurückhaltendere Töne und verweist auf den hohen Vitamin- und Mineralstoffanteil der Milch. Er sagt: „Keines dieser Getränke kann es, was den gesundheitlichen Mehrwert angeht, mit der Milch aufnehmen.“ Kuhmilch schneide zwar in der Klimabilanz schlechter ab als die Hafermilch, aber bei Mandel- und Sojadrinks sehe das schon ganz anders aus. Für Schmal als „aktiven Kuhmilchtrinker“ sind diese Hafer- und Pseudomilchgetränke selbstredend nichts. Klar, er habe mal probiert, aber geschmeckt habe es ihm nicht.

Überhaupt die Kuh: Die Kinder wüssten heute ja gar nicht mehr, woher die Milch kommt und was eine Kuh frisst, sagt Schmal. Sie wissen in der Regel auch nicht, dass die Kuh einen Großteil ihrer Zeit wiederkäut, wobei sie bis zu 30.000 Kaubewegungen täglich ausführt, äußerst neugierig und mit einem Sichtfeld von 330 Grad in die Welt blickt und Freundschaften pflegt. Woher sollten die Kinder dies auch wissen? Wo taucht das fremde, in unzähligen Kinderköpfen lilafarbene Wesen überhaupt noch auf, außer im Urlaub auf der Weide? Die sich in Supermarktregalen aneinanderreihenden Packungen zeigen häufig ein Glas vor blauem Hintergrund, in das weiße Flüssigkeit fließt. Im vergangenen Jahr brachte Landliebe einen 250 ml großen „Pausengenuss“ in den Sorten Milch, Schoko, Vanille und Erdbeere auf den Markt, illustriert mit einem lustigen, weißen Gespenst. Man würde Charly zu gern fragen, was sie davon hält.

ATOMKRAFT IN FRANKREICH:

„Es ist eine Technologiewette, die Macron eingeht“

- VON NIKLAS ZÁBOJL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 12.10.2021-18:15



Kernenergie in Frankreich: Kraftwerk Flamanville 3 von EDF Bild: Laif

Frankreich bekennt sich zur Kernenergie – und setzt auf kleine, neuartige Reaktoren. Welche Rolle diese im Energiemarkt der Zukunft spielen, ist offen. Doch sie könnten zu einer Neubewertung der Atomkraft führen.

Zehn Ziele hat Frankreichs Präsident Emmanuel Macron formuliert, um sein Land zukunftsfest zu machen. Zu den wenig überraschenden Punkten zählen die Dekarbonisierung der Industrie, die angestrebte Führungsrolle bei „grünem“ Wasserstoff und das Ankurbeln der Elektromobilität.

Auch die Förderung des klimaschonenden Fliegens, der Raumfahrt und des Meeresbodens bergen wenig Sprengstoff. Selbiges gilt für die Ziele, Investitionen in die „gesunde, nachhaltige und rückverfolgbare“ Lebensmittel zu fördern, Frankreich „wieder an die Spitze der Produktion von kulturellen und kreativen Inhalten“ zu führen und bis Ende des Jahrzehnts 20 Bioarzneimittel gegen Krebs und chronische Krankheiten herzustellen.

Das klare Bekenntnis zur Kernenergie dagegen lässt aufhorchen. Umso mehr, als Macron den Fokus explizit auf Mini-Kraftwerke legte, sogenannte Small Modular Reactors (SMR). Macron hält sie für zukunftsträchtig und sprach von der „Neuerfindung“ der Kernenergie. Die eine Milliarde Euro an staatlicher Förderung sei gut investiertes Geld. Denn gute Ideen dürften nicht an der Finanzierung scheitern.

Bislang allerdings gibt es SMR praktisch nur auf dem Papier. Gemeint sind Anlagen von bis zu 300 Megawatt Leistung. Herkömmliche Kernkraftwerke sind deutlich größer, der im Bau befindliche Druckwasserreaktor Flamanville in der Normandie etwa hat eine Leistung von rund 1600 Megawatt. Ein SMR-Projekt hört auf den Namen Nuward, dahinter stehen unter anderen die französischen Unternehmen EDF und Naval.

Neubewertung der Kernenergie

Welche Rolle SMR im Energiemarkt der Zukunft spielen, ist offen. William Magwood, Generaldirektor der globalen Kernenergie-Behörde NEA, nannte sie jüngst im Gespräch mit der F.A.Z. „mögliche Gamechanger“. Denn sie wiesen Charakteristika auf, die die großen kommerziellen Reaktoren nicht hätten, voran die Sicherheit. Der in Amerika entwickelte Nuscale-Reaktortyp etwa bestehe aus mehreren kleinen Reaktorkernen, die jeweils von enorm viel Wasser umschlossen seien. „So kann es niemals zu einer

Kernschmelze kommen“, sagt Magwood. Auch Pläne für gasgekühlte- und Flüssigsalzreaktoren seien vielversprechend.

Die Fachleute im Weltklimarat beschieden SMR ebenfalls „das Potential für eine verbesserte Sicherheit“. Doch nicht alles, was technisch möglich ist, rechnet sich auch. Darauf verweist Andreas Löschel, der als Energieökonom den letzten Sachstandsbericht des Weltklimarats mitverfasst hat. „Es ist eine große Hypothek der Atomkraft, dass bei Projekten in den vergangenen Jahren die Zeitpläne und Budgets deutlich gerissen wurden“, sagt er. Investoren hätten derzeit wenig Vertrauen in die Technologie, zumal Sicherheitsstandards immer wieder angepasst werden müssen.

Rund 10 Prozent des globalen Strommix entfällt derzeit auf die Kernenergie. Die meisten Reaktoren stehen in den USA, gefolgt von Frankreich und China, das wiederum die meisten neuen Anlagen baut. Galt die Kernenergie bis vor wenigen Jahren als Auslauftechnologie, erfährt sie als weitgehend CO₂-freie Energiequelle im Zuge des Klimaschutzes vielerorts eine Neubewertung. Doch die Investitionen in neue Kraftwerke der herkömmlichen Bauweise wie in Flamanville wären ohne staatliche Subventionen nicht vorstellbar.

„Markteinführung eher in den 2030er-Jahren“

Zur Förderung von SMR in größerem Maßstab bräuchte es somit wohl mehr als eine Milliarde Euro, betont Energieökonom Löschel. „SMR können durchaus eine Rolle in der Energiewelt von morgen spielen“, sagt er im Gespräch mit der F.A.Z. „Aber es ist viel Hoffnung und Erwartung dabei, während man bei Erneuerbaren recht genau weiß, woran man ist – und die vor zehn Jahren noch sehr hohen Kosten kräftig nach unten gebracht hat.“

Zumal eine schnelle Marktreife der neuen Reaktoren als unwahrscheinlich gilt. Dass, wie von Macron in Aussicht gestellt, schon im Jahr 2030 SMR Strom produzieren, wäre überraschend. „In den 2020er-Jahren wird die Entwicklung von Prototypen im Vordergrund stehen und wird man sehen, welche Technologie hält, was sie verspricht“, sagt Ökonom Löschel. „Es gibt einen recht großen Konsens in der Fachwelt, dass die Markteinführung von SMR eher in den 2030er-Jahren zu erwarten ist.“

SMR werden sich beweisen müssen in einer Erneuerbaren-Welt, denn der Stromsektor soll bis Mitte der 2030er-Jahre ja eigentlich schon erneuerbar sein inklusive Speicher und Lastmanagement, so Löschel. Es dürfte schwer werden, die hohen Investitionen zu rechtfertigen. Löschel: „Es ist eine Technologiewette gegen eine recht etablierte Technologie bei Erneuerbaren und Speichern, die man mit SMR eingeht.“

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/sally-rooney-verweigert-uebersetzungsrechte-wegen-bds-bewegung-17581896.html?premium>

SALLY ROONEY UNTERSTÜTZT BDS:

Zu Lasten ihrer Leser

- VON GINA THOMAS
- -AKTUALISIERT AM 12.10.2021-17:49



Sally Rooney im Jahr 2018 bei der Präsentation der deutschen Übersetzung ihres neuen Romans „Schöne Welt, wo bist du“. Bild: dpa

Sally Rooney verweigert ihrem israelischen Verlag die Übersetzungsrechte an ihrem neuen Buch. Die Autorin folgt der BDS-Bewegung und spricht von „Apartheid“.

Über Sally Rooney ist ein Twittersturm hereingebrochen, nachdem die israelische Zeitung Haaretz gemeldet hat, dass der jüngste Roman der irischen Autorin nicht ins Hebräische übersetzt werden soll. Ihre Agentin hat dem Verlag Modan, bei dem die beiden vorangegangenen Bestseller Rooneys auf Hebräisch erschienen sind, die Übersetzungsrechte an „Schöne Welt, wo bist Du“ verweigert mit der Begründung, dass die Autorin den Israel-Boykott unterstütze.

Dem Guardian gegenüber sagte Sally Rooney am Dienstag, sie sei stolz gewesen, dass ihre früheren Bücher ins Hebräische übersetzt worden seien, doch habe sie einstweilen entschieden, die Rechte ihres jüngsten Buches nicht an einen in Israel ansässigen Verlag zu verkaufen, der die von den Vereinten Nationen festgelegten Rechte der Palästinenser nicht unterstütze. Die Autorin verwies in einer langen Erklärung auf ihre Unterstützung für die Bewegung **BDS** (Boykott, Divestment and Sanctions), die darauf hinwirke, der „internationalen Unterstützung für Israels Unterdrückung der Palästinenser ein Ende zu setzen“. Rooney berief sich dabei auf Apartheid-Vorwürfe sowie auf einen Aufruf der palästinensischen Zivilgesellschaft, der von einigen Gewerkschaften, darunter auch die Schriftstellergewerkschaft, getragen werde.

Nicht zum ersten Mal

Im vergangenen Juli gehörte Rooney, freilich nicht zum ersten Mal, zu den Mitunterzeichnern eines Aufrufes palästinensischer Künstler, Schriftsteller und „unserer aufgelisteten Verbündeten in der Kultur“. Der offene Brief prangerte mit den mantrahaften Parolen der Bewegung, die „internationale Komplizenschaft“ an der „israelischen Apartheid“ an, forderte ein Ende der Unterstützung Israels und seines Militärs und appellierte an „Aktivisten, insbesondere unsere Kollegen in der Kultur, innerhalb ihrer Institutionen und Gemeinschaften darauf einzuwirken, den palästinensischen Entkolonialisierungskampf nach besten Kräften zu unterstützen.“ In ihrer Erklärung vom Dienstag bekräftigte Rooney ihre „Solidarität mit dem palästinensischen Volk in seinem Kampf um Freiheit, Gerechtigkeit und Gleichheit.“

Rooney hat aus ihren politischen Neigungen nie ein Geheimnis gemacht. Sie bezeichnet sich als Marxistin und hat auch in ihren Romanen ihr Interesse am israelisch-palästinensischen Konflikt erkennen lassen. Im Gespräch mit dem Irish Independent erklärte sie einmal, ein Teil von ihr werde nie zufrieden sein mit dem Bewusstsein, bloße Unterhaltungsliteratur zu schreiben und „in einer historischen Krisenzeit dekorative

ästhetische Objekte herzustellen.“ Politisch scheint sie insbesondere in der Palästina-Frage die Ansichten des ehemaligen Labour-Parteiführers [Jeremy Corbyn](#) zu teilen, den sie, wie sie bekundete, als Premierminister bevorzugt hätte.

Wie in der Diskussion um Corbyns Solidaritätsbekundungen für die Hamas, hageln nun auch auf Rooney Antisemitismus-Vorwürfe ein. Ihre Unterstützer weisen darauf hin, dass der Verlag Modan mit Israels Militär zusammenarbeite, ihre Kritiker beschuldigen die Irin der Heuchelei, weil sie ihre Bücher trotz der dortigen Menschenrechtsverletzungen in Russland, China und im Iran veröffentlichen lasse. Auf der Nachrichtenplattform „Forward“ schlug die israelische Akademikerin Gitit Levy-Paz weniger erregte, aber nicht minder scharfe Töne an. Sie bedauerte Rooneys Entscheidung, eine Gruppe von Lesern aufgrund ihrer nationalen Identität auszugrenzen und wollte darin eine Negierung der Essenz der Literatur erkennen.

Selbstverständlich habe Rooney das Recht, ihre Meinung zu äußern und Kritik zu üben. Man könne auch argumentieren, dass sie verpflichtet sei, ihrem Gewissen zu folgen, doch lehre die Geschichte, dass Boykotte menschliche Greuelthaten zur Folge gehabt hätten, von denen sich jede liebende Seele distanzieren würde, schrieb Gitit Levy-Paz mit besonderem Verweis auf das NS-Regime. Sie wolle damit nicht sagen, dass Sally Rooney Antisemitin sei. Kritik an Israel sei nicht automatisch Antisemitismus. Angesichts des Anstiegs von Antisemitismus in den letzten Jahren, besonders in Europa, hält Gitit Levy-Paz Rooneys Entscheidung jedoch für gefährlich.

Le Figaro (site web)

mardi 12 octobre 2021 - 18:56 UTC +02:00 1194 mots

Vox ; Vox Société

«Le militantisme woke ou l'art de couper les ponts avec la masse de ses concitoyens»

Eddé, Maroun

TRIBUNE - Pendant que le nouvel activisme sature l'espace médiatique, la grande majorité des Français attendent en vain des réponses aux questions qui déterminent l'avenir du pays. Ce hiatus entre l'offre et la demande politique n'est pas tenable, argumente Maroun Eddé, jeune normalien, spécialiste de philosophie politique.

L'infiniment grand et l'infiniment petit: telles sont les deux plus grandes découvertes de la science physique du XX siècle. Tels sont aussi les deux pôles sur lesquels se focalisent les nouveaux militants du XXI siècle, pétris de l'influence du wokisme américain. Le risque est grand, ainsi, d'amener le débat public sur des terres stériles et d'occulter les véritables problèmes qui devraient, à six mois de la présidentielle, être au centre de l'attention en France.

Discussions interminables sur l'écriture inclusive, les toilettes non genrées à l'université, l'usage de pronoms neutres pour ne pas heurter, les autodafés de bandes dessinées aussi dangereuses que *Tintin* ou *Astérix*, le déboulonnage d'une statue de Napoléon: plus un jour ne passe sans que de tels faits fassent la une des journaux. Tels sont les symptômes de l'essor d'un nouveau militantisme woke qui part en croisade contre toutes les formes d'oppression de race et de genre.

Le sexe des anges

À l'heure où l'obscurantisme des anciens temps s'abat à nouveau sur les femmes afghanes, où 2 millions d'Africaines sont chaque année victimes de mutilation génitale, où prospèrent sous nos cieux les réseaux de trafic humain et de prostitution forcée et où une pornographie dérégulée exploite des milliers de femmes et abîme l'esprit de millions d'adolescents, quoi de mieux, pour défendre la cause féministe, que de se battre sur des règles de grammaire? Jusqu'au cœur des universités, les thèses financées par l'argent public cherchent plus à «*décoloniser la peinture classique*», à élaborer une critique «*queer et décoloniale de la littérature irlandaise*» et à dénoncer l'homophobie d'hommes morts cinq siècles plus tôt, qu'à apporter des contributions utiles à l'action publique. Les activistes woke sont la version contemporaine de ces docteurs byzantins qui, à la veille de la chute de Constantinople, se disputaient pour savoir de quel sexe sont les anges alors que l'ennemi était aux portes. Ce qui rend le wokisme aussi dangereux que contre-productif, outre le caractère erroné de ses thèses, c'est sa focalisation sur l'infiniment petit, jusqu'à discréditer la cause prétendument défendue.

À cela s'ajoutent les dénonciations indignées de l'infiniment grand. Les nouveaux militants adorent généraliser à tout va. Les petits coupables ne sont pas à la hauteur de l'envergure que ces activistes veulent donner à leur lutte: rien de tel pour se valoriser que de grandir son ennemi, quitte à le construire de toutes pièces. Ce n'est plus telle bavure policière qui est critiquée, mais «*la violence institutionnelle*» et «*le fascisme d'État*»; telle discrimination à l'embauche, mais le «*racisme systémique*»; telle remarque sexiste, mais «*la masculinité toxique*» et «*le patriarcat*».

Des ressentiments personnels sont transformés en luttes civilisationnelles, des cultures entières mises en accusation pour les erreurs de quelques-uns. Le patriarcat, pour ne prendre que lui, désigne désormais l'origine de tout le mal dans le monde, comme Satan en son temps ou le capitalisme au XX siècle. Françoise Vergès, chercheuse féministe à la pointe des dernières «*avancées*», explique que le patriarcat renvoie non seulement «*à la domination de l'homme sur les femmes*», mais aussi à l'ensemble des rapports de domination liés à «*la justice reproductive, la justice environnementale, les migrant.e.s et l'Anthropocène-Capitalocène raciale (sic)*». Désormais, une femme battue saura que le véritable coupable n'est pas son mari, mais l'Anthropocène-Capitalocène raciale: la belle affaire.

Ces abstractions théoriques, qui s'invitent désormais dans le débat présidentiel, sont si larges qu'elles ne présentent aucun intérêt concret: si tout est patriarcat, dénoncer le patriarcat, ce n'est plus rien dénoncer. Qui veut tout embrasser dans sa lutte finit par ne plus rien étreindre. Albert Camus dénonçait ceux qui «*aiment l'humanité en général pour ne pas avoir à aimer les êtres en particulier*». Il aurait pu dire de même pour ceux qui dénoncent le patriarcat en général pour ne pas avoir à aider les femmes en particulier. L'infiniment grand présente finalement le même problème que l'infiniment petit: en se perdant dans les généralisations abusives et en s'attaquant à des ennemis de paille, il détourne l'attention de la seule échelle qui compte: l'échelle humaine.

«*An elephant in the room.*» C'est ainsi que les Anglais désignent un sujet majeur dont tout le monde peut constater l'existence, mais dont personne ne parle ouvertement. Des éléphants, nous en avons une panoplie en France.

Baisse du niveau de l'éducation, déclin industriel du pays, impuissance géopolitique croissante, panne de la construction européenne, crise du service public, augmentation des violences au quotidien, crise du modèle d'assimilation républicain: les sujets de débat politique ne manquent pas. Plus que jamais se fait ressentir le besoin d'une action politique constructive et orientée vers l'avenir, qui redonne confiance dans les forces vives du pays plutôt que d'attaquer ses fondements civilisationnels.

Milieus favorisés

Rares sont pourtant ceux qui osent aborder frontalement ces problèmes. Occupant l'espace laissé vide par un manque de courage politique, les nouveaux militants le remplissent avec de vaines discussions et un activisme dogmatique sans horizon d'action: pas étonnant, dans ces conditions, de voir l'abstention progresser. Le Parti socialiste, qui a voulu se faire le champion de ces nouvelles luttes à partir de 2012, a vu sa popularité fondre comme neige au soleil à mesure qu'il se «*wokisait*», surtout auprès des classes populaires.

Car les discussions woke intéressent avant tout des jeunes de milieux favorisés. Les personnes victimes de violences dans leur quartier, de racisme, les femmes violées, battues ou prostituées de force, n'ont pas les moyens de passer sur les plateaux télévisés ou d'écrire des livres et des tribunes pour dénoncer ce qu'elles vivent. Les grands gagnants de cette supercherie sont ceux qui ont les moyens de se mettre sur le devant de la scène en prétendant incarner des combats universels. Le danger des militants woke vient du monopole politique et universitaire qu'ils parviennent à construire autour de faux problèmes pour se donner bonne conscience, évinçant par là même les véritables débats.

«*C'est bien plus beau lorsque c'est inutile*», déclame Cyrano avant de mourir. C'est sans doute vrai pour l'art. C'est assurément faux en politique. Il est grand temps de rétablir le sens des priorités pour redonner au débat et à l'engagement politiques en France leurs lettres de noblesse.

MILLIARDENINVESTITION:

Macrons Renaissance der Kernkraft

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 12.10.2021-20:39



Der französische Präsident Emmanuel Macron am Dienstag in Paris bei der Vorstellung seines Investitionsprogramm „France 2030“ Bild: AFP

Der französische Präsident sieht die Atomkraft als „große Chance“ und will eine Milliarde Euro in Mini-Reaktoranlagen investieren. Er wirbt für ein Gegenmodell zum deutschen Atomausstieg in Europa.

Wie eine Wahlkundgebung hat sich der französische Präsident Emmanuel Macron seinen Ausblick auf das kommende Jahrzehnt „France 2030“ im neu gestalteten Festsaal des Élysée-Palastes organisieren lassen. Zum Auftakt gab es einen mit aufmunternden Tönen untermalten Filmclip, in dem sich in schneller Folge die Ikonen des fortschrittsgläubigen Frankreichs ablösten: das Überschallflugzeug Concorde, der Hochgeschwindigkeitszug TGV, Ariane-Raketen, Atomreaktoren, Rafale-Kampfflugzeuge, Airbus und zum Schluss Astronaut Thomas Pesquet, der vor Kurzem als erster Franzose das Kommando in der Internationalen Raumstation übernommen hat. Dann durften Studenten und Forscher berichten, wie sie sich 2030 vorstellen, bis dramatische Musik erklang und der Präsident ins Scheinwerferlicht schritt. „Heute ist der Beginn eines großen Abenteuers“, meinte er. „Wir bereiten 2030 vor.“ 30 Milliarden Euro will Macron in Forschung und Innovation investieren, damit Frankreich als Industrienation im harten internationalen Wettbewerb nicht abgehängt wird. Industrialisierung und Innovation bedingten einander, betont er.

Zehn Ziele formuliert Macron in seinem ersichtlich keinem festen Redemanuskript folgenden Vortrag, bei dem er um das Rednerpult tänzelt. Eineinhalb Stunden dauert der Auftritt, am Ende klatscht der Saal. Am Dienstag wird klar: Die Zeit des frommen Werbens um einen gemeinsamen deutsch-französischen Weg wie vor den Präsidentenwahlen im Frühjahr 2017 ist vorbei. Frankreich will sich in den wichtigen Zukunftsbereichen Klimaschutz und Energie nicht länger deutschen Vorstellungen anpassen, sondern schreitet mit eigenen Plänen voran. „Atomkraft neu erfinden“ steht in großen Lettern an den Wänden und ist Ziel Nummer eins. „Atomkraft ist eine große Chance. Sie erlaubt uns, unter den EU-Ländern eines derjenigen zu sein, die am wenigsten Kohlenstoff ausstoßen“, sagt Macron.

Dreizehn EU-Länder an Macrons Seite

Deshalb will er eine Milliarde Euro in Mini-Reaktoranlagen der Zukunft investieren, sogenannte kleine modulare Reaktoren (SMR) mit kürzeren Bauzeiten, größerer Sicherheit und geringerem Atommüll-Aufkommen. So jedenfalls schwärmt Macron von der „Technologie der Zukunft“, während seine Umweltministerin Barbara Pompili, eine frühere Grüne, mit verschränkten Armen und verkniffenem Gesicht

hinter der Maske seinen Ausführungen folgt. Nicht nur Pompili kann sich daran erinnern, wie ihr ferner Vorgänger Nicolas Hulot im September 2017 versprochen hat, bis 2025 17 Atomreaktoren abschalten zu wollen. Damit sollte das Energiewende-Gesetz eingehalten werden, das den Anteil der **Atomenergie** an der Stromproduktion bis 2025 auf 50 Prozent herunterfahren sollte. Doch schon 2018 wurde das Gesetz geändert und die Frist bis 2035 verlängert und das Ziel auf 14 Reaktorschließungen reduziert. Angesichts von Rekordpreisen für Gas und andere fossile Energien feiert Macron jetzt die Renaissance der Atomenergie, ein Bereich, „in dem Frankreich und die Europäer eine Führungsrolle“ übernehmen könnten.

Tatsächlich hat sich Frankreich innerhalb der **EU** schon Verbündete gesucht, die den deutschen Atomausstieg ablehnen. Finnland zählt dazu, aber auch Polen, die Tschechische Republik, Ungarn und die Slowakei. Insgesamt 13 EU-Länder stehen an Macrons Seite. So klingt es ganz, als sei die Rede auch eine Botschaft an die künftigen Koalitionspartner in Berlin, ihren Atomausstiegsglauben nicht auf die gesamte EU zu übertragen. Mit seinem pronuklearen Coming-out nimmt der Präsident gut sechs Monate vor dem ersten Wahlgang der Präsidentenwahl vor allem seinen Konkurrenten von rechts Wind aus den Segeln.

Der Senkrechtstarter in den Umfragen, Éric Zemmour, hat kürzlich moniert, er wolle nicht, dass Frankreich seine Souveränität im Energiebereich aufgeben, nur weil es einer „absurden Energiewende der Deutschen“ folge. **Marine Le Pen** kritisierte bereits die Schließung der Atomreaktoren in **Fessenheim** im Februar 2020, die sie als „Unterwerfung“ unter deutsche Wünsche verurteilte. Die rechtsbürgerliche Präsidentenanwärterin Valérie Pécresse hat bei einem ihrer Auftritte gesagt, als Präsidentin würde sie die Abschaltungsprojekte stoppen und den Bau sechs neuer Atomkraftanlagen genehmigen.

Bei den Grünen stieß Macrons Rede hingegen auf Kritik. „Es ist unverantwortlich, auf eine Nukleartechnologie zu setzen, die es noch nicht gibt“, sagte der grüne Generalsekretär Julien Bayou. Macron hat auch geopolitische Interessen im Blick. Die deutsche Abhängigkeit von russischem Erdgas, die mit dem Pipelineprojekt Nord Stream 2 vergrößert wird, läuft seinem Streben nach europäischer Souveränität zuwider. Darum geht es Macron auch, als er den Ausbau der Wasserstofftechnologie als zweites Ziel vorstellt. Dank der nuklearen Stromerzeugung solle Frankreich zum europäischen Marktführer beim grünen Wasserstoff werden. Mindestens zwei riesige Fabriken sollen bis 2030 entstehen. Erneuerbare Energien würden nicht ausreichen, um genügend grünen Wasserstoff herzustellen. Macron will aber 500 Millionen Euro in erneuerbare Energien stecken.

Zustimmung zur Atomkraft wächst

Mit seinem Plädoyer für die Atomkraft hat der Präsident den Zeitgeist in seinem Land erfasst. Laut einer jüngsten Umfrage des Meinungsforschungsinstituts Odoxa ist die Zustimmung der Franzosen zur Atomkraft in den vergangenen zwei Jahren um 17 Prozent gestiegen. Das könnte auch an Veröffentlichungen wie dem Bestseller-Roman „Der Mohikaner“ („Le Mohican“) liegen, in dem mit der Windkraft zu Gericht gegangen wird. In seiner jüngsten Veröffentlichung behauptet der Autor Fabien Bouglé, dass Deutschland einen „Wirtschaftskrieg gegen die französische Nuklearindustrie“ führe. Eine Armee deutscher Lobbyisten versuche, in Brüssel Einfluss auf die EU-Kommission zu nehmen, damit Atomkraft nicht als nachhaltige Energiequelle anerkannt werde. Ziel sei es, Frankreich deutsche Windanlagen zu verkaufen.

200,119

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/gerald-bronner-la-france-contre-les-complots-20211012>

Le Figaro (site web)

mardi 12 octobre 2021 - 19:46 UTC +02:00 1088 mots

Actualité ; Société

Gérald Bronner, la France contre les complots

Bastié, Eugénie



PORTRAIT - Le sociologue qui vient d'être nommé par l'Élysée à la tête d'une commission contre la désinformation, est le lauréat du prestigieux prix Aujourd'hui pour son livre « Apocalypse cognitive ».

Les Lumières à l'ère du numérique : tel est le titre ronflant de la commission lancée par Emmanuel Macron pour lutter contre la désinformation et le complotisme et examiner le péril qu'ils font courir à nos démocraties. Dans le rôle du Voltaire 2.0 chargé d'écraser l'Infâme sur les réseaux sociaux, le sociologue Gérald Bronner, propulsé à la tête de cette mission composée d'une quinzaine d'experts. Mais qu'est-il allé faire dans cette galère?

Immanquablement, la commission chargée de lutter contre les fake news s'est vue attaquée pour son manque de neutralité. Les fact-checkeurs ont été fact-checkés par les journalistes, et le chirurgien Guy Vallencien, compromis dans l'affaire du Mediator, a été écarté. Malgré ce faux départ, Bronner persiste et signe « *J'ai hésité à accepter cette mission, confie-t-il, car je pensais bien qu'une instrumentalisation politique était possible. Mais j'alerte sur le risque que fait peser la dérégulation du marché de l'information sur nos démocraties depuis des années, je ne pouvais pas me défilier quand il s'agit d'agir.* »

Membre de l'Académie nationale de médecine, de l'Académie des technologies et de l'Institut universitaire de France, Bronner coche toutes les cases académiques. Mais le sociologue se veut aussi un homme d'action. Après les attentats islamistes de 2015, il était allé donner bénévolement des cours au centre de déradicalisation de Pontourny pour « *développer l'esprit critique* » des apprentis djihadistes sélectionnés sur la base du volontariat et leur « *apporter des outils d'indépendance intellectuelle* ». « *À la fin, ils sont tous partis* », soupire le chercheur, qui a tiré de cet échec cuisant (coût: 2,5 millions par an, pour 9 volontaires au début, 0 à la fin) un livre *Déchéance de rationalité*. De même la lutte contre le complotisme n'est-elle pas vouée à l'échec? « *Les chances sont assez faibles, mais si on ne s'engage jamais, on ne prend aucun risque* », dit celui qui se définit comme « *un acteur lucide et un peu désenchanté* ».

Contre l'entrisme du «wokisme» en sociologie

Selon Bronner, l'heure est grave, et décisive pour des démocraties libérales confrontées à la fragilisation de leur socle commun. Son livre *Apocalypse cognitive* (PUF), qui reçoit ce mercredi le prestigieux prix Aujourd'hui, raconte le hold-up du siècle: comment le temps de cerveau disponible, libéré progressivement par la technique a été aspiré par les écrans. Dans l'océan d'informations sans hiérarchie ni règles que constitue internet, surnagent principalement les messages les plus anxigènes et les plus clivants. La dérégulation du marché de l'information engendre la polarisation politique.

Dès lors, le combat pour la rationalité est-il un combat pour le centrisme? Politiquement, Gérard Bronner se définit comme un « *universaliste* », opposé aux extrêmes, et à la pensée intersectionnelle postcoloniale et ses avatars. Dans le milieu de la sociologie où elle règne en maître, il n'a pas que des amis. Son livre *Le Danger sociologique* (PUF, 2017), coécrit avec Étienne Géhin, où il dénonçait le virage militant d'une sociologie critique devenue hégémonique à l'université, a été très mal reçu dans le milieu. L'intellectuel d'extrême gauche Geoffroy de Lagasnerie l'a qualifié de « *doxa réactionnaire* ». Avec la fille de Raymond Aron, Dominique Schnapper, et la disciple critique de Bourdieu, Nathalie Heinrich, il fait partie des têtes de pont de la résistance française à l'entrisme du «wokisme» en sociologie.

L'égalité des chances plutôt que l'égalité des résultats

Lui qui reproche aux sociologues d'être trop militants, ne se contredit-il pas en acceptant une mission de l'Élysée? « *Je ne reproche pas leur engagement aux sociologues, mais la compulsion de certains d'entre eux d'indexer le Vrai sur le Bien qui les empêche de produire de la science. Ils tordent les données pour arriver aux conclusions qu'ils avaient choisies dès le début. Je n'ai pas le sentiment de plier mes résultats à des représentations idéologiques* », réplique-t-il.

Bronner se situe dans la filiation intellectuelle libérale d'un Max Weber, d'un Raymond Aron ou d'un Raymond Boudon, dont il a été le disciple, celle d'un «*individualisme méthodologique*» qui ne surestime pas le poids du déterminisme mais s'intéresse aussi à d'autres variables, comme les sciences cognitives ou la psychologie évolutive. Lui qui vient d'un milieu modeste (sa mère était femme de ménage, son père, réparateur de télévision) croit en l'égalité des chances plutôt qu'en l'égalité des résultats.

À Paris 7 où il enseigne, il est minoritaire. « *Il y a des sanctions. Je n'ai plus de promotions depuis des années, pas même une prime d'encadrement de recherches* », affirme l'auteur de *La démocratie des crédules*. Il est allé chercher hors des cénacles universitaires la reconnaissance refusée par ses pairs. Adoubé par l'Élysée, récompensé par le prix Aujourd'hui, le chantre de la rationalité est devenu un homme de pouvoir. À l'heure où l'on semble vouloir installer à la tête de l'État le «*clivage entre ceux qui assument la complexité, la raison, la science, une forme de modération verbale et politique, et ceux qui jouent des effets de polémique et de division* » (selon les mots du secrétaire d'État Clément Beaune), Bronner serait-il l'apôtre du nouveau cercle de la raison?

«Le socle commun, c'est la rationalité»

Lui défend son indépendance intellectuelle, sans cesse mise en cause, qu'il attaque le principe de précaution ou défende la vaccination. « *Je pense depuis longtemps qu'il y a un clivage entre les rationnels et les irrationnels. Je ne vais pas ranger mon drapeau dans ma poche parce que le gouvernement reprend cette antienne. On a bien sûr le droit de s'engueuler en démocratie, mais, aujourd'hui, on a une rupture du socle épistémique commun. Et le socle commun, c'est la rationalité* », explique le sociologue.

ENERGIEWENDE: Die Zweifel am Atomausstieg wachsen



Der Rückbau schreitet unaufhaltsam voran: Sprengung der Kühltürme des Atomkraftwerks Philippsburg. Bild: dpa

Ist der Klimawandel riskanter als die Kernkraft? Ein Mitglied der Kommission zum Atomausstieg hat jetzt Zweifel an der Entscheidung von damals. Doch keine der möglichen Regierungsparteien möchte den Ausstieg rückgängig machen.

-
- VON [CHRISTIAN GEINITZ](#), BERLIN
- -AKTUALISIERT AM 19.10.2021-08:30

Während in vielen Ländern neue [Atomkraftwerke](#) geplant werden, etwa in Frankreich und Großbritannien, nimmt auch in Deutschland die Diskussion um die Kernenergie an Fahrt auf. Keine der möglichen Regierungsparteien möchte den Ausstieg rückgängig machen, selbst die FDP hat diese Idee verworfen.

Aber aus der Wirtschaft und der Wissenschaft mehren sich Appelle, über Laufzeitverlängerungen nachzudenken: wegen der steigenden Energiepreise, möglicher Versorgungsengpässe und der Dringlichkeit des Klimaschutzes. Jetzt meldet sich eine prominente Stimme zu Wort, der ehemalige Chef des weltgrößten Chemiekonzerns BASF, [Jürgen Hambrecht](#), der auch Mitglied der Ethikkommission „Sichere Energieversorgung“ zum Atomausstieg war. „Der gleichzeitige Ausstieg aus Kohle und Atomkraft ist ein Fehler“, sagte er der F.A.Z. „So vorzugehen kann zu einer Überforderung der Privathaushalte und der Wirtschaft führen, gefährdet Deutschlands Energiesicherheit und belastet die Wettbewerbsfähigkeit.“

Als die von Bundeskanzlerin Angela Merkel (CDU) eingesetzte Kommission vor zehn Jahren tagte und das Ende der [Kernkraft](#) bis Ende 2022 aus ethischen Gründen befürwortete, sei das unter völlig anderen Voraussetzungen erfolgt, stellte Hambrecht klar. Weder sei die Rede davon gewesen, sich zugleich aus der Stein- und Braunkohleverstromung zurückzuziehen; im Gegenteil habe seinerzeit die Politik den Bau neuer moderner Kohlemeiler befürwortet.

Versprechen wurden nicht eingehalten

Noch habe es derart ehrgeizige Minderungsziele für [Treibhausgase](#) gegeben wie heute, die vorschreiben, dass Deutschland bis 2045 kohlendioxidneutral sein soll. Deutschland steigt bis Ende 2022 aus der Kernenergie aus. Jüngst hatte eine Umfrage unter den Betreibern gezeigt, dass aus technischer Sicht alle sechs verbliebenen Meiler über die Abschalttermine hinaus am Netz bleiben könnten. Auch auf EU-Ebene ist eine Debatte über die Zukunft der Atomkraft entbrannt.

Hambrecht beklagte nun, dass es in Deutschland „damals keine Abwägung zwischen Kernenergie und der Erderwärmung“ gegeben habe. „Genau das brauchen wir aber, und es sieht so aus, als ob die Gefahren des Klimawandels viel höher sind als die Risiken der Atomkraft“, sagte er. „Wenn wir aus guten Gründen für den Klimaschutz die Wirtschaft, den Verkehr und das Heizen auf Elektrizität umstellen und wenn wir zugleich aus Kohle, Öl und Gas aussteigen, dann sollten wir über die möglichen Vorteile der Kernenergie noch einmal neu nachdenken“, forderte Hambrecht, der heute dem Aufsichtsrat des Werkzeugmaschinenherstellers Trumpf vorsitzt und Gründungsunternehmen betreut, auch aus der Energiewirtschaft.

Die Regierung habe der Ethikkommission zugesichert, dass die künftige Energieversorgung auch ohne Kernkraft umweltverträglich, sicher und bezahlbar bleibe. Damals hieß es, dazu würden die erneuerbaren Quellen ebenso verlässlich ausgebaut wie die Stromnetze. „All diese Versprechen wurden nicht eingehalten, weder die Regulatorik noch die Infrastruktur ist da“, empörte sich der Fünfundsiebzigjährige. Um den Zustand zu bessern, müsste die Kernenergie innerhalb der europäischen „Taxonomie“ als grüner und damit als förderfähiger und für Investoren interessanter Energieträger anerkannt werden.

Kernkraft zur Erzeugung von CO₂-neutralen Kraftstoffen

Hambrecht erinnerte daran, dass die Elektrifizierung aller wichtigen Energieverbraucher vier bis sechsmal so viel Strom erfordere wie bisher. Allein die chemische Industrie brauche nach einer Umstellung auf elektrische Energie fast so viel Strom, wie derzeit in ganz Deutschland verbraucht werde: „Diese Mengen an Ökostrom kann Deutschland niemals produzieren, im Zweifelsfalls importieren wir dann Atomstrom aus Frankreich oder Kohlestrom aus Polen, das wäre eine Scheinlösung.“ Schon jetzt sei Elektrizität knapp, während der „Dunkelflauten“ könnten erneuerbare Träger nicht zuverlässig liefern, zum Glück gebe es zum Ausgleich derzeit noch Kohle- und Kernkraftwerke. Privatleute merkten die Misere an steigenden Energiepreisen, aber noch nicht an Engpässen: „Vielleicht setzt ein Umdenken ein, wenn es in kalten Wintern zu Stromausfällen kommt.“

Der Berliner Geowissenschaftler Reinhard Hüttl ergänzte, Unions-Kanzlerkandidat Armin Laschet habe zurecht festgestellt, der Ausstieg zuerst aus der Kernkraft und dann aus der Kohle sei falsch gewesen. Hüttl zufolge sind die wegfallenden Kapazitäten schwer zu ersetzen, noch immer sei Deutschland der größte Braunkohleförderer der Welt. Um die Klimaneutralität rasch zu erreichen, brauche man in Europa und international möglicherweise auch die Kernkraft zur Erzeugung von CO₂-neutralem Wasserstoff und synthetischen Kraftstoffen. „Es wäre schade, wenn sich Deutschland völlig aus der Diskussion um die Kernenergie verabschieden würde“, so Hüttl.

Atommülllager Asse bereitet Kopfzerbrechen

Die Räumung des Atommülllagers Asse im niedersächsischen Landkreis Wolfenbüttel kommt vorerst nicht voran. Eigentlich soll der in dem Schacht aufbewahrte schwach- und mittelradioaktive Abfall künftig nahe der Anlage zwischengelagert werden, weil in das ehemalige Bergwerk Wasser eindringt. Doch die Standortauswahl ist hoch umstritten, vor allem in der Region, und wurde deshalb im Auftrag des Bundesumweltministeriums noch einmal überprüft.

Der am Montag vorgelegte Bericht der eingesetzten Fachleute kommt zu dem Ergebnis, dass die Diskussion noch nicht abgeschlossen werden könne. Der knapp hundertseitige „Beleuchtungsprozess“ enthalte „keine schnellen Antworten“, sagte Umweltstaatssekretär Jochen Flasbarth. „Das Thema standortnah oder standortfern muss weiter diskutiert werden.“ Die Bundesgesellschaft für Endlagerung hatte 2020 den Alternativstandort ausgewählt. Es geht um 126.000 Fässer, die zwischen 1967 und 1978 in den Salzstock kamen.

200,123

<https://www.commentary.org/articles/bari-weiss/resist-woke-revolution/>

Some Thoughts About Courage

We are living through an epidemic of cowardice. The antidote is courage.



Bari Weiss

Oct 19



Protesters toppled statues of Abraham Lincoln and Theodore Roosevelt and at the Oregon Historical Society on October 11, 2020 in Portland.

Why have things come so undone? And what can we do to rebuild them?

Those are the questions, more than any others, that I've been turning over in my mind over the past year and they are the subject of an essay I just published in Commentary Magazine.

Its headline: "We Got Here Because of Cowardice. Courage Is What Gets Us Out."

If you read this newsletter — and if you are new here, welcome! — you are by now quite familiar with the features of the great unraveling. The politicization of everything. The re-racialization of everyone. The demonization of those with a different perspective. The forced conformity. The ideological capture of our schools. The betrayal of liberalism by the institutions meant to uphold it. The denial of obvious truths by our most trusted experts. The replacement of forgiveness and mercy with perpetual punishment.

How did this happen?

Here's what I write in Commentary:

There are a lot of factors that are relevant to the answer: institutional decay; the tech revolution and the monopolies it created; the arrogance of our elites; poverty; the death of trust. And all of these must be

examined, because without them we would have neither the far right nor the cultural revolutionaries now clamoring at America's gates.

But there is one word we should linger on, because every moment of radical victory turned on it. The word is cowardice.

The revolution has been met with almost no resistance by those who have the title CEO or leader or president or principal in front of their names. The refusal of the adults in the room to speak the truth, their refusal to say no to efforts to undermine the mission of their institutions, their fear of being called a bad name and that fear trumping their responsibility — that is how we got here.

Allan Bloom had the radicals of the 1960s in mind when he wrote that “a few students discovered that pompous teachers who catechized them about academic freedom could, with a little shove, be made into dancing bears.” Now, a half-century later, those dancing bears hold named chairs at every important elite, sense-making institution in the country.

As Douglas Murray has put it: “The problem is not that the sacrificial victim is selected. The problem is that the people who destroy his reputation are permitted to do so by the complicity, silence and slinking away of everybody else.”

Each surely thought: *These protestors have some merit! This institution, this university, this school, hasn't lived up to all of its principles at all times! We have been racist! We have been sexist! We haven't always been enlightened! I'll give a bit and we'll find a way to compromise.*

This turned out to be as naive as Robespierre thinking that he could avoid the guillotine.

Think about each of the anecdotes I've shared here and all the rest you already know. All that had to change for the entire story to turn out differently was for the person in charge, the person tasked with being a steward for the newspaper or the magazine or the college or the school district or the private high school or the kindergarten, to say: No.

If cowardice is the thing that has allowed for all of this, the force that stops this cultural revolution can also be summed up by one word: courage. And courage often comes from people you would not expect.

The piece goes on to name some of those courageous people, a good number of whom I am proud to say have written for Common Sense. Among them: [Paul Rossi](#). [Maud Maron](#). [Gordon Klein](#). And [Peter Boghossian](#).

Many of these people have been smeared and demonized. But **Orwell** explains why: **“The further a society drifts from the truth, the more it will hate those that speak it.”** In an age of lies, telling the truth is high risk. It comes with a cost. But it is our moral obligation.

It is our duty to resist the crowd in this age of mob thinking. It is our duty to think freely in an age of conformity. It is our duty to speak truth in an age of lies.

As I write in the essay:

This bravery isn't the last or only step in opposing this revolution — it's just the first. After that must come honest assessments of why America was vulnerable to start with, and an aggressive commitment to rebuilding the economy and society in ways that once again offer life, liberty, and the pursuit of happiness to the greatest number of Americans.

But let's start with a little courage.

Courage means, first off, the unqualified rejection of lies. Do not speak untruths, either about yourself or anyone else, no matter the comfort offered by the mob. And do not genially accept the lies told to you. If possible, be vocal in rejecting claims you know to be false. Courage can be contagious, and your example may serve as a means of transmission.

When you're told that traits such as industriousness and punctuality are the legacy of white supremacy, don't hesitate to reject it. When you're told that statues of figures such as Abraham Lincoln and Frederick Douglass are offensive, explain that they are national heroes. When you're told that "nothing has changed" in this country for minorities, don't dishonor the memory of civil-rights pioneers by agreeing. And when you're told that America was founded in order to perpetuate slavery, don't take part in rewriting the country's history.

America is imperfect. I always knew it, as we all do — and the past few years have rocked my faith like no others in my lifetime. But America and we Americans are far from irredeemable.

The motto of Frederick Douglass's anti-slavery paper, *the North Star* — "The Right is of no Sex — Truth is of no Color — God is the Father of us all, and all we are brethren"—must remain all of ours.

200,126

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/jean-marc-daniel-la-hausse-generale-de-l-endettement-est-inquietante-20211019>

Le Figaro (site web)

mardi 19 octobre 2021 - 18:23 UTC +02:00 551 mots

Économie ; Conjoncture

Jean-Marc Daniel:

«La hausse générale de l'endettement est inquiétante»

Bohineust, Armelle, Cheyvialle, Anne

ENTRETIEN - Professeur à l'ESCP Business School (École supérieure de commerce de Paris), Jean-Marc Daniel pointe les dangers d'une dette publique trop élevée.

LE FIGARO.- Vous inquiétez-vous de la hausse générale de l'endettement?

Jean-Marc DANIEL. - Oui. Il existe un argument ancien contre la dette publique qui est qu'elle opère un transfert des plus pauvres vers les plus riches. En effet, les impôts prélevés sur tous servent à payer les intérêts reversés aux détenteurs de titres publics qui appartiennent principalement à la partie aisée de la population. Plus fondamentalement, l'endettement public et privé sans limite accroît fortement la demande, ce qui finit par entraîner soit un apport d'offre extérieure, c'est-à-dire un déficit commercial plus élevé, soit une relance de l'inflation.

De plus, l'augmentation de la dette publique suscite des anticipations négatives. Le réflexe d'épargne induit pousse le prix des actifs à la hausse, notamment des actifs immobiliers, si bien que l'endettement public chasse la classe moyenne des centres-villes...

Faut-il revoir le critère européen d'une dette publique limitée à 60 % du PIB?

Ce seuil n'a pas de fondement théorique. Néanmoins, beaucoup de pays se sont imposés de le respecter. Vouloir s'en défaire revient à les insulter. En fait, le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance qui régit désormais la politique budgétaire repose sur la séparation entre un «bon déficit» - le déficit conjoncturel, qui amortit le cycle - et un «mauvais déficit» - le déficit structurel, qui perdure par-delà le cycle et ne doit pas dépasser 0,5 % du PIB. Restons-en là.

Redoutez-vous une hausse des taux d'intérêt et de l'inflation?

La détention d'une partie de la dette par la banque centrale dans le cadre du «quantitative easing» change la donne. En France, par exemple, la Banque de France rachète des titres pour le compte de la BCE et elle reverse à l'État une partie des intérêts qu'elle a perçus sur cette dette, ce qui la rend gratuite. Les États peuvent donc affronter une hausse des taux en augmentant la part détenue par leur banque centrale.

Quant à l'inflation, ce n'est pas une menace immédiate. Le surcroît d'activité économique dû aux aides versées par les États entraîne surtout du déficit extérieur car il faut importer davantage. C'est le cas en France. Et la dépendance vis-à-vis d'autres pays due à une accumulation de déficits extérieurs est tout aussi préjudiciable que l'inflation.

Pour évaluer le risque, ne faut-il pas regarder à quoi sert cette dette publique?

Le partage entre une «bonne» dette, qui finance les investissements, et une «mauvaise», qui finance le fonctionnement n'a guère de sens. Le salaire d'un chercheur est du fonctionnement alors que la construction d'une route ne menant nulle part est un investissement... La dépense publique doit être financée sur le long terme par l'impôt. Le déficit budgétaire doit être réservé au lissage des aléas conjoncturels, comme le prévoit le pacte budgétaire européen.

WISSENSCHAFT UND POLITIK:

Grenzen der Expertise

- VON GERALD WAGNER
- -AKTUALISIERT AM 19.10.2021-15:28



Wolfgang Merkel, Politikwissenschaftler im Wissenschaftszentrum Berlin (WZB). Bild: dpa

Die Krise der Demokratie kann nicht durch Wissenschaft behoben werden. Der Politikwissenschaftler Wolfgang Merkel warnt vor der Scheinobjektivierung von Politik.

Die in der Demokratieforschung vorherrschende These lautet, die Demokratie stecke in der Krise. Die jüngsten Ergebnisse der Expertenerhebungen des „Varieties of Democracy“-Projekts scheinen dies zu belegen. Die für das Projekt aus den 27 EU-Staaten und den wichtigsten westlichen Demokratien aggregierten Daten zeigen seit 1950 einen nahezu kontinuierlichen Anstieg der Demokratisierung. Aber nur bis etwa 2008. Seither geht die Qualität der Demokratie im Durchschnitt stetig zurück. Auch in Deutschland. Ist die Demokratie deshalb schon in der Krise?

Dass Wolfgang Merkel statt von Krise lieber von einer Erosion der Demokratie sprechen möchte, nimmt seiner Diagnose nichts von ihrer Dramatik. In seiner Abschiedsvorlesung am Berliner Wissenschaftszentrum, das er nach sechzehn Jahren Forschungstätigkeit verlässt, beklagt Merkel nicht nur diesen anhaltenden Qualitätsverlust unserer demokratischen Institutionen. Er setzt ihn auch in Bezug zu den drei neuen externen Krisen, die unsere Demokratie herausforderten. Die Migrationskrise, die Pandemie und die Klimakrise seien Krisen eines neuen Typus, weil sie das Verhältnis von Wissenschaft und Politik gefährlich verdrehten, so Merkel. Die entscheidende Frage lautet: Kann die Wissenschaft (im Plural) das Allgemeinwohl (vor)formulieren?

Eine strategische Selektion wissenschaftlicher Expertise

Es gebe nicht zuletzt in Deutschland eine nie ganz verschwundene Sehnsucht nach einer politischen Autorität diesseits von Parteienpluralismus, gesellschaftlichen Konfliktlagen und Interessengegensätzen, warnte Merkel in einem kürzlich veröffentlichten Essay. Finde diese Sehnsucht jetzt ihre Erfüllung in der szientistischen Gestalt des wissenschaftlichen Regierungsberaters? Leider suchten sich die Regierungen immer genau jene Wissenschaftler aus, deren Positionen ihnen am besten ins Konzept passten. Eine strategische Selektion wissenschaftlicher Expertise schade am Ende aber beiden, der politisierten Wissenschaft wie der verwissenschaftlichten Politik. Diese versuche die offensichtliche Selektivität ihrer Begründungen zu verschleiern, indem sie den Expertenrat kurzerhand zur aktuellen Gestalt des Allgemeinwohls erklärt, dem man sich nicht verweigern dürfe. Merkel nannte keine spezifischen Adressaten seiner Vorwürfe. Die scheinbar objektive „Epistemisierung“ von Politik finde sich bei allen Kombattanten der aktuellen Krisen. Die Folgen seien fatal, weil wir gar nicht wüssten, wie wir aus der Falle, in die sich die Demokratie damit gebracht hat, wieder herausfinden sollen.

Der „Aufstand der Ignoranten“

Es ist die Falle der Moralisierung und der Polarisierung als krisenhaft empfundener Konflikte. Moralisierung als selbstgerechte Stilisierung der eigenen moralischen Position, so Merkel, ziele auf den Ausschluss des als unmoralisch diffamierten Gegners aus dem politischen Diskurs. Die Demokratie verlange aber nach Inklusion und nicht nach Exklusion abweichender Haltungen. Wer den Gegner ständig mit dem Vorwurf moralischer Verkommenheit überziehe, verbrauche am meisten von jener Ressource, in deren Namen er seine Argumente ins Feld führe: der Moral. Der Versuch, mit partikularem Moralismus komplexe moderne Gesellschaften integrieren zu wollen, komme seltsam unmodern oder eher vormodern daher, meint Merkel. Wer moralistisch vormodern, wissenschaftlich autoritär und kulturell postmodern auftritt, dürfe sich nicht wundern, wenn die wissenschaftsgesteuerte Entpolitisierung der Politik in eine Dialektik der Repolitisierung münde. Die finde sich bei den neuen Rechten, aber auch bei den politisch eher ungebundenen libertären Querdenkern. Der wissenschaftlichen Enträtselung der Welt und den daraus scheinbar alternativlos gewonnenen Fakten setzten letztere trotzig deren verschwörungstheoretische Wiederverrätselung entgegen. Der „Aufstand der Ignoranten“, so Merkel, werde aber befeuert von einer „Überepistemisierung der Politik“. Der daraus entstehende Konflikt zwischen Wissenschaft und Obskurantismus, Rationalität und Ignoranz, zwischen dem aufgeklärt-autoritären Dezisionismus der ungeduligen Klimaaktivisten und den überforderten Klimaleugnern sei aber ein eminent politischer Konflikt, dessen Beteiligte die Ausgrenzung des Gegners geradezu als ihre demokratisch-moralische Pflicht begriffen.

Erosion der demokratischen Qualität unseres Staates

Gelten Konflikte nicht seit Dahrendorf als das eigentlich integrierende Moment demokratischer Gesellschaften? Ja, aber diese nicht. Ihre Form desintegriert. Nicht umsonst spricht Merkel von der Erosion der demokratischen Qualität unseres Staates durch den Modus, in dem dieser versucht, die neuen Krisen zu lösen. Die Regierungsform der Krise ist der Notstand. Merkels Sorge gilt den Kosten der Veralltäglichung dieses Zustands. Je mehr wir bereit seien, im Notstandsmodus den Normalfall der Demokratie zu akzeptieren, desto eher gewöhnten wir uns daran. Die Aufgabe der Politikwissenschaft liegt für ihn darin, sich mit dieser Gewöhnung nicht abzufinden, damit am Ende nicht nur die Fakten nicht alternativlos erscheinen, sondern auch die riskanten Trends, die die heutigen Demokratien prägten: die international beobachtbare Schwächung der Legislative zugunsten der Exekutive, die Verkennung der demokratischen Willensbildung als einer „Umsetzungsmaschinerie“ unbezweifelbarer Erkenntnisse und schließlich der Übergang von einem partizipativen Input hin zu einem dezisionistisch-paternalistischen Output des Regierens.

Ob er sich damit selbst als Verschwörungstheoretiker verraten hat? Nein, das ist Wolfgang Merkel sicher nicht. Eher ist er ein demokratischer Fundamentalist. Er sieht auch im Klimawandel keine Krise von so grundsätzlich neuer Art, dass die Evidenz ihrer Lösung über dem Primat der demokratischen Willensbildung stünde. Von einer existenziellen Krise der Demokratie in Deutschland kann für ihn trotz allem nicht gesprochen werden. Noch nicht. Denn der Verlust an gesellschaftlicher Kohäsion, die Polarisierung der Diskurse, die stabile Existenz einer „semiloyalen Partei“ wie der AfD, eine Zunahme der Intoleranz und „Exklusionslust“, der Niedergang der Volksparteien als Integrationsmaschinen und zuletzt das gebrochene Aufstiegsversprechen unserer „Zweidritteldemokratie“ bieten in der Gesamtschau ein bedrückendes Bild, dem das Etikett der Krise nicht mehr viel hinzufügte.

GASTKOMMENTAR

Ob es um Gerechtigkeitswahn geht oder um Klimapolitik: Die deutsche Vorstellungswelt eckt zunehmend an

In Deutschland herrscht ein Zeitgeist des intoleranten Liberalismus. Traditionelle Lebensentwürfe gelten nichts mehr, Bedrohungsängste kleinerer Staaten werden nicht ernst genommen. Die grossen Parteien wie CDU/CSU und SPD müssen darauf Antworten finden.

Joachim Krause

235 Kommentare 19.10.2021, 05.30 Uhr



Die deutsche Forderung, mehr oder weniger unbegrenzt Menschen aufzunehmen, stösst in kleineren Nationen auf Unverständnis.

Ben Kriemann / Pop-Eye / Imago

Als Deutscher begegne ich vor allem in Ostmitteleuropa und zunehmend auch in Skandinavien dem Vorwurf, die Deutschen stünden heute für liberale Intoleranz. Als Liberaler habe ich mich lange gegen diese Kritik gewehrt, aber mittlerweile muss ich einsehen, dass viele von diesen Vorwürfen berechtigt sind. Es gibt fünf Felder, in denen die liberale Intoleranz vieler Deutscher unangenehm bei Nachbarn auffällt.

Erstens gibt es eine Verachtung für die Nation und für alles, was mit staatlicher Souveränität zusammenhängt. Diese Haltung ist nachvollziehbar angesichts des Missbrauchs der Nation und des Patriotismus durch die Nationalsozialisten. Aber die Deutschen fallen oft von einem Extrem ins andere.

Heute belehren deutsche Politiker und Vertreter der Medien und der Wissenschaft andere Europäer darüber, wie schädlich Nationalismus sei und wie wichtig vertiefte europäische Integration wäre. Von einem philosophischen Standpunkt aus gesehen mag das richtig sein. Nur geht dieser Impuls an der Realität Europas vorbei.

Die Mehrzahl der Staaten Europas sind Nationen, die lange um ihre Souveränität haben bangen müssen, die oft klein sind und wo die Menschen sich im Rahmen ihrer Nation geborgen fühlen.

Das vor allem aus Deutschland kommende Drängen in Richtung auf mehr Integrationsfortschritte wird mit grosser Skepsis beobachtet. Europa ist für sie die Hülle, innerhalb deren ihre Nation Bestand hat, aber nicht das Brecheisen, mit dem die Nation ausgehebelt werden soll.

Intoleranz gegenüber Traditionen

Zweitens ist in Deutschland zunehmend eine Herablassung gegenüber traditionellen Gesellschaftsvorstellungen zu beobachten. Es setzt sich mehr und mehr ein Narrativ durch, wonach die normale Form der Gesellschaft eine solche sei, bei der die traditionelle Familie ausgedient habe. Jedes Individuum soll seine Lebenschancen in freier Selbstbestimmung wahrnehmen – angefangen bei der Wahl des eigenen Geschlechts bis zum Studium für alle oder zum Berufsleben für Frauen als Regelfall.

In vielen Ländern Ostmitteleuropas und Südeuropas ist grosse und berechtigte Skepsis gegenüber diesem deutschen Weg zu beobachten. Bei vielen herrschen traditionelle Vorstellungen von Gesellschaft und Familie vor.

Mit grosser Sorge wird die bei vielen Deutschen zu beobachtende Intoleranz gegenüber traditionellen Vorstellungen gesehen. In Polen und Ungarn machen sich populistische und tendenziell demokratiefeindliche Kräfte diese Sorge zunutze, um sich an der Macht zu halten. Und auch der russische Präsident Putin bläst in dieses Horn.

Auf Gerechtigkeit fixiert

Drittens stösst die Fixierung auf Gerechtigkeit und den Gleichheitsgrundsatz als Grundmaximen einer Politik auf, die nationalstaatlich und international handeln will.

Am deutlichsten wird das beim Thema Migration. Mehr als die Hälfte der Deutschen fand es richtig, dass im Jahr 2015 eine Million Kriegsflüchtlinge und Wirtschaftsflüchtlinge in unorganisierter Weise ins Land kamen. Hätten Österreich, Ungarn und Kroatien damals nicht die Grenzen geschlossen, wären es noch viele Millionen mehr geworden.

Wenngleich es sich nicht um eine Mehrheit handelt, so gibt es in Politik und Medien viele, die fordern, dass Deutschland und Europa mehr oder weniger unbegrenzt Menschen aufnehmen sollen – im Namen von Humanität und Gerechtigkeit. Oftmals wird diese Offenheit mit den Verbrechen des Kolonialismus, mit den Auswirkungen des Kapitalismus oder damit begründet, dass unser Energieverbrauch Millionen von Klimaflüchtlingen hervorbringe, die wir jetzt aufnehmen müssten. Diese deutsche Vorstellungswelt erregt gerade bei Menschen in kleinen Nationen zu Recht völliges Unverständnis.

Ausgeprägtes Verständnis für Russland

Viertens wird die liberale Intoleranz deutlich in der Herablassung gegenüber Bedrohungsängsten der Ost- und Nordeuropäer. Nach der russischen Annexion der Krim und von Teilen der Ukraine geht in den baltischen Staaten, Polen, Schweden und Finnland die berechtigte Angst vor einer russischen Invasion um. Diese Angst wird durch Manöver und die Aufstellung russischer Truppen unterstrichen.

Die deutsche Reaktion besteht heute überwiegend darin, diese Länder darüber zu belehren, dass Bedrohungsängste altes und überholtes Denken seien. Die hauptsächlichsten Probleme seien Rüstungswettläufe und Eskalationsspiralen. Nur eine Politik des Dialogs mit Russland und der Rüstungskontrolle sei angebracht. Waffenlieferungen an die durch Russland angegriffene Ukraine seien zu unterlassen, denn in der Region gebe es schon zu viele Waffen.

Diese in Deutschland vorherrschenden Einstellungsmuster werden nicht nur von seriösen Experten als utopisch bezeichnet, in Mitteleuropa und Nordeuropa werden sie mit grosser Sorge zur Kenntnis genommen.

Klima über alles

Potenziell gefährlich ist fünftens die Verabsolutierung der Klimaproblematik. Es ist unbestritten, dass der Klimawandel eine Bedrohung für die gesamte Menschheit darstellt und dass es weitgehender Umstellungen unserer Wirtschaft und unseres Lebens sowie umfangreicher technologischer Innovationen bedarf, um den Ausstoss der Treibhausgase zu stoppen und die Folgen des Klimawandels abzumildern.

Aber die Art und Weise, wie heute in Deutschland im Sinne eines intoleranten Liberalismus Klimapolitik betrieben wird, ist hysterisch, kurzsichtig und anmassend. Sie zielt darauf ab, alle anderen politischen Anliegen und alle Alternativen zu einer weitgehend von den Grünen vorgegebenen Klimapolitik zu unterdrücken. Das hier deutlich werdende autokratische Moment einer intoleranten liberalen Klimapolitik stellt eine Gefährdung der Demokratie dar.

Intoleranter Liberalismus ist kein Monopol der Deutschen. Es gibt ihn in Schweden, in den USA, in Grossbritannien, in Frankreich, in den Niederlanden und in vielen anderen Ländern. In den meisten von ihnen wird er von pragmatisch orientierten politischen Parteien, Medien und Vertretern der Gesellschaft in seinen Auswirkungen begrenzt gehalten.

In Deutschland haben wir erlebt, wie die beiden grossen Volksparteien – die SPD und die Unionsparteien CDU/CSU – sich von der Welle des intoleranten Liberalismus haben einnehmen lassen. Zuerst war es die SPD, die unter dem Einfluss linker Progressiver in den eigenen Reihen immer mehr von den oben aufgezeigten Positionen übernommen hat.

Die Unionsparteien waren lange Zeit ein festes Bollwerk. Aber unter dem Einfluss ihrer früheren Vorsitzenden und langjährigen Kanzlerin Angela Merkel haben sie sich aus dieser Rolle verabschiedet. Merkel hat in ihrer Amtszeit viele Positionen des intoleranten Liberalismus übernommen und Kritiker aus ihrer eigenen Partei verstummen lassen. Es ist zu hoffen, dass nach den hohen Verlusten bei der Bundestagswahl die Stimmen der Vernunft in der Union wieder Auftrieb bekommen. Denn ein Deutschland, dessen Politik von der Intoleranz eines progressiv gewandelten, postmodernen Liberalismus gesteuert wird, ist eine Belastung für Europa.

Joachim Krause ist im Vorstand der Stiftung Wissenschaft und Demokratie in Kiel und Direktor des Instituts für Sicherheitspolitik an der Universität Kiel.

Aujourd'hui en France (site web)

Économie, mercredi 13 octobre 2021 1171 mots

Les Français travaillent-ils vraiment moins que les autres, comme l'affirme Emmanuel Macron ?

Lucile Descamps

Ce mardi, Emmanuel Macron présentait, à l'Élysée, son plan « France 2030 », qui prévoit des investissements massifs afin de préparer l'avenir économique du pays, en renforçant sa compétitivité sur la scène internationale. L'occasion, aussi, pour le chef de l'État, d'aborder la question du travail. Et là-dessus, Emmanuel Macron a tenu des propos qui reviennent régulièrement, mais qui sont incomplets.

Ce qu'a dit Emmanuel Macron

« Quand on se compare, nous sommes un pays qui travaille moins que les autres (...). Nous avons une quantité de travail allouée qui n'est pas au bon niveau. A la fois dans le cycle de vie et en horaires cumulés », a-t-il affirmé, lors de la présentation de son plan « France 2030 ».

VIDÉO. Les dix objectifs d'Emmanuel Macron pour 2030

En 2019 déjà, Emmanuel Macron avait assuré, lors d'une conférence de presse en 2019, que « la France travaille en moyenne beaucoup moins que ses voisins ».

Pourquoi c'est difficile de comparer

« En fait, ça ne veut rien dire, parce que les études sur le sujet ne comparent pas toujours la même chose », pose d'emblée Mireille Bruyère, maîtresse de conférences à l'université de Toulouse et membre des Economistes atterrés. Les chiffres sur la quantité de travail varient énormément selon les indicateurs pris en compte dans les calculs ainsi que les critères sélectionnés. Les classements diffèrent, par exemple, beaucoup entre travail hebdomadaire, annuel ou tout au long de la vie, mais aussi si les chiffres s'appuient sur la population active, la population totale, les travailleurs salariés ou tous les travailleurs...

D'après les chiffres de l'International Labour Organization datant de 2020, le temps de travail hebdomadaire moyen des Français est de 35,9 heures. C'est autant que le Royaume-Uni et les États-Unis. C'est bien plus que les Pays-Bas (31,7 heures par semaine), mais aussi plus que le Danemark (34,2 heures), la Suisse (35,4 heures), la Belgique (35,7 heures) ou encore l'Italie (35,8). La quantité de travail hebdomadaire des Français est, en revanche, inférieure à celle de l'Espagne (36,6), du Portugal (37,4) ou encore de la Grèce (40,3). Les chiffres d'Eurostat, qui compilent les données des différents pays, montrent que les Français travaillent en moyenne 37,4 heures par semaine. Dans ce classement, ils se placent toujours devant les Pays-Bas (30,3 heures), le Danemark, la Suisse, la Belgique (37,2 heures) et l'Italie. Selon les chiffres d'Eurostat, les Français sont derrière l'Espagne, le Portugal et la Grèce, respectivement à 37,5 heures, 39,2 heures et 41,8 heures hebdomadaires.

La quantité annuelle de travail des Français se situe, quant à elle, plutôt dans la fourchette basse mondiale. Pour autant, le pays est loin d'être dernier, même à l'échelle européenne. Selon les chiffres 2020 de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) qui prennent en compte les salariés et les indépendants, les Allemands travaillent en moyenne 1 332 heures par an, les Danois 1 346 heures et les Hollandais 1 399 heures. En France, le travail annuel s'élève à 1 402 heures en moyenne. Un chiffre qui grimpe à 1 481 pour la Belgique, 1 559 pour l'Italie ou encore à 1 728 pour la Grèce. La moyenne européenne, elle, est à 1 513 heures de travail annuel.

Concernant le travail censé être effectué tout au long de la vie, la France est, là encore, dans la moyenne européenne. Selon les chiffres d'Eurostat, la durée attendue de travail en 2020 d'un habitant de l'UE était de 35,7 ans. La France est légèrement en dessous, avec 35,2 ans, mais elle se situe malgré tout dans le milieu de tableau. Le top trois est occupé par l'Islande (avec 44,9

ans de travail attendus), la Suisse (avec 42,5 ans) et la Suède (avec 42 ans). Dans le bas du classement, la Croatie et la Grèce comptent 32,8 années de travail attendues en moyenne et l'Italie 31,2.

Où les Français sont-ils les moins bons ?

Mais alors, pourquoi Emmanuel Macron affirme-t-il que les Français travaillent moins que leurs voisins ? Il s'appuie sans doute sur certains critères précis. Par exemple, la France est effectivement mauvaise élève sur le nombre d'heures annuelles travaillées par les salariés - en excluant, donc, les indépendants du calcul. Le chiffre de l'OCDE passe ainsi des 1 402 heures annuelles évoquées plus haut à 1 320. Parmi les pays européens, seule l'Allemagne est en dessous, avec 1 284 heures annuelles.

La France est également plutôt dans le bas du tableau concernant la quantité de travail hebdomadaire des salariés en temps plein. Selon Eurostat, ce chiffre s'élève à 39,1 heures pour la France. L'Italie et la Belgique sont un peu derrière (avec respectivement 38,8 et 38,9 heures hebdomadaires). La moyenne de l'UE est à 39,7 heures. Un chiffre qui grimpe à 39,9 heures pour l'Allemagne, 40,5 pour le Portugal ou encore 41,8 pour la Suisse. Si la France est un peu à la traîne dans cette catégorie précise, « la tendance est tout de même plutôt à la hausse », commente l'économiste Mireille Bruyère.

Autre catégorie dans laquelle il peut être considéré que la France travaille moins : l'âge de départ à la retraite. Si, concernant la durée attendue de travail, les Français sont plutôt dans le milieu de tableau européen, ils font partie des premiers à pouvoir partir à la retraite. Selon le Cleiss (Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale), au 1er janvier 2021, l'âge de départ à la retraite en France est de 62 ans - sauf régimes spéciaux. Seules la Norvège et la Suède proposent un départ à cet âge, mais avec un montant de pension moins important qu'avec un départ plus tardif. Par ailleurs, la Pologne, la Roumanie et la Grèce proposent la retraite à partir, respectivement, de 60, 61,5 et 62 ans, mais uniquement pour les femmes. Ailleurs, la possibilité de partir en retraite intervient plus tardivement : à 65 ans en Belgique, en Espagne et au Luxembourg, 65 ans et 9 mois en Allemagne, 66 ans et demi au Portugal, 67 ans en Italie...

L'indicateur de productivité

La quantité, c'est bien, mais la qualité, c'est encore mieux. Or, si certains indicateurs précis montrent que la France est effectivement à la traîne en termes de quantité, elle est en revanche bien classée sur la productivité par heure travaillée. Selon les chiffres de 2020 d'Eurostat, les Français sont les huitièmes Européens les plus productifs, derrière, notamment, les Irlandais, les Belges ou encore les Danois. Le pays se classe devant la Finlande, l'Allemagne, l'Italie ou encore l'Espagne.

En résumé

Dire que les Français travaillent moins que leurs voisins sans préciser sur quels critères s'appuie cette affirmation est une imprécision, puisque les classements varient énormément.

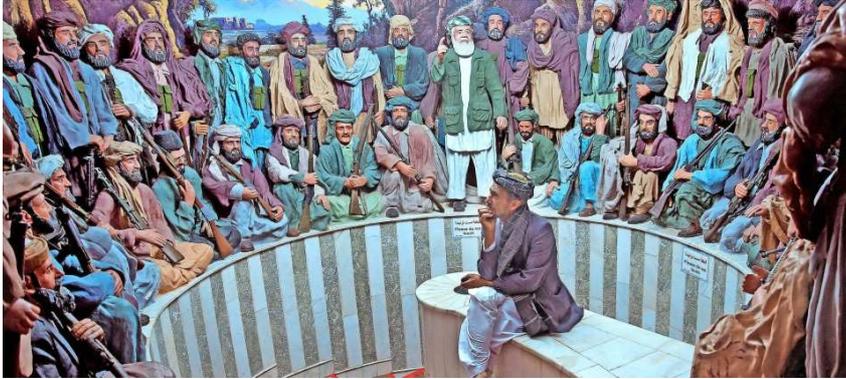
Les Français sont dans la moyenne européenne concernant le travail hebdomadaire, annuel ou tout au long de la vie.

Ils sont, en revanche, plutôt dans la fourchette basse sur les heures annuelles des salariés et sur la quantité d'heure hebdomadaire travaillées des salariés à temps complet.

DSCHIHADISMUS:

Terror im Opferkleid

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 15.10.2021-10:47



Darstellung einer Mudschahedin-Versammlung im Dschihad-Museum im afghanischen Herat Bild: AP

Eine Konferenz klärt über die verschiedenen Formen des Dschihad auf. Die religiöse Ideologie, die den Terror zusammenhält, kommt allerdings zu kurz.

Der militante Dschihad hat in den vergangenen zwei Jahrzehnten mehr als 140 000 Zivilisten in den Tod gerissen und breitet sich besonders in Afrika wie ein Flächenbrand aus. Die Dschihadisten begriffen früh, dass sich dieser Krieg auch in den Medien abspielt und bereiteten sich seit den Achtzigerjahren darauf vor. Als die Terroristen des „Islamischen Staates“ Gräueltvideos ins Netz stellten, waren viele erstaunt über deren rohe Professionalität. Ebenso wunderte man sich über die Anleihen der Islamisten bei der ihnen eigentlich verhassten westlichen Pop-Kultur. Dass Medienkompetenz und archaische Moral zusammengehen können, war schon vor den Tweets der Taliban bekannt.

Die Konferenz „Notions of Jihad Reconsidered“, veranstaltet von der Nachwuchsforschergruppe „Dschihad im Internet“ an der Universität Mainz, warf von der Ästhetik ausgehend einen weiten Blick auf das Phänomen. Der Schwerpunkt lag auf terroristischen Formen des Dschihad. Die ethnographische Sektion widerlegte die lange Zeit einflussreiche These des Politikwissenschaftlers Olivier Roy, es handle sich beim Dschihad um eine nihilistische Jugendrevolte ohne religiösen Beweggrund. Bei den von Hamza Esmili und Anja Kublitz befragten Jung-Dschihadisten, die in die Länder des „Arabischen Frühlings“ zogen, mischten sich eschatologische Motive mit der Hoffnung auf eine Renaissance der Ummah und einem Unbehagen am Konsumkapitalismus.

Wurden hier die unterschiedlichen religiösen und sozialen Motivlagen deutlich, so versprach die abschließende Sektion die titelgebende Auffächerung des Begriffs. Es war zu erwarten, dass dort auch nichtmilitärische Aspekte zu Wort kommen würden. Dschihad kann auch moralische oder spirituelle Ertüchtigung bedeuten oder den Versuch, eine islamische Weltordnung auf gewaltlosem Weg zu errichten. Diese Chance wurde jedoch vertan. Für den britischen Soziologe Salman Sayyid stand Dschihad pauschal für vom westlichen Imperialismus unterdrückte Handlungsfähigkeit. Daraus war zu schließen: Schuld am dschihadistischen Terror sind nicht die Täter, sondern ein Westen, der Muslimen grundsätzlich die schlechtesten Absichten unterstellt. Angesichts der Opferbilanz des Dschihad nicht nur in westlichen Ländern war das eine ziemliche Verharmlosung, die den expansiven Charakter der islamistischen Herrschaftsideologie ausblendete ebenso wie die Tatsache, dass der Islam global betrachtet weit weniger eine unterdrückte als unterdrückende Religion ist. An der Unterscheidung zwischen legitimer Kritik an religiöser Gewalt und pauschaler Verdächtigung von Muslimen war Sayyid gar nicht erst interessiert. Ganz Europa war für ihn vom Virus der Islamophobie befallen, weshalb er eine post-westliche Weltordnung dringend herbeiwünschte. Zur Islampolitik der neuen Weltmacht China schwieg er.

Nährboden des Terrors

Die verbindende Ideologie des Dschihad kam so nicht in den Blick. Auch der politische Islam und dessen mächtigste Organisation, die Muslimbruderschaft, haben ja die Errichtung von Gottesstaaten unter Scharia-Recht zum Ziel. Weil sich dieser in der Regel gewaltfreie Islamismus in Europa hinter einer Fassade der Menschenrechte und des Antirassismus versteckt, ist seine Analyse schwieriger als die des militanten Dschihadismus. Besonders schwer zu erfassen ist das wechselseitige Verhältnis. Es gibt Abgrenzung und Sympathien.

Das in London ansässige Islamic Human Rights Committee (IHRC) beispielsweise, das sich offiziell dem Menschenrechtsaktivismus verschreibt, organisierte nicht nur den antisemitischen Al-Quds-Tag, sondern gab auch Solidaritätserklärungen für Hassprediger und einen weltbekannten Terroristen ab, der Hunderte von Menschen, die er aus religiösem Hass für minderwertig hielt, in die Luft zu sprengen versucht hatte. Es wäre interessant zu erfahren gewesen, ob Salman Sayyid, ein häufiger Gast des IHRC, die Solidaritätsadressen seines Gastgebers ebenfalls zum Aufstand gegen unterdrückte Handlungsfähigkeit zählt.

Der Schlussvortrag des österreichischen Politikwissenschaftlers Farid Hafez strickte die Opferlegende fort. Hafez ist einer der bekanntesten Vertreter der Islamophobie-Forschung. Mit finanzieller Unterstützung der Erdogan-nahen Seta-Stiftung hat er den European Islamophobia Report herausgegeben, ein pseudowissenschaftliches Machwerk, das ausgiebig zur Diffamierung von Kritikern des politischen Islams genutzt wird. Zu den Autoren gehört beispielsweise Arzu Merali vom IHRC. Von der Konferenz hätte man sich dazu eine klare Positionierung gewünscht.

Hafez hatte in der Vergangenheit vielfach Kontakt zu Personen und Organisationen aus dem Aktionsfeld der Muslimbruderschaft und war ins Visier von Terrorfahndern geraten. Nach dem Wiener Attentat wurde seine Wohnung durchsucht. Vorgeworfen wurde ihm nun, ein führendes Mitglied der österreichischen Muslimbruderschaft und in Terrorfinanzierung verwickelt zu sein. Mittlerweile hat das Oberlandesgericht Graz die Razzia als teilweise rechtswidrig beurteilt. Das Verfahren gegen Hafez, das sich nicht allein auf die Hausdurchsuchung bezieht, läuft weiter. Strafbar bleibt die Verwicklung in Terrorfinanzierung. Die Gutachter, die von Hafez der Islamophobie beschuldigt worden waren, wurden mittlerweile vom Vorwurf der Befangenheit freigesprochen. Es gilt die Unschuldsvermutung.

Aus diesen Vorgängen zu schließen, Kritik am politischen Islam und der Islamophobie-Forschung seien selbst nichts weiter als ein Produkt von Islamophobie, wie Hafez es tat, geht an der Realität vorbei. Der Islamophobia-Report ist dafür ein beredtes Beispiel. Als „islamophob“ wird hier schon ein Zeitungskommentar diffamiert, der Muslime dazu auffordert, Söhne und Töchter gleich zu behandeln. Über die Vordenker der Muslimbruderschaft hat Hafez eine Hagiographie verfasst, die deren Antisemitismus und NS-Sympathien übergeht. Yusuf al-Qaradawi, der aktuelle Vordenker der Bruderschaft, lobt Hitler beispielsweise für den Holocaust und hofft darauf, dass die nächste Bestrafung der Juden durch Muslime geschieht. „Gott ist unser Ziel. Der Prophet ist unser Führer. Der Koran ist unsere Verfassung. Der Dschihad ist unser Weg. Der Tod für Gott ist unser nobelster Wunsch“, lautet das Motto der Muslimbruderschaft. Auch diese Dimension des Dschihad hätte Beachtung verdient gehabt.

LE WOKISME EN MARCHÉ ?

La chasse aux "violences sexistes et sexuelles" (VSS) est ouverte à l'Université



Frédérique Vidal à l'Élysée, le 19 juillet 2021.

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a dévoilé un plan d'action pour combattre les violences sexistes et sexuelles à l'université. Or, des plans existent déjà et ces annonces relèvent surtout d'une motivation idéologique.

avec [Marcel Kuntz](#)

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique Vidal, dévoile le 15 octobre son plan d'action pour combattre les « Violences Sexistes et Sexuelles » (VSS) : « *un plan global de 7 millions d'euros pour que la peur change de camp* ». Le contexte est évidemment la révélation d'une centaine de faits de harcèlements sexuels, agressions sexuelles et viols à l'école d'ingénieurs CentraleSupélec en 2020-2021.

« *Les choses vont changer* », assure la Ministre. Pourtant, dès le 1 août 2018, le Parlement avait adopté à l'unanimité le [projet de loi](#) contre les « violences sexistes et sexuelles ». Ses principaux articles portent sur les agressions sexuelles et viols, et en ce sens cette loi apparaît bienvenue à première vue. Mais l'enfer est pavé de bonnes intentions : non seulement l'efficacité opérationnelle de cette loi semble peu évidente, mais le concept de VSS prolifère aujourd'hui dans un sens idéologique. Démonstration.

En 2017, la [Ministre déclarait](#) vouloir lutter contre ces VSS à l'université : « *nous avons besoin de mieux connaître encore et recenser les inégalités. Et je pense en particulier à ce qui en constitue la forme ultime et la plus détestable : les violences sexistes et sexuelles* ». Depuis, des « formations » des personnels contre les VSS foisonnent à l'Université, intimement liées aux « missions égalité femmes-hommes et luttés contre les discriminations », témoignant ainsi du même glissement sémantique (et idéologique) que la Ministre, entre « inégalités » dont seraient victimes les femmes et « violences ». Entrons dans les détails.

Extension du domaine des violences

Ces formations se réfèrent, entre autre, à l'enquête [VIRAGE-Université](#) sur les « Violences et rapports de genre », réalisée sur questionnaires auprès d'étudiants de 4 universités françaises.

Cette étude a ses mérites (nul ne conteste la nécessité de caractériser les violences dans une société qui semble être de plus en plus violente), mais apparaît aussi critiquable. On passera sur la pratique de l'écriture inclusive dans le document de l'étude... **Le point le plus contestable est d'englober dans le même terme de « violences » des réalités bien différentes. En bref : des « moqueries » et des « mises à l'écart » à une extrémité de l'échelle, et des viols à l'autre.**

Dans les faits, comme le reconnaît le rapport VIRAGE-Université dans son tableau 8, « *la principale situation de violence dans les universités est celle de violences psychologiques pas ou peu graves* ». Est-il bien pertinent de nommer « violences » des faits « pas ou peu graves » ? **Comme le souligne David Lisnard et Christophe de Voogd dans un article dans la Revue Politique et Parlementaire et intitulé « le wokisme ou le grand retournement de la "violence symbolique" », « *S'il est un terme dont le mouvement woke fait grand usage, c'est bien celui de "violence"* ». Il est difficile de ne pas voir dans le concept de VSS une manifestation de cette idéologie.**

Il est indicatif d'une amplification idéologique que ledit rapport Virage-Université, publié en 2018 (l'enquête a été réalisée en 2014 et 2015), ne mentionne pas le terme VSS alors qu'il est central dans les « **formations** » **aujourd'hui proposées**. **Il n'est pas anodin non plus que ces « formations » émanent d'une structure militante, l'Association Nationale des Etudes Féministes (ANEF), dont on notera parmi les « formatrices » l'inénarrable Sandrine Rousseau, « éco-féministe » et candidate à la radicalité assumée à la récente primaire d'EELV...**

Culpabilisation des uns, victimisation des autres

Est-il approprié de réunir tous ces faits sous la dénomination de « sexiste » ? Des « moqueries » et des « mises à l'écart » ne sont pas nécessairement sexistes dès lors qu'elles touchent une femme. L'étude VIRAGE-Université a pris soin d'interroger aussi des hommes, mais cela n'efface pas cette critique. Cette obsession à voir partout du sexisme contre les femmes est déjà présente dans le monde académique et de la recherche, notamment en se basant sur le fait qu'il n'existe pas une parité homme-femme absolue dans toutes les disciplines scientifiques et à tous les niveaux hiérarchiques (un état de fait lié à des causes complexes, et non pas du « sexisme »).

Ces « formations » contre les VSS se limitent-elles, pour les faits « peu graves », à former le personnel universitaire à une forme de médiation pour faire cesser lesdits faits, voire à un soutien psychologique lorsqu'il est bienvenu ? Pour les faits graves, le but visé est-il d'accompagner éventuellement les victimes vers le dépôt d'une plainte justifiée ? **Ces « formations » ne s'inscrivent-elles pas plutôt dans la « culture de la victimisation » ? Autrement dit, favoriser le sentiment d'être « victime » pour les faits les plus bénins.** Par exemple des « **micro-agressions** », terme cher au wokisme, c'est-à-dire une expression qui sera jugée « offensante » par des personnes hypersensibilisées à certains thèmes de la panoplie victimaire des « éveillés » (dont le « genre »).

C'est ce que semble confirmer l'affirmation, contestable pour le milieu universitaire, dans la présentation d'une de ces « formations » que « *l'enquête dévoile tout particulièrement la place cruciale des violences sexuelles et sexistes dans le vécu professionnel* ». De plus, que signifie réellement « *un rôle de sensibilisation et de conscientisation* » que se proposent de jouer ces « formations » ? Ne vont-elles pas en réalité favoriser un sentiment de culpabilité ?

L'Université se tire-t-elle une balle dans le pied ?

L'étude VIRAGE-Université n'a interrogé que les étudiants, et tous les faits recensés ne se sont pas déroulés dans les universités. Ainsi, est-il bien judicieux de donner l'impression, par le titre de ces « formations », qu'il existe un problème endémique de violence dans le monde

académique ? Associée à la victimisation des femmes en prenant argument qu'il y a moins de femmes que d'hommes dans certaines disciplines scientifiques, une telle tendance est de nature à donner une image négative injustifiée (sexiste et violente par nature) des universités en général.

Bien sûr il faut se préoccuper des vraies violences, et l'actualité montre qu'elles existent. Mais eu égard aux [dérives du wokisme](#) dans le monde anglo-saxon, il est légitime d'exercer une grande vigilance à propos de ce qui peut apparaître comme des manifestations précoces de la même idéologie dans les universités françaises. On peut donc craindre que la n-ième lutte contre les « violences sexuelles et sexistes » annoncée par Madame Vidal ne nous y enfonce davantage. **Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde, disait Camus...**

Accusés de transphobie, 200 universitaires britanniques dénoncent les intimidations de militants «woke» et la complicité des universités

Par **Le Figaro** • Publié le 17/10/2021 à 16:12 • Mis à jour le 18/10/2021 à 09:54



«Stock dégage»: à l'université de Sussex, une campagne a été menée contre une professeur de philosophie, Kathleen Stocke, dont les travaux ne conviennent pas à la *doxa* «woke». *Crédits photo: ANTITERFSUSSEX/INSTAGRAM*

La violente campagne de harcèlement contre une enseignante de l'université de Sussex depuis le début du mois d'octobre a libéré la parole de nombreux universitaires dont les travaux sur la transidentité ne conviennent pas à la *doxa* «woke».

Cambridge, Oxford, Edimbourg, Bristol, Durham, Londres... Depuis les quatre coins du royaume, des professeurs dénoncent dans le [Sunday Times](#) l'emprise et la violence du mouvement «woke» au sein des universités britanniques concernant les questions de transidentité. Les 200 signataires témoignent dans une lettre des menaces, intimidations, pétitions auxquelles ils ont dû faire face, toutes menées par des élèves et des personnels des universités.

Tout a commencé à l'Université de Sussex, en Angleterre, quand Kathleen Stock, professeur de philosophie, militante féministe et lesbienne, considérée comme «critique du genre», [a subi en octobre 2021 une campagne étudiante exigeant son licenciement](#).

Kathleen Stock critique la notion de «genre», elle s'oppose à l'auto-identification des transgenres, et elle est à ce titre considérée par d'autres militantes féministes comme «TERF» (pour Trans-exclusionary radical feminist, c'est-à-dire: «féministe radicale excluant les trans»). Elle demande par exemple à ce que les femmes trans qui ont des organes génitaux masculins soient exclues des vestiaires pour femmes.

L'ampleur de la campagne est telle que la police a conseillé à la professeur de s'entourer de garde du corps et d'installer des caméras de vidéosurveillance chez elle.

C'est à la suite de cette affaire que les 200 universitaires ont décidé de signer une tribune dans le *Sunday Times* pour dénoncer une «*culture de la peur*» et la complicité passive des universités. «*Les universités créent un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant et offensant pour le personnel et les étudiants*», écrivent les signataires qui affirment par ailleurs que les dirigeants universitaires «*manquent de courage ou de capacité*» pour défendre la liberté d'expression.

Selon les universitaires, 80 incidents relevant de l'intimidation, du harcèlement ou de la censure, ont été relevés depuis cinq ans dans les plus grandes universités du pays. Parmi les signataires, Jo Phoenix, une professeur de criminologie de 57 ans. Elle a récemment porté plainte contre son université pour ne pas avoir su la protéger contre une «*campagne publique de harcèlement qui [lui a] rendu la vie professionnelle insupportable*». L'universitaire avait été arrêtée pour cause de syndrome de stress post-traumatique après que 360 de ses collègues ont signé une pétition demandant de lui retirer son habilitation à la recherche, et qu'un courrier lui avait été adressé, lui intimant de «*fermer sa putain de gueule*», le tout illustré d'un dessin de pistolet.

«*Quand je suis entré dans la vie universitaire [au début des années 1970], l'idée ne m'a jamais traversé l'esprit que certains sujets étaient interdits*», confie au *Sunday Times* Partha Dasgupta, professeur d'économie à Cambridge. «*Il y a aujourd'hui dans les universités britanniques une tentative de réguler la pensée, et pas seulement la parole et l'écrit. Et dire que nous critiquons ailleurs les régimes autoritaires pour avoir supprimé la pensée*», ajoute-t-il.

Auf dem Berg könnte es ruhig etwas wärmer sein

• VON KAREN KRÜGER

• -AKTUALISIERT AM 17.10.2021-17:15



Ein Bergsee in den Alpen Bild: Paolo Cognetti

Wie lebt es sich auf zweitausend Meter Höhe? Der Bestsellerautor Paolo Cognetti ist aus Mailand in die Alpen gezogen. Ein Gespräch über Einsamkeit, Wetter-Apps und Wölfe vor der Haustür.

Der italienische Schriftsteller Paolo Cognetti, bekannt geworden durch seinen Bestseller „Acht Berge“, hat die Alpen nicht nur literarisch zu seiner Heimat gemacht. Seit dreizehn Jahren lebt er in einer einsamen Hütte im Aostatal. Zum Treffen in Mailand erscheint er in Begleitung seiner Hündin Laki, die ihm in den Bergen Gesellschaft leistet.

Wie kam es, dass Sie vor dreizehn Jahren in die Berge gezogen sind?

Als ich dreißig Jahre alt war, hatte ich eine existenzielle Krise. Vieles ging zu Ende: ein Job, eine Beziehung, wichtige Freundschaften. Die Berge, in denen ich immer die Sommer meiner Kindheit verbracht hatte, wurden für mich zu einem Ort, um mich wiederzufinden und nochmals neu anzufangen. Es hatte sich dort nicht viel verändert. Dreißig Jahre sind wirklich nichts in den Bergen. Es gab noch dieselben Felsen, Bachläufe und Bäume. Es ist, als verginge die Zeit dort oben viel langsamer. Das ist einerseits befreiend, weil alles andere im Leben sich so schnell wandelt. Andererseits ist es bedrückend, weil man fühlt, wie kurz man selbst nur auf Erden ist.

Nach sechs Monaten auf 2000 Meter Höhe sind Sie gerade wieder nach Mailand zurückgekehrt, wo sie immer den Winter verbringen. Wie ist es, plötzlich wieder von Lärm, Abgasen, Asphalt und vielen Menschen umgeben zu sein?

Es ist zunächst seltsam, tut mir aber gut. In den Bergen erfasst mich mit Beginn des Herbstes immer eine gewisse Traurigkeit. Andere finden den Herbst toll, für mich versinnbildlicht er Tod und Einsamkeit. Im Sommer ist die Stimmung dort oben ganz anders. Selbst wenn ich allein bin, fühle ich mich nur selten verlassen. Spätestens Anfang Oktober werden die Kühe, die den Sommer über in den Höhen waren, wieder ins Tal getrieben. Bis dahin hört man immer irgendwo Glockenläuten. Wenn das Vieh weg ist, herrscht von einem Tag auf den anderen plötzlich totale Stille. Sie ist wie ein Vorbote der Kälte, die einen dazu zwingen wird, vor allem im Haus zu bleiben. Das kann sehr einsam werden. Bevor das passiert, verschwinde ich lieber nach Mailand. Ich wurde dort geboren und bin dort aufgewachsen. In Mailand bin ich Mailänder und genieße das auch.

Wie verabschieden Sie sich vom Sommer?

Wenn das Licht sich verändert und die Tage kürzer werden, mache ich immer eine letzte mehrtägige Wandertour. Sie ist mein Ritual. Ich schlafe in Schutzhütten oder im Schlafsack unter freiem Himmel, gern an Stellen, die ich noch nicht kenne, wobei ich mich dafür mittlerweile ziemlich weit von meiner Hütte entfernen muss, egal in welche Richtung ich gehe. (*lacht*). Als ich dann vor einigen Tagen mit meinem Kaffee morgens nach draußen getreten bin, war es auf einmal sehr kalt, nur drei Grad über null. Der Herbst war nun wirklich da. Ich hatte plötzlich große Lust, in eine Bar zu gehen, mit jemandem zu plaudern, einen Freund zum Abendessen einzuladen. Am Tag danach habe ich meine Hütte abgeschlossen und bin ich nach Mailand abgereist.



Ein Selfie im Bergnebel: Der Schriftsteller Paolo Cognetti. :Bild: Paolo Cognetti

Wie sieht für Sie ein normaler Tag in den Bergen aus?

Das Wetter hat einen großen Einfluss auf meinen Tagesrhythmus. Ist das Wetter schön, hacke ich Holz, arbeite im Garten oder gehe wandern. Wenn es regnet, bleibe ich zu Hause und schreibe. Allerdings hebe ich mir das Schreiben meistens für den Winter auf, für die Zeit in der Stadt. Ein schöner Tag in den Bergen ist zu kostbar dafür.

In der Stadt ändert man seine Pläne ja eher selten aufgrund des Wetters. Wenn es regnet, geht man mit einem Regenschirm aus dem Haus. Man existiert fast losgelöst von den meteorologischen Einflüssen.

Mich irritiert deshalb auch sehr, dass die meisten Bücher über den Klimawandel von Leuten geschrieben werden, die in der Stadt leben: weil sie Wissenschaftler sind, die an einem Institut arbeiten oder an der Uni lehren. Sie beschreiben etwas, dessen Auswirkungen sie anhand von Daten analysieren, aber kaum unmittelbar am eigenen Leib erfahren. Auf mich wirkt das, als würde man als Anthropologe von New York aus über Inuit schreiben. Das macht mich manchmal wütend. Es gibt so viel Emphase und Rhetorik im Klimadiskurs. Oft habe ich den Eindruck, die Menschen wissen gar nicht, worüber sie reden.

Wie gehen die Bergbewohner mit dem Thema um?

Ehrlich gesagt, hätten die meisten nichts dagegen, wenn es drei oder fünf Grad wärmer bei ihnen wäre. Der Winter bei uns dauert normalerweise sechs Monate. Ab Ende Oktober liegt alles unter einer Schneedecke. Der Frühling kommt erst Ende Mai. Niemand wäre traurig, wenn diese Zeit sich verkürzt.

Aber wie sollen die Bewohner der Ski-Orte überleben, wenn es keinen Schnee mehr gibt?

Sie stellen doch schon jetzt Kunstschnee her. Oder sie verlegen die Skipisten nach weiter oben. In meinem Tal wird gerade wegen einer Piste gestritten, die bis auf 3000 Meter Höhe reichen soll. Die Bewohner würden sie gerne haben. Die Umweltschützer, die vor allem Leute von außerhalb sind, sind dagegen.

Ähnlich verläuft die Konfliktlinie bei der Debatte um den Wolf. Die ersten wurden 2017 im Aostatal gesichtet. Mittlerweile sollen dort vierzig leben.

Fast allen Bergbewohnern wäre es lieber, wenn es keine gäbe. Es ist nahezu unmöglich, das Weidevieh vor Angriffen zu schützen. Die größten Wolfsverteidiger sind Städter. Sie haben keine Ahnung, wie es ist, den Wolf vor der Haustür zu haben. Ich bin da ambivalent. Ich mag den Wolf, finde aber, der Bestand sollte kontrolliert werden. Bei Wildschweinen oder Rotwild macht man das ja auch. In Italien hat sich seit den Fünfzigerjahren der Waldbestand um etwa fünfzig Prozent erhöht. Je mehr sich die Berge entvölkerten, desto größer wurden die Wälder. Wo der Mensch fortgeht, hat die Natur wieder Raum. In Italien gibt es viele Debatten darüber, wie traurig die Entvölkerung der Berge sei. Aber ob die Situation dramatisch ist, ist immer eine Frage der Perspektive. Flora und Fauna sind glücklich, wenn es in den Bergen weniger Menschen gibt. Aus Sicht des Wolfes ist alles wunderbar. Er hat viel Platz und genug zu fressen, da auch der Wildbestand in den vergangenen Jahren zugenommen hat.



Hündin Laki vor einer handgefertigten Kinderwippe auf zweitausend Meter Höhe. :Bild: Paolo Cognetti

Wie reagiert Ihre Hündin Laki auf den Wolf?

Früher ist sie morgens, wenn ich die Tür meiner Hütte öffnete, erst mal für ein, zwei Stunden verschwunden. Jetzt macht sie oft sofort wieder kehrt. Ich vermute, sie wittert dann einen Wolf. Sie weiß, eine Begegnung könnte tödlich für sie enden. Der Wolf riecht den Menschen am Hund, und das gefällt ihm ganz und gar nicht.

In den Bergen ist man dem Wetter ausgeliefert wie kaum irgendwo sonst. Ist es noch schwierig für Sie, das Wetter zu lesen?

Ich benutze immer eine Wetter-App (*lacht*), das ist viel besser, aber vielleicht sollte ich das gar nicht sagen.

Weil das mit Ihrem Bild als Naturbursche aufräumt?

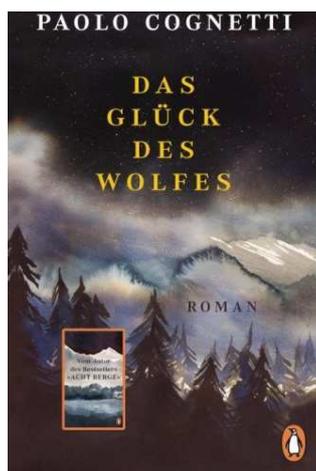
Ach, das wäre gar nicht so schlecht. Genauso wie die Berge meistens nur mit Postkartenansichten mit Sonne und blauem Himmel assoziiert werden, haben viele Menschen ein vollkommen romantisierendes Bild von meinem Leben am Berg. Ich bin für sie der Schriftsteller, der sich irgendwann in die Einsamkeit der Berge verabschiedet hat. Manche scheinen in mir fast eine Art Heiligen zu sehen, der ein reines, einsiedlerisches Leben führt, während unten alle ihre Probleme haben und von einer Flucht in andere Welten träumen. Als sei ich ein Stylit, der zum Zeichen besonderer Askese sein Leben auf dem Kapitell einer Säule verbringt. Die Leute denken, ich hätte eine Holzhütte im Wald, am Fenster laufen Rehe vorbei, während irgendwo ein Bach plätschert. Viele Journalisten sind bei Besuchen erstaunt, dass ich eine Küche und einen Kühlschrank besitze und nicht über dem offenen Feuer koche und die Butter zum Kühlen auf die Fensterbank stelle.

Für viele Menschen sind die Berge tatsächlich ein Sinnbild für ein besseres Leben. Sie sehen sogar die Freiheit der Berge in den grasenden Kühen und glauben, dass nur dort ein nachhaltiges Leben möglich sei.

In Estoul, wo ich lebe, wohnen im Winter fünfzehn Menschen. Im Sommer sind es doppelt so viele, weil einige Mailänder dort ein Wochenendhaus haben. Während des Lockdowns blieben ein paar von ihnen

einfach da. Auf einmal gab es zehn, zwölf Kinder mehr in der Schule. Das war ein sehr schöner Effekt. Was die Nachhaltigkeit angeht, muss ich sagen: Das Leben, das ich führe, ist überhaupt nicht nachhaltig. Ich heize mit Holz, was Feinstaub und Ruß produziert. Ich habe außerdem ein Auto, weil man ohne Auto in den Bergen aufgeschmissen ist. Ich habe Wi-Fi und Strom, der über eine hundert Meter lange Stromleitung nur zu meinem Haus geführt wird. In der Stadt zu leben ist viel ökologischer. Man kann dort die Ressourcen besser teilen und so den Konsum einschränken.

Nun handeln Ihre Romane ja oft von Männern, die in den Bergen Zuflucht suchen und dort neu anfangen. So gesehen, nähren Sie die Bergsehnsucht. Ihr jüngstes Werk, „Das Glück des Wolfes“, folgt einem ähnlichen Prinzip, diesmal ist es Fausto, ein Mailänder Schriftsteller, der nach einer gescheiterten Beziehung in die Berge flieht.



Paolo Cognetti, „Das Glück des Wolfes“. Aus dem Italienischen von Christiane Burkhardt. Penguin, 208 Seiten, 22 Euro. :Bild: Verlag

Die Berge, über die ich früher geschrieben habe, waren tatsächlich Berge ohne Zeit, mit Hirten und Männerfreundschaften. Mein neuer Roman beschreibt sie hingegen als einen Ort von heute, mit Menschen, die arbeiten, Beziehungen haben und Wetter-Apps. Im Winter verwandelt sich ihr Weiler in einen Skiort und die Bewohner in Sesselliftmitarbeiter, Rettungshelfer oder Pistenraupenfahrer.

Bisher gab es in Ihren Büchern keine Frauen in dieser Höhe. In ihrem neuen Roman gibt es die Wirtin Babette und die junge Kellnerin Silvia, die in vielerlei Hinsicht die Führung übernimmt. Warum diese Hinwendung zu mehr Weiblichkeit?

Ich wollte über die starken Frauen schreiben, die ich in den Bergen kennengelernt habe. Babettes Lokal gibt es wirklich. Es wird von einer Mailänderin geführt, die in den Neunzigern aus Liebe zu einem Mann dort hochgezogen ist. Die Beziehung zerbrach, aber sie blieb. Ich habe im Winter mal als Koch bei ihr gearbeitet. So bin ich in diese Welt der Menschen, die in den Bergen arbeiten, reingerutscht. Ich möchte zeigen, sie sind weder Eremiten noch Heilige oder Wilde. Sie sind Menschen wie du und ich. Man sollte sie nicht idealisieren, genauso wenig wie das Leben in den Bergen.

Mit dem Geld, das Sie mit Ihrem Bestseller „Acht Berge“ verdient haben, haben Sie den alten Stall neben ihrer Hütte zu einem Gästehaus mit zehn Betten umgebaut. Es wurde im Sommer eröffnet. Sie wollen also mehr Menschen um sich haben?

Ich möchte einen einsamen Ort in einen Ort der Begegnung, des Teilens und der Meditation verwandeln. Ich fände es schön, wenn das Gästehaus nicht nur Wanderer, sondern auch Künstler und Schriftsteller beherbergte, die dort arbeiten wollen – auch Klimaforscher sind sehr willkommen. Ich möchte jemand sein können, der Gäste empfängt, und nicht nur jemand, der wie ein Wolf von Tal zu Tal wandert. Bisher waren vor allem Freunde da.

Das klingt nach einer radikalen Zäsur.

Ich bin eigentlich sehr ruhelos und immer auf der Suche nach neuen Wegen. Es ist fast eine Krankheit. Seit einiger Zeit lese ich viel über Bäume. Sie organisieren sich, um sich zu verteidigen, sie kooperieren, um ihre Lebensbedingungen zu verbessern. Das fasziniert mich. Es würde mir sehr gefallen, eher wie ein Baum zu sein und weniger wie ein Wolf. Der Schriftsteller Henry Thoreau lebte zwei Jahre lang im Wald und hat darüber das großartige Buch „Walden“ geschrieben. Es bedeutet mir sehr viel. Am Ende begründet er seine Rückkehr in die Stadt damit, er habe gemerkt, dass sein Experiment an sein Ende gelangt sei. Ich verstehe das sehr gut. Ich habe die Einsamkeit kennengelernt, so wie ich das wollte, habe erfahren, was sie ist. Und jetzt kommt langsam die Zeit, ihr den Rücken zu kehren.

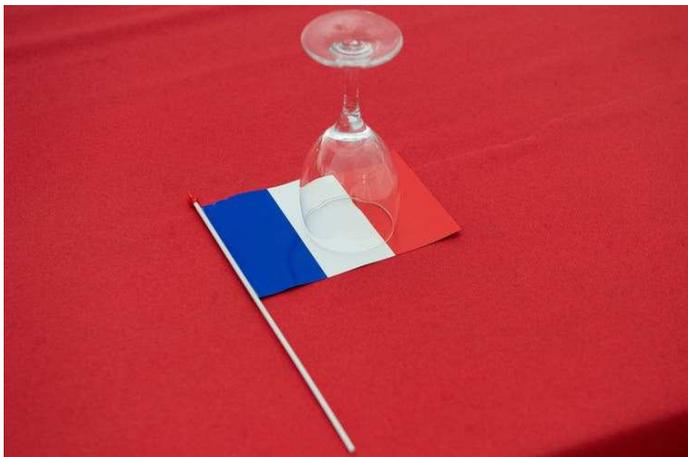
KOMMENTAR

Das Verhältnis der Franzosen zur Politik ist zerrüttet – dafür ist auch Emmanuel Macron verantwortlich

Präsident Macron wollte den Franzosen das Vertrauen in die Politik zurückgeben. Doch Frankreichs Gesellschaft driftet weiter auseinander. Die Kluft zwischen Bevölkerung und politischer Elite muss dringend verkleinert werden.

Judith Kormann

72 Kommentare 18.10.2021, 05.30 Uhr



Die Skepsis der Franzosen gegenüber ihren Volksvertretern sitzt tief: Rund 80 Prozent denken laut Umfragen, dass sich die Regierung nicht um sie kümmere.

Laurent Coust / Imago

Die Bestürzung war gross in Frankreichs politischer Klasse. Von einem «staatsbürgerlichen Desaster» war die Rede, von einer «demokratischen Ohrfeige», vom «Scheitern aller politischen Kräfte» und von einem «wichtigen Warnschuss».

Der Grund dafür waren die Regionalwahlen Ende Juni. Oder genauer gesagt: das geringe Interesse, auf das diese gestossen waren. Denn rund zwei Drittel der Wähler hatten weder im ersten noch im zweiten Durchgang daran teilgenommen.

Verunsicherte Blicke richten sich seitdem auf die Präsidentschaftswahl vom kommenden April. Regionalwahlen folgen zwar einer anderen Logik als das Rennen um den Élysée-Palast. Die Beteiligung ist jeweils geringer. Doch das historische Ausmass der Enthaltung hat ein Schlaglicht auf ein Problem der französischen Gesellschaft geworfen: das tiefe Misstrauen gegenüber der Politik und ihren Vertretern.

Ein «schwarzes Jahrzehnt»

Es ist vergleichsweise gross, wie ein Blick auf Meinungsumfragen zeigt: 65 Prozent der Franzosen halten Politiker für korrupt, 80 Prozent sind der Meinung, diese würden sich nicht um sie kümmern. Während 57 Prozent der Deutschen und 43 Prozent der Briten ihrer Regierung vertrauen, sind es in Frankreich bloss 35 Prozent.

Mit der gegenwärtigen Gesundheitskrise und der Corona-Politik der Regierung, gegen die im Sommer [Hunderttausende auf die Strasse gegangen sind](#), hat das nur bedingt zu tun. Forscher der Hochschule Sciences Po untersuchen seit 2009 die Stimmung im Land. Ihr Ergebnis: Schon in den vergangenen 12 Jahren stand es um das Verhältnis der Franzosen zur Politik nicht besser. Sie [sprechen von einem «schwarzen Jahrzehnt»](#). Anders gesagt: Die Beziehung zwischen Frankreichs Bevölkerung und ihrer politischen Führung ist schwer beschädigt – und das nicht erst seit gestern.

Präsident Emmanuel Macron wollte das zerrüttete Verhältnis der Franzosen zu ihren Volksvertretern verbessern. Doch kurz vor dem Ende seines ersten Mandats steht fest: Das ist ihm nicht gelungen.

Grosse Distanz zwischen «dirigeants» und «dirigés»

Ursachen für das grosse Misstrauen der Franzosen gibt es viele. Ein Element ist entscheidend: die grosse geografische und vor allem soziale Distanz zwischen der Bevölkerung und der politischen Führung.

Wichtige politische Entscheidungen fallen so gut wie immer in Paris. Gerade zu Beginn der Pandemiebekämpfung [erzeugte das zentralistische Vorgehen der Regierung Unmut](#). Etwa als Lokalpolitiker daran gehindert wurden, mit eigenen Initiativen vorzupreschen. Oder als die Regierung die [Schliessung von Bars und Restaurants in Marseille diktierte](#), ohne sich zuvor mit den Politikern der Stadt abzusprechen.

Vor allem aber vermittelt die Pariser Machtspitze den Eindruck, dass ihr der Einblick in die Lebensrealitäten der Bevölkerung fehlt. «Das grosse Misstrauen rührt von einem Gefühl des sozialen Bruchs zwischen <dirigeants> und <dirigés> her», sagt der Politologe Luc Rouban, der sich seit Jahren mit dem Thema befasst.

Der Meinungsforscher Jérôme Fourquet vergleicht Frankreich in seinem 2019 erschienenen Buch «L'archipel français» mit einem Archipel, dessen gesellschaftliche Gruppen als Inseln zunehmend für sich existieren. Dabei würden sich die Eliten in den grossen Metropolen mehr und mehr vom Rest der Bevölkerung abkapseln. So verstünden sie den Rest der Gesellschaft immer schlechter, schreibt Fourquet. Er vergleicht sie mit «Touristen in ihrem eigenen Land».

Dass sich gerade ausserhalb der grossen Städte viele Franzosen wirtschaftlich abgehängt und nicht mehr von der politischen Führung in Paris repräsentiert fühlen, haben die Gelbwesten-Proteste vor drei Jahren deutlich gezeigt.

Doch die Pariser Machtspitze inspiriert nicht nur wenig Volksnähe, ihr Kreis ist auch schwer zugänglich. In Frankreich funktioniert [der soziale Fahrstuhl](#) nicht, wie er sollte. Laut einer Studie der OECD dauert der Aufstieg aus den ärmsten Schichten [in die Mittelklasse sechs Generationen](#) – länger als im Durchschnitt der OECD-Länder. Die Elite aus Politik, Wirtschaft und Verwaltung reproduziert sich zu grossen Teilen selbst. Der Zugang zu den exklusiven Hochschulen, aus denen sie hervorgeht, bleibt trotz Bemühungen zur Öffnung [weitgehend einer kleinen Oberschicht vorbehalten](#).

Nicht nur diverse Skandale in dieser Oberschicht dürften den Argwohn der Franzosen weiter befeuert haben, sondern auch die Unfähigkeit eines Teils der politischen Klasse, sich klar davon zu distanzieren. Als der frühere Präsident Nicolas Sarkozy Ende September [wegen illegaler](#)

[Wahlkampffinanzierung verurteilt](#) worden war, bekundeten führende Politiker seiner konservativen Parteifamilie ihre Solidarität – unter ihnen auch mehrere Bewerber für das Präsidentenamt 2022.

All das verstärkt in der Bevölkerung den Eindruck, dass die Spielregeln nicht für alle dieselben sind. Wer denkt, auf die Geschehnisse im Land ohnehin keinen Einfluss nehmen zu können, neigt eher dazu, sich vom System abzuwenden. Das Ergebnis ist eine Gesellschaft, die immer weiter auseinanderdriftet, von der ein Teil seinen Frust nur mehr auf der Strasse kundtut – oder einfach schweigt.

Macrons unerfüllte Versprechen

Emmanuel Macron hat zu dieser Entwicklung beigetragen. Das liegt zum Teil daran, wie er bei der Bevölkerung ankommt. Zwar bewegen sich seine Zustimmungswerte (mit je nach Umfrage bis zu 46 Prozent) am Abend seiner Amtszeit in einem Bereich, auf den seine Vorgänger François Hollande und Nicolas Sarkozy neidisch sein können. Doch ist es Macron nicht gelungen, das Image eines abgehobenen Präsidenten abzulegen. Für viele verkörpert er den Prototyp der Pariser Elite. Seine extreme Selbstsicherheit lässt ihn auf manche arrogant wirken. Einem Teil der Franzosen ist er geradezu verhasst.

Eine Rolle spielt auch Macrons Art, Politik zu machen. Der Präsident schöpft die grosse Machtfülle seines Amtes voll aus. Er entscheidet weitgehend allein, wohin das Land geht. In der Pandemie wurde das besonders deutlich. Ob strikter Lockdown, der Verzicht darauf oder Impfdruck: Die Entscheidungen fielen in einem kleinen Verteidigungsrat, hinter verschlossenen Türen, ohne öffentliche Debatte. Anschliessend verkündete sie Macron im Fernsehen. Das Parlament brachte später höchstens noch kleine Änderungen an.

Zwar hat Macron mit neuen Formen der Bürgerbeteiligung experimentiert: Auf die Gelbwesten-Proteste antwortete er mit [einem grossen «Bürgerdialog»](#). In einem «Klimakonvent» liess er 150 Französischen und Franzosen [Vorschläge](#) dazu ausarbeiten, wie Frankreich seinen Treibhausgasausstoss senken soll. Doch die gross inszenierten Aktionen schürten hohe Erwartungen, die sie nicht alle erfüllen konnten. Hinterher drängte sich die Frage auf, wie ernst es dem Präsidenten damit war.

Mehrere seiner Versprechen, die das Vertrauen der Franzosen stärken sollten, blieben auf der Strecke: Eine Reform des Wahlsystems zugunsten kleinerer Parteien bei den Parlamentswahlen ist vom Tisch. Durch sie sollten die Meinungen der Wähler besser repräsentiert werden. Von mehr Dezentralisierung ist kaum etwas zu sehen. Und eine Volksabstimmung, die den Klimaschutz in der Verfassung verankern und damit die Mitsprache der Bürger fördern sollte, liess die Regierung fallen.

Tiefgreifende Reformen nötig

Ernster scheint es Macron mit der Förderung der sozialen Mobilität. Er liess die Schulen in der Pandemie nach der ersten Welle praktisch durchgehend offen, nicht zuletzt um zu verhindern, dass Schüler aus schwierigeren Verhältnissen abgehängt werden. Mit der Halbierung der Klassengrössen von Volksschulen in sozial prekären Vierteln hat er einen wichtigen Schritt gemacht.

Die von ihm beschlossene Abschaffung der umstrittenen Kadenschmiede ENA hat Symbolkraft. Die berühmte Verwaltungshochschule hat zahlreiche Präsidenten und Minister hervorgebracht – Macron inklusive. Sie steht wie keine andere Institution für die Reproduktion der Mächtigen. Ob

das Institut, das sie ersetzen wird, tatsächlich dazu führen wird, dass mehr Franzosen aus bescheidenen Verhältnissen auf hohe Verwaltungsposten kommen, muss sich aber erst zeigen.

Fest steht: Soll Frankreichs Gesellschaft durchlässiger werden, braucht es noch viel tiefgreifendere Reformen. Dazu zählt ein Ausbau der Informations- und Förderungsprogramme für Schüler aus prekären Gegenden. Denn wer in eine Vorbereitungsklasse und dann auf eine der renommierten Hochschulen kommt, entscheidet sich bereits dort. Schüler der elitären Pariser Gymnasien sind im Vorteil. Die Aufnahmekriterien müssen angepasst, die starke Konzentration der Elitehochschulen und Vorbereitungsklassen in Paris hinterfragt werden.

Um das Misstrauen der Bürger abzubauen, kann auch mehr Dezentralisierung staatlicher Entscheidungskompetenzen helfen. Dasselbe gilt für mehr Transparenz bei der Regierungsführung und für Massnahmen zur stärkeren Mitsprache der Bürger, die halten, was sie versprechen.

All das lässt sich nicht von heute auf morgen schaffen. Umso wichtiger ist es, die Weichen schnell zu stellen. Das Vertrauen der Bevölkerung in die Politik zu stärken, muss für Frankreichs nächsten Präsidenten absolute Priorität haben. Das gilt auch dann, wenn er Emmanuel Macron heisst.

Muezzin-Rufe in Köln: Die Selbstverleugnung im Namen der Toleranz nimmt groteske Züge an

In Köln dürfen Muezzins einmal wöchentlich zum Gebet rufen. Die Oberbürgermeisterin der Stadt sieht dies als Ausdruck von Freiheit und Vielfalt. Tatsächlich fördert sie damit den politischen Islam. Das Verbot von Minaretten in der Schweiz erscheint rückblickend als hellsichtige Entscheidung.

Benedict Neff

243 Kommentare 15.10.2021, 05.30 Uhr



Die DITIB-Zentralmoschee mit dem Kölner Dom im Hintergrund. Aufnahme vom 26. September 2018.

Wolfgang Rattay / Reuters

Bald rufe der Muezzin auch in der Schweiz zum Gebet, warnten die Initianten der Minarett-Initiative im Jahr 2009. Wo ein Minarett stünde, da sei der Muezzin nicht weit. Deshalb dürfe dieses religiöse und politische Machtsymbol gar nicht erst gebaut werden. Billige Polemik, befanden linke und bürgerliche Politiker. Die Initiative zum Verbot von Minaretten verletze die Religionsfreiheit, sei potenziell rassistisch und ganz sicher unverhältnismässig: Wo, bitte, stehen in der Schweiz Minarette? Die Vorstellung, dass Muezzins zum Gebet rufen könnten, galt als Hysterie, als Angstkampagne.

Die Minarettinitiative wurde mit 58 Prozent angenommen, nur vier Kantone lehnten ab. Seither steht in der Schweizer Bundesverfassung unter Artikel 72, Absatz 3: «Der Bau von Minaretten ist verboten.» Die Volksabstimmung war ein internationaler Skandal. Die NZZ schrieb, ein Imageschaden für das Land sei wahrscheinlich. Der bekannte Genfer Soziologe Jean Ziegler witterte sogar eine «Pogromstimmung» gegen Muslime. Bedenkt man heute, wie etwa die deutsche Politik mit dem Islam umgeht, neigt man dazu, die Minarett-Initiative gnädiger zu beurteilen.

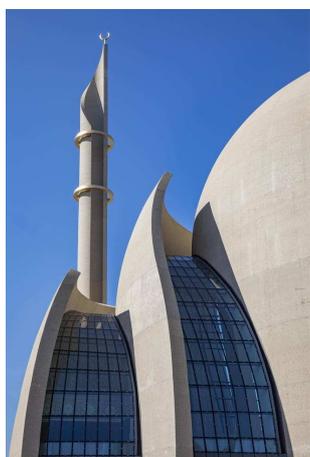
Der 5-Minuten-Muezzin

Die Stadt Köln startet gerade ein Pilotprojekt. Während zweier Jahre erhalten die Moscheen die Erlaubnis, freitags zum Gebet zu rufen. Mit Auflagen, versteht sich. So darf der Aufruf zum Gebet höchstens fünf Minuten dauern, und er muss zwischen 12 und 15 Uhr stattfinden. Die Nachbarschaft muss vorab mit einem Flyer informiert werden; und mit der Lautstärke dürfen es die Muezzins nicht übertreiben. Kurzum, es ist alles schön deutsch.

Henriette Reker, die Kölner Oberbürgermeisterin, preist Köln als die Stadt der «Freiheit und Vielfalt». Wer am Hauptbahnhof ankomme, werde vom Dom begrüßt und von Kirchengeläut begleitet. Viele Kölner seien Muslime, und darum sei es «ein Zeichen des Respekts», wenn der Muezzin-Ruf gestattet werde. Reker ist eine Altbekannte im deutschen Aufregungsdiskurs. Nach den massenhaften sexuellen Übergriffen am Kölner Silvester 2015/16 gab sie Frauen den Tipp, zu Unbekannten immer «eine Armlänge Abstand» zu halten.

Der verlängerte Arm von Erdogan

Auch Rekers Erklärungen zum Muezzin-Pilotprojekt lösten gleich Zuspruch und Empörung aus. Zwar ist der Muezzin-Ruf keine Premiere in Deutschland, in zahlreichen Städten ist er unter bestimmten Voraussetzungen erlaubt. In Köln, wo die Ditib-Zentralmoschee steht, ein massiger Bau mit 55 Meter hohen Minaretten und Platz für über 1000 Gläubige, ist der Entscheid nun aber besonders umstritten.



Die Ditib-Zentralmoschee in Köln-Ehrenfeld. Die Höhe der beiden Minarette beträgt je 55 Meter.

Jan Tepass / Imago

Das hat auch mit der unseligen Geschichte dieser Moschee zu tun. 2018 hätte sie im Rahmen eines Volksfestes eröffnet werden sollen. Deutsche Spitzenpolitiker blieben dem Bau aber fern, stattdessen reiste der türkische Staatspräsident Recep Tayyip Erdogan an. Ditib steht für die «Türkisch-Islamische Union der Anstalt für Religion», der Verband ist dem türkischen Religionsamt (Diyanet) angegliedert. Dieses sendet auch die Imame für rund 900 türkische Moscheen nach Deutschland.

Die Behörde funktioniert als verlängerter Arm von Erdogan. Obschon dies schon lange bekannt ist, versorgte der deutsche Staat den Verband über Jahre mit Geldern für Integrationsprojekte. Im Herbst 2018 nahm das Bundesamt für Verfassungsschutz dann Ditib als Prüffall unter verschärfte Beobachtung wegen verfassungsfeindlicher Aktivitäten. Hintergrund waren Spionagevorwürfe gegen 19 Ditib-Imame, die im Auftrag der türkischen Regierung Gülen-Anhänger in Deutschland ausspionierten.

Ditib hat die Politik ausgetrickst

Die Geschichte der Ditib-Zentralmoschee in Köln dokumentiert die Naivität deutscher Behörden im Umgang mit islamischen Organisationen. Vor dem Bau machte der türkische Verband dem damaligen Kölner Oberbürgermeister Fritz Schramma Zusagen, dass die Predigten auf Deutsch gehalten würden und die Moschee eine Begegnungsstätte für Angehörige verschiedener Religionen werden solle. Während des Baus wechselten dann die Ansprechpartner. Die neuen Ditib-

Funktionäre kamen aus der Türkei und sprachen kein Deutsch. Im Keller der Moschee wurde schon vor Bauende gepredigt, allerdings auf Türkisch. Zur Eröffnung war der einstige Oberbürgermeister, einer der grössten Förderer der Moschee, erst nicht eingeladen.

Wenn man sich vergegenwärtigt, wie Ditib die Kölner Politik ausgetrickst hat, mutet die Erlaubnis für den Muezzin-Ruf besonders grotesk an. Was die Stadtregierung bei allem Bemühen um Toleranz nicht begriffen zu haben scheint: Hier geht es um Politik, Gebietsanspruch, um Zugriff auf Menschen. Ditib verkündet den türkischen Islamismus und Nationalismus von Erdogans Prägung. Der Vergleich des Muezzins mit den kirchlichen Glocken ist schön, aber nicht stimmig. Das Läuten der Kirchenglocken ist ein akustisches Signal, der Ruf des Muezzins ist ein Glaubensbekenntnis, das die Suprematie des Islams zum Ausdruck bringt: «Allah ist gross. Ich bezeuge, dass es keine Gottheit gibt ausser Allah. Ich bezeuge, dass Mohammed Allahs Gesandter ist. Eilt zum Gebet.»

Verrat der eigenen Werte

Eine Stadt im Westen, die diese Verkündung erlaubt, verrät ihre eigenen Werte. Und sie wird damit ihr Ziel, Toleranz und Integration zu fördern, kolossal verfehlen. Viele Nichtmuslime dürften für das Muezzin-Projekt wenig Verständnis haben – laut einer Umfrage des Erfurter Sozialforschungsinstituts Insa-Consulere sind 61 Prozent der Deutschen gegen die Erlaubnis des islamischen Gebetsrufs.

Viele liberale Muslime, die wegen der Zwänge des politischen Islams nach Deutschland geflohen sind, dürften das Zugeständnis ebenfalls kritisch sehen. Es bleiben die Islamverbände und ihre Mitglieder. Sie wird insgeheim wohl vor allem die Selbstverleugnung des Westens beschäftigen. Mitglieder einer Kultur, die stark von Stolz und Respekt geprägt ist, werden sich wundern, wie schlecht man die Kölner Behörden behandeln darf. Und wie viel man für diese schlechte Behandlung politisch herauschlagen kann.

Enttäuschung und Verachtung

Öffentlich würden sich die Ditib-Funktionäre selbstverständlich so nicht äussern. Im Gegenteil, da spielt man gern die Opferkarte. Insofern darf man sogar von einer gelungenen Integration sprechen. Wie viele andere Minderheiten auch haben die Ditib-Funktionäre den Triggerpunkt der Deutschen schnell gefunden: Rassismus. Auf nichts reagieren deutsche Behörden sensibler. Daneben kennen die Islamverbände mittlerweile auch die Schlüsselwörter, die die Deutschen im Dialog hören möchten: Respekt und Toleranz. Im Keller kann man dann immer noch predigen, was man will.

So dürfte der falsch verstandene Kampf für Toleranz bei liberalen Muslimen Ablehnung und Enttäuschung auslösen, bei Islamisten wiederum Verachtung. Dass daraus der Wunsch entsteht, sich in diese Gesellschaft zu integrieren, ist zu bezweifeln. Radikale werden den Islam vor allem als Möglichkeit sehen, um das deutsche Identitätsvakuum zu füllen.

Religionsfreiheit braucht keinen Muezzin

Befürworter des Muezzin-Rufs argumentieren oft mit der Religionsfreiheit. Für die religiöse Praxis und die Versammlung ist der Ruf in Zeiten von Uhren und Handys aber nicht mehr nötig. Serap Güler, die Integrations-Staatssekretärin von Nordrhein-Westfalen, sagt: «Als Muslima brauche ich den Muezzin-Ruf nicht, um meine Religionsfreiheit ausleben zu können.» Viele Muslime würden es ähnlich sehen. Die Erlaubnis für den Muezzin-Ruf ist also nichts anderes als eine irritierende Form von kultureller Anpassung seitens der Mehrheitsgesellschaft.

Nach der Annahme der Minarett-Initiative sinnierte die NZZ etwas ratlos darüber, was die Motive der Bevölkerung gewesen sein mögen, eine solche Initiative anzunehmen: «War die Einwanderung gemeint? Die geistige Orientierungslosigkeit? Das wilde Geschehen in der weltweiten und hiesigen Wirtschaft?» Was wollte das Stimmvolk eigentlich sagen? Eine Erklärung ist vielleicht, dass viele Bürgerinnen und Bürger weniger die Angst vor dem Islam umtreibt als vor den eigenen Politikern – Akteuren wie Henriette Reker, die in selbstgerechter Weise den politischen Islam fördern. Und so die Öffentlichkeit in einer Weise verändern, wie es sich viele Menschen nicht wünschen.

Die Minarett-Initiative steht für Symbolpolitik. Aber man darf deren Funktion trotzdem nicht unterschätzen. Die Bürger gaben ein Misstrauensvotum gegen die politische Klasse ab; es war der Versuch, einen Riegel zu schieben, wo die Widerstandskräfte der Politik nicht ausreichend schienen. Folgenlos bleibt ein solches Symbol nicht, es justiert die Politik wieder. Die Deutschen würden wohl ähnlich stimmen, wie die Umfrage nahelegt. Sie sind ihren Politikern und deren Vorstellungen von Toleranz aber stärker ausgeliefert.

Das Image der Schweiz

Die Schweiz sorgte mit der Minarett-Initiative international für Schlagzeilen. Dass dies dem Image des Landes bei Muslimen geschadet hätte, kann nicht wirklich festgestellt werden. Im Gegenteil erscheinen in deutschen Zeitungen Artikel wie: «Warum Muslime so gerne in die Schweiz reisen.» Musliminnen und Muslimen ist es zumutbar, in Europa auf andere Bedingungen zu stossen als in ihren Herkunftsländern. Die meisten dürften sich diese Andersartigkeit geradezu wünschen. Ob mit Minarett und Muezzin oder ohne, die Religionsfreiheit ist gewährleistet.

Nun kann man einwenden, dass dies ja alles schön und recht, die Debatte aber trotzdem fürchterlich aufgebauscht sei. Gehe es doch um einen Gebetsruf, der maximal 5 Minuten lang und nur einmal wöchentlich stattfindet. Dazu sollte man sich den Weg noch einmal vergegenwärtigen, den Köln mit der DITIB-Zentralmoschee gegangen ist: Man wollte ein Haus der interkulturellen Begegnung bauen, in dem der Islam auf Deutsch gepredigt wird. Geschaffen hat man ein islamistisch-nationalistisches Zentrum im Geiste Erdogans. Wer nach dieser Geschichte glaubt, es bleibe bei den 5 Minuten, wiegt sich selbst schon in die Welt der Märchen.

Why I Am Suing UCLA

I refused to discriminate against my students. Then the problems began.



Gordon Klein

Sep 30



Recently, I was suspended from my job for refusing to treat my black students as lesser than their non-black peers.

Let me back up: I teach at UCLA's Anderson School of Management, and I've been doing this for 40 years. I've taught 15 different courses, in finance, accounting and law. CNBC has had me on; I've been quoted in The Wall Street Journal.

My saga — which nearly led to my firing — began on the morning of June 2, 2020, when a non-black student in my class on tax principles and law emailed me to ask that I grade his black classmates with greater “leniency” than others in the class. “We are writing to express our tremendous concern about the impact that this final exam and project will have on the mental and physical health of our Black classmates,” the student wrote. (There was no project in this class, and it was unclear to me who the “we” in this case was. I suspected the student simply used a form letter he found online and neglected to change the subject.) “The unjust murders of Ahmaud Arbery, Breonna Taylor and George Floyd, the life-threatening actions of Amy Cooper and the violent conduct of the [University of California Police Department] have led to fear and anxiety which is further compounded by the disproportionate effect of COVID-19 on the Black community. As we approach finals week, we recognize that

these conditions place Black students at an unfair academic disadvantage due to traumatic circumstances out of their control.”

The student then requested that the final be a “no harm” exam — meaning it should be counted only if it boosted one’s grade. “This is not a joint effort to get finals canceled for non-Black students, but rather an ask that you exercise compassion and leniency with Black students in our major.” (As I noted in my legal complaint, the student clarified, in a subsequent conversation with a university investigator, that he “intended that the requested adjustments apply to Black students and not the class generally.”)

To try to make his case, the student drew on UCLA’s “Equity, Diversity, and Inclusion” agenda, which directs professors to grant preferential “equity” to students belonging to “underrepresented groups.”

I wholeheartedly support these principles as most of us understand them. I think all human beings should be treated the same. I welcome — I celebrate — a diversity of opinions and arguments. And, to say the least, I believe in making room for anyone with the grades and gumption to study at one of the nation’s most competitive universities.

But academia has so corrupted these words that they are now hollowed out corpses devoid of their original meaning. Today, “equity” means conferring an unearned benefit on some at the expense of others. “Diversity” means ideological homogeneity. And “inclusion” means the *exclusion* of some from a taxpayer-supported university to favor others deemed more deserving of an educational springboard to prosperity.

I have a law degree, and I’m pretty sure the university’s EDI agenda violates Proposition 209, the California Constitution’s prohibition against race-based preferences in public education. Voters enacted this decades ago and reaffirmed it, last year, at the ballot box. So, I opted to follow the state Constitution and my conscience.

Shocked by the student’s email, which struck me as deeply patronizing and offensive to the same black students he claimed to care so much about, I collected my thoughts and, 20 minutes later, emailed back: “Are there any students that may be of mixed parentage, such as half black half-Asian? What do you suggest I do with respect to them? A full concession or just half? Also, do you have any idea if any students are from Minneapolis? I assume that they are probably especially devastated as well. I

am thinking that a white student from there might possibly be even more devastated by this, especially because some might think that they're racist even if they are not.”

I wrapped up my reply by citing Martin Luther King's vision of a colorblind world where people are judged solely by the content of their character — making it clear that I had no intention of treating any students differently on the basis of their skin color.

I thought this would do it and we'd move on with the class final and, just as important, summer break. I was naive.

By that evening, students were calling for my job. Soon after, they circulated a petition demanding I be fired; within a day or two, nearly 20,000 had signed — without knowing anything about me or taking into account, as far as I could tell, the implications of non-color-blind grading. I was attacked for being a white man and “woefully racist.” On June 5, three days after I was first emailed, I was suspended amid a growing online campaign directed at me.

It was around that time that I started to receive death threats on voicemail and email. One email, dated June 11, read: “You are a typical bigoted, prejudiced and racist dirty, filthy, crooked, arrogant Jew kike mother f**ker! Too bad Hitler and the Nazis are not around to give you a much needed Zyklon B shower.” About a week after this whole thing first blew up, there were police officers stationed outside my house. (It would take UCLA's threat manager, Chris Silva, another ten days to check in with me to make sure I was okay.)

Anderson administrators were rattled, and for good reason. But not because of the fact that my life was now being threatened. The problem was Anderson's reputation. It hadn't granted an African-American professor tenure in decades. It had but a handful of tenured Latino professors. Black students made up about two percent of the student body. And men outnumbered women roughly two-to-one, leading many students to call Anderson the *MAND*erson School of *MAN*agement.

So, even though a university administrator made it clear the university could not take any action against me — on the grounds that there was no known cause for taking such action — Anderson's Dean Antonio Bernardo took matters into his own hands. He apparently reasoned that a well-timed publicity stunt might distract attention away from the school's reputation as an inhospitable place for persons of color — to say nothing of its plummeting rankings in U.S. News and World Report and Bloomberg Businessweek.

Without any deliberation I was aware of, Bernardo suspended and banned me from campus. Then, like a well-choreographed dance, the Anderson administration started attacking my character on social media. As I documented in my legal claim, on June 3, one day after I received the first email, the Anderson School's Twitter account sent out a message: "Respect and equality for all are core principles at UCLA Anderson. It is deeply disturbing to learn of this email, which we are investigating. We apologize to the students who received it and to all those who have been as upset and offended by it as we are ourselves." This implied I didn't believe in equality for all — when that was *exactly* what I believed and continue to believe. Judson Caskey, who oversees the accounting program at Anderson, was tasked with monitoring my outgoing emails. I had been deemed radioactive.

I was confused and hurt. From the start, my whole point had been that all students, irrespective of skin color, should be treated the same. And now...*this*?

Fortunately, some rational voices came to my defense. UCLA's Academic Senate's Committee on Academic Freedom condemned Anderson's administration for violating my rights and "chilling" other professors into not voicing unorthodox opinions. The university's Discrimination Prevention Office declared that there was no there there — that the case did not warrant an investigation. On top of all this, 76,000 concerned individuals from around the world — from across the country and beyond — signed a petition demanding my reinstatement.

Less than three weeks after this whole thing blew up, I was reinstated. But this story is not over.

You see, most of my income comes not from teaching at UCLA but from consulting to law firms and other corporations. Several of those firms dropped me after they got wind that I'd been suspended — the better to put distance between themselves and a "racist." That cost me the lion's share of my annual income. The students involved in this escapade may have moved on to other causes. I have not. I'm not sure I ever will.

As a result, I have just filed a lawsuit against the University of California system. No employee should ever cower in fear of his employer's power to silence legitimate points of view, and no society should tolerate government-sponsored autocrats violating constitutional mandates.

As the Supreme Court ruled in a 1967 case in which a university professor refused to sign an oath stating he was not a communist, professors should never be coerced into an unthinking timidity. "Academic freedom," Justice William Brennan wrote, "is of transcendent value to all of us."

My parting thought: This is not just about principle. It's also about the United States' ability to compete. Anderson, like elite business schools across the country, is supposed to be training the next generation of innovators. The people who will muster the imagination and fortitude to create life-changing technologies and lead groundbreaking multinationals. If we don't maintain our standards — if we're not allowed to push all of our students to do their very best — we will be disarming unilaterally. I refuse to do that, and I'm convinced, this recent episode notwithstanding, that most of my students and colleagues feel the same way.

Gordon Klein teaches financial analysis, law, and public policy at the University of California at Los Angeles.